

**DELEGATION DE Monsieur Michel DUCHENE**

**D-2012/320**  
**Information au conseil municipal Bordeaux métropole**  
**aménagement. Rapport d'activité et financier de l'exercice**  
**2011.**

Monsieur Michel DUCHENE, Adjoint au Maire, présente le rapport suivant :

Mesdames, Messieurs,

Bordeaux Métropole Aménagement est une Société d'Economie Mixte Locale d'aménagement dont la Ville de Bordeaux détient 13,75% du capital. Les autres actionnaires principaux de cette société sont la Communauté Urbaine de Bordeaux (42,91% du capital) et la Caisse des Dépôts et Consignations (15,72%).

**RESULTAT DE L'ACTIVITE EN 2011**

L'activité traditionnelle de BMA est centrée autour de 3 secteurs d'activités : études et concessions d'aménagement, maîtrise d'ouvrage déléguée (mandats) et opérations propres.

Le volume d'opérations traitées en 2011 est en forte hausse, 80 millions d'euros versus 52 millions d'euros en 2010 : l'exercice confirme une reprise significative, de grandes opérations de constructions publiques ou d'aménagement étant en phase de construction.

Le chiffre d'affaires réalisé par BMA au cours des deux derniers exercices est globalement stable, respectivement 4,4 et 4,3 millions d'euros en 2010 et 2011. Ce dernier se décompose comme suit :

- 59,8% de rémunérations sur mandats au titre de la maîtrise d'ouvrage déléguée, dont 78% proviennent du contrat avec le Conseil Régional d'Aquitaine,
- 24,4% de rémunérations sur concessions et études, dont 45% sont issues des concessions de terrains dans le cadre d'opérations de concessions d'aménagement et 46% des participations de collectivités à ces opérations,
- 15,8% de rémunérations sur opérations propres, dont 89% correspondent aux locations de logements étudiants.

Les produits d'exploitation, hors opérations non récurrentes d'achats et de ventes de terrains dans le cadre de concessions, ressortent à 3.764.176 euros, contre 3.026.983 euros en 2010. Cette hausse de 737.193 euros (+ 24,35%) s'explique principalement comme suit :

- +889.000 euros par une augmentation de la rémunération sur mandats de constructions publiques,
- +100.000 euros par une augmentation de la rémunération sur concessions et études,
- -219.000 euros par une baisse des recettes sur opérations propres, incluant une hausse de +347.000 euros issue de l'activité de location de logements étudiants mise en service le 29/07/2010.

Parallèlement, les charges d'exploitation, hors opérations non récurrentes d'achats et de ventes de terrains dans le cadre de concessions, ont augmenté de 465.924 euros (+ 16,99%). Cette hausse s'explique principalement comme suit :

- +156.000 euros par une augmentation des études payées par BMA pour les projets d'opérations propres,
- +145.000 euros par une augmentation des frais de personnel due à la progression globale de l'activité,
- +131.000 euros par une augmentation de la dotation aux amortissements liée au plan d'amortissement de la ZAC « Cœur de Bastide », qui est de 12 mois cette année contre 5 mois l'an dernier.

Ces opérations conjuguées conduisent à un résultat d'exploitation de 556.260 euros, en progression de 95% par rapport à l'exercice précédent. L'évolution du résultat d'exploitation en 2011 reflète bien les fortes hausses des rémunérations sur mandats de construction

publique et sur concessions et études, qui compensent le recul de la contribution des opérations propres.

Le résultat financier est bénéficiaire à hauteur de 933.023 euros, contre 512.618 euros en 2010, soit une augmentation de 82% :

- les produits financiers concernent principalement les produits de placement de la trésorerie disponible, ainsi que les dividendes versés par la Société des Grands Garages et Parkings de Bordeaux (SGGPB), dont BMA est le principal actionnaire privé (27%) ;
- les charges financières correspondent au coût du financement des logements étudiants.

Le résultat exceptionnel de 412.213 euros s'explique globalement comme suit :

- + 440.000 euros de reprises sur des provisions exceptionnelles devenues sans objet,
- + 26.022 euros de quote-part des subventions sur logements étudiants virée au résultat,
- -53.809 euros de charges exceptionnelles liées au déménagement des bureaux.

Composé de ces éléments, le résultat net de l'exercice présente un bénéfice de 1.229.395 euros, contre 658.269 euros en 2010.

## EVOLUTIONS ET PERSPECTIVES EN 2012

Sur la base du portefeuille actuel d'activités et des perspectives d'opérations nouvelles, le résultat net pour l'exercice 2012 devrait être comparable à 2011.

Par ailleurs, la décision de la Communauté Urbaine de Bordeaux, en date du 25 novembre 2011, de créer une Société Publique Locale (SPL) appelée à devenir l'outil privilégié de la CUB pour l'aménagement de terrains devant accueillir l'opération « 50.000 logements », conduit à réfléchir aux évolutions nécessaires de BMA.

Une redistribution de l'actionnariat entre la Ville et la CUB est en cours de finalisation.

En outre, pour mutualiser les compétences existantes, est envisagé le regroupement de BMA avec d'autres sociétés d'économie mixte locales.

Un plan à moyen terme, faisant ressortir les avantages financiers et opérationnels que pourrait comporter une telle opération, sera élaboré dans les prochains mois pour réfléchir à ces hypothèses.

Pour votre complète information, vous trouverez ci-après les comptes annuels et le rapport d'activité et de gestion de la société. Je vous demande, Mesdames, Messieurs, de bien vouloir en prendre acte.

**Annexe : principaux éléments du compte de résultat de BMA (exercices 2010 et 2011)**

En milliers d'euros	31/12/2011	31/12/2010	Δ 11/10
<b>Chiffre d'affaires</b>	4.263.359	4.442.029	<b>-4,02%</b>
Produits d'exploitation <sup>1</sup>	3.764.176	3.026.983	+ 24,35%
Charges d'exploitation <sup>2</sup>	3.207.916	2.741.992	+ 16,99%
Résultat d'exploitation	556.260	284.990	+ 95,2%
<b>Résultat financier</b>	<b>933.023</b>	<b>512.618</b>	<b>+ 82%</b>
Résultat exceptionnel	412.213	116.872	+ 252,7%
<b>Résultat net</b>	<b>1.229.395</b>	<b>658.269</b>	<b>+ 86,76%</b>

## INFORMATION DU CONSEIL MUNICIPAL



# **ASSEMBLEE GENERALE ORDINAIRE**

**23 MARS 2012**

**ORDRE DU JOUR  
DE L'ASSEMBLÉE GÉNÉRALE ORDINAIRE  
DU 23 MARS 2012  
À 10 H 00**

- :- :-

1. **Rapport de gestion du conseil d'administration pour l'exercice 2011,**
2. **Rapport du Commissaire aux comptes sur les comptes de l'exercice 2011,**
3. **Rapport spécial du Commissaire aux comptes sur les conventions visées à l'article 225-38 du code de commerce,**
4. **Approbation desdites conventions ainsi que des comptes et opérations de l'exercice 2011,**
5. **Quitus aux administrateurs et au Commissaire aux comptes,**
6. **Affectation du résultat de l'exercice 2011,**
7. **Renouvellement des mandats d'administrateurs,**
8. **Validation du transfert du siège social au 38, rue de Cursol à Bordeaux, et de la modification conséquente des statuts de la société.**

- :- :-

## 1- Rapport de gestion

L'exercice 2011 se caractérise par un volume d'opérations traitées en nette progression par rapport à 2010. L'année 2011 confirme une reprise significative. De grandes opérations de constructions publiques ou d'aménagement sont en phase de construction. La croissance du nombre d'opérations traitées est en augmentation, le résultat d'exploitation est en nette progression, soit plus du double de celui de l'année précédente. La structure financière de la société demeure très saine.

Cet exercice constitue le quinzième résultat net bénéficiaire. Depuis 2002, la situation nette réelle excède très largement le capital social.

Les performances atteintes en terme de rentabilité (de 31,16% de rentabilité nette par rapport au capital social, soit un résultat net de 1 229 395,19 € €) consolident la surface financière de la société, portant ses capitaux propres à 11 501 777,71 €.

Le chiffre d'affaires est constitué principalement par les activités suivantes :

- rémunération dans le cadre de mandats ou de marchés d'assistance en maîtrise d'ouvrage,
- cessions de terrain dans le cadre d'opérations d'aménagement urbain
- participation des collectivités aux opérations d'aménagement,
- rémunération sur des études d'urbanisme.

Le montant des rémunérations issues des opérations et des études, s'établit pour l'exercice 2011 à 2 602 907 € contre 1 722 533 € pour l'exercice 2010, soit une augmentation de 51,11%, hors la rémunération sur opérations concédées.

La rémunération de la société issue des opérations d'aménagement concédées s'établit à 231 632 € en 2011 contre 122 448 €, en 2010.

Le chiffre d'affaires global de B.M.A évolue ainsi :

Année	Chiffre d'affaires en M€
1995	2,06
1996	2,13
1997	3,03
1998	3,70
1999	5,24
2000	8,24
2001	3,75
2002	5,73
2003	10,42
2004	14,00
2005	10,78
2006	5,45
2007	5,46
2008	6,80
2009	3,07
2010	4,44
2011	4,26

Le volume d'opérations traitées par la société est un indicateur objectif du volume d'activité.  
(\*retraitement des transferts internes issus d'un même maître d'ouvrage à compter de 2001)

Année	Volume opérations en M€
1995	24,39
1996	27,44
1997	33,54
1998	40,10
1999	20,73
2000	42,84
2001*	47,95
2002*	52,73
2003*	58,95
2004*	62,30
2005*	67,30
2006*	67,16
2007*	51,89
2008*	32,80
2009*	35,11
2010*	51,82
2011*	80,00

## ACTIVITÉ DE LA SOCIÉTÉ EN 2011

L'activité traditionnelle des mandats et des concessions d'aménagement est en nette remontée.  
Les opérations propres complètent cette reprise de l'activité.

## LES COMPTES DE L'EXERCICE 2011

### Le compte de résultat

Le résultat net comptable, après résultats financiers et exceptionnels, s'élève à + 1 229 395,19 € après impôts.

Le total des charges d'exploitation, hors charges financières et hors concessions, se monte à 3 207 916 € y compris 350 500 € au titre des dotations aux amortissements et aux provisions pour risques et charges d'exploitation. Ce total est en augmentation par rapport à l'exercice 2010, il s'élevait sur cet exercice à 2 741 992 €, soit une augmentation de 16,99%. Cette augmentation s'explique principalement :

- + 131 K€ de la dotation aux amortissements liée au plan d'amortissement de la construction des logements étudiants de la ZAC « Cœur de Bastide » qui pour cette année est de 12 mois contrairement à l'année précédente qui était de 5 mois,
- +156 K€ une augmentation des études payées par BMA pour les projets d'opérations propres,
- +145 K€ par une augmentation des frais de personnel due à la progression globale de l'activité.

Les recettes d'exploitation atteignent, hors produits exceptionnels, un montant de 3 764 176 € contre 3 026 983 €, pour l'exercice 2010. Cette augmentation de +24,35% s'explique principalement comme suit :

- +889K€ par une augmentation de la rémunération de l'activité du secteur des mandats de constructions publiques,
- +100 K€ par augmentation de l'activité du secteur études et concessions,
- -566 K€ par une baisse des recettes sur opérations propres,
- +347 K€ par l'activité de location des logements étudiants mise en service depuis le 29/07/2010.

Le résultat d'exploitation qui s'ensuit est donc bénéficiaire et s'établit à +556 260 € contre 284 990 € en 2010.

Le résultat financier est positif de 933 023 € contre 512 618 € en 2010 soit une augmentation de 82%.

Le résultat exceptionnel de +412 213 € s'explique globalement comme suit :

- Charges exceptionnelles liées au déménagement des bureaux – 53 809 €,
- Reprises sur des provisions exceptionnelles devenues sans objet + 440 000 €,
- Quote-part des subventions sur logements étudiants virée au résultat +26 022€.

Le résultat net comptable au 31 décembre 2011 est constitué comme suit :

	En €
Résultat d'exploitation	556 260
Résultat financier	+ 933 023
<b>Résultat courant avant impôts</b>	<b>= 1 489 284</b>
Résultat exceptionnel	+ 412 213
<b>Résultat 2011 avant impôts</b>	<b>= 1 901 497</b>
Impôt sur les sociétés	- 672 102
<b>Résultat net comptable</b>	<b>= 1 239 395</b>

La répartition du chiffre d'affaires par secteur d'activité est la suivante:

Nature	Sections analytiques			Total
	Études et concessions d'aménagements	Maitrise d'ouvrage déléguée	Opérations propres	
Participation des collectivités	480 131			480 131
Cessions de terrains	473 074			473 074
Produits d'activités annexes	35 621		74 831	110 453
Locations logements étudiants			596 795	596 795
Rémunérations (m. ouvrage déléguée)		2 550 014		2 550 014
Etudes (maîtrise ouvrage déléguée)	52 893			52 893
<b>Total</b>	<b>1 041 719</b>	<b>2 550 014</b>	<b>671 626</b>	<b>4 263 359</b>

## Le bilan

La liquidité propre réelle de la société atteint 6,14 M €, pour une liquidité totale de 94,81 M€, contre respectivement 5,24 M€ et 67,08 M€ au 31 décembre 2010.

Les grandes masses du bilan ont varié d'une année sur l'autre ainsi :

- Les immobilisations nettes sont passées de 13,26 M€ en 1996, 10,41 M€ en 1997, 10,04 M€ en 1998, 9,67 M€ en 1999, 9,31 M€ en 2000, 9,49 M€ en 2001, 0,563 M€ en 2002, 0,549 M€ en 2003, 0,229 M€ en 2004, 0,227 M€ en 2005, 0,205 M€ en 2006, 0,370 M€ en 2007, 1,205 M€ en 2008, 4,367 M€ en 2009, 14,79 M€ en 2010 et 14,88 M€ en 2011.
- La situation nette atteint 11 501 777,71 €, en progression de 12,36% par rapport au niveau de 10 236 530 € au 31 décembre 2010. Elle dépasse de 191,52% le capital social qui est de 3 945 517,77 €.

Depuis l'arrêté des comptes du 31 décembre 2002, les capitaux propres réels de la société dépassent le capital social.

Une analyse financière visant à appréhender les risques financiers réels encourus par la société doit tenir compte que l'activité de constructions publiques et privées génère une obligation de résultat (respect du coût d'objectif) sans induire d'engagement ni de risque financier pour la société et que l'obligation comptable de neutraliser le résultat des opérations de concession d'aménagement à leur terme crée une dette à court ou moyen terme dont la prise en charge est couverte, dans le bilan définitif de l'opération concédée, par une participation financière de la collectivité concédante.

La situation financière de B.M.A est très saine, le fonctionnement ne nécessite aucun financement externe.

## DÉLAIS DE PAIEMENTS

Le délai global de paiement des fournisseurs est inférieur à 30 jours. Le processus de contrôle du délai de règlement des fournisseurs repose sur une triple vérification de la totalité des paiements : par le service opérationnel, par le service des marchés et par le directeur général.

## PERSPECTIVES POUR 2012

Sur la base du portefeuille actuel d'activités et des perspectives d'opérations nouvelles, le résultat comptable net après résultat financier pour l'année 2012 sera comparable à 2011.

## RÉPARTITION DU CAPITAL SOCIAL

En application des dispositions légales, nous vous indiquons qu'aucun actionnaire de la société ne possède plus de la moitié du capital et que les actionnaires possédant plus du dixième du capital sont :

- La Communauté Urbaine de Bordeaux,
- La Ville de Bordeaux,
- La Caisse des dépôts et Consignations.

## AFFECTATION DU RÉSULTAT

L'exercice écoulé se traduit par un résultat positif net d'impôt de 1 229 395,19 € que nous vous proposons d'affecter pour 5%, soit 61 469,76€ en réserve légale, le solde, soit 1 167 925,43 € en report à nouveau créditeur.

## DIVIDENDES

Afin de nous conformer aux dispositions de l'article 243<sup>bis</sup> du Code Général des Impôts, nous vous rappelons qu'aucune distribution de dividende n'a été effectuée au cours des trois derniers exercices.

## CONVENTIONS VISÉES A L'ARTICLE L.225-38 DU CODE DE COMMERCE

Nous vous demandons, conformément à l'article L. 225-40 du Code de Commerce d'approuver les conventions visées à l'article L. 225-38 du même code, conclues ou en cours durant l'exercice écoulé, après avoir été régulièrement autorisées par votre conseil d'administration.

Notre Commissaire aux Comptes, dûment informé, vous donnera lecture, dans le cadre de son rapport spécial, des Conventions réglementées intervenues entre la société et l'un ou plusieurs de ses administrateurs.

## TITRES DE PARTICIPATION

En l'absence de liquidité réelle, les titres de participation restent comptabilisés selon la méthode du coût historique, excluant la plus-value réalisée (314 089 €) suite à la fusion absorption du 11 février 2005 de la société Bordeaux Parc Auto par la Société des Grands Garages Parkings de Bordeaux, cet échange de titres ne correspondant pas à une opération commerciale.

Le 25 février 2010, BMA a participé au capital de la SCI BMA-Cursol à hauteur de 55% du capital, les autres associés sont la Caisse des Dépôts et Consignations pour 30% et E.mmo Aquitaine filiale de la Caisse d'Épargne Aquitaine Poitou-Charentes pour 15%. La création en date du 25 février 2010 de cette SCI BMA-Cursol a permis à BMA de vendre le terrain de l'îlot CURSOL, afin de partager le montage financier de cette opération immobilière. Cette filiale de BMA a pour objet la construction et la gestion d'un patrimoine immobilier situé 38 rue de Cursol à Bordeaux. Les principaux éléments financiers de la SCI « BMA-Cursol » au 31 décembre 2011 sont les suivants :

- Les immobilisations inscrites au bilan se décomposent par un terrain d'une valeur de 2 449 648 € et des constructions en cours de 6 551 084 €
- Les disponibilités à la clôture s'élèvent à 116 347 €
- Les avances financières des associés sont égales à 4 995 195 €
- Les dettes de fournisseurs à moins d'un an sont de 121 603 €
- Le résultat sur la période du 1<sup>er</sup> janvier au 31 décembre 2011 s'élève à une perte de 28 035,14 €. Cette perte correspond au détail suivant :

Produits d'exploitation : 61 629 €

- Location de bureaux 56 058 €
- Produit sur charges locatives 5 570 €

Charges d'exploitation : 38 936 €

- Charges locatives 6 218 €
- frais de gérance pour 12 868 €,
- assurance responsabilité civile de 4 833 €,
- Frais d'acte et conseils juridiques pour 3 016 €,
- Frais de déplacements et de transport administratif 1 374 €,
- frais de services bancaires 8 901 €,
- taxe foncière pour 1 724 €

Résultat d'exploitation : 22 694€

Résultat financier : -50 729 €

- quote-part des intérêts financiers affectés aux avances financières des associés pour 52 632€,
- produit financier 1 903€.

Résultat net (perte) : - 28 035,14 €

## **METHODE D'EVALUATION COMPTABLE**

Il est précisé que la méthode comptable relative à la comptabilisation des opérations en concession d'aménagement, est conforme à l'avis 99.05 du 18 mars 1999 du Conseil National de la Comptabilité (CNC), depuis l'exercice 2000.

## **ADMINISTRATION ET CONTRÔLE DE LA SOCIÉTÉ**

Les dispositions de la loi 2002-1303 du 29 octobre 2002 se substituent au dispositif de la limitation du cumul des mandats sociaux issu de la loi relative aux Nouvelles Régulations Économiques (loi NRE) du 15 mai 2001 et de son décret d'application du 3 mai 2002, de nouvelles dispositions applicables aux Sociétés d'Économie Mixte, notamment par son article 2 qui complète l'article L 225-95-1 du Code de Commerce d'un alinéa excluant de la règle du cumul des mandats ceux exercés par les représentants d'une collectivité territoriale ou d'un groupement de collectivités territoriales.

Les dispositions de la loi du 15 mai 2001 ne s'appliquant pas aux représentants des personnes morales, les organes de gestion et d'administration de la société sont conformes aux textes en vigueur.

Les administrateurs autres que les représentants permanents des collectivités territoriales ont déclaré les mandats exercés suivants :

Nom et prénom	Organisme	Autres mandats
M. Denis MOLLAT	CCIB	Administrateur de la Société Bordelaise de CIC, Cogérant de la SNC MOLLAT, Gérant de l'EUURL « Société d'Exploitation de la Librairie MOLLAT », Président du conseil de surveillance d'Electre en tant que Président du Cercle de la Librairie, Cogérant de la SCI du Petit Louvre, Cogérant de la SCI Moulin de l'Église, Gérant de la SCI SOLARIS, de la SCI PEM, de la SCI MM, Président de la SA d'HLM « COLIGNY ».
M. Xavier ROLLAND-BILLECART	Caisse des Dépôts et Consignations	Représentant permanent auprès des SAS IRIS 64, GALIA VENTURE, ACI, SOLANDES ; SRIAUB (Société de réalisation immobilière et d'aménagement de l'Université de Bordeaux, auprès d'AQUITANIS, de la SCI « BMA-Cursol », Vice-président du CS de « CDC Numérique ». Représentant permanent de la CDC auprès des des SEM ENERLANDES, « Route des Lasers », membre du conseil de surveillance de CHAMPAGNE BILLECART-SALMON.
M. Olivier LEPORE	DEXIA Crédit Local	Représentant permanent auprès de la SEM « Caisse Sociale de développement local de Bordeaux » Administrateur de DEXIA FLOBAIL, DEXIA BAIL et de DEXIA CLF RÉGIONS, Représentant permanent de DEXIA administrateur de la SEMMGED Et de la SAS Aquitaine Création Innovation.
M. Jean-François DELRIEU	Caisse d'Épargne Aquitaine Poitou Charentes	Administrateur des SAEML « Route des Lasers », Gironde Développement, SEM PATRIMONIALE 17, de la SCIC PCER
M. Philippe DEJEAN	DOMOFRANCE	Directeur Général de la SA d'HLM DOMOFRANCE, Administrateur délégué de DOMOCENTRE, administrateur de SACICAP Gironde, Vice Président de la Société Locale d'Épargne Économie et Développement Régional, administrateur de la SEM Mont des Lauriers, Vice-président de l'A.R.O.HLM Aquitaine, Trésorier de la Conférence départementale des organismes HLM de la Gironde, Vice-président de l'association « Ciléa », membre du bureau fédéral de la Fédération des ESH et du comité exécutif de l'Union Sociale pour l'Habitat, administrateur représentant de Domofrance auprès de la SA d'HLM ALLIANCE LOGEMENT, de la SA d'HLM COLIGNY, du GIE GIMO, Vice-président du club IKOS.
Mme Fabienne FUNCK	Comité des Banques de la Gironde	Administrateur du MEDEF, membre partenaire de BORDEAUX GIRONDE INVESTISSEMENT

Il est porté à la connaissance de l'Assemblée Générale que M. Pascal GERASIMO, directeur général de BMA, est, en tant que personnalité qualifiée, administrateur de la SAEML Mérignac Gestion Equipement (MGE) qui gère la salle de spectacles du Pin Galant à Mérignac.

---oOo---

## 2- Résolutions de l'Assemblée Générale Ordinaire

### Résolution n°1

L'Assemblée Générale, après avoir entendu la lecture du rapport de gestion du Conseil d'Administration et du rapport du Commissaire aux Comptes sur l'exercice clos le 31 décembre 2011, approuve, tels qu'ils ont été présentés, les comptes de cet exercice se soldant par un résultat bénéficiaire de 1 229 395,19 €. Elle approuve également les opérations traduites par ces comptes ou résumés dans ces rapports.

L'Assemblée Générale donne en conséquence aux administrateurs et au Commissaire aux Comptes, quitus de l'exécution de leurs mandats pour l'exercice écoulé.

Cette résolution est adoptée à .....

### Résolution n°2

Après avoir entendu la lecture du rapport spécial du Commissaire aux Comptes sur les conventions visées par l'article 225-38 Nouveau Code du Commerce, l'Assemblée Générale approuve successivement chacune des conventions qui y sont mentionnées.

Cette résolution est adoptée à ..... les actionnaires concernés n'ayant pas pris part au vote. »

### Résolution n°3

L'Assemblée Générale décide d'affecter le résultat bénéficiaire de l'exercice 2011 comme suit :

- dotation à hauteur de 61 469,76 € de la réserve légale, la portant ainsi à 338 455,14 €
- le solde, 1 167 925,43 €, en report à nouveau créateur, le portant ainsi à 6 112 029,41 €.

L'Assemblée Générale reconnaît en outre qu'il n'a pas été distribué de dividende au cours des trois derniers exercices.

Cette résolution est adoptée à .....

### Résolution n°4

L'Assemblée Générale, sur proposition du conseil d'administration prend acte que les mandats d'administrateur de la Banque Dexia Crédit Local, du Comité des Banques de la Gironde de l'Association Bancaire Française et de la SA d'HLM Domofrance sont expirés et décide de renouveler le mandat d'administrateur détenu par ces organismes.

Le mandat de ces administrateurs expire donc lors de l'approbation des comptes de l'exercice clos au 31 décembre 2017.

Cette résolution est adoptée à .....

**Résolution n°5**

L'Assemblée Générale prend acte de la décision du conseil d'administration de transférer, à compter du 22 décembre 2011, le siège social au 38 rue de Cursol à Bordeaux et approuve, en conséquence la modification de l'article 4 des statuts de la société.

L'ancien article 4 des statuts :

**« ARTICLE 4 - SIEGE SOCIAL**

Le siège social est fixé à Bordeaux, 25 rue Jean Fleuret.

Il pourra être transféré dans tout endroit du même département par simple décision du Conseil d'Administration, sous réserve de ratification de cette décision par la prochaine assemblée générale ordinaire des actionnaires et partout ailleurs en vertu d'une décision de l'assemblée générale extraordinaire des actionnaires, sous réserve des dispositions légales en vigueur. »

Est remplacé par :

**« ARTICLE 4 - SIEGE SOCIAL**

Le siège social est fixé à Bordeaux, 38 rue de Cursol.

Il pourra être transféré dans tout endroit du même département par simple décision du Conseil d'Administration, sous réserve de ratification de cette décision par la prochaine assemblée générale ordinaire des actionnaires et partout ailleurs en vertu d'une décision de l'assemblée générale extraordinaire des actionnaires, sous réserve des dispositions légales en vigueur.

Cette résolution est adoptée à .....

**Résolution n°6**

L'Assemblée Générale délègue tous pouvoirs au porteur d'une copie ou d'un extrait des présentes à l'effet d'accomplir toutes les formalités légales.

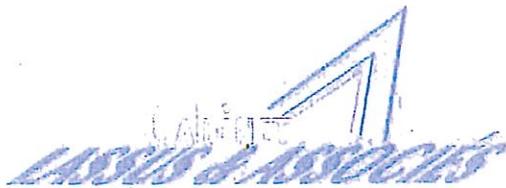
Cette résolution est adoptée à .....

**BORDEAUX METROPOLE AMENAGEMENT**

38 rue de Cursol  
CS 80010  
33001 BORDEAUX CEDEX

---

Rapports du Commissaire aux Comptes  
Sur les comptes annuels  
Exercice clos le 31 décembre 2011



COMMISSARIAT  
AUX COMPTES  
AUDIT  
CONSEIL

Philippe Lassus  
Michel Deibast  
Geneviève Labit

## BORDEAUX METROPOLE AMENAGEMENT

38 rue de Cursol  
CS 80010  
33001 BORDEAUX CEDEX

### RAPPORT DU COMMISSAIRE AUX COMPTES

### SUR LES COMPTES ANNUELS

Exercice clos le 31 décembre 2011

Aux Actionnaires,

En exécution de la mission qui nous a été confiée par votre Assemblée Générale, nous vous présentons notre rapport relatif à l'exercice clos le 31 décembre 2011, sur :

- le contrôle des comptes annuels de la Société BORDEAUX METROPOLE AMENAGEMENT, tels qu'ils sont joints au présent rapport,
- la justification de nos appréciations,
- les vérifications spécifiques et les informations prévues par la loi.

Les comptes annuels ont été arrêtés par votre Conseil d'Administration. Il nous appartient, sur la base de notre audit, d'exprimer une opinion sur ces comptes.

Mi-Côte - 82, Avenue de Tivoli - B.P. 20036 - 33491 Le Bouscat Cedex  
Tél : 05 56 02 08 18 - Fax : 05 56 02 05 29 - e-mail : glassus@cabinetlassus.fr

Société de Commissariat aux Comptes, membre de la Compagnie Régionale de Bordeaux - Siret : 340 440 844 000 12  
APE 6820Z - RCS Bordeaux - TVA intracommunautaire : FR 70 340 440 844 - Souscripteur d'une assurance professionnelle  
dans les conditions prévues par l'article 17 alinéa 1er de l'ordonnance du 19 septembre 1945 et du décret du 22 janvier 1995

membre du réseau **absolut**



## I - OPINION SUR LES COMPTES ANNUELS

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France ; ces normes requièrent la mise en œuvre de diligences permettant d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes annuels ne comportent pas d'anomalies significatives. Un audit consiste à vérifier, par sondages ou au moyen d'autres méthodes de sélection, les éléments justifiant des montants et informations figurant dans les comptes annuels. Il consiste également à apprécier les principes comptables suivis, les estimations significatives retenues et la présentation d'ensemble des comptes. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Nous certifions que les comptes annuels sont, au regard des règles et principes comptables français, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine de la société à la fin de cet exercice.

Sans remettre en cause l'opinion exprimée ci-dessus, nous attirons votre attention sur le point exposé dans la note 4 de l'annexe précisant les effets de la loi du 20 juillet 2005 sur les opérations d'aménagement.

Notre opinion ne porte pas sur les informations à caractère prévisionnel relatives aux concessions conclues antérieurement à cette loi.

## II – JUSTIFICATION DES APPRECIATIONS

En application des dispositions de l'article L. 823-9 du Code de Commerce, relatives à la justification de nos appréciations, nous portons à votre connaissance les éléments suivants :

Les notes 3.1 et 4 de l'annexe précisent les trois cadres juridiques au travers desquels votre société réalise son activité et décrit les traitements comptables particuliers qui leur sont liés.

Dans le cadre de notre appréciation des règles et principes comptables suivis par votre société, nous avons vérifié le caractère approprié des méthodes comptables précisées ci-dessus et des informations fournies dans les notes de l'annexe ; nous nous sommes assurés de leur correcte application.

Nous avons examiné les hypothèses sur la base desquelles les éléments prévisionnels relatifs aux opérations d'aménagement aux risques et profits du concessionnaire ont été établis et nous nous sommes assurés que les estimations retenues reposaient sur des procédures fiables de détermination des résultats à terminaison sans nous prononcer sur la réalisation effective de ces dernières.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le cadre de notre démarche d'audit des comptes annuels, pris dans leur ensemble, et ont donc contribué à la formation de notre opinion, exprimée dans la première partie de ce rapport.

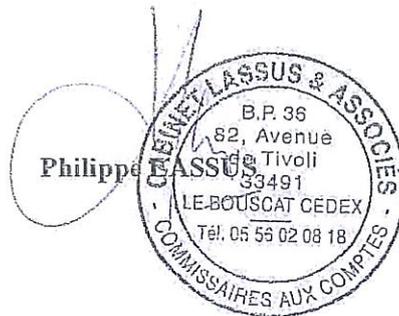
### III - VERIFICATIONS ET INFORMATIONS SPECIFIQUES

Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, aux vérifications spécifiques prévues par la loi.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur la sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations données dans le rapport de gestion du Conseil d'Administration et dans les documents adressés aux Actionnaires sur la situation financière et les comptes annuels.

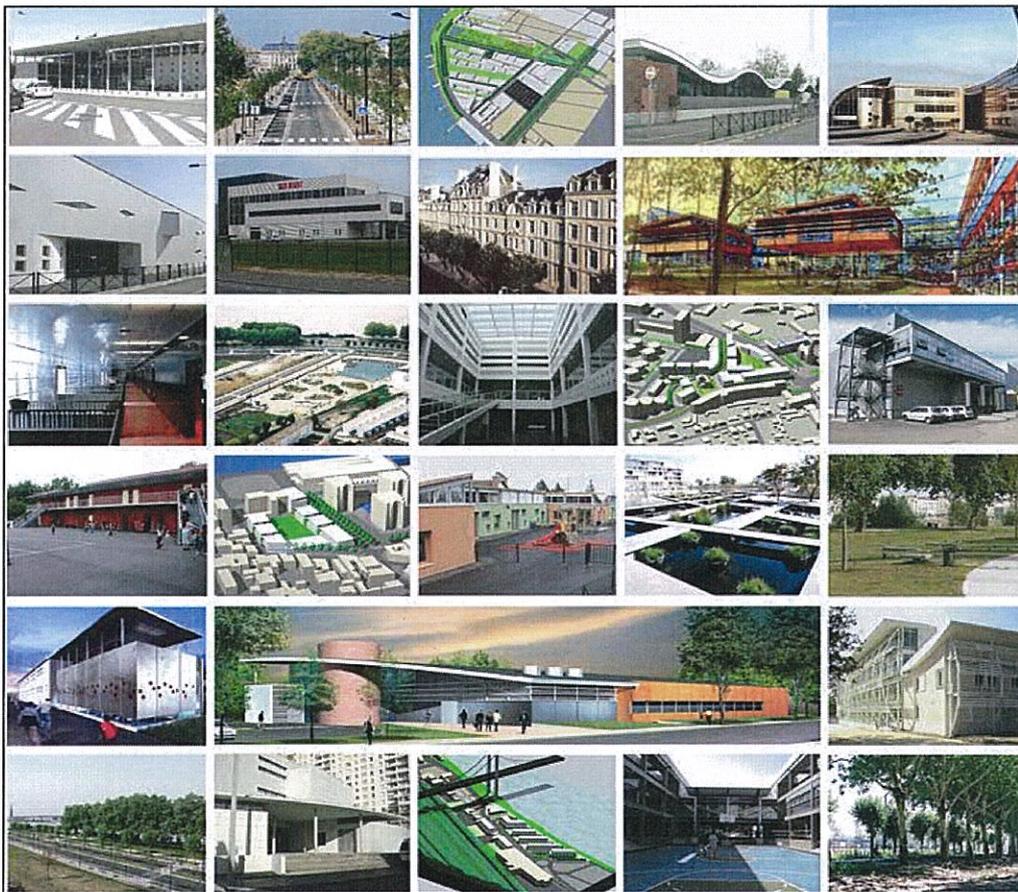
Fait au Bouscat,  
Le 9 mars 2012

SCP "Cabinet LASSUS et Associés"  
Le Gérant



**COMPTES ANNUELS**

**EXERCICE CLOS AU 31 Décembre 2011**



## SOMMAIRE

– BILAN	1 - 2
– COMPTE DE RESULTAT	3 - 4
– BILAN PAR ACTIVITE	5 - 6
– COMPTE DE RESULTAT PAR ACTIVITE	7
– REGLES ET METHODES COMPTABLES	8 - 19

## BILAN ACTIF

Rubriques	Montant Brut	Amortissements	31/12/2011	31/12/2010
Capital souscrit non appelé				
<b>IMMOBILISATIONS INCORPORELLES</b>				
Frais d'établissement				
Frais de développement				
Concessions, brevets et droits similaires				
Fonds commercial				
Autres immobilisations incorporelles	77 774	75 946	1 828	7 525
Avances, acomptes sur immo. incorporelles				
<b>IMMOBILISATIONS CORPORELLES</b>				
Terrains	534 156		534 156	534 156
Constructions	11 710 941	376 155	11 334 787	11 601 671
Installations techniques, matériel, outillage				
Autres immobilisations corporelles	184 196	96 515	87 681	59 525
Immobilisations en cours				
Avances et acomptes				
<b>IMMOBILISATIONS FINANCIERES</b>				
Participations par mise en équivalence				
Autres participations	55 000		55 000	55 000
Créances rattachées à des participations	2 747 357		2 747 357	2 410 887
Autres titres immobilisés	118 636		118 636	118 636
Prêts				
Autres immobilisations financières	8 726		8 726	8 726
<b>ACTIF IMMOBILISE</b>	<b>15 436 787</b>	<b>548 616</b>	<b>14 888 171</b>	<b>14 796 125</b>
<b>STOCKS ET EN-COURS</b>				
Matières premières, approvisionnements				
En-cours de production de biens	2 936 736		2 936 736	1 385 447
En-cours de production de services				
Produits intermédiaires et finis				
Marchandises				
Avances et acomptes versés sur commandes	11 838 378		11 838 378	6 319 373
<b>CREANCES</b>				
Créances clients et comptes rattachés	3 123 051		3 123 051	2 721 796
Autres créances	1 032 362		1 032 362	1 232 143
Capital souscrit et appelé, non versé				
<b>DIVERS</b>				
Valeurs mobilières de placement	94 576 432		94 576 432	66 433 382
(dont actions propres : )				
Disponibilités	1 919 262		1 919 262	650 748
<b>COMPTES DE REGULARISATION</b>				
Charges constatées d'avance	337 460		337 460	23 644
<b>ACTIF CIRCULANT</b>	<b>115 763 682</b>		<b>115 763 682</b>	<b>78 766 533</b>
Frais d'émission d'emprunts à étaler				
Primes de remboursement des obligations				
Ecarts de conversion actif				
<b>TOTAL GENERAL</b>	<b>131 200 468</b>	<b>548 616</b>	<b>130 651 853</b>	<b>93 562 659</b>

## BILAN PASSIF

Rubriques	31/12/2011	31/12/2010
Capital social ou individuel ( dont versé : 3 945 518 )	3 945 518	3 945 517
Primes d'émission, de fusion, d'apport		
Ecart de réévaluation ( dont écart d'équivalence : )		
Réserve légale	276 985	244 072
Réserves statutaires ou contractuelles		
Réserves réglementées (dont rés. Prov. fluctuation cours )		
Autres réserves (dont achat œuvres originales artistes )		
Report à nouveau	4 944 104	4 318 748
<b>RESULTAT DE L'EXERCICE (bénéfice ou perte)</b>	<b>1 229 395</b>	<b>658 269</b>
Subventions d'investissement	1 105 775	1 069 923
Provisions réglementées		
<b>CAPITAUX PROPRES</b>	<b>11 501 778</b>	<b>10 236 530</b>
Produits des émissions de titres participatifs		
Avances conditionnées		
<b>AUTRES FONDS PROPRES</b>		
Provisions pour risques	507 209	898 257
Provisions pour charges	171 754	203 577
<b>PROVISIONS POUR RISQUES ET CHARGES</b>	<b>678 963</b>	<b>1 101 834</b>
<b>DETTES FINANCIERES</b>		
Emprunts obligataires convertibles		
Autres emprunts obligataires		
Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit	11 906 204	10 444 164
Emprunts et dettes financières divers (dont empr. participatifs )		
Avances et acomptes reçus sur commandes en cours	48 737	
<b>DETTES D'EXPLOITATION</b>		
Dettes fournisseurs et comptes rattachés	638 445	290 547
Dettes fiscales et sociales	1 933 419	1 520 760
<b>DETTES DIVERSES</b>		
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés	70 449	221 071
Autres dettes	99 042 867	64 145 455
<b>COMPTES DE REGULARISATION</b>		
Produits constatés d'avance	4 830 992	5 602 297
<b>DETTES</b>	<b>118 471 112</b>	<b>82 224 295</b>
Ecarts de conversion passif		
<b>TOTAL GENERAL</b>	<b>130 651 853</b>	<b>93 562 659</b>

Résultat de l'exercice en centimes

1 229 395,19

Total du bilan en centimes

130 651 852,81

### COMPTE DE RESULTAT (en liste)

<i>Rubriques</i>	<i>France</i>	<i>Exportation</i>	<i>31/12/2011</i>	<i>31/12/2010</i>
Ventes de marchandises				
Production vendue de biens	473 074		473 074	2 449 648
Production vendue de services	3 790 285		3 790 285	1 992 382
<b>CHIFFRES D'AFFAIRES NETS</b>	<b>4 263 359</b>		<b>4 263 359</b>	<b>4 442 029</b>
Production stockée			1 512 722	(2 847 017)
Production immobilisée				846 569
Subventions d'exploitation				
Reprises sur amortissements et provisions, transfert de charges			246 042	902 876
Autres produits			273	1 534
<b>PRODUITS D'EXPLOITATION</b>			<b>6 022 396</b>	<b>3 345 992</b>
Achats de marchandises (y compris droits de douane)				
Variation de stock (marchandises)				
Achats de matières premières et autres approvisionnements (et droits de douane)			2 453 184	782 148
Variation de stock (matières premières et approvisionnements)			(38 567)	(460 000)
Autres achats et charges externes			515 697	467 764
Impôts, taxes et versements assimilés			116 027	90 191
Salaires et traitements			1 363 207	1 288 089
Charges sociales			705 291	656 104
<b>DOTATIONS D'EXPLOITATION</b>				
Sur immobilisations : dotations aux amortissements			301 548	136 173
Sur immobilisations : dotations aux provisions				
Sur actif circulant : dotations aux provisions				
Pour risques et charges : dotations aux provisions			48 952	99 697
Autres charges			797	837
<b>CHARGES D'EXPLOITATION</b>			<b>5 466 135</b>	<b>3 061 002</b>
<b>RESULTAT D'EXPLOITATION</b>			<b>556 260</b>	<b>284 990</b>
<b>OPERATIONS EN COMMUN</b>				
Bénéfice attribué ou perte transférée				
Perte supportée ou bénéfice transféré				
<b>PRODUITS FINANCIERS</b>				
Produits financiers de participations			52 357	216 079
Produits des autres valeurs mobilières et créances de l'actif immobilisé				
Autres intérêts et produits assimilés			1 416 646	466 474
Reprises sur provisions et transferts de charges				
Différences positives de change				
Produits nets sur cessions de valeurs mobilières de placement				
<b>PRODUITS FINANCIERS</b>			<b>1 469 003</b>	<b>682 553</b>
Dotations financières aux amortissements et provisions				
Intérêts et charges assimilées			535 980	169 935
Différences négatives de change				
Charges nettes sur cessions de valeurs mobilières de placement				
<b>CHARGES FINANCIERES</b>			<b>535 980</b>	<b>169 935</b>
<b>RESULTAT FINANCIER</b>			<b>933 023</b>	<b>512 618</b>
<b>RESULTAT COURANT AVANT IMPOTS</b>			<b>1 489 284</b>	<b>797 608</b>

### COMPTE DE RESULTAT (suite)

<i>Rubriques</i>	<i>31/12/2011</i>	<i>31/12/2010</i>
Produits exceptionnels sur opérations de gestion	49	8 446
Produits exceptionnels sur opérations en capital	26 023	10 077
Reprises sur provisions et transferts de charges	440 000	226 367
<b>PRODUITS EXCEPTIONNELS</b>	<b>466 072</b>	<b>244 890</b>
Charges exceptionnelles sur opérations de gestion	39 007	127 580
Charges exceptionnelles sur opérations en capital	14 851	439
Dotations exceptionnelles aux amortissements et provisions		
<b>CHARGES EXCEPTIONNELLES</b>	<b>53 858</b>	<b>128 019</b>
<b>RESULTAT EXCEPTIONNEL</b>	<b>412 213</b>	<b>116 872</b>
Participation des salariés aux résultats de l'entreprise		
Impôts sur les bénéfices	672 102	256 211
<b>TOTAL DES PRODUITS</b>	<b>7 957 471</b>	<b>4 273 436</b>
<b>TOTAL DES CHARGES</b>	<b>6 728 076</b>	<b>3 615 167</b>
<b>BENEFICE OU PERTE</b>	<b>1 229 395</b>	<b>658 269</b>

AU 31 DECEMBRE 2011

	Fonctionnement	Mandats	Concessions	Opérations propres	Retraitement comptes réciproques/Mandats et liaisons financières	Total
Capital souscrit non appelé						
<b>IMMOBILISATIONS INCORPORELLES</b>						
Frais d'établissement						
Frais de recherche et de développement						
Concessions, brevets et droits similaires						
Fonds commercial						
Autres immobilisations incorporelles	1 828					1 828
Avances et acomptes sur immo. Incorporelles						
<b>IMMOBILISATIONS CORPORELLES</b>						
Terrains				534 156		534 156
Constructions				11 334 787		11 334 787
Installations techniques, matériel, outillage						
Autres immobilisations corporelles	87 681					87 681
Immobilisations en cours				0		
Avances et acomptes						
<b>IMMOBILISATIONS FINANCIERES</b>						
Autres participations	55 000					55 000
Créances rattachées à des participations	2 747 357					2 747 357
Titres de participations	118 636					118 636
Prêts						0
Autres immobilisations financières	8 726					8 726
<b>ACTIF IMMOBILISE</b>	<b>3 019 228</b>			<b>11 868 943</b>		<b>14 888 171</b>
<b>STOCK ET EN COURS</b>						
En cours de production de biens			2 194 841	741 896		2 936 736
Avances et acomptes versés sur commandes	7 140	11 779 701	51 537			11 838 378
<b>CREANCES</b>						
Créances clients et comptes rattachés	1 972 750	433 978		716 322		3 123 051
Mandants		591 016				591 016
Autres créances	299 038	90 779	45 720	5 809	0	441 346
<b>DIVERS</b>						
Valeurs mobilières de placement	94 576 432					94 576 432
Disponibilités	1 919 262					1 919 262
Charges constatées d'avance	337 460	326 196			-326 196	337 460
<b>ACTIF CIRCULANT</b>	<b>99 112 083</b>	<b>13 221 670</b>	<b>2 292 098</b>	<b>1 464 026</b>	<b>-326 196</b>	<b>115 763 682</b>
Primes de remboursement des obligations						
Comptes de liaison	8 483 647	93 348 517	2 824 966	2 020 965	-106 678 096	0
<b>TOTAL GENERAL</b>	<b>110 614 958</b>	<b>106 570 187</b>	<b>5 117 064</b>	<b>15 353 935</b>	<b>-107 004 292</b>	<b>130 651 853</b>

AU 31 DECEMBRE 2011

	Fonctionnement	Mandats	Concessions	Opérations propres	Retraitement comptes réciproques/ Mandats et liaisons financières	Total
<b>CAPITAUX PROPRES</b>						
Capital social	3 945 518					3 945 518
Réserve légale	276 985					276 985
Report à nouveau	3 594 187			1 349 917		4 944 104
<b>Résultat de l'exercice (bénéfice ou perte)</b>	<b>823 388</b>			<b>406 007</b>		<b>1 229 395</b>
Subventions d'investissement				1 105 775		1 105 775
Provisions réglementées						
<b>CAPITAUX PROPRES</b>	<b>8 640 078</b>			<b>2 861 700</b>		<b>11 501 778</b>
Provisions pour risques	507 209					507 209
Provisions pour charges			171 754			171 754
<b>PROVISIONS POUR RISQUES ET CHARGES</b>	<b>507 209</b>		<b>171 754</b>	<b>0</b>		<b>678 963</b>
<b>DETTES FINANCIERES</b>						
Emprunts obligataires convertibles						
<b>Autres emprunts obligataires</b>						
Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit	904 562			11 001 642		11 906 204
Emprunts et dettes financières divers						0
Avances et acomptes reçus sur commandes en cours	48 737					48 737
<b>DETTES D'EXPLOITATION</b>						
Dettes fournisseurs et comptes rattachés	531 666		104 784	1 995		638 445
Mandants		96 479 877				96 479 877
Dettes fournisseurs de l'activité en mandats		686 643				686 643
Dettes sur rémunération (activité en mandats)		1 727 494				1 727 494
Dettes fiscales et sociales	1 274 803		9 537	649 079		1 933 419
<b>DETTES DIVERSES</b>						
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés	49 078			21 371		70 449
Autres dettes	138 179	10 674	0	0	0	148 853
<b>COMPTES DE REGULARISATION</b>						
Produits constatés d'avance	326 199		4 830 990		-326 196	4 830 993
<b>DETTES</b>	<b>3 273 222</b>	<b>98 904 688</b>	<b>4 945 311</b>	<b>11 674 088</b>	<b>-326 196</b>	<b>118 471 113</b>
Comptes de liaison	98 194 449	7 665 500		818 147	-106 678 096	
<b>TOTAL GENERAL</b>	<b>110 614 958</b>	<b>106 570 187</b>	<b>5 117 064</b>	<b>15 353 935</b>	<b>-107 004 292</b>	<b>130 651 852</b>

 BMA BORDEAUX MÉTROPOLE AMÉNAGEMENT	Fonctionnement	Mandats	Concessions	Opérations propres	Total
<b>PRODUITS D'EXPLOITATION</b>					
Ventes de terrains			473 074		473 074
Prestations de services	2 602 907		515 752	671 626	3 790 285
<b>MONTANT DU CHIFFRE D'AFFAIRES</b>	<b>2 602 907</b>	<b>0</b>	<b>988 826</b>	<b>671 626</b>	<b>4 263 359</b>
Production stockée	161 640		1 269 394	81 688	1 512 722
Production immobilisée					0
Subventions d'exploitation					
Reprises sur amortissements et provisions, transfert de charges	246 042				246 042
Autres produits	273				273
<b>PRODUITS D'EXPLOITATION</b>	<b>3 010 862</b>	<b>0</b>	<b>2 258 219</b>	<b>753 314</b>	<b>6 022 396</b>
Achats de marchandises					
Variation de stock (marchandises)					
Achats de matières premières et autres approvisionnements			2 258 219	194 965	2 453 184
Variation de stock (matières premières et autres approvisionnements.)				-38 567	-38 567
Autres achats et charges externes	514 247			1 451	515 697
Impôts, taxes et versements assimilés	111 950			4 077	116 027
Salaires et traitements	1 363 207				1 363 207
Charges sociales	705 291				705 291
<b>DOTATIONS D'EXPLOITATION</b>					
Sur immobilisations: dotations aux amortissements	34 664			266 884	301 548
Sur immobilisations: dotations aux provisions					
Sur actif circulant : dotations aux provisions					
Pour risques et charges : dotations aux provisions	48 952				48 952
Autres charges	797				797
<b>CHARGES D'EXPLOITATION</b>	<b>2 779 107</b>	<b>0</b>	<b>2 258 219</b>	<b>428 809</b>	<b>5 466 135</b>
<b>RESULTAT D'EXPLOITATION</b>	<b>231 755</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>324 505</b>	<b>556 260</b>
<b>PRODUITS FINANCIERS</b>					
Autres intérêts et produits assimilés	1 462 500			6 503	1 469 003
<b>PRODUITS FINANCIERS</b>	<b>1 462 500</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>6 503</b>	<b>1 469 003</b>
Dotations financières aux amortissements et provisions					
Intérêts et charges assimilés	144 956			391 024	535 980
<b>CHARGES FINANCIERES</b>	<b>144 956</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>391 024</b>	<b>535 980</b>
<b>RESULTAT FINANCIER</b>	<b>1 317 544</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>-384 521</b>	<b>933 023</b>
<b>RESULTAT COURANT AVANT IMPÔTS</b>	<b>1 549 299</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>-60 015</b>	<b>1 489 284</b>
Produits exceptionnels sur opérations de gestion	49				49
Produits exceptionnels sur opérations en capital				26 023	26 023
Reprise sur provisions et transfert de charges				440 000	440 000
<b>PRODUITS EXCEPTIONNELS</b>	<b>49</b>			<b>466 023</b>	<b>466 072</b>
Charges exceptionnelles sur opérations de gestion	40 114				40 114
Charges exceptionnelles sur opérations en capital	13 744				13 744
Dotations exceptionnelles aux amortissements et provisions					0
<b>CHARGES EXCEPTIONNELLES</b>	<b>53 858</b>			<b>0</b>	<b>53 858</b>
<b>RESULTAT EXCEPTIONNEL</b>	<b>-53 809</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>466 023</b>	<b>412 213</b>
Impôts sur les bénéfices	672 102				672 102
<b>TOTAL DES PRODUITS</b>	<b>4 473 411</b>	<b>0</b>	<b>2 258 219</b>	<b>1 225 840</b>	<b>7 957 471</b>
<b>TOTAL DES CHARGES</b>	<b>3 650 023</b>	<b>0</b>	<b>2 258 219</b>	<b>819 833</b>	<b>6 728 076</b>
<b>BENEFICE OU PERTE</b>	<b>823 388</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>406 007</b>	<b>1 229 395</b>

## Règles et méthodes comptables

(Décret n° 83-1020 du 29-11-1983 - articles 7, 21, 24 début, 24-1, 24-2 et 24-3)

### ANNEXE AU BILAN ET AU COMPTE DE RESULTAT

Le bilan de l'exercice clos le 31/12/2011 dont le total est de 130 651 853 € et le compte de résultat de l'exercice, présenté sous forme de liste, dégagant un résultat de 1 229 395 € ont été établis selon les dispositions du guide comptable professionnel des Sociétés d'Economie Mixte Locales Immobilières (activités de construction et d'aménagement) conformément à l'avis du Conseil National de la Comptabilité.

L'exercice a une durée de 12 mois, recouvrant la période du 01/01/2011 au 31/12/2011.

Les notes ou tableaux ci-après font partie intégrante des comptes annuels. La totalité des pages de ce document est de 19.

#### 1 - PRÉSENTATION COMPTABLE DES OPÉRATIONS

La comptabilité des différentes opérations est tenue individuellement, cette comptabilité sectorielle étant reliée à la société par un compte de liaison.

#### 2 - PRINCIPES GÉNÉRAUX

Les conventions générales comptables ont été appliquées dans le respect des principes de prudence, de régularité et d'image fidèle, conformément aux hypothèses de base suivante :

- a) – Continuité de l'exploitation
- b) – Permanence des méthodes comptables d'un exercice à l'autre
- c) – Indépendance des exercices.
- d) – Conformément aux règles générales d'établissement et de présentation des comptes annuels.

La méthode de base retenue pour l'évaluation des éléments inscrits est la méthode des coûts historiques.

La loi comptable du 30 avril 1983 et son décret d'application 83.1020 du 29 novembre 1983 s'appliquent de droit aux Sociétés d'Economie Mixte régies par la loi du 7 juillet 1983.

#### Options prises dans le cadre de l'application des nouvelles règles comptables :

Les nouvelles règles comptables relatives à la définition, la comptabilisation, et à l'évaluation des actifs (CRC, règlement 04-06), n'ont pas trouvé à s'appliquer dans les comptes de l'exercice arrêtés au 31 décembre 2011.

L'entité a identifié des immobilisations décomposables.

L'entité n'a pas formulé d'option sur les points suivants au titre desquels elle n'était pas concernée pour les exercices ouverts à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2005 :

- les frais de constitution, de transformation, et de premier établissement
- les frais d'augmentation de capital, de fusion et de scission
- les droits de mutation, honoraires, commissions ou frais d'actes sur immobilisations incorporelles et corporelles
- les droits de mutation, honoraires, commissions ou frais d'actes sur titres de participation et titres de placement immobilisés
- les coûts de développement
- les composants de 2<sup>ème</sup> catégorie et les provisions pour grosses révisions

### 3 - DISPOSITIONS SPÉCIFIQUES

- 3.1 - Caractéristiques des conventions passées entre la Société et les Collectivités Territoriales

**L'activité de la société est réalisée au travers de trois cadres juridiques :**

- Réalisation d'opérations en propre : à ce titre la société est amenée à appréhender intégralement selon la méthode dite de l'avancement, les pertes et profits pouvant résulter de cette activité. Dans l'hypothèse où le résultat prévisionnel d'une opération, cumulé à fin d'affaire et retraité des résultats déjà appréhendés, des dotations prévisionnelles aux provisions pour grosses réparations et après prise en considération de la valeur résiduelle à fin d'opération de l'ensemble immobilier, amène à constater un résultat à terminaison déficitaire, une provision pour pertes à terminaison est comptabilisée en provisions pour risques et charges.
- Réalisation d'opérations en tant que mandataire de collectivités : le traitement comptable de ces opérations obéit aux règles ordinaires en la matière.
- Opérations d'aménagement concédées : compte tenu des nouvelles dispositions en vigueur depuis le 1er janvier 2000, un résultat intermédiaire est déterminé en cours de réalisation en fonction du stade d'avancement de chaque opération. La comptabilisation, chez le concessionnaire, des opérations d'aménagement concédées, diffère suivant qu'elles sont réalisées aux risques et profits du concédant ou du concessionnaire.

Afin de respecter les principes comptables spécifiques, chaque opération de mandat, de concession et patrimoniale fait l'objet d'une situation établie en fin d'exercice et donne le cumul des mouvements intervenus depuis son ouverture, même si celle-ci est antérieure au début de l'exercice.

- 3.2 – Immobilisations

Les immobilisations incorporelles et corporelles sont évaluées à leur coût d'acquisition (prix d'achat et frais accessoires).

L'entité a identifié une immobilisation décomposable. Elle concerne une construction de 234 logements pour étudiants gérés par le CROUS. Les composants de cette construction sont amortis tant sur le plan comptable qu'au plan fiscal suivant le mode linéaire en fonction de la durée d'usage de la profession.

-Structure du bâtiment et ouvrages assimilés	60 ans
-Menuiseries extérieures	30 ans
-Chauffages collectifs	30 ans
-Etanchéité	18 ans
-Electricité	30 ans
-Plomberie et sanitaire	30 ans
-Ascenseur	18 ans

Les frais de financement de cette construction sont comptabilisés jusqu'au 29 juillet 2010, date d'achèvement des travaux, dans le coût de chaque composant de la construction proportionnellement pour un montant de 154 132,51€

Tant sur le plan comptable qu'au plan fiscal, les amortissements sont calculés, sans considération de la valeur résiduelle, suivant le mode linéaire en fonction de la durée d'usage en l'absence de décomposition :

- Logiciel	1 ans
- Matériel de bureau et matériel informatique	3 ans
- Mobilier de bureau	10 ans

- 3.3 – Participations, autres titres immobilisés et valeurs mobilières de placement

La valeur brute est constituée par le coût d'acquisition. Lorsque la valeur d'inventaire est inférieure à la valeur brute, une dépréciation est constatée du montant de la différence.

- 3.4 – Valeurs d'exploitation

Les règles d'évaluation des valeurs d'exploitation résultent des dispositions du Plan Comptable Général.

- 3.5 – Postes Clients

Les créances sont valorisées à leur valeur nominale. Une dépréciation est pratiquée lorsque la valeur d'inventaire est inférieure à la valeur comptable.

Les clients et comptes rattachés soit 3 123 050 euros représentent :

- les appels de fonds auprès des collectivités sur les opérations en mandat : 433 978 €
- Clients : 1 972 750 €
- Autres clients sur opérations propres : 716 322 €

- 3.6 – Transfert de charges vers les opérations.

Le poste transfert de charges dans le compte de résultat Fonctionnement comprend les remboursements forfaitaires des frais de fonctionnement de la société sur les concessions d'aménagement. Cette imputation est calculée en pourcentage des recettes et dépenses de chaque opération.

Au titre de l'exercice 2011, les transferts de charges s'élèvent à :

\* sur les dépenses et les cessions      231 632 Euros.

#### **4 – MÉTHODE COMPTABLE APPLIQUÉE SUR LES OPÉRATIONS EN CONCESSION D'AMÉNAGEMENT URBAIN**

Un changement de méthode réglementaire est intervenu sur l'année 2000 quant à la comptabilisation des opérations en concession d'aménagement.

Les comptes des opérations d'aménagement sont établis et présentés en fonction de l'avis du CNC (Conseil National de la Comptabilité) n° 99.05 du 18/3/99, adapté en fonction des données suivantes :

- Conventions de concession conclues antérieurement à la loi n° 2005-809 : ces conventions mettant le risque à la charge du seul concédant, le résultat de l'opération n'a pas d'incidence sur les résultats de la SEML

Le résultat intermédiaire provisoire déterminé en cours de concession est neutralisé.

- Conventions de concession conclues à compter du 20 Juillet 2005 et conformément à la loi n° 2005-809 : les opérations engagées sont réalisées aux risques du concessionnaire

Dès que la société en a connaissance, la totalité de la perte globale probable résultant d'un contrat de concession d'aménagement, travaux modifiables et non déterminables exclus, est constatée sous la forme d'une provision pour risques de pertes à terminaison.

A la clôture de l'exercice, une seule opération est réalisée aux risques du concessionnaire :

ZAC « Centre ville de Mérignac »

Conformément à l'avis n° 99.05 du CNC, la méthode comptable est la suivante:

- la comptabilisation des charges engagées au compte de stocks 38 intitulé « en-cours de concession d'aménagement » en cours d'année,
- l'inscription de ces mouvements au compte de charges concerné par le crédit du compte de variation d'en-cours de concession,
- la comptabilisation des recettes réalisées en compte de produits de l'exercice,
- la détermination du coût de revient cumulé des éléments cédés, en rapportant le montant des produits réalisés depuis le début de l'opération hors participation reçue ou à recevoir de la Collectivité Territoriale concédante, au montant global des produits prévus par le compte rendu financier hors participation reçue ou à recevoir de la Collectivité Territoriale concédante,
- la détermination du résultat intermédiaire provisoire de la concession, calculé globalement depuis l'origine de l'opération, correspondant à la différence entre le montant des cessions augmenté le cas échéant des participations reçues de la Collectivité Territoriale concédante et le coût de revient estimé des éléments cédés.

Les comptes annuels sont présentés sur la base des CRAC arrêtés au 31 décembre 2011.

L'annexe est désormais complétée d'un tableau de détermination du résultat intermédiaire et des engagements des concédants. Il est présenté, convention par convention, un état des réalisations au niveau des charges, des produits et une estimation des prévisions tant en coûts à engager qu'en participation à recevoir.

a) ZAC du Centre Ville à Talence

Annexe aux comptes annuels, opération d'aménagement urbain Z.A.C. DU CENTRE VILLE à TALENCE		2011	2010
(a)	Montant des coûts engagés	6 198 303	6 198 303
(b)	Evaluation des coûts de revient des cessions	6 198 304	6 198 304
(c)	Provision pour charges prévisionnelles (b-a)	1	1
(d)	Montant des produits comptabilisés hors participation	2 940 106	2 940 106
(e)	Montant des participations comptabilisées	3 298 516	3 298 516
(f)	Montant des régularisations comptables liées à la neutralisation du résultat intermédiaire pour les opérations neutralisation du résultat intermédiaire aux risques et profits du concédant (b-d-e)	-40 318	-40 318
	Participation à recevoir		
	Montant du résultat de l'opération prévisionnel à terminaison	-3 258 198	-3 258 198

## b) ZAC Cœur de Bastide à Bordeaux

	Annexe aux comptes annuels, opération d'aménagement urbain Z.A.C. CŒUR DEBASTIDE	2011	2010
(a)	Montant des coûts engagés	34 932 618	34 901 219
(b)	Evaluation des coûts de revient des cessions	34 725 328	34 720 379
(c)	Provision pour charges prévisionnelles (b-a)		
(d)	Montant des produits comptabilisés hors participation	24 463 442	24 458 355
(e)	Montant des participations comptabilisées	10 841 033	11 132 201
(f)	Montant des régularisations comptables liées à la neutralisation du résultat intermédiaire pour les opérations neutralisation du résultat intermédiaire aux risques et profits du concédant (b-d-e)	-579 147	-870 177
	Participation à recevoir		
	Montant du résultat de l'opération prévisionnel à terminaison	-10 549 866	-10 549 866

## c) ZAC du Centre Ville de Saint Médard-en-Jalles

	Annexe aux comptes annuels, opération d'aménagement urbain Z.A.C. CŒUR DE JALLES	2011	2010
(a)	Montant des coûts engagés	9 567 533	9 567 533
(b)	Evaluation des coûts de revient des cessions	9 567 534	9 567 534
(c)	Provision pour charges prévisionnelles (b-a)	1	1
(d)	Montant des produits comptabilisés hors participation	3 327 342	3 327 342
(e)	Montant des participations comptabilisées	6 283 495	6 283 495
(f)	Montant des régularisations comptables liées à la neutralisation du résultat intermédiaire pour les opérations neutralisation du résultat intermédiaire aux risques et profits du concédant (b-d-e)	-43 303	-43 303
	Participation à recevoir		
	Montant du résultat de l'opération prévisionnel à terminaison	-6 240 191	-6 240 191

## d) ZAC « Quai Chaigneau Bichon »

	Annexe aux comptes annuels, opération d'aménagement urbain Z.A.C. QUAI CHAIGNEAU BICHON	2011	2010
(a)	Montant des coûts engagés	1 312 763	1 277 201
(b)	Evaluation des coûts de revient des cessions	1 484 517	1 480 778
(c)	Provision pour charges prévisionnelles (b-a)	171 754	203 577
(d)	Montant des produits comptabilisés hors participation	1 334 630	1 332 742
(e)	Montant des participations comptabilisées	188 626	188 626
(f)	Montant des régularisations comptables liées à la neutralisation du résultat intermédiaire pour les opérations neutralisation du résultat intermédiaire aux risques et profits du concédant (b-d-e)	-38 739	-40 591
	Participation à recevoir		
	Montant du résultat de l'opération prévisionnel à terminaison	-188 625	-188 627

## e) ZAC « Centre ville de Mérignac »

Annexe aux comptes annuels, opération d'aménagement urbain ZAC Centre ville de Mérignac		2011	2010
(a)	Montant des coûts engagés	2 979 639	756 558
(b)	Evaluation des coûts de revient des cessions	992 101	11 962
(c)	Provision pour charges prévisionnelles (b-a)		
(d)	Montant des produits comptabilisés hors participation	508 091	6 370
(e)	Montant des participations comptabilisées	4 613 493	4 613 493
(f)	Montant des régularisations comptables liées à la neutralisation du résultat intermédiaire pour les opérations neutralisation du résultat intermédiaire aux risques et profits du concédant (b-d-e)	-4 129 482	-4 607 901
	Participation à recevoir		
	Montant du résultat de l'opération prévisionnel à terminaison	-6 556 483	-6 556 481

Le résultat prévisionnel à terminaison de la ZAC « Centre ville de Mérignac » est couvert par l'engagement de la collectivité dont la participation totale est fixée à 6 556 K€.

## 5-COMPLEMENT D'INFORMATION RELATIF AU BILAN ET AU COMPTE DE RESULTAT

## 51 - ETAT DE L'ACTIF IMMOBILISE.

## A) ETAT DE SYNTHESE.

## IMMOBILISATIONS

Rubriques	Début d'exercice	Acquisit., apports	Cession	Fin d'exercice
FRAIS D'ETABLISSEMENT, DE RECHERCHE ET DE DEVELOPPEMENT AUTRES POSTES D'IMMOBILISATIONS INCORPORELLES	298 240	18 079	238 545	77 774
Terrains	534 156			534 156
Constructions sur sol propre	11 710 941			11 710 941
Constructions sur sol d'autrui				
Constructions installations générales, agencements, aménagements				
Installations techniques, matériel et outillage industriels				
Installations générales, agencements, aménagements	94 686		94 686	
Matériel de transport				
Matériel de bureau, informatique, mobilier	337 651	63 051	216 506	184 196
Emballages récupérables et divers				
Immobilisations corporelles en cours				
Avances et acomptes				
<b>IMMOBILISATIONS CORPORELLES</b>	<b>12 677 435</b>	<b>63 051</b>	<b>311 192</b>	<b>12 429 294</b>
Participations évaluées par mise en équivalence				
Autres participations	2 465 887	365 163	28 692	2 802 357
Autres titres immobilisés	118 636			118 636
Prêts et autres immobilisations financières	8 726			8 726
<b>IMMOBILISATIONS FINANCIERES</b>	<b>2 593 248</b>	<b>365 163</b>	<b>28 692</b>	<b>2 929 719</b>
<b>TOTAL GENERAL</b>	<b>15 568 923</b>	<b>446 294</b>	<b>578 429</b>	<b>15 436 787</b>

## A) TITRES DE PARTICIPATION

En l'absence de liquidité réelle, les titres de participation restent comptabilisés selon la méthode du coût historique, excluant la plus-value réalisée (314 089 €) suite à la fusion-absorption du 11 février 2005 de la société Bordeaux Parc Auto par la Société des Grands Garages Parkings de Bordeaux, cet échange de titres ne correspondant pas à une opération commerciale.

La SCI BMA Cursol a été constituée par acte notarié le 25 février 2010 et a acquis un terrain 38 rue de Cursol à la société BMA le même jour pour un montant 2 449 648 €. La participation de BMA dans la SCI BMA-Cursol est de 55%. L'objet social de cette filiale est la construction et la gestion d'un patrimoine en cours de construction situé 38 rue de Cursol à Bordeaux. L'avance financière accordée par BMA à cette filiale est de 2 695 000 € au 31 décembre 2011 dans le cadre d'un pacte d'associés.

## 52 - ETAT DES AMORTISSEMENTS.

L'amortissement économique a été pratiqué sous la forme linéaire. Il n'a été pratiqué ni amortissement dérogatoire, ni amortissement exceptionnel.

<i>Rubriques</i>	<i>Début d'exercice</i>	<i>Dotations</i>	<i>Reprises</i>	<i>fin d'exercice</i>
FRAIS ETABLISST, RECHERCHE, DEVELOPMT AUTRES IMMO. INCORPORELLES	290 715	13 495	228 265	75 946
Terrains				
Constructions sur sol propre	109 271	266 884		376 155
Constructions sur sol d'autrui				
Constructions inst. générales, agencements				
Installations techniques, matériel et outillage				
Installations générales, agencements	80 597		80 597	
Matériel de transport				
Matériel de bureau, informatique, mobilier	292 214	21 168	216 867	96 515
Emballages récupérables, divers				
<b>IMMOBILISATIONS CORPORELLES</b>	<b>482 082</b>	<b>288 052</b>	<b>297 465</b>	<b>472 670</b>
<b>TOTAL GENERAL</b>	<b>772 797</b>	<b>301 548</b>	<b>525 730</b>	<b>548 616</b>

## 53 – ETAT DES PROVISIONS

<i>Rubriques</i>	<i>Début d'exercice</i>	<i>Dotations</i>	<i>Reprises</i>	<i>Fin d'exercice</i>
Provisions gisements miniers, pétroliers Provisions pour investissement Provisions pour hausse des prix Amortissements dérogatoires Dont majorations exceptionnelles de 30 % Implantations étrangères avant 01/01/92 Implantations étrangères après 01/01/92 Provisions pour prêts d'installation Autres provisions réglementées				
<b>PROVISIONS REGLEMENTEES</b>				
Provisions pour litiges Provisions pour garanties données aux clients Provisions pour pertes sur marchés à terme Provisions pour amendes et pénalités Provisions pour pertes de change Provisions pour pensions, obligations similaires Provisions pour impôts Provisions pour renouvellement immobilisations Provisions pour grosses réparations Provisions charges soc. fisc. sur congés à payer Autres provisions pour risques et charges	1 101 834	48 952	471 823	678 963
<b>PROVISIONS RISQUES ET CHARGES</b>	<b>1 101 834</b>	<b>48 952</b>	<b>471 823</b>	<b>678 963</b>
Provisions sur immobilisations incorporelles Provisions sur immobilisations corporelles Provisions sur titres mis en équivalence Provisions sur titres de participation Provisions sur autres immobilis. financières Provisions sur stocks et en cours Provisions sur comptes clients Autres provisions pour dépréciation				
<b>PROVISIONS POUR DEPRECIATION</b>				
<b>TOTAL GENERAL</b>	<b>1 101 834</b>	<b>48 952</b>	<b>471 823</b>	<b>678 963</b>
Dotations et reprises d'exploitation Dotations et reprises financières Dotations et reprises exceptionnelles		48 952	31 823 440 000	
Dépréciation des titres mis en équivalence à la clôture de l'exercice				

Une dotation de 48,95K€ de provision a été constatée sur l'exercice, afin de mettre à niveau le montant des engagements de l'entreprise avec le nouveau régime d'indemnité de fin de carrière mis en place par le Conseil d'Administration du 03 septembre 2007. Le montant total de l'engagement retraite porte la provision à 497 K€.

## 54 - ETAT DES CREANCES

<i>ETAT DES CREANCES</i>	<i>Montant brut</i>	<i>1 an au plus</i>	<i>plus d'un an</i>
Créances rattachées à des participations	2 747 357	52 357	2 695 000
Prêts			
Autres immobilisations financières	8 726	8 726	
Clients douteux ou litigieux			
Autres créances clients	3 123 051	3 123 051	
Mandats débiteurs	591 016	591 016	
Personnel et comptes rattachés			
Sécurité Sociale et autres organismes sociaux			
Etat, autres collectivités : impôt sur les bénéfices			
Etat, autres collectivités : taxe sur la valeur ajoutée	101 001	101 001	
Etat, autres collectivités : autres impôts, taxes, versements assimilés			
Etat, autres collectivités : créances diverses			
Groupe et associés			
Débiteurs divers	340 346	340 346	
Charges constatées d'avance	337 460	337 460	
<b>TOTAL GENERAL</b>	<b>7 248 957</b>	<b>4 553 957</b>	<b>2 695 000</b>
Montant des prêts accordés en cours d'exercice			
Montant des remboursements obtenus en cours d'exercice			
Prêts et avances consentis aux associés			

## 55- ETAT DES DETTES

<i>ETAT DES DETTES</i>	<i>Montant brut</i>	<i>1 an au plus</i>	<i>plus d'1 an,-5 ans</i>	<i>plus de 5 ans</i>
Emprunts obligataires convertibles				
Autres emprunts obligataires				
Emprunts et dettes à 1 an maximum à l'origine	904 562	904 562		
Emprunts et dettes à plus d' 1 an à l'origine	11 001 642	264 776	824 923	9 911 943
Emprunts et dettes financières divers				
Fournisseurs et comptes rattachés	638 445	638 445		
Mandats créditeurs	96 479 877	96 479 877		
Fournisseurs de l'activité en mandats	686 643	686 643		
Dettes sur rémunération en mandats	1 727 494	1 727 494		
Personnel et comptes rattachés	196 202	196 202		
Sécurité sociale et autres organismes sociaux	237 061	237 061		
Etat : impôt sur les bénéfices	415 894	415 894		
Etat : taxe sur la valeur ajoutée	1 048 417	1 048 417		
Etat : obligations cautionnées				
Etat : autres impôts, taxes et assimilés	35 845	35 845		
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés	70 449	70 449		
Groupe et associés				
Autres dettes	148 853	148 853		
Dettes représentatives de titres empruntés				
Produits constatés d'avance	4 830 992	4 830 992		
<b>TOTAL GENERAL</b>	<b>118 422 375</b>	<b>107 685 509</b>	<b>824 923</b>	<b>9 911 943</b>
Emprunts souscrits en cours d'exercice	739 897			
Emprunts remboursés en cours d'exercice	144 040			
Emprunts, dettes contractés auprès d'associés				

## 56 - STOCKS ET EN-COURS

La Ventilation des stocks par nature d'opération est la suivante

NATURE DE L'OPERATION	VALEUR BRUTE	PROVISION POUR DEPRECIATION	VALEUR NETTE
Opérations patrimoniales	741 896	0	741 896
Opérations de concessions	2 194 841		2 194 841
<b>TOTAL</b>	<b>2 936 736</b>	<b>0</b>	<b>2 936 736</b>

## 57 - ETATS DES PRODUITS A RECEVOIR

SOCIETE : B.M.A. PRODUIT A RECEVOIR AU 31/12/2011	Montant
Intérêts courus à recevoir sur créances rattachées à des participations	196 126
Clients factures à établir	1 730 783
Divers produit à recevoir	60 122
Intérêts courus à recevoir	775 611
<b>TOTAL</b>	<b>2 762 642</b>

## 58 - DISPONIBILITES

A la clôture de l'exercice, les disponibilités de la société sont positives de 94 815 520 Euros dont 94 576 432 Euros en fonds de placement. La part affectée à la trésorerie de l'ensemble des opérations en mandats et en aménagement urbain s'élève à 88 667 392 Euros.

## 59- ETAT DES CHARGES A PAYER

SOCIETE : B.M.A. CHARGES A PAYER AU 31/12/2011	Montant
Intérêts courus sur emprunts	78 473
Fournisseurs factures non parvenues	43 144
Fournisseurs Factures non parvenues sur immobilisation	21 371
Dettes des opérations sur rémunérations à facturer	1 510 561
Charges à payer sur congés payés et rémunération	193 413
Charges à payer sur organismes sociaux	100 168
Frais de déplacements à payer aux personnels	2 789
<b>TOTAL</b>	<b>1 949 919</b>

## 60 - CAPITAL SOCIAL

Le capital s'élève à 3 945 517,77 Euros et est représenté par 258 809 actions de 15,24 Euros.  
Il se répartit de la manière suivante :

ACTIONNAIRES		MONTANT	%
COLLECTIVITES	CUB	1 693 038	42,91%
	VILLE BORDEAUX	542 398	13,75%
	AUTRES COLLECTIVITES	231 723	5,87%
AUTRES	CDC	620 117	15,72%
	AUTRES	858 242	21,75%
TOTAL		3 945 518	100,00%

## 6 - ENGAGEMENTS FINANCIERS ET AUTRES INFORMATIONS

### 61 – ENGAGEMENTS FINANCIERS RECUS

Garantie sur prêt PLS accordée par la Communauté Urbaine de Bordeaux pour un montant de 6 213 244€ (construction logements étudiants – Îlot D2 ZAC Cœur de Bastide).

Garantie sur prêt PHARE accordée par la Communauté Urbaine de Bordeaux pour un montant de 4 957 897 € (construction logements étudiants – Îlot D2 ZAC Cœur de Bastide).

### 62 – ENGAGEMENTS DONNES

Garantie hypothécaire au bénéfice de la Communauté Urbaine de Bordeaux de l'immeuble de logements étudiants – Îlot D2 ZAC Cœur de Bastide.

### 63 - REMUNERATION DES DIRIGEANTS SOCIAUX

La rémunération des organes de direction n'est pas fournie car cela conduirait indirectement à communiquer une rémunération individuelle.

### 64 - EFFECTIF MOYEN

Vingt cinq personnes y compris le Directeur Général de la Société.

## 7 - LISTE DES FILIALES ET PARTICIPATIONS

Dénomination sociale	Capital	Q.P Détenue	Val. brute des titres	Prêts, avances et cautions	Chiffre d'affaires
Siège social	Capitaux Propres		Val. nette des titres		Résultat
<b>Filiales à + plus de 50%</b> Comptes arrêtés au 31 décembre 2011 SCI BMA-CURSOL 38, rue de Coursol 33000 Bordeaux	100 000 37 540	55%	55 000 55 000	2 695 000	61 629 - 28 035
<b>Participations (10% à 50%)</b> Comptes arrêtés au 31 décembre 2011 Société des Grands Garages Parking de Bordeaux Place de la Ferme de Richemont 33075 Bordeaux cedex	520 136 2 985 312	27,35%	118 635 118 635	Néant	2 341 573 42 292



COMMISSARIAT  
AUX COMPTES  
AUDIT  
CONSEIL

Philippe Lassus  
Michel Celbast  
Geneviève Labit

## BORDEAUX METROPOLE AMENAGEMENT

38 rue de Cürsol  
CS 80010  
33001 BORDEAUX CEDEX

### RAPPORT SPECIAL DU COMMISSAIRE AUX COMPTES SUR LES CONVENTIONS REGLEMENTEES

Assemblée Générale d'approbation des comptes  
de l'exercice clos le 31 décembre 2011

Aux Actionnaires,

En notre qualité de Commissaire aux Comptes de votre Société, nous vous présentons notre rapport sur les conventions réglementées.

Il nous appartient de vous communiquer, sur la base des informations qui nous ont été données, les caractéristiques et les modalités essentielles des conventions dont nous avons été avisés, ou que nous aurions découvertes à l'occasion de notre mission, sans avoir à nous prononcer sur leur utilité et leur bien-fondé ni à rechercher l'existence d'autres conventions. Il vous appartient, selon les termes de l'article R. 225-31 du Code de Commerce, d'apprécier l'intérêt qui s'attachait à la conclusion de ces conventions en vue de leur approbation.

Par ailleurs, il nous appartient, le cas échéant, de vous communiquer les informations prévues à l'article R. 225-31 du Code de Commerce relatives à l'exécution, au cours de l'exercice écoulé, des conventions déjà approuvées par l'Assemblée Générale.

Mi-Côte - 82, Avenue de Tivoli - B.P. 20036 - 33491 Le Bouscat Cedex  
Tél : 05 56 02 08 18 - Fax : 05 56 03 05 29 - e-mail : glassus@cabinellassus.fr

Société de Commissariat aux Comptes, membre de la Compagnie Régionale de Bordeaux - Siret : 349 440 644 000 12  
APE 6920Z - RCS Bordeaux-TVA Intra-communautaire : FR 70 349 440 644 - Souscripteur d'une assurance professionnelle  
dans les conditions prévues par l'article 17 alinéa 1er de l'ordonnance du 10 septembre 1945 et du décret du 22 janvier 1999

abesoluce



Nous avons mis en œuvre les diligences que nous avons estimé nécessaires au regard de la doctrine professionnelle de la Compagnie Nationale des Commissaires aux Comptes relative à cette mission. Ces diligences ont consisté à vérifier la concordance des informations qui nous ont été données avec les documents de base dont elles sont issues.

### CONVENTIONS SOUMISES A L'APPROBATION DE L'ASSEMBLEE GENERALE

En application de l'article L. 225-40 du Code de Commerce, nous avons été avisés des conventions suivantes qui ont fait l'objet de l'autorisation préalable de votre Conseil d'Administration.

#### **1. Bail avec la SCI « BMA-CURSOL »**

*Personnes concernées :* Monsieur Pascal GERASIMO, Directeur Général et représentant permanent de BMA, Gérant de la SCI  
La Caisse des Dépôts et Consignations, Administrateur de BMA et associé indéfiniment responsable de la SCI

*Nature et objet :*

Votre Conseil d'Administration du 1<sup>er</sup> avril 2011 a autorisé la signature d'une promesse de bail aux conditions ci-après :

- 185 € H.T./m<sup>2</sup> pour un tiers des locaux situés au 4<sup>e</sup> étage ;
- 175 € H.T./m<sup>2</sup> pour les deux tiers des locaux situés aux 2<sup>e</sup> et 3<sup>e</sup> étage, la décote de 10 € s'expliquant par les hauteurs sous-plafond plus réduites ;
- La prise en charge par le preneur du coût des aménagements nécessaires évalué à environ 600 € H.T./m<sup>2</sup>.

*Modalités :*

BMA est locataire de la SCI BMA CURSOL depuis le 22 décembre 2011.

Le loyer et les charges locatives enregistrées en charges sur l'exercice 2011 s'élèvent à 3 326 € H.T.

Un pas de porte considéré comme un supplément de loyer a été facturé par la SCI BMA CURSOL pour un montant de 332 240 € H.T. Il correspond au coût des aménagements intérieurs réalisés par la SCI BMA CURSOL.

## CONVENTIONS DEJA APPROUVEES PAR L'ASSEMBLEE GENERALE

En application de l'article R. 225-30 du Code de Commerce, nous avons été informés que l'exécution des conventions suivantes, déjà approuvées par l'Assemblée Générale au cours d'exercices antérieurs, s'est poursuivie au cours de l'exercice écoulé.

### 1. Opération immobilière de la rue de Coursol cédée à la SCI « BMA-CURSOL »

#### Nature et objet :

- Avances en compte-courant pour un montant maximal de 4 900 000 €, réparties au prorata du capital détenu par chacun des associés ;
- Gestion administrative, technique et financière de la SCI par BMA.

#### Modalités :

- Au 31 décembre 2011, les avances en compte-courant réalisées par BMA représentent 2 695 000 €, rémunérées au taux de 2 %, ayant généré 52 357 € de produits financiers ;
- BMA a facturé 12 000 € H.T. à la SCI BMA CURSOL au titre de la gérance administrative, juridique et financière.

Fait au Bouscat,  
Le 9 mars 2012

SCP "Cabinet LASSUS et Associés"

Le Gérant



**D-2012/321**

**Information au conseil municipal. Gertrude. Rapport d'activité et financier de l'exercice 2011.**

Monsieur Michel DUCHENE, Adjoint au Maire, présente le rapport suivant :

Mesdames, Messieurs,

La SAEM GERTRUDE a pour objet la régulation des feux de circulation.

La Ville de Bordeaux détient 7% du capital de cette société. L'actionnaire majoritaire est la Communauté Urbaine de Bordeaux (« CUB ») qui possède 51% des actions.

**RESULTAT DE L'ACTIVITE EN 2011**

La société GERTRUDE présente un chiffre d'affaires de 3.820.120 euros sur l'exercice 2011, en baisse de 15,54% par rapport à l'exercice précédent. Deux raisons essentielles sont à l'origine de l'évolution du chiffre d'affaires et de sa baisse entre 2010 et 2011 :

- L'arrêt du marché d'exploitation du poste central de la CUB, partiel en 2010 et total en 2011, crée une réduction brutale du chiffre d'affaires de plus de 1.100.000 euros.
- La part de « négoce et installation de matériel », à très faible valeur ajoutée et très variable en fonction des exercices, est réduite en 2011 et doit encore être diminuée en 2012. Cette activité nécessite d'acquérir le matériel et, le plus souvent, de faire appel à de la sous-traitance pour l'installer.

A noter, l'activité « métier » d'ingénierie, d'étude, de développement, d'installation et de maintenance du système GERTRUDE est fortement revalorisée en 2011 et présente des prévisions équivalentes pour 2012. C'est sur cette activité « métier » à forte valeur ajoutée que la société entend concentrer ses efforts à l'avenir.

Au global, les produits d'exploitation ressortent à 3.860.880 euros, en baisse de 16,09% par rapport à l'exercice précédent.

Parallèlement, les charges d'exploitation ont diminué de 21,18% : cette réduction des coûts de production est la conséquence de la réduction de la masse salariale, ainsi que de la continuité du plan global de contrôle et de réduction des coûts, lancé au deuxième semestre de l'année 2010 et consistant principalement à faire la chasse aux dépenses superflues et à borner les coûts de fonctionnement.

Ces opérations conjuguées conduisent à un résultat d'exploitation de 253.750 euros, en progression de 919% par rapport à l'exercice précédent.

Le résultat financier de l'exercice est déficitaire à hauteur de 81.070 euros : ce dernier tient compte de l'abandon de créance consenti au profit de la filiale GERTRUDE Algérie EURL et de la reprise des provisions faites en 2010 pour préparer ce processus. Il est rappelé que l'abandon de créance tient également compte des frais occasionnés par la filiale en 2011.

Combiné de ces éléments, le résultat net de l'exercice présente un bénéfice de 130.779 euros, en hausse de 27,58% par rapport à l'exercice précédent.

**EVOLUTIONS ET PERSPECTIVES EN 2012**

Présentés lors du Conseil d'Administration de GERTRUDE du 4 novembre 2011, les axes stratégiques principaux pour l'année 2012 sont notamment les suivants :

- Initier de nouvelles actions de développement (valoriser les compétences études et ingénierie, accroître les orientations technologiques, accroître l'image et la perception de la maintenance GERTRUDE...).
- Maintenir et renforcer les actions commerciales (action de repositionnement sur le marché français, actions continues sur le Maroc, le Mexique...).
- Production prioritaire des marchés structurants en portefeuille pour l'année 2012 (tramway d'Alger, systèmes centralisés du Mans et de Wroclaw, marchés de maintenance de l'ensemble des sites GERTRUDE, marché tramway de Casablanca...).
- Budgétisation des postes de dépenses et poursuite du plan de réduction des coûts.
- Contrôle mensuel de la trésorerie.

Les prévisions pour 2012 font état d'un exercice positif dont les principales données sont les suivantes :

- Chiffre d'affaires : 3.648.504 euros.
- Résultat d'exploitation : 340.724 euros.
- Résultat net : 162.543 euros.

Pour votre complète information, vous trouverez ci-après les comptes annuels ainsi que le rapport de gestion de la société. Je vous demande, Mesdames, Messieurs, de bien vouloir en prendre acte.

**Annexe : principaux éléments du compte de résultat de GERTRUDE (exercices 2010 et 2011)**

En milliers d'euros	31/12/2011	31/12/2010	Δ 11/10
<b>Chiffre d'affaires</b>	3.820.120	4.522.884	<b>-15,54%</b>
Produits d'exploitation	3.860.880	4.601.306	-16,09%
Charges d'exploitation	3.607.130	4.576.407	-21,18%
Résultat d'exploitation	253.750	24.899	+ 919,1%
<b>Résultat financier</b>	<b>-81.070</b>	<b>-124.809</b>	<b>+ 35,04%</b>
<b>Résultat net</b>	<b>130.779</b>	<b>102.508</b>	<b>+ 27,58%</b>

## INFORMATION DU CONSEIL MUNICIPAL

**M. DUCHENE.** -

On pourrait regrouper, Monsieur le Maire, si vous en êtes d'accord les délibérations 320 et 321. Elles sont habituelles.

Ce sont les rapports d'activité et financiers de l'exercice 2011, l'un de ces rapports concerne BMA et l'autre GERTRUDE.

**M. LE MAIRE.** -

Tout cela a été distribué et lu.

Y a-t-il des questions ?

Des oppositions ? Des abstentions ?

(Aucune)



## **GERTRUDE**

Société Anonyme d'Economie Mixte  
au capital de 594 551,17 €uros

Siège social  
9 rue de Ségur - 33000 BORDEAUX

RCS BORDEAUX n° 321 523 086

**RAPPORT DE GESTION  
SUR LES  
OPERATIONS DE L'EXERCICE CLOS  
LE  
31 DECEMBRE 2011**

**PROJET DE RAPPORT DU CONSEIL D'ADMINISTRATION**



## **GERTRUDE**

Société Anonyme d'Economie Mixte  
au capital de 594 551,17 €uros

Siège social  
9 rue de Ségur - 33000 BORDEAUX

RCS BORDEAUX n° 321 523 086

### **ASSEMBLEE GENERALE MIXTE A CARACTERE EXTRAORDINAIRE ET ORDINAIRE DU 7 JUIN 2012**

Nous vous avons réunis en assemblée générale mixte, à caractère extraordinaire et ordinaire en application des statuts de l'entreprise et du Code de commerce.

Relevant des compétences de l'Assemblée Générale Extraordinaire, nous vous soumettons les thèmes suivants.

- Pour satisfaire aux dispositions légales en vigueur, nous vous demandons de statuer sur un projet de résolution prononçant la non-augmentation de capital au profit des salariés, répondant en cela à une interrogation obligatoire, conformément aux dispositions des articles L.225-129-6 du Code de Commerce et de l'article 3332-18 du Code du Travail.
- Nous vous demandons également, pour satisfaire aux dispositions légales en vigueur, de statuer sur un projet de résolution tendant à constater la cessation de mandat d'Administrateur de la Caisse d'Epargne Aquitaine Poitou-Charentes.
- Nous vous demandons, suite à la démission de la Caisse d'Epargne Aquitaine Poitou-Charentes du Conseil d'Administration de la société, de prendre une résolution autorisant la modification des statuts de l'entreprise afin d'y faire figurer que le Conseil d'Administration sera dorénavant composé de 11 membres en lieu et place de 12 membres.
- Enfin, compte tenu des éléments qui vont vous être présentés, nous vous demandons de statuer sur une résolution, permettant de modifier par voie d'avenant, les termes de l'accord d'intéressement des salariés aux bénéficiaires, signé au cours de l'année 2011.

Relevant des compétences de l'Assemblée Générale Ordinaire, nous vous soumettons les thèmes suivants.

- Nous allons vous rendre compte de l'activité de la Société au cours de l'exercice clos le 31 décembre 2011, des résultats de cette activité et des perspectives d'avenir. Nous vous demandons d'approuver les comptes et d'affecter les résultats de l'exercice clos le 31 décembre 2011.
- Nous allons demander aux commissaires aux comptes de faire lecture de son rapport annuel ainsi que de son rapport spécial relatif aux conventions visées aux articles L. 225-38 et suivants du Code de Commerce.
- Nous vous demandons de statuer sur un projet de résolution désignant les titulaires des mandats des Commissaires aux Comptes, titulaire et suppléant, les précédents arrivants à expiration.

Les convocations prescrites par la Loi vous ont été régulièrement adressées et tous les documents et pièces prévus par la réglementation en vigueur ont été tenus à votre disposition dans les délais impartis, fixant notamment à l'ordre du jour de la présente Assemblée Générale Mixte, les thèmes exposés ci-dessus dont l'approbation des comptes annuels de l'exercice clos le 31 Décembre 2011.

Le projet de Procès-verbal de résolution de la présente Assemblée Générale Mixte vous est transmis en annexe du présent rapport.



## GERTRUDE

Société Anonyme d'Economie Mixte  
au capital de 594 551,17 €uros

Siège social  
9 rue de Ségur - 33000 BORDEAUX

RCS BORDEAUX n° 321 523 086

### ASSEMBLEE GENERALE MIXTE A CARACTERE EXTRAORDINAIRE ET ORDINAIRE DU 7 JUIN 2012

<p>ORDRE DU JOUR de la compétence DE L'ASSEMBLEE GENERALE EXTRAORDINAIRE</p>
--

I. **AUGMENTATION DE CAPITAL**  
**RESERVEE AUX ADHERENTS D'UN PLAN D'EPARGNE D'ENTREPRISE**  
(Article L 225-129-6 du Code de Commerce) (Article L 3332-18 du Code du Travail)

Nous vous rappelons que les dispositions de la loi sur l'épargne salariale du 19 février 2011 obligent, lors de toute décision d'augmentation de capital, à demander à l'Assemblée Générale de se prononcer sur le lancement ou pas d'une augmentation de capital effectuée dans les conditions prévues à l'article L. 443-5 du Code du travail et profitant aux salariés adhérents à un plan d'épargne d'entreprise.

Elle prévoit également, à partir du moment où les actions détenues collectivement par ces adhérents ne dépassent pas 3% du capital, que la question de cette participation au capital et de son accroissement éventuel soit posée aux actionnaires tous les 3 ans. Cette obligation de consultation résulte des dispositions de la loi applicable à notre société.

En effet, au vu du dernier rapport annuel, l'ensemble du personnel de notre entreprise, par l'intermédiaire du Plan d'Épargne ne détenait aucune participation au capital.

Nous vous rappelons que l'objectif de cette loi est de favoriser l'actionnariat de tous les salariés, c'est-à-dire en pratique, de permettre aux sommes qui seraient épargnées par ceux-ci, dans l'entreprise, de pouvoir être traduites en actions de la Société qui les emploie. Bien entendu, l'application d'un tel dispositif reste subordonnée à l'existence d'une véritable épargne salariale et à la mise en place d'un plan d'épargne entreprise.

Malgré l'intérêt possible d'une telle mesure à plus ou moins long terme, dans le contexte actuel de l'entreprise, votre Conseil d'Administration vous invite à décider qu'il n'y a pas lieu de procéder à une telle mesure d'augmentation du capital dans les conditions et les termes précisés ci-dessus.

## **II. DEMISSION DE LA CAISSE D'EPARGNE AQUITAINE POITOU-CHARENTES DE SON MANDAT D'ADMINISTRATEUR**

Depuis la création de l'entreprise en janvier 1981, la Caisse d'Epargne, comme l'un des établissements fondateurs de notre SEML, assure un mandat d'Administrateur de la société.

En date du 2 décembre 2011, par lettre recommandée avec accusé de réception, la Caisse d'Epargne Aquitaine Poitou-Charentes nous a informé de son souhait de démissionner du Conseil d'Administration de la société GERTRUDE SAEM.

Cette décision intervient dans le cadre de la redéfinition, par le Groupe Caisse d'Epargne, de sa stratégie de prise de participation et de réduction de ses mandats d'Administrateurs.

Cette décision de la Caisse d'Epargne Aquitaine Poitou-Charentes doit être entérinée par la présente Assemblée Générale.

Les 2 éléments suivants doivent cependant être rappelés.

- Le Groupe Caisse d'Epargne reste représenté au Conseil d'Administration de notre entreprise par l'intermédiaire de la société EXPANSO-SDR
- La Caisse d'Epargne Aquitaine Poitou-Charentes reste actionnaire de notre entreprise, et à ce titre, continuera à siéger à son Assemblée Générale.

## **III. MODIFICATION DU NOMBRE D'ADMINISTRATEURS DE L'ENTREPRISE MODIFICATION DES STATUTS DE LA SOCIETE**

La décision prise par la Caisse d'Epargne Aquitaine Poitou-Charentes, de démissionner de son mandat d'Administrateur, a des répercussions sur le nombre de membres siégeant au Conseil d'Administration de l'entreprise.

En effet, les statuts actuels de l'entreprise précisent, à l'article 15 – 1<sup>er</sup> alinéa, que « La société est administrée par un Conseil d'Administration de 12 membres, dont 8 représentants les collectivités Territoriales et leurs Groupements ».

Compte tenu de cette démission, le nombre de membres du Conseil d'Administration est désormais de 11. En conséquence, l'Assemblée Générale est amenée à se prononcer sur la suite à donner à cette démission, deux alternatives s'offrant à elle.

- Elire un nouveau représentant au Conseil d'Administration en remplacement du démissionnaire
- Ne pas élire de représentant de remplacement et en réduire le nombre de 12 à 11, 8 représentants des collectivités territoriales et 3 représentants des entités privées

Afin d'aider la présente Assemblée dans cette prise de décision, la précision ci-dessous doit être apportée.

Le Code Général des Collectivités Territoriales, CGCT, à l'article L. 1524-5, modifié par Ordonnance n°2009-1530 du 10 décembre 2009 – art. 2, précise que « Toute collectivité territoriale actionnaire d'une SEML a droit à au moins un représentant au Conseil d'Administration, ceci dans une proportion au plus égale à celle du capital détenu par l'ensemble des collectivités territoriales. Les statuts de l'entreprise fixent le nombre de sièges dans le respect de cette proportion, ce nombre étant éventuellement arrondi à l'unité supérieure.

Dans le cas présent, avant la démission de la Caisse d'Epargne Aquitaine Poitou-Charentes, l'ensemble des collectivités territoriales, compte tenu des 65% de capital détenus, disposait d'une possibilité de 7,80 sièges (12x65%), arrondi à 8.

A l'issue de la démission de la Caisse d'Epargne Aquitaine Poitou-Charentes, l'ensemble des collectivités territoriales, compte tenu des 65% de capital détenus, dispose d'une possibilité de 7,15 sièges (11x65%), dont l'arrondi à l'unité supérieure, conformément au texte précédemment cité, autorise encore 8 sièges.

Compte tenu de ces explications et de ces références aux différents textes de loi, l'Assemblée Générale dispose donc de toute latitude pour entériner que le Conseil d'Administration soit désormais composé de 11 membres, cette décision restant en parfaite adéquation avec les textes de loi.

Les modifications relatives à cette décision entraîneront les modifications suivantes.

- Modification des statuts de l'entreprise qui précisent, à l'article 15, que « l'entreprise est administrée par un Conseil d'Administration de 12 membres », ramené à 11 membres par suite de la décision ci-dessus.
- Mise à jour du Registre du Commerce et des Sociétés.

Ces modifications seront établies en fonction des décisions de la présente Assemblée Générale.

Nous attirons cependant l'attention de l'Assemblée, en vertu des dispositions de l'article L. 1524-1 du CGCT, sur le fait que la résolution de modification de l'article 15, 1<sup>er</sup> alinéa des statuts de l'entreprise, portant de 12 à 11 le nombre de membres siégeant au Conseil d'Administration ne pourra être prise que si les collectivités territoriales ont préalablement délibéré favorablement pour cette modification au sein de leurs Assemblées délibérantes respectives.

Au jour de la tenue de la présente Assemblée Générale, en l'absence de ces délibérations, sollicitées par ailleurs auprès des collectivités, les résolutions portant sur la modification du Registre du Commerce et sur la modification des statuts de l'entreprise ne pourront être prises que lors de la prochaine Assemblée Générale Extraordinaire.

Le détail de la modification à apporter sur les statuts de l'entreprise est présenté ci-dessous.

#### **Extrait des statuts de la société GERTRUDE SAEM (Version actuelle en vigueur)**

##### **ARTICLE 15**

La Société est administrée par un Conseil d'Administration de 12 membres, dont 8 représentent les Collectivités Territoriales et leurs Groupements.

Les Administrateurs, autres que les représentants des Collectivités Territoriales et de leurs Groupements, sont nommés par l'Assemblée Générale Ordinaire qui peut les révoquer à tout moment. En cas de fusion ou de scission, leur nomination peut être faite par l'Assemblée Générale Extraordinaire.

La proportion des représentants des Collectivités Territoriales et de leurs Groupements telle qu'elle résulte des présents Statuts, est au plus égale à la proportion de capital détenue par les Collectivités et leurs Groupements, avec possibilité d'arrondir au chiffre supérieur ; les Collectivités et leurs Groupements devant détenir au moins la majorité des sièges.

Les Collectivités Territoriales et leurs Groupements actionnaires ont droit à un siège au moins au Conseil d'Administration. Si le nombre des sièges au Conseil d'Administration fixé par les présents Statuts ne permet pas d'assurer, en raison de leur nombre, la représentation directe des Collectivités Territoriales ou de leurs Groupements ayant une participation réduite au capital, ils pourront se réunir en assemblée spéciale et désigner un ou des représentants communs, un siège au moins leur étant réservé.

Les Collectivités Territoriales et leurs Groupements actionnaires se répartissent les sièges qui leur sont globalement attribués, proportionnellement à leur participation respective.

Les personnes morales nommées Administrateurs sont tenues de désigner un représentant permanent soumis aux mêmes conditions et obligations que s'il était Administrateur en son nom propre, sauf en ce qui concerne les représentants des Collectivités Territoriales ou leurs Groupements.

Un salarié de la Société ne peut être nommé Administrateur que si son contrat de travail correspond à un emploi effectif. Le nombre des Administrateurs liés à la Société par un contrat de travail ne peut dépasser le tiers des Administrateurs en fonction.

Conformément à l'article L 1524-5 du CGCT, les responsabilités civiles résultant de l'exercice du mandat des représentants des Collectivités Territoriales ou de leurs Groupements au Conseil d'administration incombent à ces Collectivités ou Groupements.

La responsabilité civile des représentants des autres personnes morales détenant un poste d'Administrateur est déterminée par l'article L. 225-20 du Code de Commerce.

#### **Texte de la modification à porter sur les statuts de la société GERTRUDE SAEM (Version future)**

##### **ARTICLE 15**

Seul le texte du premier alinéa de l'article 15 doit être modifié, par la phrase suivante.

« La Société est administrée par un Conseil d'Administration de 11 membres, dont 8 représentent les Collectivités Territoriales et leurs Groupements. »

Le reste de la rédaction de cet article 15 est inchangé.

#### **IV. AVENANT AU CONTRAT D'INTERESSEMENT DES SALARIES AUX BENEFICES**

Il est rappelé, qu'après une année passée sans aucun contrat d'intéressement valide, à savoir en 2010, l'année 2011 a vu la signature d'un nouvel accord valable pour les exercices 2011, 2012 et 2013.

Au titre de l'exercice 2011, l'intéressement global reversé par l'entreprise est de 8 795 € pour l'ensemble des salariés, respectant en cela un objectif modéré pour l'exercice 2011, mais également la volonté de renouer avec une dynamique motivante pour le personnel, dans la mesure où ce dernier n'a rien perçu de la sorte au titre des exercices 2008, 2009 et 2010.

La poursuite des évolutions structurelles de l'entreprise et en particulier, la baisse des effectifs moyens et la baisse de la masse salariale rend judicieuse, la modification de cet accord, en particulier des paragraphes fixant les seuils à atteindre pour ouvrir le droit à l'intéressement.

En effet, l'accord, dans sa forme signée en 2011, précise que le seuil de marge brute minimal à atteindre pour pouvoir prétendre au versement de l'intéressement est de 3 200 000 €.

L'effectif moyen de l'entreprise étant prévu à 27,3 personnes pour 2012, il est évident que ce seuil minimal ne sera pas aisé à atteindre, bien que cela reste possible si les efforts de production intense aboutissent.

Par ailleurs, il est ici rappeler que les prévisions de l'exercice 2012 présentent un résultat positif pour une marge brute estimée à 3 210 004 € et que dans les conditions de ces prévisions décrites dans le rapport de gestion, le montant de l'intéressement pourrait atteindre 21 000 € pour l'exercice 2012 à condition que soient acceptées les modifications proposées ci-après.

En conséquence la proposition est faite, qu'au travers d'un avenant à signer avant le 30 juin 2012, les seuils de références, ouvrant droit à l'intéressement, soient modifiés de la façon suivante.

Dans l'accord signé en 2011, les modalités de versement de l'intéressement sont synthétisées comme suit.

2011	Conditions d'objectifs			Taux applicable au Résultat Net Avant Impôts
Marge Brute	Inférieure à		3 060 000	0,00%
Marge Brute	Comprise entre	3 060 000	et 3 270 000	5,00%
Marge Brute	Comprise entre	3 270 000	et 3 400 000	7,50%
Marge Brute	Comprise entre	3 400 000	et 3 530 000	10,00%
Marge Brute	Supérieure à		3 530 000	12,50%

2012	Conditions d'objectifs			Taux applicable au Résultat Net Avant Impôts
Marge Brute	Inférieure à		3 200 000	0,00%
Marge Brute	Comprise entre	3 200 000	et 3 430 000	5,00%
Marge Brute	Comprise entre	3 430 000	et 3 580 000	8,25%
Marge Brute	Comprise entre	3 580 000	et 3 730 000	11,50%
Marge Brute	Supérieure à		3 730 000	14,75%

2013	Conditions d'objectifs			Taux applicable au Résultat Net Avant Impôts
Marge Brute	Inférieure à		3 300 000	0,00%
Marge Brute	Comprise entre	3 300 000	et 3 530 000	5,00%
Marge Brute	Comprise entre	3 530 000	et 3 680 000	8,25%
Marge Brute	Comprise entre	3 680 000	et 3 830 000	11,50%
Marge Brute	Supérieure à		3 830 000	14,75%

Les évolutions proposées sont les suivantes, présentées en rouge dans le tableau.

Ces évolutions se résument globalement par une réduction d'environ 200 000 € du seuil de marge brute à atteindre pour chacun des seuils de déclenchement.

2012	Conditions d'objectifs			Taux applicable au Résultat Net Avant Impôts
Marge Brute	Inférieure à		3 000 000	0,00%
Marge Brute	Comprise entre	3 000 000	et 3 200 000	5,00%
Marge Brute	Comprise entre	3 200 000	et 3 400 000	8,25%
Marge Brute	Comprise entre	3 400 000	et 3 600 000	11,50%
Marge Brute	Supérieure à		3 600 000	14,75%

2013	Conditions d'objectifs			Taux applicable au Résultat Net Avant Impôts
Marge Brute	Inférieure à		3 050 000	0,00%
Marge Brute	Comprise entre	3 050 000	et 3 250 000	5,00%
Marge Brute	Comprise entre	3 250 000	et 3 450 000	8,25%
Marge Brute	Comprise entre	3 450 000	et 3 650 000	11,50%
Marge Brute	Supérieure à		3 650 000	14,75%

Compte tenu de ces éléments, nous demandons à l'Assemblée Générale d'approuver la modification de ces seuils de déclenchement de l'intéressement des salariés aux bénéficiaires et d'approuver la signature d'un avenant à l'actuel contrat d'intéressement, intégrant la modification de ces seuils.



## GERTRUDE

Société Anonyme d'Economie Mixte  
au capital de 594 551,17 €uros

Siège social  
9 rue de Ségur - 33000 BORDEAUX

RCS BORDEAUX n° 321 523 086

### ASSEMBLEE GENERALE MIXTE A CARACTERE EXTRAORDINAIRE ET ORDINAIRE DU 7 JUIN 2012

<p>ORDRE DU JOUR de la compétence DE L'ASSEMBLEE GENERALE ORDINAIRE</p>
---

#### RAPPORT DE GESTION sur les opérations de l'exercice clos le 31 décembre 2011

Nous vous avons réunis en assemblée générale mixte, à caractère extraordinaire et ordinaire en application des statuts et du Code de commerce. Relevant des compétences de l'Assemblée Générale Ordinaire, nous vous rappelons que nous allons vous soumettre les thèmes suivants.

- Nous allons vous rendre compte de l'activité de la Société au cours de l'exercice clos le 31 décembre 2011, des résultats de cette activité et des perspectives d'avenir. Nous vous demandons d'approuver les comptes et d'affecter les résultats de l'exercice clos le 31 décembre 2011.
- Nous allons demander aux commissaires aux comptes de faire lecture de son rapport annuel ainsi que de son rapport spécial relatif aux conventions visées aux articles L. 225-38 et suivants du Code de Commerce.
- Nous vous demandons de statuer sur un projet de résolution tendant à prononcer le renouvellement du mandat des Commissaires aux Comptes, titulaire et suppléant, arrivant à expiration.

Les convocations prescrites par la Loi vous ont été régulièrement adressées et tous les documents et pièces prévus par la réglementation en vigueur ont été tenus à votre disposition dans les délais impartis, fixant notamment à l'ordre du jour de la présente Assemblée Générale Ordinaire, l'approbation des comptes annuels de l'exercice clos le 31 Décembre 2011.

#### **V. PRESENTATION DES COMPTES ANNUELS**

Les comptes annuels de l'exercice clos le 31 décembre 2011 que nous soumettons à votre approbation ont été établis conformément aux règles de présentation et aux méthodes d'évaluation prévues par la réglementation en vigueur. Les règles de présentation et les méthodes d'évaluation retenues sont identiques à celles de l'exercice précédent.

Le bilan et le compte de résultat de l'exercice clos le 31 décembre 2011 figurent en annexe. Par ailleurs, conformément au Code de Commerce – Article R. 225-102 – Décret n° 67-236 du 23-03-1967, les résultats et autres éléments caractéristiques de la société au cours des cinq dernières années sont également fournis en annexe.

Le résultat de l'exercice 2011 présente un **bénéfice net de 130 779,38 €.**

## VI. RAPPEL DES PRINCIPAUX OBJECTIFS DE L'EXERCICE 2011

Compte tenu des difficultés rencontrées au cours des années 2009 et 2010, plusieurs objectifs principaux constituaient le programme d'action de l'exercice 2011. Ces principaux objectifs et les résultats obtenus sont présentés dans le tableau ci-après.

Objectifs Exercice 2011	Valeur Significative au début de l'Exercice	Résultats Obtenus	Valeur Significative à la fin de l'Exercice
Revaloriser la trésorerie de l'entreprise, tenant compte des disponibilités ainsi que des découverts bancaires.	-6 962 €	La trésorerie de l'entreprise se situe au dessus des 200 000 € depuis le mois de juin 2011.	359 094 €
Réduire les dettes fournisseurs.	727 491 €	97 % des dettes fournisseurs, accusant un retard de paiement supérieur à 3 mois, ont été honorées au cours de l'exercice 2011. Les 192 650 € figurant à ce compte à la clôture de l'exercice sont constitués des 3% d'arriérés restant à honorer, d'acquisitions de matériels faites au cours du dernier trimestre et destinées à la revente, de l'encours courant.	192 650 €
Provisionner la totalité des risques clients pour ne pas trainer des arriérés susceptibles d'impacter les exercices futurs.	Non significatif	Le montant total du poste client présentant un risque de non paiement s'élève à 384 780 €. L'analyse détaillée des clients concernés et des raisons de ces retards de paiement établit un risque global réel à 282 220 €. Ce montant est provisionné à 100 % pour ne pas risquer d'impacter les exercices futurs. Ce montant comprend en particulier la somme de 256 203 € de provision des risques pour Monterrey.	282 220 €
Comblent les arriérés de la filiale Algérienne, GERTRUDE Algérie EURL.  A la clôture de l'exercice 2010, la filiale présentait des capitaux propres négatifs, imposant une action immédiate.	-133 290 €	Au travers de l'abandon de créance consenti par GERTRUDE au profit de sa filiale, les capitaux propres de cette dernière ont pu être remis au niveau minimum légal. Le montant de cet abandon de créance, de 232 963 €, couvre les arriérés de la filiale depuis 2008, ses déficits de 2011 et ses frais du début de l'année 2012. La situation de la filiale est décrite dans une annexe spécifique présentant son rapport de gestion. Les montants sont présentés en Euros sur la base du taux de change moyen suivant : 100 D.A. = 1 €	2 049 €
Renouer avec un exercice comptable réellement positif sans recours à un carry back.		Malgré les provisions pour risque et les pertes financières liées à l'entretien de la filiale Algérienne, l'exercice 2011 présente un bénéfice net.	130 779 €
Réactiver la confiance des salariés dans l'entreprise en renouant avec le versement d'un intéressement aux bénéficiaires, modéré mais positif.		Depuis 2008, aucun intéressement n'a pu être distribué aux salariés. L'année 2011 renoue avec les versements d'un intéressement aux bénéficiaires.	8 795 €

## VII. SITUATION DE LA SOCIETE AU 31 DECEMBRE 2011

Afin de vous permettre d'analyser cette situation, nous vous proposons de mesurer, par rapport à l'exercice précédent, l'évolution des grands postes de son bilan.

Bilans	2011	2010	Evolution
Total de l'actif immobilisé	27 129 €	21 507 €	26,14%
Total de l'actif circulant	2 293 396 €	2 957 412 €	-22,45%
<b>Capitaux propres</b>	<b>992 492 €</b>	<b>861 713 €</b>	<b>15,18%</b>
Dettes au 31 décembre	1 325 742 €	2 115 313 €	-37,33%
Provisions pour risques	4 554 €	7 298 €	-37,61%
Total du bilan au 31 décembre	2 325 079 €	2 986 217 €	-22,14%

Cette présentation synthétique du bilan montre une augmentation des fonds propres de l'entreprise et une forte baisse des dettes comptabilisées au soir de clôture des exercices.

## VIII. ANALYSE DE L'EVOLUTION DU BILAN

Le bilan présente une diminution de 22,14%.

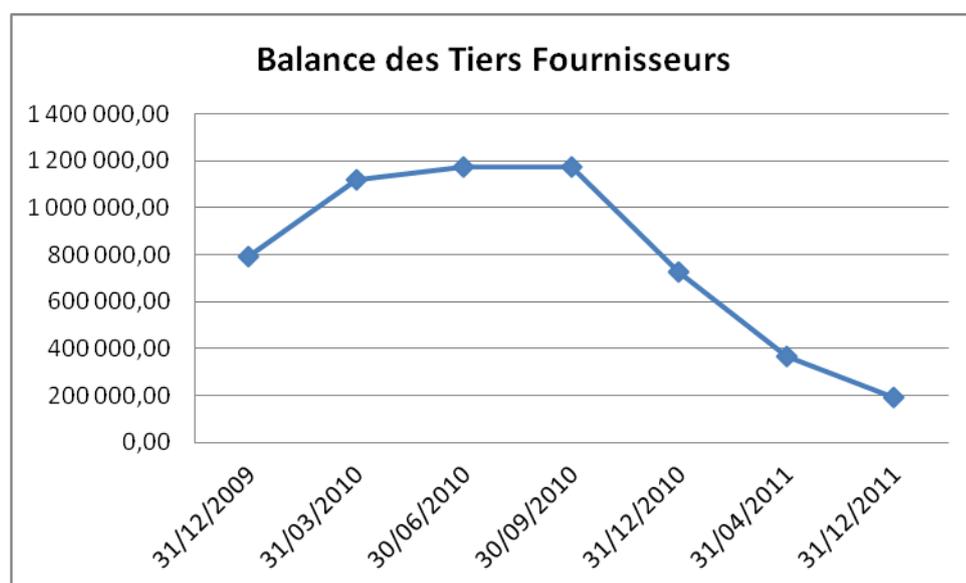
Bilans	2011	2010	Evolution
Total du bilan au 31 décembre	2 325 079 €	2 986 217 €	-22,14%

### Evolution remarquables au détail du PASSIF : Fournisseurs

PASSIF	2011	2010	Evolution
Fournisseurs	192 650 €	727 491 €	-73,52%

L'une des principales actions menées au cours de l'exercice 2011 a consisté à sécuriser les recettes de façon à pouvoir honorer les dettes fournisseurs. Cet encours est ainsi fortement réduit, l'ensemble des arriérés de plus de 3 mois étant soldé à 97%.

Bien que la majorité des fournisseurs ait soutenu l'entreprise en acceptant des décalages de paiements, la réduction du poids de cette dette était une obligation. Cette dernière est inscrite dans la continuité du plan mis en œuvre à partir du 3<sup>ème</sup> trimestre 2010. L'évolution du poste fournisseurs est présentée ci-dessous.



### **Evolutions remarquables au détail du PASSIF : Dettes fiscales et sociales**

<b>PASSIF</b>	<b>2011</b>	<b>2010</b>	<b>Evolution</b>
Dettes fiscales et sociales	812 399 €	991 721 €	-18,08%

La diminution de ce poste provient majoritairement de la forte réduction du poste « TVA sur Factures à Établir ». Atteignant 917 244 € au soir du 31 décembre 2010, les factures à établir sont portées à 324 298,66 € à la clôture de l'exercice 2011.

Cette diminution des « Factures à Établir » a permis d'obtenir une meilleure adéquation entre l'activité de l'entreprise et sa trésorerie, cette dernière s'en trouvant « mécaniquement » redressée.

### **Evolutions remarquables au détail du PASSIF : Emprunts et autres dettes**

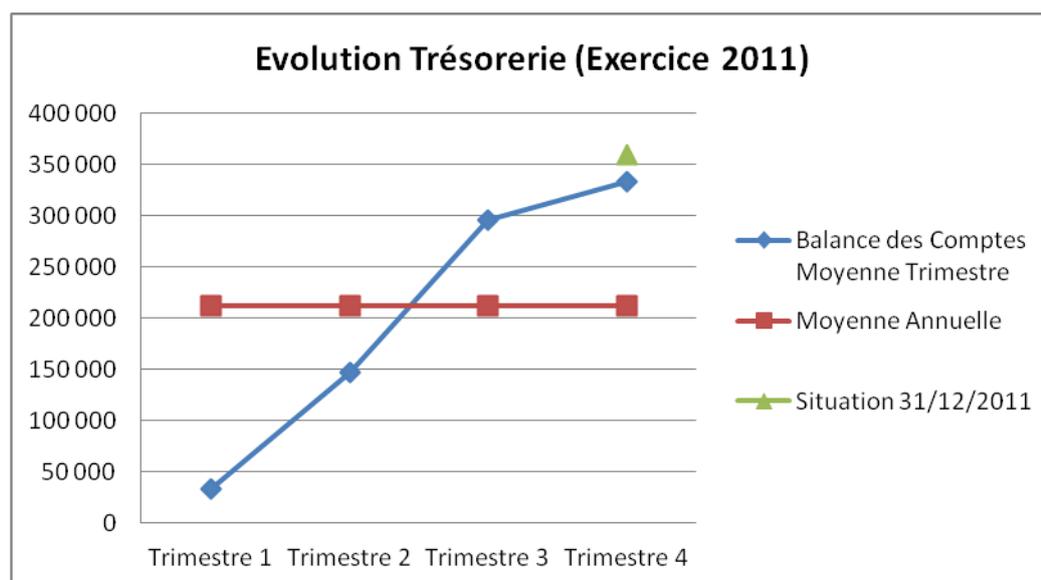
<b>PASSIF</b>	<b>2011</b>	<b>2010</b>	<b>Evolution</b>
Découverts bancaires	0 €	193 843 €	-100,00%
Autres dettes	247 370 €	69 876 €	254,01%

En ayant recours à des cessions de créances auprès d'un organisme bancaire, OSEO, la trésorerie de l'entreprise a pu être maintenue positive. Aucun découvert bancaire n'a été enregistré au cours du 2<sup>ème</sup> trimestre de l'année 2011.

### **Evolutions remarquables au détail de l'ACTIF : Disponibilités**

<b>ACTIF</b>	<b>2011</b>	<b>2010</b>	<b>Evolution</b>
Disponibilités	363 186 €	188 973 €	92,19%

Compte tenu des difficultés rencontrées en 2010, au cours de l'exercice 2011, un effort majeur s'est porté sur le maintien de la trésorerie de l'entreprise. Malgré le remboursement régulier des dettes fournisseurs, cet effort s'est traduit par une remontée progressive de la trésorerie, pour dépasser 300 000 € à la fin de l'exercice. Le schéma ci-dessous résume ces évolutions en synthétisant le cumul des disponibilités et des découverts bancaires au soir de chaque fin de trimestre.



La trésorerie affiche donc un solde positif de 363 186 € au soir du 31 décembre 2011. Ce niveau de trésorerie permet de réduire fortement la pression financière subie par l'entreprise.

Malgré cette amélioration nette, le contrôle de la trésorerie doit rester prioritaire dans la mesure où le niveau obtenu à la clôture de l'exercice 2011 reste faible au regard des dépenses régulières de l'entreprise.

- Moyenne de la dépense mensuelle en 2011, TVA inclus : 383 855 €
- Moyenne prévisionnelle de la dépense mensuelle en 2012, TVA inclus : 344 943 €

Au cours de l'exercice 2012, compte tenu des prévisions et des objectifs, la trésorerie de l'entreprise devrait progresser positivement pour atteindre un objectif fixé à 729 000 €, au soir du 31 décembre 2012.

### **Evolutions remarquables au détail de l'ACTIF : Stocks de produits**

<b>ACTIF</b>	<b>2011</b>	<b>2010</b>	<b>Evolution</b>
Stocks de produits	296 254 €	403 121 €	-26,51%

Une partie du stock constaté à la clôture de l'exercice 2010 a été revendue au cours de l'année 2011, pour environ 200 000 €. Environ 90 000 € de matériels nouveaux ont été remis au stock au cours de l'année 2011. Il est important de noter que l'ensemble de ce stock concerne du matériel destiné à la revente et que les contrats correspondant sont tous déjà signés.

### **Remarque relative aux investissements**

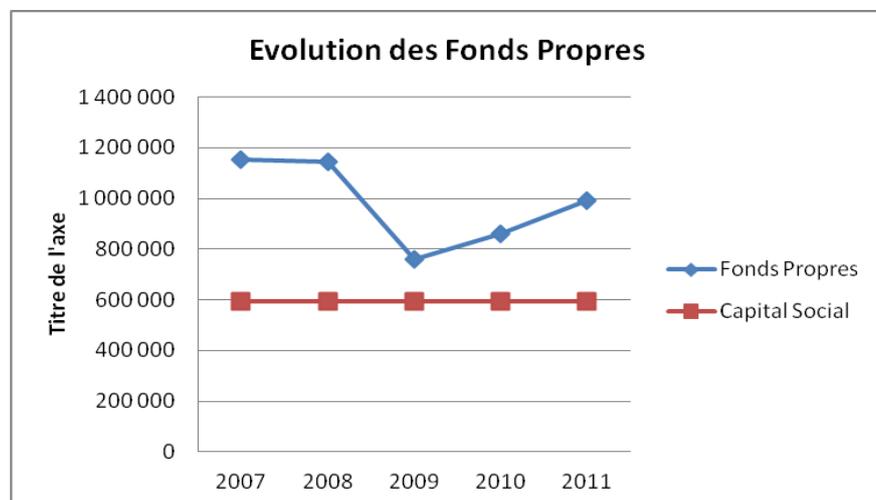
Dans la mesure où l'orientation principale a consisté en la réduction des coûts et l'application d'un plan général d'économies, au cours de l'exercice 2011 aucun investissement significatif n'a été réalisé.

Au cours de l'année 2012, le renouvellement du parc informatique de l'entreprise deviendra une nécessité, ce dernier, ayant maintenant un peu plus de 4 années de vie, alors que sa durée de vie normale de ces équipements de production est généralement de 3 années.

Enfin, aucun investissement particulier n'a été fait pour le parc de véhicule devenant pourtant vieillissant, à l'exception du rachat d'un véhicule en fin de contrat de location, dans le but de réduire les coûts. Il est à noter que, le parc de véhicules et son coût de location et d'entretien ont constitué un point d'effort principal dans le plan global d'économie lancé à la fin de l'année 2010. Les coûts de location de véhicules ont ainsi été réduits de près de 50 %.

## **IX. EVOLUTION DES FONDS PROPRES DE L'ENTREPRISE**

L'exercice 2009 a conduit à une dégradation des fonds propres de l'entreprise, pour atteindre 759 204 €, soit tout juste 27,6 % de plus que son capital social. Revaloriser les fonds propres apparaissait donc comme une nécessité. Le schéma ci-dessus illustre l'évolution de ces fonds propres au cours des 5 dernières années.



## X. ACTIVITE GENERALE DE LA SOCIETE AU COURS DE L'EXERCICE 2011

Afin de vous permettre d'analyser notre activité, nous vous proposons ci-après l'évolution des grands postes du compte de résultat par rapport à l'exercice précédent.

Comptes de Résultats	2011	2010	Evolution
Chiffre d'affaires HT	3 820 120 €	4 522 884 €	-15,54%
Total des produits d'exploitation	3 860 880 €	4 601 306 €	-16,09%
Total des charges d'exploitation	3 607 130 €	4 576 407 €	-21,18%
<b>Résultat d'exploitation</b>	<b>253 750 €</b>	<b>24 899 €</b>	<b>919,12%</b>
Montant des traitements et salaires	1 260 997 €	1 501 009 €	-15,99%
Montant des charges sociales	625 769 €	748 685 €	-16,42%
Résultat financier	-81 070 €	-124 809 €	35,04%
Résultat courant avant impôts	172 680 €	-99 910 €	NC
<b>Résultat net</b>	<b>130 779 €</b>	<b>102 508 €</b>	<b>27,58%</b>
Intéressement des salariés	8 795 €	0 €	NC
Effectif moyen	29	34	-14,71%

Le résultat financier de -81 070,01 € tient compte de l'abandon de créance consenti au profit de la filiale GERTRUDE Algérie EURL et de la reprise des provisions faites en 2010 pour préparer ce processus. Il est ici rappelé que l'abandon de créance tient également compte des frais occasionnés par la filiale en 2011.

Compte tenu des éléments précisés dans le tableau ci-dessus, le résultat de l'exercice se solde par un bénéfice net de 130 779,38 € en hausse de 27,58% par rapport à l'exercice précédent. Après une diminution de 34 % à l'issue de l'exercice 2009 pour atteindre 759 204 €, puis une progression positive en 2010 pour atteindre 861 713,02 € les fonds propres de l'entreprise progressent à nouveau de 15,18 % pour atteindre 992 492,40 €.

Notons que l'évolution la plus significative concerne la baisse des charges d'exploitation dans une proportion de -21,18 %.

Cette réduction des coûts de production est la conséquence de la réduction de la masse salariale, ainsi que de la continuité du plan global de contrôle et de réduction des coûts, lancé au 2<sup>ème</sup> semestre de l'année 2010 et consistant principalement à faire la chasse aux dépenses superflues et à borner les coûts de fonctionnement.

### **Focus sur la rémunération des salariés**

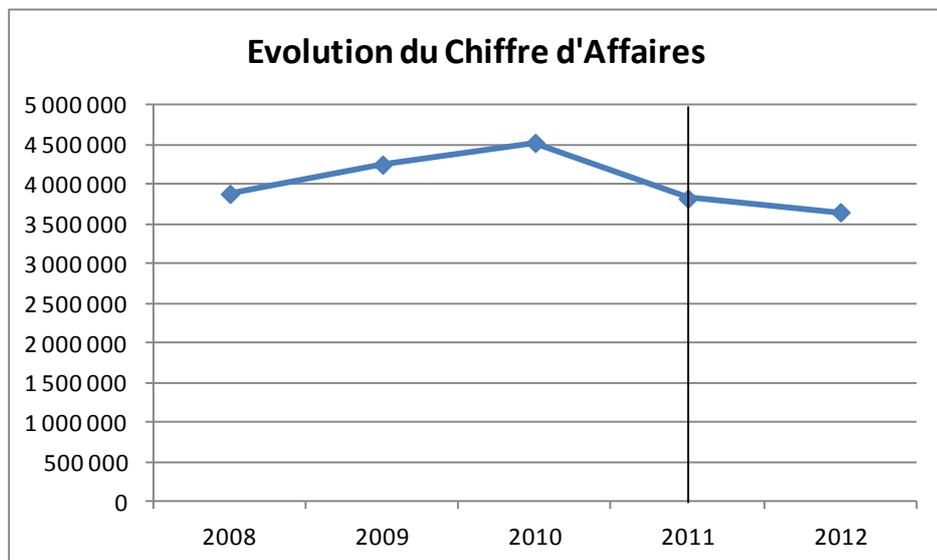
Compte tenu des prévisions faites au début de l'exercice 2011, les salariés ont pu profiter d'une très légère indexation de leur rémunération dès le mois de février 2011, fixée à 0,85% pour l'ensemble du personnel, à l'exception des cadres dirigeants ayant leur rémunération inchangée pour 2011, dans la mesure où leur rémunération avait été augmentée de 1,5% au mois de janvier 2010, alors que le reste des salariés voyait leurs rémunérations gelées.

Il est également à noter que, contrairement à l'exercice 2010, en 2011, les salariés n'ont pas eu à souffrir dans leurs rémunérations, d'une quelconque réduction de leur part variable annuelle, principe de rémunération variable individuel mis en place au cours de l'année 2007.

Enfin, pour compléter l'amélioration des conditions de rémunération des salariés par rapport à l'exercice 2010, les salariés pourront bénéficier, au titre du présent exercice du versement d'un intéressement dont le montant global est de 8 795 €.

## XI. LOUPE SUR L'EVOLUTION DU CHIFFRE D'AFFAIRES

Le chiffre d'affaires de l'entreprise vit une instabilité, une mutation importante, et apparait globalement en baisse. Le schéma ci-dessous présente l'évolution du chiffre d'affaires depuis 2008, incluant les prévisions établies pour l'année 2012.

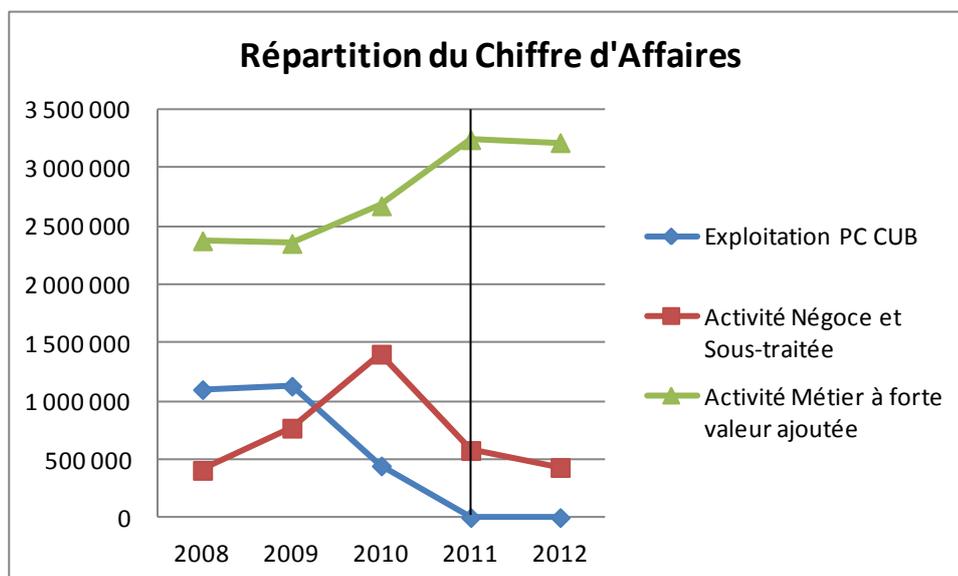


Deux raisons essentielles sont à l'origine de l'évolution du chiffre d'affaires et de sa baisse de 15,54% entre 2010 et 2011.

- L'arrêt progressif, depuis l'année 2009, du marché d'exploitation du poste central de la CUB, valorisé à plus de 1 100 000 € en années pleines.
- Des parts d'activités de « fourniture et poste de matériel » à très faibles valeurs ajoutées, très variables en fonction des exercices et globalement destinées à être réduites.

Pour mener une analyse pertinente de l'évolution du chiffre d'affaires, il convient d'analyser sa nature et pour cela de séparer les activités en trois parties distinctes.

- Exploitation du poste central de la CUB
- Négoce et pose de matériel
- Activité « métier » d'ingénierie, d'étude, de développement, d'installation et de maintenance du système GERTRUDE

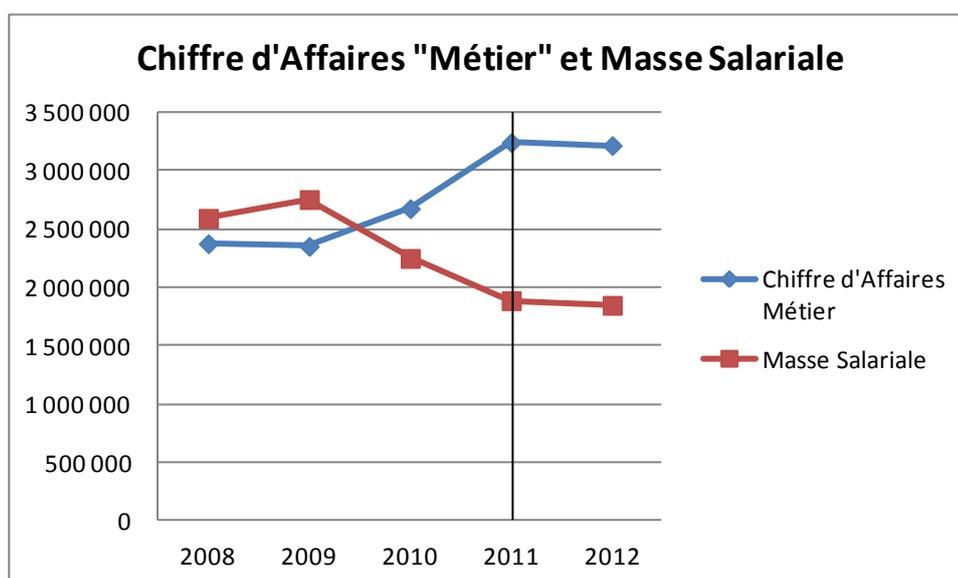


Ces chiffres démontrent les aspects suivants.

- L'arrêt du marché d'exploitation du poste central de la CUB, partiel en 2010 et total en 2011, crée une réduction brutale du chiffre d'affaire de plus de 1 100 000 €.
- La part de « Négoce et installation de matériel », ayant atteint ses plus fortes années en 2009 et 2010, est réduite en 2011 et doit encore être diminuer en 2012.
- En revanche, les activités « Métier », basses en 2008, 2009 et 2010 sont fortement revalorisées en 2011 et présentent des prévisions équivalentes pour 2012.

C'est sur cette activité « Métier », à forte valeur ajoutée, que l'entreprise doit concentrer ses efforts, même si occasionnellement, des bénéfices potentiels tirés d'une activité de négoce peuvent représenter une réelle opportunité, à condition bien entendu d'en maîtriser les flux de trésorerie.

Enfin, afin de compléter cette analyse du chiffre d'affaire, il est intéressant de comparer l'évolution de la masse salariale de l'entreprise et le volume de son chiffre d'affaires « Métiers ».



Ces chiffres illustrent clairement les raisons des conditions de clôture des exercices, passés, présents et futurs.

- 2008, 2009, 2010, de fortement négatif à juste équilibré
- 2011, bénéficiaire
- 2012, bénéficiaire en prévision

La maîtrise de la masse salariale, la réduction des coûts de fonctionnement et la valorisation des activités « Métier » correspondent aux engagements d'efforts pour les exercices à venir.

### **Comportement du Chiffre d'Affaires en 2011**

Ce chiffre d'affaires, constaté pour 2011 est en régression de 15,54 % par rapport à celui enregistré pour l'exercice 2010.

Comme évoqué ci-dessus, cette baisse est la conséquence de l'arrêt du marché d'exploitation du poste central de la CUB et de la baisse des activités de négoce et d'installation d'équipements nécessitant de les acquérir et le plus souvent de faire appel à de la sous-traitance pour les installer.

Nous rappelons également que le chiffre d'affaires de l'entreprise est logiquement soumis à de fortes variations, dans la mesure où le plus souvent, les projets et contrats correspondant aux activités de l'entreprise représentent des parts importantes de son chiffre d'affaires.

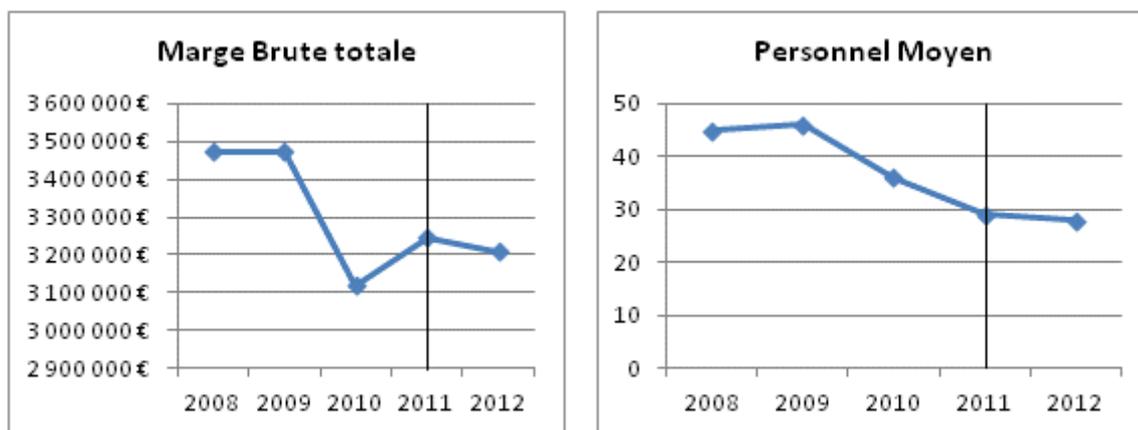
Même si la plupart de ces projets ont une période d'exécution pluriannuelle, le fait d'obtenir ou pas un gros marché ciblé peut ponctuellement provoquer un surplus ou à l'inverse un manque d'activité.

Il est donc capital que la stratégie de l'entreprise et son contrôle financier conduisent à la situation suivante.

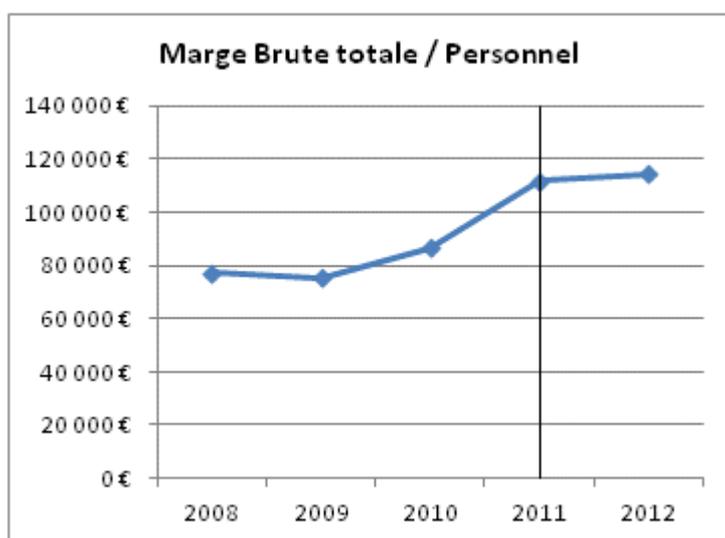
- Etre capable de supporter un exercice négatif sans mettre en péril l'entreprise
- Disposer des disponibilités suffisantes pour pouvoir faire face à une baisse d'activité ponctuelle sur une année

Afin de mesurer l'évolution de l'activité de l'entreprise, et compte tenu de l'existence ou pas, de négoce et de prestations sous traitées, la Marge Brute Totale dégagée constitue le meilleur indicateur d'évaluation.

Le tableau ci-dessous présente l'évolution de cette Marge Brute Totale au fil des derniers exercices. On constate une réduction de la Marge Brute Totale, qu'il convient bien entendu de rapprocher du nombre de personnel moyen de l'entreprise, au cours de ces mêmes exercices.



Nous pouvons noter une forte réduction du nombre de salariés de l'entreprise et, en parallèle une baisse modérée de la marge brute totale. Ce constat peut être complété par l'analyse de la marge brute produite par unité de personne salariée de l'entreprise.



Nous pouvons ainsi constater un accroissement de ce critère, de façon sensible en 2010 et de façon très significative au cours de l'exercice 2011 ainsi qu'en prévision pour l'année 2012.

L'aspect positif de cette évolution est qu'il confirme le redressement financier de l'entreprise au cours de l'exercice 2011 et en prévision pour l'année 2012.

En revanche, l'aspect négatif de celle-ci, ou tout du moins, le besoin de vigilance qui s'en dégage réside dans l'ampleur de cet accroissement, à savoir 48,22% entre 2009 et 2011, laissant craindre une possible « surchauffe » du personnel.

Il s'agit là d'un point de contrôle important pour l'année 2012.

Pour l'avenir, dès l'exercice 2012, les seuils significatifs de marge brute totale sont établis comme suit.

- Le seuil minimum à atteindre par exercice est de 2 800 000 €
- L'objectif est fixé entre 3 000 000 € et 3 200 000 €

En conséquence, l'année 2011, comme l'année 2010, ont consacré des actions commerciales importantes, dans le but d'accroître nos enregistrements commerciaux et de se donner les moyens d'atteindre les **objectifs de Marge Brute**. Les démarches les plus significatives sont les suivantes.

- |   |             |
|---|-------------|
| ▪ Juillet 2010, signature extension tramway d'Alger                   | 480 000 €   |
| ▪ Novembre 2010, signature du Poste Central de Le Mans Métropole      | 250 000 €   |
| ▪ Décembre 2010, signature du Poste Central de Wroclaw                | 2 652 000 € |
| ▪ Février 2011, signature des lignes 3 et 4 du tramway de Montpellier | 1 530 000 € |
| ▪ Mars 2011, signature de la maintenance du PC de la CUB              | 74 000 €    |
| ▪ Avril 2011, signature du tramway de Casablanca                      | 380 000 €   |
| ▪ Juin 2011, signature de la liane 3 bus de la CUB                    | 150 000 €   |
| ▪ Septembre 2011, signature du projet bus de Dunkerque                | 92 000 €    |

En conséquence, en date du 31 décembre 2011, la composition du carnet de commande affichait déjà un taux de remplissage proche de l'équilibre en tenant compte des contrats en cours de signature. Ce statut peut être résumé comme suit.

Statut du Carnet de Commande	2012	2013
<b>Contrats signés</b>	<b>85,52%</b>	<b>39,26%</b>
<b>Contrats en cours de signature ou à renouvellement</b>	<b>98,70%</b>	<b>83,97%</b>

Il est également à noter que la forte implication nécessaire dans des activités de production, synonyme de facturation, au cours des exercices 2010, 2011 et 2012, réduit l'ampleur des démarches commerciales que l'entreprise peut honorer.

Dès le début de l'exercice 2012 et ce, malgré la forte charge de production à honorer, l'entreprise doit renforcer ces actions commerciales, clients et nouveaux prospects.

### **Focus sur la stabilité du chiffre d'affaires**

Jusqu'en 2009, les conditions de stabilité du chiffre d'affaires de l'entreprise étaient principalement liées à la récurrence des contrats d'exploitation du Poste Central de la CUB et des contrats de maintenance des systèmes GERTRUDE installés dans les différents sites.

Depuis l'exercice 2010 cette stabilité est mise à mal par la réduction des activités produites pour le compte de LA CUB, et la réduction des activités liées à la maintenance des sites.

Chiffre d'affaires	2009	2010	2011
LA CUB	1 612 128 €	993 293 €	667 816 €
Maintenance des sites GERTRUDE	513 144 €	548 134 €	416 664 €
Activité de projet	2 123 516 €	2 981 457 €	2 735 639 €
<b>Total Chiffre d'affaires</b>	<b>4 248 788 €</b>	<b>4 522 884 €</b>	<b>3 820 119 €</b>

A l'avenir les efforts doivent se porter bien entendu sur la signature de nouveaux contrats de type projets mais également sur la revalorisation des activités de maintenance, pour lesquels une partie significative des clients ont tendance à réduire ces frais de fonctionnement.

### Détails des activités de l'entreprise au cours de l'année 2011 : Par type

Au cours de l'année 2011, les activités de l'entreprise ont été réparties comme suit. La comparaison avec les données de l'exercice 2010 permet de mesurer les évolutions obtenues.

Chiffre d'affaires	2011	2010	Evolution
France	2 649 805 €	3 819 557 €	-30,63%
DOM - TOM	-215 €	43 455 €	-100,49%
Mexique	151 750 €	225 697 €	-32,76%
Portugal	179 546 €	180 565 €	-0,56%
Algérie	298 761 €	253 610 €	17,80%
Maroc	64 982 €		NS
Pologne	475 489 €		NS
<b>Total Chiffre d'affaires</b>	<b>3 820 119 €</b>	<b>4 522 884 €</b>	<b>-15,54%</b>

La réduction d'activité la plus sensible concerne le marché Français, pour 2 raisons principales.

- Le marché du tramway de Reims approche de son terme et a connu la majorité de son activité en 2010
- Le marché d'exploitation du Poste Central de la CUB, clos en mai 2010, ne génère plus aucun chiffre d'affaires.

Ces réductions d'activité sur le marché Français ont été compensées par un accroissement d'environ 500 000 € du chiffre d'affaires enregistré sur les projets à l'export.

### Détails des activités de l'entreprise au cours de l'année 2011 : Par client

L'année 2011 est à nouveau marquée par de fortes variations de l'activité sur de nombreux clients.

Chiffre d'affaires	2011	2010	Evolution
LA CUB	667 816 €	993 293 €	-32,77%
Divers Bordeaux	309 556 €	149 751 €	106,71%
Brive	0 €	49 175 €	-100,00%
Dunkerque	117 935 €	90 855 €	29,81%
Dax	41 638 €	18 096 €	130,10%
Nîmes	34 881 €	25 710 €	35,67%
Mont de Marsan	42 676 €	46 536 €	-8,29%
Montpellier	516 424 €	274 149 €	88,37%
Metz	165 560 €	230 634 €	-28,22%
Aix en Provence	66 998 €	61 184 €	9,50%
Reims marché Tram ALSTOM	369 890 €	1 708 596 €	-78,35%
Reims	145 928 €	171 578 €	-14,95%
Le Mans	138 780 €		NS
St Paul les Dax	4 929 €		NS
St Vincent de Tyrosse	6 314 €		NS
Toulouse	14 865 €		NS
Mimizan	5 614 €		NS
Fort de France	-215 €	43 455 €	-100,49%
Monterrey	151 750 €	225 697 €	-32,76%
Lisbonne	121 341 €	127 680 €	-4,96%
Porto	58 205 €	52 885 €	10,06%
Casa	64 982 €		NS
Wroclaw	475 489 €		NS
Alger	298 761 €	253 610 €	17,80%
<b>Total Chiffre d'affaires</b>	<b>3 820 119 €</b>	<b>4 522 884 €</b>	<b>-15,54%</b>

Dans le tableau ci-dessous, nous présentons les informations majeures concernant chacun des clients, pour l'exercice 2011.

Clients	Commentaires
LA CUB	L'impact de l'arrêt du marché d'exploitation du système central de LA CUB atteint son maximum pour cet exercice 2011. - 1 127 000 € en 2009 - 0 € en 2011 La négociation lancée au début de l'année 2010 pour obtenir un marché de maintenance des logiciels a finalement aboutie au mois de mars 2011. Les études d'ingénierie pour la phase 3 du tramway et le démarrage du déploiement de la priorité des bus sur les lianes structurantes ont permis de compenser une partie de cette perte de chiffre d'affaires.
Divers Bordeaux	SNCF, RFF, les réseaux, SYSTRA génèrent une activité régulière depuis 2 ou 3 exercices.
Brive	Pour des raisons administratives, la ville de Brive n'a pas accepté la passation d'un marché négocié de maintenance du système GERTRUDE, conduisant à un chiffre d'affaire nul pour l'année 2011. Une nouvelle approche sera faite en 2012.
Dunkerque	Activité principale de maintenance du système GERTRUDE et de commandes régulières pour des ajustements de la régulation des carrefours de des priorités bus.
Dax	Activité principale de maintenance du système GERTRUDE et de modification de la régulation de l'avenue principale traversant la ville.
Nîmes	Nouveau client enregistré en 2011. Activités d'études associées à leur projet de TCSP.
Mont de Marsan	Activité principale de maintenance du système GERTRUDE et de commandes régulières pour des ajustements de la régulation des carrefours.
Montpellier	Activité principale de maintenance du système GERTRUDE et de commandes régulières pour des ajustements de la régulation des carrefours. La poursuite de la phase exécution de la 3ième ligne de tramway génère des activités soutenues pour plus de 200 000 €
Metz	Activité principale de maintenance du système GERTRUDE et de commandes régulières pour des ajustements de la régulation des carrefours ainsi qu'à un contrat d'études pour la conception de leur 1ière ligne BHNS. Réalisées en 2010 et 2011, de nombreuses démarches commerciales devraient permettre de conclure différents contrats pour plus de 1 500 000 Euros et dont le chiffre d'affaires sera principalement réalisé en 2012 et 2013. A ce jour, ce nouveau contrat structurant n'est pas encore conclu.
Aix en Provence	Activité principale de maintenance du système GERTRUDE et de commandes régulières pour des ajustements de la régulation des carrefours.
Reims marché Tram	Après avoir donné sa plus forte activité au cours de l'exercice 2010, ce contrat signé avec ALSTOM Transport est entré dans sa phase finale en 2011, générant tout de même plus de 300 000 € de chiffre d'affaires pour l'année. La majorité des décalages entre dépenses et recettes ont été réglés au cours de l'année en conduisant au solde de l'intégralité des dettes fournisseurs liées à ce marché.
Reims	Depuis 2 exercices, la maintenance et des commandes d'ajustement de la régulation constituent une activité stable. Nous prévoyons des commandes équivalentes, au minimum pour les exercices 2012 et 2013.
Troyes	Les relations avec ce client sont toujours "coupées". De récents développements réalisés par notre entreprise devraient permettre une nouvelle approche pour renouer des liens et peut être, éviter que la ville n'arrête le système GERTRUDE, bien que le risque deviennent de plus en plus fort.

<b>Clients</b>	<b>Commentaires</b>
Le Mans	<p>Conclu en octobre 2010, ce nouveau contrat à vu la réalisation de sa phase 1 en 2011. Les prestations ayant donné une bonne satisfaction au client, la phase 2 conditionnelle du projet sera enclenchée en 2012.</p> <p>Des démarches commerciales sont par ailleurs en cours pour faire accepter des concepts GERTRUDE pour la nouvelle phase de déploiement de leur TCSP.</p>
Fort de France	<p>L'activité avec ce client est faible et en général peu fiable.</p> <p>Après avoir atteint plus de 120 000 Euros en été 2010, l'impayé correspondant à des activités antérieures a été progressivement réduit. Les 52 000 € restant manquants ont été mandatés en décembre 2011 et devraient être réglés en 2012.</p> <p>La ville se lance, elle aussi, dans un projet de TCSP. Des démarches commerciales sont en cours pour être un acteur majeur de ce projet.</p>
Divers	<p>Au cours de l'année 2011, des bons de commandes modérés ont fait l'objet d'une production pour les villes de Toulouse, Nîmes, Saint Vincent de Tyrosse, Mimizan.</p>

<b>Clients</b>	<b>Commentaires</b>
Monterrey	<p>Ayant pris fin en mai 2011, ce contrat de plus de 12 années accuse un impayé de plus de 200 000 €. Majoritairement provisionnée, par sécurité, cette créance devrait être recouverte au cours de l'année 2012. Nous restons actifs sur ce dossier.</p> <p>De nombreuses négociations sont en cours. Elles concernent le solde du marché, le paiement de toutes les sommes dues, un nouveau contrat de maintenance, des acquisitions de logiciels ainsi que des extensions du système.</p>
Morelia	<p>Aucune activité commerciale enregistrée en 2011.</p> <p>Morelia reste redevable de plus de 200 000 Euros en attente de facturation, situation pour laquelle un procès, lancé par notre partenaire SEMEX S.A. est toujours en cours d'instruction.</p> <p>Au niveau des comptes de notre entreprise, cette situation est soldée et la perception de tout ou partie des impayés ne constituerait qu'un plus.</p> <p>Compte tenu de la situation, nous considérons comme faible, la probabilité de percevoir tout ou partie de ces montants.</p>
Lisbonne	<p>L'activité provient du contrat de maintenance et d'assistance technique.</p> <p>En 2010, la ville de Lisbonne a imposé une modification des termes et des montants correspondants à ce contrat.</p> <p>Malgré cela, le niveau d'activité est resté stable en 2011.</p> <p>Lisbonne est une ville où nous devons rester vigilants pour essayer de s'opposer aux attaques régulières de SIEMENS</p>
Porto	<p>Contrat de maintenance habituel exécuté en 2011.</p> <p>La relation commerciale avec cette ville est difficile, car instable. Elle fait l'objet de toute notre vigilance.</p>
Alger	<p>Le projet de mise en œuvre de la première ligne de tramway d'Alger accuse un retard considérable, non imputable à GERTRUDE SAEM. Le contrat signé avec ALSTOM Transport à fait l'objet de la négociation d'un avenant clarifiant les clefs de facturation. Malgré cela la facturation est restée faible en 2011.</p> <p>Ce projet a fait l'objet de la création d'une filiale Algérienne en 2008.</p> <p>Un bilan général de la situation de cette filiale est présenté dans un document spécifique.</p> <p>De nouvelles négociations commerciales sont en cours pour une éventuelle extension de contrat dont le montant devrait être d'environ 520 000 €.</p>

Clients	Commentaires
Wroclaw	<p>Le marché est signé depuis de 30 décembre 2010.  Le chiffre d'affaires correspondant sera enregistré sur les exercices 2011, 2012 et 2013.  L'année 2011 a permis de dégager 475 000 € de chiffre d'affaires.  Ces fonds nous sont réglés par la société WASKO, partenaire de GERTRUDE pour ce contrat et pour nos prospections en Pologne.  Jusqu'à présent WASKO a respecté l'ensemble de ses engagements.  Il doit cependant être noté que le marché accuse un retard non négligeable, d'environ 6 mois, et que ce dernier se déroule dans un contexte client difficile.  La culture Polonaise conduit semble-t-il à des réticences systématiques à engager ses responsabilités, particulièrement pour les responsables techniques de la ville.  Obtenir les autorisations de travail, puis la réception des prestations effectuées est d'un poids double par rapport aux standards que nous connaissons dans d'autres villes.</p>
Casablanca	<p>Gagné en avril 2011, ce marché connaît un démarrage lent, dans lequel nous éprouvons quelques difficultés.  Lancé par un responsable projet, qui a depuis quitté l'entreprise, plusieurs étapes administratives n'ont pas encore abouti, dont l'ouverture d'un compte commun en €. Pas très urgentes en 2011, ces thèmes seront soldés en 2012.  Nous rappelons, compte tenu de l'histoire de GERTRUDE à Casablanca et de la forte concurrence rencontrée sur cet appel d'offre pour la première ligne de tramway de la ville, que ce marché a été gagné dans des conditions agressives et que le niveau de rentabilité attendu sur ce projet est extrêmement faible.  Nous avons considéré que l'enjeu principal était de rentrer sur ce marché et de miser sur des rentabilités à venir, par l'obtention de nouveaux contrats à Casablanca et globalement sur le Maroc.  Associés à 2 entreprises Marocaines, AIC et MAROC SIGNAL, et à une entreprise Française, LACROIX TRAFIC, les conditions sont normalement réunies pour que nous puissions être très compétitifs sur les prochains appels d'offres à venir.  Ce premier marché représente globalement 377 000 € pour GERTRUDE.  Il est ici rappelé qu'il n'a pas été créé de structure locale au Maroc, contrairement à nos investissements réalisés en Algérie.</p>

## **XII. ACTIONS PRINCIPALES MENEES AU COURS DE L'ANNEE 2011**

L'année 2011 a démarré dans un contexte restant difficile, principalement pour les raisons financières largement évoquées et subies en 2009 et 2010.

Dans ces conditions, 3 règles simples résument les priorités accordées au cours de cet exercice.

- Maintenir un effort soutenu sur la production, synonyme de facturation et de redressement financier
- Maintenir les effets du plan de réduction des coûts lancé au cours du 2<sup>ième</sup> semestre 2010.
- Même insuffisantes dans l'absolu, conserver un minimum d'actions commerciales structurantes pour préparer les carnets de commandes des années 2013 et 2014.

Dans ce paragraphe, sont présentés les aspects majeurs de ces actions menées au cours de l'exercice.

## Continuité du plan d'économie et de réduction des coûts

Les conditions économiques de l'entreprise ne permettent pas de relâcher les efforts sur le contrôle des coûts et sur la réduction des postes sensibles ayant fortement augmenté en 2007, 2008 et 2009.

Le tableau ci-dessous présente les effets de ce plan sur les postes majeurs.  
Les années 2010 et 2011 sont comparées à l'année 2009, prise comme référence.

Années	2008	2009	2010	2011	Variation 2011-2009
Achats non stockés et fournitures	24 092	23 551	13 820	18 650	-20,81%
Fournitures administratives	1 793	9 637	2 445	4 773	-50,47%
Location Véhicules	69 910	68 111	46 555	35 085	-48,49%
Location Matériel de Bureau	40 356	51 125	47 588	18 579	-63,66%
Entretien et réparation	49 072	38 388	9 611	32 777	-14,62%
Honoraires	106 347	135 102	87 507	89 807	-33,53%
Cadeaux à la clientèle	20 816	3 953	5 660	2 587	-34,56%
Pourboires et dons	1 213	5 045	1 589	445	-91,18%
Remboursement frais de déplacements	66 179	47 418	46 366	46 850	-1,20%
Avions et Location véhicules	141 373	160 034	105 203	145 178	-9,28%
Missions et réceptions	41 398	51 528	19 870	27 839	-45,97%
Télécommunications	20 958	44 640	37 719	37 664	-15,63%
Cotisations	8 537	7 988	7 468	251	-96,86%
<b>Total</b>	<b>592 044</b>	<b>646 520</b>	<b>431 402</b>	<b>460 484</b>	<b>-28,77%</b>
<b>Impact Plan Réduction des Coûts</b>		<b>0</b>	<b>-215 118</b>	<b>-186 036</b>	

En 2011, les dépenses apparaissent réduites de 28,77 % par rapport à 2009.

A ces réductions menées sur les frais de fonctionnement, il convient d'ajouter les effets liés à la réduction des forfaits de logistique de déplacement et des primes de dépaysement versées comme salaire supplémentaire au personnel amené à effectuer des missions, hors de son point d'attache.

Le tableau ci-dessous résume les informations suivantes.

- 2011 – Nouveau : Les coûts liés aux 2 postes précédents enregistrés en comptabilité
- 2011 – Ancien : Les coûts équivalents que nous aurions eu sans le plan de réduction des coûts

Années	2011 Ancien	2011 Nouveau	Variation 2011-2011
Voyages et Déplacements	152 760	131 347	-14,02%
Salaire Supplémentaire Dépaysement	110 180	71 800	-34,83%
<b>Total</b>	<b>262 940</b>	<b>203 147</b>	<b>-22,74%</b>
<b>Impact Plan Réduction des Coûts</b>		<b>0</b>	<b>-59 793</b>

Pour 2011, l'ensemble de ces mesures a conduit à une réduction des coûts de près de 246 000 €.

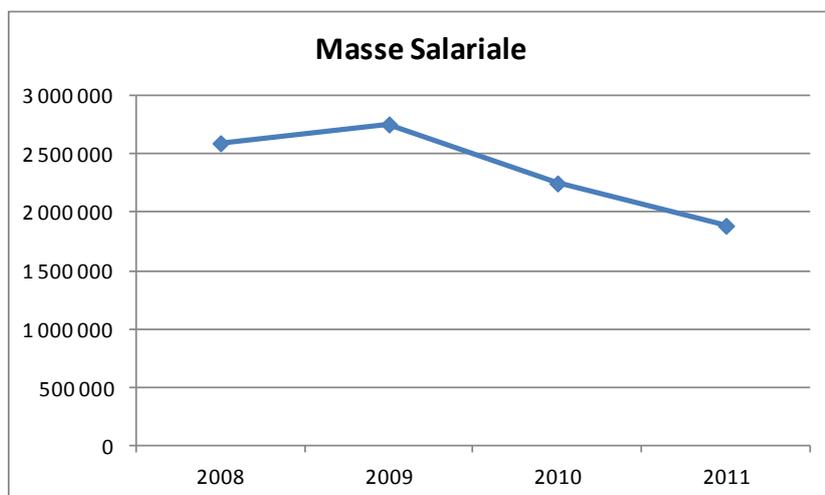
## **Politique salariale menée en 2011**

Restant dans une démarche de compression de la masse salariale, la politique menée a malgré tout permis de reconnaître, au moins partiellement, les efforts consentis par une majorité du personnel de l'entreprise.

En effet, malgré la persistance de risques réels, les prévisions effectuées en début d'exercice pour l'année 2011 affichant un bénéfice probable de l'ordre de 100 000 €, les actions suivantes ont été menées au cours de l'année 2011.

- Indexation des salaires de 0,85 % au mois de février 2011, pour l'ensemble du personnel, à l'exception des cadres dirigeants ayant leurs rémunérations inchangées pour 2011, dans la mesure où leurs rémunérations avaient été augmentées de 1,5% au mois de janvier 2010, alors que le reste des salariés voyait leurs rémunérations gelées pour l'année 2010.
- Remise à niveau des salaires de ceux des cadres dirigeants ayant accepté de réduire leur rémunération pour les 6 derniers mois de l'année 2010, pour accompagner le plan d'économie mis en place.
- Doublement symbolique de la prime d'objectif fixée pour l'exercice 2010. La prime s'est montée à 75 € par salarié, sans distinction de niveau de rémunération. Le Directeur Général Délégué était exclu de cette mesure.
- Relance d'un contrat d'intéressement des salariés aux bénéfices, le dernier ayant été signé étant inactif depuis le 31 décembre 2009. Voulu effectif dès l'exercice 2011, mais modéré compte tenu de la situation financière de l'entreprise, ce contrat permet le versement de 8 795 € au titre de l'année 2011. Le contrat est fourni en annexe.
- Réalisation d'un geste symbolique, en décembre 2011, par l'attribution d'un chèque cadeau de Noël de 40 € pour chaque salarié. Cette mesure était préalablement réservée aux enfants de moins de 15 ans.

Compte tenu des départs de personnel enregistrés et de la modération des actions entreprises, la masse salariale globale reste en baisse sensible, depuis l'année 2009, point le plus élevé que l'entreprise ait connu.



## **Certification ISO 9001**

Gage d'une certaine qualité d'organisation, notre certification ISO 9001 a été reconduite en novembre 2011, pour une année, par la société spécialisée MOODY.

Cette reconduction ne doit pas cacher les risques avérés en matière de désorganisation de l'entreprise, principalement liés au fort accent mis sur l'implication dans la production pour palier aux difficultés financières ainsi qu'à la surcharge de travail régulière devenue chronique sur certains postes de l'entreprise.

Cette situation doit être considérée, comme acceptable voire inévitable pour l'année 2012, mais devra faire l'objet d'un cadrage global dès le début de l'année 2013.

## **Soutien des partenaires financiers**

Principalement basé sur la situation de l'entreprise consolidée au soir du 31 décembre 2010, au cours de l'exercice 2011, le niveau de confiance et de soutien bancaire accordé à l'entreprise, a accusé un léger repli sur le plan financier pur (Facilités de caisse), ainsi que sur les possibilités de cautions et de garanties bancaires.

- Mis en œuvre dès 2009 par Monsieur Montech, le contrat de « cession de créances » conclu avec OSEO et LCL, jusqu'alors uniquement pour des périodes de 6 mois, s'est vu prolongé pour une durée de 12 mois. A notre demande le montant maximal du contrat a été réduit à 600 000 €, permettant de réduire les frais associés à la poursuite de ce contrat et de récupérer 20 000 € de retenue de garantie en trésorerie. Ces services ont été utilisés au cours de l'année en permettant d'anticiper la disponibilité des liquidités correspondant aux factures émises sur les marchés cédés à cet organisme et de maintenir les soldes bancaires de l'entreprise à un niveau réduisant les risques.
- La banque LCL nous maintient une facilité de caisse de 50 000 € et maintient une ligne de cautions bancaires pour faire face à nos obligations de mise en place de garanties liées à l'exécution de nos gros contrats, mais uniquement pour le marché Français.
- La banque CIC réduit progressivement notre facilité de caisse de 200 000 € à 150 000 €, puis 100 000 € et maintient une ligne de cautions bancaires pour le marché Français et International, d'un maximum de 650 000 € au lieu et place de 800 000 €.

Compte tenu des résultats obtenus en 2011 et du redressement financier effectif de l'entreprise, une démarche de revalorisation de la société sera effectuée auprès des partenaires financiers au cours du 2<sup>ème</sup> semestre de l'année 2012.

L'objectif de cette démarche sera d'accroître le soutien des banques, en particulier sur le thème de la mise en place de cautions et de garanties bancaires destinées à nos contrats majeurs.

## **Etat d'esprit des salariés et modèle économique de l'entreprise**

La fin de l'année 2010 et le début de l'année 2011, se sont caractérisées par les éléments suivants.

- Inquiétude du personnel sur la survie immédiate de l'entreprise
- Rumeurs de démissions pour des horizons meilleurs
- Interrogations sur l'avenir de l'entreprise sans le contrat d'exploitation du Poste Central de la CUB
- Interrogations sur la nature de la nouvelle politique de management
- Maintien d'une volonté de réussite et d'une bonne implication dans le travail pour la majorité des salariés

Pour accompagner ses interrogations légitimes, différentes actions ont été menées.

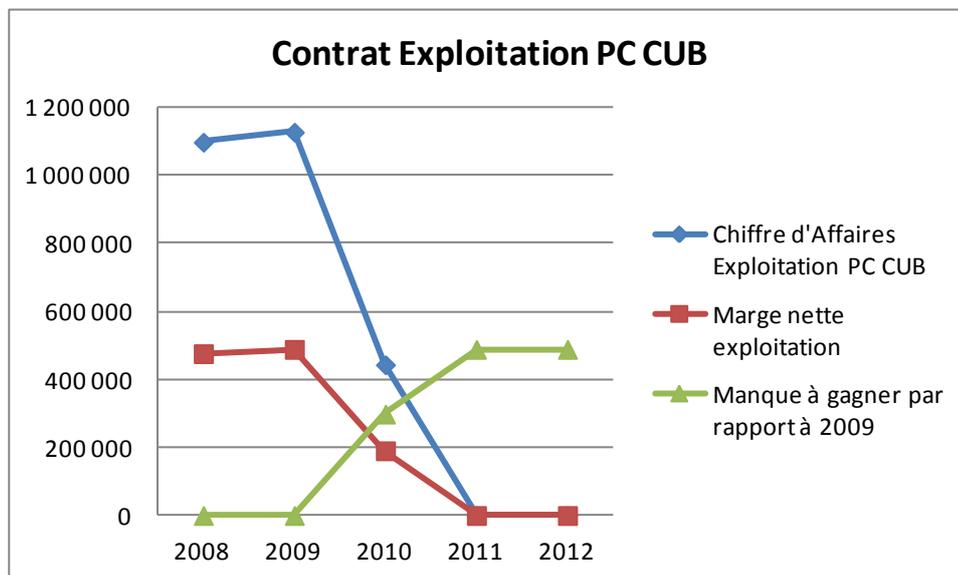
- Se donner les moyens de rapidement rassurer sur les aspects financiers
- Mise en place d'une communication interne très régulière, présentant les actions de l'entreprise et insistant sur le redressement financier
- Améliorations modérées mais effectives des conditions salariales
- Accélération de la mise en place du nouvel accord d'intéressement

Les Délégués du Personnel ont soutenu cette démarche, tout en sollicitant qu'au début de l'année 2012, de nouvelles négociations puissent avoir lieu.

Compte tenu des inquiétudes évoquées précédemment, de la situation organisationnelle de l'entreprise et de certaines difficultés devant être réglées, nous considérons que l'entreprise doit se montrer ouverte à mener cette négociation, mais dans un contexte général abordant plusieurs sujets majeurs, comme l'organisation générale, le modèle économique de l'entreprise ainsi que son modèle social.

En effet, comme spécifié au paragraphe XI du présent rapport, l'arrêt du marché d'exploitation du Poste Central de la CUB modifie les équilibres de l'entreprise et oblige à un ajustement de son modèle économique permettant de compenser le manque à gagner généré par cette interruption de contrat.

Ce manque à gagner, sur la marge nette, est schématisé sur le graphique suivant et atteint 487 000 € en 2011.



Ce manque à gagner sera bien entendu identique pour les exercices futurs, 2012, 2013, ...

Ce dernier est partiellement compensé par les résultats du plan d'économie mis en œuvre et dont l'impact pour l'exercice 2011 est estimé à 246 000 €.

La majorité des actions contenues dans le plan d'économie, conduisant à une réduction annuelle des coûts d'environ 246 000 € en 2011, peut être considérée comme pérenne à moyen et long terme, à l'exception des 2 réductions de coût citées ci-dessous.

- Economies liées au retard du renouvellement de nos équipements de production
- Economie liées au risque pris sur la maintenance des équipements informatiques des villes

Une étude approfondie montre que sur ces 246 000 € de réduction des coûts obtenus en 2011, 195 000 € de réduction peut être considéré comme viable à moyen et long terme.

En conclusion, à moyen et long terme, le **manque à gagner** peut être estimé à **292 000 €** et doit être compensé par des solutions nouvelles et par une amélioration de la rentabilité de nos activités, dont le point d'équilibre peut être défini comme suit.

- La non-intégration du précédent responsable d'exploitation, dans les effectifs de la CUB, est compensée par le départ en retraite de Monsieur MONTECH. L'écart de rémunération crée un bénéfice de 40 000 €.
- Le départ de Monsieur MARTINEAU, membre de l'équipe administrative de GERTRUDE n'est pas remplacé et crée un bénéfice de 88 000 €.

En considérant les 2 éléments précédents, le point d'équilibre recherché nécessite les 2 mesures complémentaires suivantes.

- La nouvelle équipe administrative, réduite de 6,25 personnes à 5 doit assumer l'ensemble de ses missions sans apport de personnel complémentaire afin d'éviter une nouvelle augmentation des dépenses.
- L'équivalent de 164 000 € d'amélioration de rentabilité doit être obtenu au travers des activités des 23 personnes restantes, affectées à la production.

Les axes d'amélioration proposés sont présentés au chapitre « Evolution prévisible et perspectives d'avenir ».

## **Abandon de créances au profit de la filiale GERTRUDE Algérie EURL**

En accord avec la résolution d'abandon de créance au profit de GERTRUDE Algérie EURL d'un montant de 232 963,23 €, prise en Conseil d'Administration lors de sa réunion du 4 novembre 2011, les comptes de l'exercice 2011 de GERTRUDE SAEM et de sa filiale tiennent comptes des écritures financières suivantes.

Il est à noter, qu'entre le 4 novembre 2011 et le 31 décembre 2011, 3 000 € supplémentaires ont dû être transférés au profit de la filiale, pour ses frais de fonctionnement, portant ainsi le montant total transféré à la filiale à 235 963,23 €.

### **Pour GERTRUDE SAEM**

- Pertes de créances liées à des participations : 214 611,01 €, dont 162 172,40 € avaient été provisionnés à la clôture des comptes de l'année 2010
- Maintien provisoire dans le compte courant de l'entreprise de la somme de 19 253,67 €, destinés à couvrir les frais du début de l'année 2012
- Provisions à 100 % du compte courant pour 19 253,67 €
- La différence, de 2 098,55 € a été portée sur les titres de participation. Malgré le fait que cette écriture s'avère peu adaptée et compte tenu du montant correspondant très faible, nous avons maintenu la clôture des comptes en l'état. Un correctif sera établi à la clôture des comptes 2012

### **Pour GERTRUDE Algérie EURL**

- Pas d'augmentation du capital social dans la mesure où une telle opération ne ferait qu'accroître les difficultés financières de la filiale en créant des besoins de capitaux propres successifs
- Affectation de 21 165 954,26 DA (correspondant aux 214 611,01 €) aux produits financiers
- Les fonds propres de la filiale présentent un solde positif de **204 960,93 DA** à la clôture de l'exercice 2011 en lieu et place d'un solde négatif de - 13 329 084,97 à la clôture de l'exercice 2010
- Maintient provisoire de 2 361 713,70 DA dans le compte courant, ce dernier étant à solder en 2012

Le rapport de gestion de l'exercice 2011 de la filiale est joint en annexe au présent rapport et présente les conditions de clôture de l'exercice 2011 ainsi que les perspectives d'avenir.

## **Synthèse des succès et échecs des actions menées en 2011**

La gestion de l'année 2011 s'est fortement appuyée sur 5 composantes principales. Ces dernières sont synthétisées ci-dessous.

- Assurer une remise à niveau financière
- Honorer les dettes fournisseurs
- Compenser les arriérés de la filiale Algérienne de GERTRUDE
- Faire grossir le carnet de commande
- Surveiller l'état d'esprit des équipes, les rassurer et maintenir leur implication

Le présent rapport détaille les résultats de ces actions et met globalement en évidence l'aboutissement positif de la grande majorité des objectifs fixés au début de l'exercice.

Malgré cela, nous considérons qu'il est également important de mettre en évidence les thèmes dont les améliorations nécessaires, attendues ou identifiées au cours de l'exercice, peuvent être jugées comme insuffisantes, constituant ainsi une partie du plan d'action de l'année 2012.

L'analyse de l'accomplissement de ces objectifs, de façon la plus factuelle possible, est proposée ci-dessous, sur la forme d'un schéma spécifiant les succès, les réussites partielles et les actions non abouties nécessitant de poursuivre les efforts associés.

« Succès »	Réussites partielles	Actions non abouties
Mise en place d'un outil de gestion prévisionnelle de la trésorerie	<p>Renforcer la confiance de nos partenaires financiers</p> <p><b>Le bilan fin 2011 doit permettre d'accompagner cet objectif. Négociations nouvelles à mener</b></p>	<p>Le contrat de distribution « GEMEX » est un échec, aucune activité en plus de 2 ans.</p> <p><b>GERTRUDE doit développer une véritable gamme de produits.</b></p> <p><b>GERTRUDE doit élargir ses partenaires de « distribution »</b></p>
Appliquer et mesurer le plan d'économie lancé en été 2010	<p>Renforcer la confiance à long terme des salariés</p> <p><b>Organisation interne à finaliser Stratégie d'entreprise à finaliser Politique sociale à finaliser</b></p>	<p>La maîtrise de la charge de travail des équipes n'est pas obtenue</p> <p><b>Le redressement financier génère une surcharge de travail</b></p> <p><b>Le besoin de production intense reste présent</b></p> <p><b>L'optimisation de l'organisation doit produire une meilleure répartition des tâches et de la charge de travail</b></p>
Maintien d'une trésorerie positive supérieure à 200 000 € dès le mois de juin 2011	<p>Relance d'une communication externe d'entreprise</p> <p><b>Site internet refait partiellement Plaquette de présentation à faire Contacts « presse » à générer</b></p>	<p>La réduction des arriérés de congés cumulés a été impossible en 2011</p> <p><b>L'analyse globale des thèmes sociaux (Accord d'intéressement, RTT, Congés) devra permettre d'identifier des solutions</b></p>
Réduction des créances fournisseurs (87 %)	Relance d'une communication interne régulière	<p>L'amélioration de nos locaux (Siège) a été impossible en 2011</p> <p><b>Un accord avec LA CUB a fixé en 2013 la modernisation de nos locaux</b></p>
Consolidation du carnet de commande à court et moyen terme	Remise à niveau des capitaux propres de la filiale Algérienne	
Rassurer les équipes sur la survie immédiate de l'entreprise	Résultat net positif, malgré les provisions et le soutien apporté à la filiale	

Pour l'année 2012, la continuité de l'amélioration de la situation financière de l'entreprise reste une priorité.

### **XIII. INFORMATIONS RELATIVES AUX ECHEANCES DES DETTES FOURNISSEURS**

(Article L 441-6-1 du Code de Commerce)

Au cours de l'année 2011, une grande partie de l'action financière a consisté à maîtriser la trésorerie de l'entreprise tout en réduisant les dettes fournisseurs respectant en cela des engagements pris au travers de différents plans échelonnés de remboursement.

Associées, à une gestion financière rigoureusement orientée vers la réduction des dépenses, à la mise en place d'un outil de suivi prévisionnel de la trésorerie et à l'accroissement de notre facturation, ces négociations ont permis de planifier et de s'engager sur le règlement de nos dettes fournisseurs. Nous rappelons pour cela que la balance des tiers fournisseurs a affiché les dettes les plus élevées en septembre 2010, avec 1 172 442,06 € et se montait à 727 490,83 € au soir du 31 décembre 2010, comme le montre le tableau ci-dessous.

<b>Balance des Tiers - Fournisseurs</b>	<b>Soldes cumulés</b>	<b>% évolution</b>
<b>31/12/2009</b>	790 673,23	
<b>31/03/2010</b>	1 119 839,49	41,63%
<b>30/06/2010</b>	1 172 232,94	4,68%
<b>30/09/2010</b>	1 172 442,06	0,02%
<b>31/12/2010</b>	727 490,83	-37,95%

A l'issue du mois d'août 2011, conformément aux estimations faites à la fin de l'exercice 2010, l'essentiel de ces arriérés et dettes fournisseurs a pu être honoré.

A l'issue de la globalité de l'exercice 2011, au soir du 31 décembre 2011, cette même balance présente les chiffres suivants.

<b>Balance des Tiers - Fournisseurs</b>	<b>Soldes cumulés</b>	<b>% évolution</b>
<b>31/12/2010</b>	727 490,83	
<b>31/12/2011</b>	192 650,27	-73,51%

Les Actionnaires de GERTRUDE SAEM sont également informés que, dans la majorité des cas, les différents fournisseurs subissant des retards de paiement de leurs factures ont fait preuve d'une attitude positive et constructive à l'égard de notre entreprise en acceptant des plans d'échelonnement de la dette.

Malgré ces efforts, le délai de règlement moyen des fournisseurs reste élevé, même si ce paramètre enregistre sa deuxième baisse successive. Il est de 118 jours au 31/12/2011 contre 125 jours au 31/12/2010 et contre 130 jours au 31/12/2009.

#### **Statut spécifique pour 2 fournisseurs également actionnaires de GERTRUDE SAEM**

La société LACROIX TRAFIC, fait partie des fournisseurs de l'entreprise pour lesquels des retards de paiements ont dû être enregistrés.

Au cours du mois d'août 2011, 100 % des dettes la concernant, comptabilisées au soir du 31 décembre 2010, a été honoré.

Par ailleurs, au cours de l'année 2011, de nouveaux achats d'équipements pour le marché du tramway d'Alger ont généré l'émission de nouvelles factures de la part de LACROIX TRAFIC. Le tableau ci-dessous présente l'évolution de ces créances, dont le solde sera réglé au début de l'année 2012.

<b>Balance des Tiers - LACROIX TRAFIC</b>	<b>Soldes cumulés</b>	<b>% évolution</b>
<b>30/09/2010</b>	217 123,71	
<b>31/08/2011</b>	0	-100,00%
<b>31/12/2011</b>	33 060,60	NS

De même, LA CUB fait partie des fournisseurs de l'entreprise pour lesquels des retards de paiements ont dû être enregistrés. Le tableau ci-dessous présente l'évolution de ces créances. En effet, au cours de l'année 2010, aucun versement n'a pu être effectué pour honorer les factures émises par LA CUB, pour la location des bureaux de notre siège.

Durant l'exercice 2011, l'entreprise a pu solder 100 % de ces dettes et s'acquitter également de la totalité des loyers dus pour l'année 2011.

<b>Balance des Tiers - LA CUB</b>	<b>Soldes cumulés</b>	<b>% évolution</b>
<b>31/12/2010</b>	61 428,91	
<b>31/12/2011</b>	0,00	-100,00%

#### **Contrat de sous-traitance confié par GERTRUDE à Monsieur Alain LAPARRA**

- En 1999, GERTRUDE SAEM, en charge de l'exploitation du PC de Monterrey pour une durée de 10 ans, a confié cette prestation par voie de sous-traitance à Monsieur LAPARRA (SIT-GAL)
- Depuis 10 mois, Monterrey accuse un retard de paiement des dernières mensualités.
- Monsieur LAPARRA a supporté ces retards de paiements pendant ces 10 mois, mais est entré dans une situation ne lui permettant pas d'attendre plus longtemps ces paiements. En conséquence, Monsieur LAPARRA demande à GERTRUDE d'honorer les sommes restant dues, se montant à environ 83 000 €.
- A la lecture des documents contractuels et de la lettre de commande signée par GERTRUDE SAEM en 1999 puis confirmée en 2000, la responsabilité de GERTRUDE pour cette prestation d'exploitation du PC de Monterrey apparaît pleine et entière.
- Pour cette sous-traitance de l'exploitation, aucun terme de la commande passée par GERTRUDE ne conditionne les paiements d'Alain Laparra aux paiements effectifs reçus par GERTRUDE.
- Ces prestations ne souffrent d'aucun litige et ont été exécutées en bonne et due forme.
- La négociation menée avec Monsieur LAPARRA a permis d'étaler les paiements correspondants sur une période d'environ 8 mois, le dernier versement d'environ 6 000 € devant intervenir au mois de mai 2012.
- Du côté du client, Monterrey, la réception du marché et la dette restante vis-à-vis de GERTRUDE doit faire l'objet de la signature d'un document officiel, (FINIQUITO, c'est-à-dire l'acte de réception définitif et de reconnaissance de dette). Une fois signé, ce document réduira fortement les risques de non-paiement.
- Les sommes versées à Monsieur Laparra devraient ainsi être récupérées au cours de l'année 2012, dès la signature de l'acte de réception définitif de l'ensemble du marché de Monterrey.
- Malgré une bonne probabilité de perception effective en 2012 des sommes attendues, par sécurité et pour ne pas risquer une pénalisation des exercices à venir, 65 % de ces sommes ont été provisionnées au titre de l'exercice 2011.
- Nous attirons également votre attention sur le fait que 100 % des arriérés jusque là provisionnés uniquement de façon partielle, ont été intégrés aux provisions de l'exercice 2011.
- Les provisions sur Monterrey sont ainsi portées à **256 203 €**, pour un risque total maximal de 358 763 € et dont le risque réaliste est estimé à 255 000 €.
- Depuis le début de l'année 2012, 12 000 € ont déjà été perçus par l'entreprise.

#### **XIV. CREANCES CLIENTS : RISQUES ET OPPORTUNITES**

Malgré une nette amélioration de la situation financière de l'entreprise l'encaissement des créances clients reste une priorité. Pour la plupart des marchés les paiements sont effectués dans des délais de l'ordre de 45 jours.

Cependant, 4 clients sont à l'origine de retards de paiements chroniques, de risques ou d'opportunités pour l'entreprise.

##### **Morelia**

La municipalité de Morelia, en 2007, a interrompu le processus d'acceptation des factures de SEMEX et GERTRUDE, à environ 80 % de la valeur totale du marché. Considérée comme une position non justifiée, SEMEX, leader sur le marché a entamé les démarches d'un procès, en 2009, à l'encontre de la municipalité. La situation et les perspectives possibles sont résumées ci-dessous.

- Pas d'impayé pour Morelia dans la comptabilité de GERTRUDE
- La somme restant à facturer par GERTRUDE est d'environ 192 000,00 €
- Les informations recueillies font état d'un possible succès du procès, en première instance
- Les informations recueillies font également état d'une négociation possible avec la municipalité
- Nous considérons que la récupération de 50 à 65 % de ces montants, considérés comme perdus depuis 2008, devraient constituer une position acceptable par GERTRUDE, permettant l'encaissement d'un peu plus de 100 000,00 € et évitant la poursuite du procès prolongeant le processus d'au moins 3 années.
- Aucune avancée significative n'est enregistrée sur ce processus au cours de l'année 2011

##### **Lisbonne**

De façon chronique, la municipalité de Lisbonne accuse quelques retards de paiements. Malgré cela, aucune alerte particulière n'est à craindre à ce stade, dans la mesure où la municipalité de Lisbonne est coutumière du fait, mais que jusque là, elle a toujours fini par régler ses dettes.

##### **Fort de France**

L'entreprise subit des retards de paiements importants depuis le début de l'année 2010. Les montants concernés s'élevaient à 145 583 €. L'état de ce dossier est résumé ci-dessous.

- Fin 2010, 61 022 € ont été réglés et encaissés
- Le 29 septembre dernier, 32 302 € ont été mandatés et encaissés
- Les 7 et 8 décembre derniers, les 52 259 € manquants ont été mandatés par la municipalité de Fort de France. Les règlements associés sont attendus.

##### **Monterrey**

Comme cité précédemment, les créances clients concernant Monterrey, au travers du Consortium et de commandes directes traitées avec SMEX, se montent à 358 763 €, pour un risque réel estimé à environ 255 000 €.

Les provisions pour risques sur Monterrey se montent à **256 203 €** et protègent les exercices futurs en cas de non-paiement effectif de la part du client.

## **XV. VIE SOCIALE AU SEIN DE L'ENTREPRISE**

Malgré une nette amélioration, la situation financière de l'entreprise ne permet pas encore de grands investissements dédiés au lancement d'un programme de revalorisation de masse des rémunérations dans des proportions importantes.

Par ailleurs, la perte du marché d'exploitation de LA CUB, modifie en profondeur le modèle économique de l'entreprise, dans la mesure où le manque à gagner engendré par cette perte de marché, impose l'identification et la réussite d'axes de compensation. En conséquence, les évolutions salariales devront rester modérées, au minimum tant que ces axes de compensation ne seront pas établis de façon durable.

### **Rappel sur les avantages sociaux**

- Temps de travail : 35 heures hebdomadaires organisées suivant 39 heures travaillées par semaine associées à 4 demi-journées de RTT par mois.
- Horaires variables sans contrôle automatique.
- Mutuelle de groupe.
- Chèques restaurant de 9 €, dont le coût est réparti pour moitié entre l'Entreprise et le Collaborateur.
- Chèques cadeaux de 40 € pour chaque collaborateur ainsi que pour chaque enfant de moins de 15 ans.
- 13<sup>ème</sup> mois.
- Prime de vacances de 800 à 950 Euros Bruts par collaborateur.
- Primes de dépaysement accordées pour chaque journée passée en mission hors du point d'attache.
- Prime dite « part variable », attribuée individuellement en fonction du comportement de l'année. Il s'agit là d'un processus mis en place depuis l'année 2007, dans lequel les cadres dirigeants se voient attribuer des primes supérieures à celles du reste des salariés de l'entreprise.
- Enfin, après une interruption totale pour l'exercice 2010, un nouvel accord d'intéressement des salariés a été signé en 2011, pour une prise d'effet immédiate.
- Au titre de l'exercice 2011, le montant global de l'intéressement se monte à 8 795 € pour l'ensemble des salariés.

### **Evolutions salariales au cours de l'exercice 2011**

L'évolution de la masse salariale en 2010 a été marquée par de nombreux changements. Cette dernière a enregistré une baisse de 18,74 % par rapport à l'exercice 2009.

- Indexation de la rémunération mensuelle de 0,85 %, dès le mois de février 2011, pour l'ensemble du personnel, à l'exception des cadres dirigeants voyant leurs rémunérations inchangées dans la mesure où leurs rémunérations avaient été augmentées de 1,5% au mois de janvier 2010 alors que le reste des salariés voyait leurs rémunérations gelées, et à l'exception également de 5 collaborateurs faisant l'objet d'un plan de carrière antérieur.
- Continuité des plans de carrières actés pour 5 collaborateurs
- Remise à niveau de la rémunération des 4 cadres dirigeants ayant acceptés de réduire provisoirement leur salaire en 2010.
- Il est également à noter que, contrairement à l'exercice 2010, en 2011, les salariés n'ont pas eu à souffrir dans leur rémunération, d'une quelconque réduction de leur part variable annuelle. Pour mémoire, rappelons que ces parts variables ont été réduites de 50 % en 2010.

### **Mouvements de personnel au cours de l'exercice 2011**

- David BOULADOU a quitté l'entreprise en mai sur démission
- Benoît ABGRALL a quitté l'entreprise le 30 septembre sur démission
- Gilles COSTE a également quitté l'entreprise le 31 août pour profiter de sa retraite.
- Pour faire face à la surcharge de travail et compenser en partie les départs exposés ci-dessus, des mesures provisoires ont été mises en œuvre. Monsieur Laurent LAFAYE a été embauché en contrat à durée déterminée pour 6 mois et Monsieur Aurélien DARDEVET a été embauché pour 2 ans en contrat d'apprentissage. Ces embauches provisoires pour des postes de dessinateur et de technicien ne compensent que partiellement les départs enregistrés en 2011.

## **XVI. EVENEMENTS IMPORTANTS SURVENUS ENTRE LA DATE DE CLOTURE ET LA DATE D'EMISSION DU RAPPORT DE GESTION**

(Article L 232-1-II° du Code de Commerce)

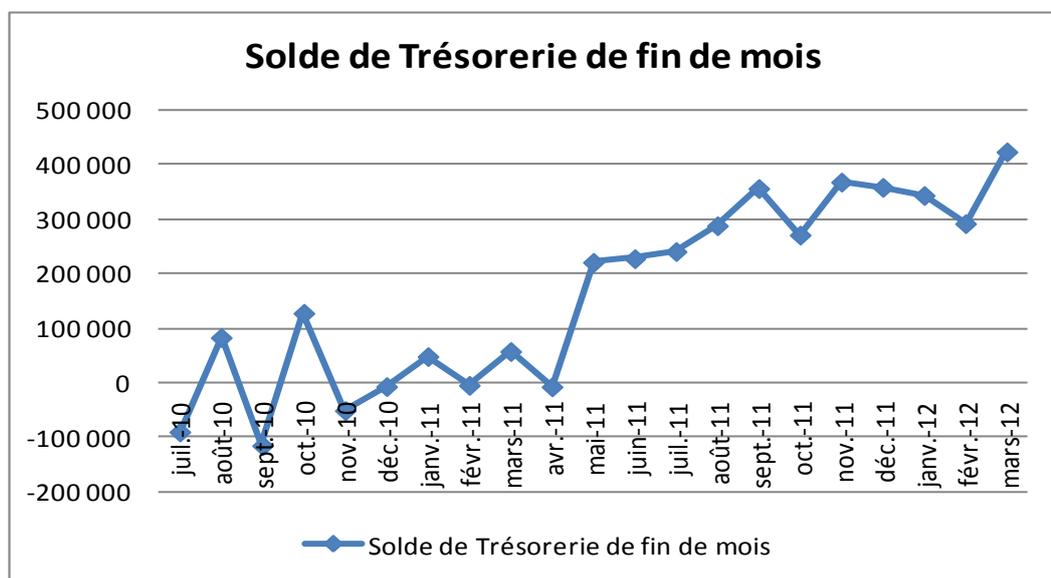
Le présent rapport a été rédigé en avril 2012.

Depuis le début de l'année 2012, les efforts de l'entreprise restent concentrés sur les thèmes suivants.

- Contrôle et maîtrise de la trésorerie. L'amélioration de cette dernière a permis de disposer d'environ 1 mois de dépenses d'avance, mais ce niveau reste insuffisant pour constituer une réelle sécurité pour l'entreprise.
- Production et facturation des prestations de nos contrats.
- Maintien de l'effort d'enregistrement commercial, en particulier sur le court terme de notre portefeuille client.

### **Etat de la trésorerie**

La trésorerie de l'entreprise poursuit une amélioration régulière. Le tableau ci-après synthétise cette évolution.



### **Vente partielle des Dollars**

Au début de l'année 2012, profitant d'un affaiblissement de l'Euro face au Dollars avec un taux de change proche de 1,27, nous avons procédé à la vente d'environ 130 000 USD, représentant un peu plus de 101 000 €. L'entreprise reste détentrice d'environ 74 000 USD.

### **Situation du carnet de commande**

Plusieurs commandes et contrats ont été enregistrés depuis le début de l'année ou sont sur le point de l'être. En fonction de ces éléments le carnet de commande, à la date de rédaction du présent rapport, est synthétisé par les chiffres ci-dessous.

<b>Statut du Carnet de Commande</b>	<b>2012</b>	<b>2013</b>
<b>Contrats signés</b>	<b>93,52%</b>	<b>47,26%</b>
<b>Contrats en cours de signature ou à renouvellement</b>	<b>106,70%</b>	<b>91,97%</b>

## Evolution salariales au début de l'exercice 2012

Compte tenu de la faiblesse des évolutions salariales actées au cours des années 2010 et 2011, des arguments présentés en Conseil d'Administration du 4 novembre dernier et des taux d'inflation enregistrés au cours des dernières années, la décision a été prise de réévaluer les salaires par une indexation moyenne située entre 1,50 % et 1,80 %, en appliquant une revalorisation plus élevée pour les bas salaires que pour les hauts salaires.

En conséquence, dès le 1<sup>er</sup> janvier 2012, les salaires mensuels ont été réévalués d'une moyenne de 1,59 %. Les salaires les plus hauts ont été réévalués de 0,85 %. Les salaires les plus bas ont été réévalués de 3,50 %.

Cette opération rétablit un équilibre acceptable et compense favorablement la mesure décidée le 1<sup>er</sup> janvier 2010 et mal ressentie par la majorité du personnel, consistant à réévaluer les cadres supérieurs de 1,5% et de geler les salaires du reste des salariés.

Mesuré sur 3 années, cet équilibre, finalement favorable aux salaires les plus bas, s'établit comme suit.

	2009	2010	2011	2012	Résultante	Ecart
<b>Inflation Moyenne Annuelle</b>	0,10%	1,50%	2,40%		4,00%	
Indexation Cadres Supérieurs		1,50%	0,00%	<b>0,85%</b>	2,35%	-1,65%
Indexation Intermédiaires Hauts		0,00%	0,85%	<b>1,80%</b>	2,65%	-1,35%
Indexation Intermédiaires Bas		0,00%	0,85%	<b>2,50%</b>	3,35%	-0,65%
Indexation Bas salaires		0,00%	0,85%	<b>3,50%</b>	4,35%	0,35%

- En trois années, les plus bas salaires ont ainsi été réévalués de 4,35 % (0,35% de plus que l'inflation)
- En trois années, les plus hauts salaires ont ainsi été réévalués de 2,35 % (1,65% de moins que l'inflation)

De plus, 6 collaborateurs ont profité de la continuité de leur plan de carrière, actés antérieurement. Le Directeur Général Délégué est exclu de l'ensemble de ces mesures.

Malgré ces évolutions salariales et compte tenu des 3 départs et des 2 embauches, la base de rémunération brute annuelle au 1<sup>er</sup> janvier 2012 représente 1 152 521 €, inférieure de 49 309 € à celle du 1<sup>er</sup> janvier 2011.

Enfin, dans la mesure où les adaptations suggérées à porter à l'accord d'intéressement se verraient acceptées, les salariés devraient pouvoir se voir verser un peu plus de 20 000 € pour l'ensemble, au titre de l'exercice 2012.

## Confirmation des risques commerciaux sur la ville d'Aix en Provence

Comme évoqué au cours de la réunion du Conseil d'Administration du 4 novembre dernier, la ville d'Aix en Provence a entrepris de lancer un processus de remplacement de son Poste Central.

Depuis 4 ou 5 ans en effet, de nouveaux responsables de la ville d'Aix en Provence se sont montrés hostiles à la continuité du système GERTRUDE dans leur ville, malgré les différentes actions que nous avons menées pour tenter d'inverser la tendance.

Classés 2<sup>ième</sup> de l'appel d'offre lancé par la ville d'Aix en Provence, derrière SPIE, nous avons perdu cette ville, malgré une offre volontaire très agressive sur le plan financier.

Cet événement appelle les réflexions suivantes.

La société SPIE a placé pour la ville d'Aix une offre extrêmement basse dont le niveau a surpris l'ensemble de la concurrence, même la société AXIMUM qui pensait bien sortir vainqueur de ce projet.

## **XVII. CONTRAT DE REPRESENTATION COMMERCIALE DE GERTRUDE**

Un nouveau contrat de représentation commerciale de GERTRUDE SAEM a été signé avec Monsieur Vladimir Nuta, Polonais et installé à VARSOVIE pour le marché Polonais et pour l'Inde.

Ce contrat constitue la régularisation d'accords initiaux passés dès les démarches amont concernant le projet de Wroclaw. Ce dernier a été signé en Avril 2012 avec son entreprise Française « IXEL International ».

- Le cadre de sa mission consiste à introduire et faire connaître notre entreprise, à identifier les projets cibles, à identifier les partenariats possibles et à nous assister dans l'exécution des contrats, sur les aspects financiers et sur l'obtention de nos paiements.
- Les commissions à percevoir en cas de succès ont fait l'objet d'une négociation serrée et sont établies sur la base de 3,65% des sommes perçues. (Pour mémoire la rémunération de Monsieur Laparra pour le Mexique est de 8,00%).
- L'attention du Conseil d'Administration est attirée sur le fait que, profitant de nombreux financements Européens, la Pologne connaît une brusque augmentation des projets d'installation de postes centraux de gestion du trafic. D'ici à 2013, 5 ou 6 nouveaux appels d'offres sont attendus.

### **XVIII. PROPOSITION D'AFFECTATION DES RESULTATS**

Compte tenu de l'ensemble des informations communiquées dans le présent rapport et compte tenu du Compte de Résultat présenté pour l'exercice 2011, nous vous proposons d'affecter comme suit le résultat net constaté à la fin de l'exercice 2011 s'élevant à + 130 779,38 €.

<b>Origine Affectation</b>	Résultat de l'exercice : Bénéfice <b>Report à nouveau</b>	<b>130 779,38 €</b>	130 779,38 €
<b>Totaux</b>	Totaux	130 779,38 €	130 779,38 €

Nous vous précisons qu'à l'issue de cette affectation, le compte de report à nouveau se trouvera porté de 152 871,67 € à 283 642,05 €.

### **XIX. RAPPEL DES DIVIDENDES DISTRIBUES**

Conformément aux dispositions de l'article 243 bis du Code général des Impôts, nous vous rappelons qu'il n'a pas été procédé à une distribution de dividendes, au titre des trois précédents exercices.

### **XX. DEPENSES NON DEDUCTIBLES FISCALEMENT**

Conformément aux dispositions des articles 223-4 et 223-5 du Code Général des Impôts, nous vous signalons que les comptes de l'exercice écoulé prennent en charge une somme de 4 795 € correspondant à des dépenses non déductibles fiscalement.

### **XXI. CONVENTIONS REGLEMENTEES**

(Article L 225-38 du Code de Commerce)

Nous précisons qu'il n'a été passé dans le courant de l'exercice 2011 aucune convention donnant lieu à application de l'article L225-38 du Code de Commerce.

### **XXII. CONVENTIONS COURANTES**

(Article L 225-39 du Code de Commerce)

Les conventions passées avec des collectivités territoriales actionnaires concernent exclusivement la Communauté Urbaine de Bordeaux pour trois marchés publics de prestations ainsi que pour le bail de location des locaux du siège de l'entreprise.

Conformément à l'article L.225-39 du Code de Commerce, nous vous communiquons en annexe la liste de ces conventions courantes.

### **XXIII. INFORMATIONS CONCERNANT LES MANDATAIRES SOCIAUX**

Conformément aux dispositions de l'article L. 225-102-1, al. 3 du Code de Commerce, nous vous communiquons en annexe la liste de l'ensemble des mandats et fonctions exercées dans toutes sociétés par chacun des mandataires sociaux de la Société.

## **XXIV. EXAMEN DES MANDATS DES DIRIGEANTS ET DES COMMISSAIRES AUX COMPTES**

### **Mandats des Commissaires aux Comptes**

A l'issue de la présente Assemblée et de la clôture des comptes de l'exercice 2011, le mandat du commissaire aux comptes titulaire et de son suppléant viennent à expiration. Les propositions suivantes sont faites.

- De ne pas renouveler les mandats, de Commissaire aux Comptes
  - \* Titulaire, de la Société KPMG SA, société d'expertise comptable et de commissariat aux comptes, représentée par Mr. Franck COURNUOT, dont le siège social est à Immeuble le Palatin, 3 cours du Triangle, 92939 LA DEFENSE CEDEX
  - \* Suppléant, de Mr. Jean-Pierre RAUD demeurant à MERIGNAC, Domaine de Pelus, 11 rue Archimède.
  
- Et de désigner, pour six exercices, soit jusqu'au jour de l'Assemblée Générale tenue de statuer sur les comptes de l'exercice 2017, comme Commissaire aux Comptes
  - \* Titulaire, la Société KPMG Audit Sud-Ouest, société d'expertise comptable et de commissariat aux comptes, dont le siège social est Rue Carmin, 31676 LABEGE CEDEX
  - \* Suppléant, la Société KPMG Audit Sud-Est, société d'expertise comptable et de commissariat aux comptes, dont le siège social est 480 avenue du Prado, 13269 MARSEILLE CEDEX 8.

A l'issue de cette décision, si elle est confirmée par l'Assemblée Générale, les commissaires aux comptes, titulaire et suppléant, seront nommés pour une durée de 6 ans.

### **Mandats des Administrateurs et représentants**

Au cours de l'année 2011, la ville de Mérignac a informé l'entreprise de la nécessité de remplacer Monsieur CHAUSSET, jusque là représentant de la ville de Mérignac. Après une courte période de remplacement assurée par Monsieur SVAHN, c'est Monsieur GIRARD qui a été nommé par l'Administrateur comme son représentant.

Nous remercions chaleureusement Monsieur CHAUSSET pour sa participation à la vie de notre entreprise et souhaitons la bienvenue à Monsieur GIRARD.

Par ailleurs, aucun autre mandat d'Administrateur ne vient à échéance à l'issue de la présente Assemblée.

### **Obligations liées aux mandats des Administrateurs et à leurs représentants**

Notre participation à des appels d'offres sur le marché Polonais a fait naître un besoin nouveau.

En effet, contenus dans les documents administratifs obligatoires à fournir, il est habituel que Le Président Directeur Général et Le Directeur Général Délégué aient à produire un extrait de leur casier judiciaire, bulletin n°3, ainsi qu'une attestation sur l'honneur certifiant n'avoir fait l'objet d'aucune condamnation.

Renseignements pris auprès de juristes Polonais, il apparaît que la loi Polonaise impose que l'ensemble des représentants des Administrateurs d'une entreprise Française ait à fournir les mêmes documents cités ci-dessus et que le non respect de cette obligation puisse provoquer la perte définitive de la garantie bancaire de soumission à un appel d'offres, systématiquement exigée en Pologne et généralement très élevée.

C'est pour cette raison, qu'à la fin de l'année 2011, nous avons sollicité dans l'urgence que chacun des représentants des Administrateurs produise ces deux documents. Le risque ayant provoqué cette urgence de la fin de l'année 2011 est écarté.

Nous sommes conscients que cette obligation est contraignante et susceptible d'être récurrente, mais elle est nécessaire pour que nous puissions participer aux appels d'offres Polonais en intégrant un groupement.

## **XXV. TABLEAU DES RESULTATS FINANCIERS**

Joint au présent rapport, ce tableau vous permet de mesurer l'évolution globale des activités de la Société sur les cinq derniers exercices, incluant l'exercice clos le 31 décembre 2011.

## **XXVI. PRISES DE CONTROLE ET DE PARTICIPATIONS**

Depuis juillet 2008, l'entreprise participe à 100 % au capital de la Société GERTRUDE Algérie EURL, cette dernière étant confrontée à des difficultés financières chroniques, largement expliquées par ailleurs et principalement dues à une mauvaise répartition des activités entre GERTRUDE SAEM et GERTRUDE Algérie EURL au sein du contrat signé avec ALSTOM Transport pour la réalisation de la 1<sup>ière</sup> ligne de tramway de la ville d'Alger.

Impliquant une recapitalisation pour compenser les pertes de la filiale, la démarche retenue s'est portée sur une décision d'abandon de compte courant au profit de la filiale en date du 4 novembre dernier et d'affectation en conséquence d'un produit financier porté au crédit de la filiale dans ses comptes 2011.

Cette opération a permis de revaloriser les capitaux propres de la filiale, pour repasser positifs et atteindre **204 960,93 DA** à la clôture de l'exercice 2011 en lieu et place d'un solde négatif de - 13 329 084,97 à la clôture de l'exercice 2010.

Le capital social de la filiale reste inchangé.

## **XXVII. ACTIVITES ET RESULTAT DES FILIALES ET DES SOCIETES CONTROLEES**

Le tableau des filiales et participations est annexé au bilan comptable.

Nous vous rappelons que les filiales et participations de notre Société sont les suivantes et présentons également ci-dessous le résumé de l'activité de ces sociétés.

### **GERTRUDE AMERICA LATINA**

**Date de prise de participation : Novembre 2000**

**Siège social** Av. Florada 61, (Bustia 136), 17310 Lloret de Mar – GIRONA, ESPAÑA  
**% détenu** 10 %

#### **Activités**

Agent exclusif pour la promotion et la vente du système Gertrude Temps Réel en Amérique Latine (Argentine, Brésil, Chili, Colombie, Costa Rica, Equateur, Guatemala, Honduras, Mexique, Nicaragua, Panama, Paraguay, Pérou, Salvador et Venezuela) ainsi qu'au Maroc depuis 2009.

#### **Informations**

Impliquée directement dans l'obtention de 5 contrats majeurs signés par notre entreprise, GERTRUDE AMERICA LATINA donne un niveau élevé de satisfaction dans les missions d'avant-vente qui lui sont confiées. Aucune modification n'est envisagée à court terme.

## **CONSORTIUM SEMEX / GERTRUDE-SAEM**

**Date de prise de participation : Juillet 1999**

**Siège social** Chapultepec 1836 Ote, Apdo postal 171, 64800 MONTERREY, Nuevo León, Mexique  
**% détenu** 50 %

### **Activités**

Réalisation de l'organisation du réseau de gestion du trafic urbain de l'Aire Métropolitaine de Monterrey et exploitation du système pendant 10 ans.

### **Informations**

Le contrat d'installation et d'exploitation du système de gestion de trafic de l'Aire Métropolitaine de Monterrey est théoriquement clos depuis le 3 mai 2011. Compte tenu des difficultés rencontrées à clore définitivement ce contrat et à percevoir le règlement des dernières factures émises sur ce marché, le Consortium a été maintenu en activité durant le présent exercice. Au cours de l'année 2012, le maintien en activité du Consortium sera examiné à l'issue du solde des paiements dus par le client et en fonction des nouvelles activités commerciales à venir.

## **GERTRUDE Algérie EURL**

**Date de prise de participation : Juillet 2008**

**Siège social** Val d'Hydra, Hydra, Alger.  
**% détenu** 100 %

### **Activités**

- Les études, la conception, la réalisation, la maintenance et l'exploitation de systèmes de gestion de l'espace public et des réseaux qu'il supporte ou renferme
- Les prestations d'assistance à maîtrise d'ouvrage et la réalisation d'opérations de maîtrise d'œuvre en ingénierie du trafic urbain et de gestion des déplacements urbains
- L'intégration de système de gestion du trafic et des déplacements urbains privés et collectifs.

### **Situation financière générale de GERTRUDE Algérie EURL**

A l'issue de l'exercice 2011, les capitaux propres de la filiale sont revalorisés à **204 960,93 DA**.

De plus, au cours de l'année 2012, la négociation commerciale lancée auprès d'ALSTOM pour accroître les activités de GERTRUDE SAEM devrait aboutir au cours du 1<sup>er</sup> semestre. Cette action est menée par Eric Franceries, Gérant de GERTRUDE Algérie EURL depuis le mois de juin 2011.

Dans la mesure où la planification de ce nouveau marché prévoit une mise en service opérationnelle, au plus tard en janvier 2014, cette augmentation du carnet de commande, établie à plus de 18 500 000,00 de DA permettra de générer un chiffre d'affaires de la filiale, accru pour les années 2012 et 2013.

Initialement à la tête d'un carnet de commande limité et équivalent à 123 000 €, la filiale verra ce même carnet de commande dépasser les 308 000 € au cours de l'année 2012, limitant ainsi fortement les déficits habituels que connaît ladite filiale et ceux initialement prévus pour les exercices 2012 et 2013.

Notons cependant que lors du 1<sup>er</sup> trimestre de l'année 2012, GERTRUDE SAEM n'a eu d'autre choix que de poursuivre le processus de transfert de fonds au profit de sa filiale Algérienne, en attendant le déclenchement effectif des facturations de la filiale, jusqu'à présent bloquées par ALSTOM.

Notons également, que compte tenu des engagements contractuels pris par la filiale mais également par GERTRUDE SAEM pour la réalisation de la 1<sup>ière</sup> ligne de tramway d'Alger, le maintien en activité de la filiale doit se poursuivre, au minimum jusqu'à la fin de l'année 2013.

Le rapport de gestion de la filiale pour l'exercice clos le 31 décembre 2011 est présenté en annexe.

## Analyse financière de l'ensemble du projet du tramway d'Alger pour GERTRUDE SAEM et sa filiale

Il est capital de mémoriser les éléments suivants.

Les conditions minimales requises pour démontrer l'intérêt de la poursuite de l'activité de la filiale sont fixées par la vérification du maintien d'une marge résiduelle pour l'ensemble du projet du tramway d'Alger, portant ainsi l'analyse sur la consolidation des variables suivantes.

- Recettes en Dinars Algériens de la filiale (Projet Tramway d'Alger)
- Dépenses en Dinars Algériens de la filiale (Projet Tramway d'Alger)
- Recettes en Euros de GERTRUDE SAEM (Projet Tramway d'Alger)
- Dépenses en Euros de GERTRUDE SAEM (Projet Tramway d'Alger)

Cette analyse est menée globalement en faisant apparaître l'ensemble des recettes et des dépenses prévisionnelles, qu'elles soient constatées en France ou en Algérie ainsi qu'en tenant compte des 2 éléments suivants.

- Réserves de sécurité de dépenses
- Hypothèse de maintien de la filiale en activité jusqu'en 2013 inclus.

Les éléments sont synthétisés dans le tableau présenté ci-dessous et dans lequel l'ensemble des chiffres sont convertis en Euros.

Chiffre d'affaires cumulé	Montant
<b>Contrat initial (Euros)</b>	1 360 647
<b>Contrat initial (Dinars)</b>	123 400
<b>Extension 1 de commande (Euros)</b>	47 523
<b>Extension 2 de commande (Euros)</b>	40 675
<b>Extension 3 de commande (Euros)</b>	406 839
<b>Extension 4 de commande (Euros)</b>	13 228
	<b>1 992 312</b>

Dépenses et Provisions	Montant	Sous-Traitants Algériens
<b>Achats Equipements</b>	416 000	
<b>Achats Equipements supplémentaires</b>	66 000	
<b>Frais divers</b>	35 000	
<b>Contrat initial TIE</b>		68 225
<b>Plus values TIE (Extensions)</b>		73 865
<b>Contrat initial EPCE</b>		102 530
<b>Plus values EPCE (Extensions)</b>		38 800
<b>Fonctionnement filiale 2008 - 2009 - 2010</b>		135 430
<b>Fonctionnement filiale 2011</b>	55 000	
<b>Fonctionnement filiale 2012</b>	55 000	
<b>Fonctionnement filiale 2013</b>	<b>55 000</b>	
<b>Provisions sécurités GERTRUDE</b>	<b>100 000</b>	
<b>Provisions sécurités TIE</b>		<b>30 000</b>
<b>Provisions sécurités EPCE</b>		<b>30 000</b>
<b>Totaux</b>	<b>782 000</b>	<b>478 850</b>
<b>Total général</b>	<b>1 260 850</b>	

L'ensemble des recettes et des dépenses inclut **160 000 €** de prévision de coûts additionnels pour faire face à d'éventuels imprévus et fait apparaître la marge brute suivante.

<b>Marge Brute</b>	<b>731 463</b>
--------------------	----------------

Cette marge brute est utilisée pour payer les salaires du personnel de GERTRUDE SAEM affecté à l'exécution de ce marché, ainsi que l'ensemble des frais de déplacement, de logistique et d'approvisionnement en matériel.

Cette analyse globale du projet met en évidence que les frais de fonctionnement de la filiale ainsi que les frais liés aux paiements des sous-traitants doivent bien être considérés comme des frais pouvant et devant être assumés par GERTRUDE SAEM et non comme des fonds versés pour avance et destinés à être remboursés. Bien que plus faible que lors des prévisions initiales réalisées en 2008, les données ci-dessus démontrent le maintien d'une marge brute suffisante pour justifier de l'intérêt, pour GERTRUDE SAEM, d'assurer la continuité de l'activité de sa filiale Algérienne.

Nous attirons l'attention des Actionnaires sur le fait que l'essentiel du paiement des sous-traitants Algériens est planifié comme étant à assumer par GERTRUDE SAEM, au moyen de nouveaux transferts de fonds à réaliser en 2012 et 2013.

Notons également que le contrat supplémentaire en cours de signature avec ALSTOM pour un montant correspondant à environ 530 000 €, répartis en Euros et en Dinars pour environ 30%, améliorera de nouveau les performances de ce contrat et les bénéfices tirés de ce projet du tramway d'Alger, et ce, malgré la participation de GERTRUDE aux frais de fonctionnement de sa filiale et au paiement des sous-traitants Algériens.

## **XXVIII. CLOTURE**

Nous espérons que ce qui précède recevra votre agrément et que vous voudrez bien voter les résolutions qui vous sont soumises.

**Le Conseil d'Administration**



## **GERTRUDE**

Société Anonyme d'Economie Mixte  
au capital de 594 551,17 €uros

Siège social  
9 rue de Ségur - 33000 BORDEAUX  
RCS BORDEAUX n° 321 523 086

### **ASSEMBLEE GENERALE MIXTE A CARACTERE EXTRAORDINAIRE ET ORDINAIRE DU 7 JUIIN 2012**

### **PREVISIONS POUR L'EXERCICE 2012 PERSPECTIVES D'AVENIR**

### **STRATEGIE D'ENTREPRISE**

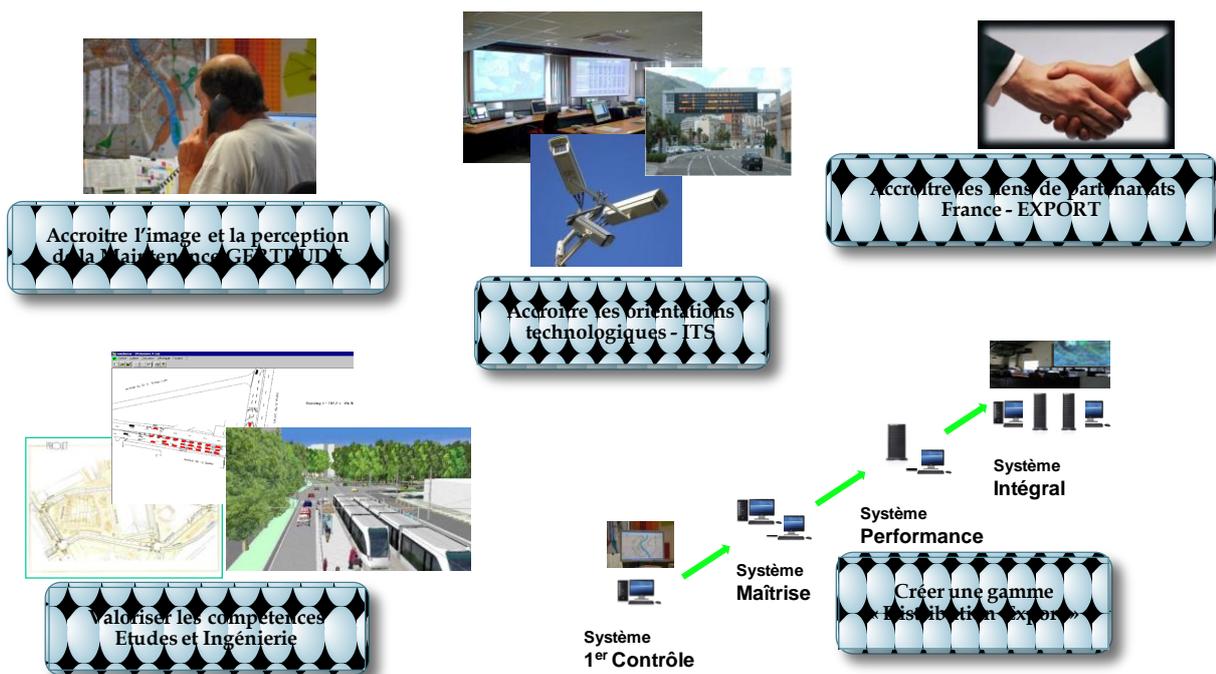
## XXIX. RETOUR SUR LA PERTE DE LA VILLE D'AIX EN PROVENCE

La perte de la ville d'Aix en Provence, suite à la démarche commercialement agressive de la société SPIE, appelle les conclusions suivantes.

- Cette action « stratégique » de la société SPIE est à rapprocher de leur tentative de déstabilisation de la société GERTRUDE, par leur participation agressive à l'appel d'offre pour l'exploitation du Poste Central de gestion du trafic de LA CUB.
- Malgré une offre technique qui, de l'avis du Directeur Général Délégué de GERTRUDE, n'aurait pas dû être jugée recevable dans la mesure où les prestations prévoyaient de maintenir une partie des logiciels de l'application GERTRUDE, la tentative de déstabilisation a aboutie.
- Ces actions sont également à rapprocher des rumeurs lancées par cette même entreprise, en Pologne et ailleurs, au sujet du travail que notre entreprise fournit à Wroclaw. Nous rappelons dans ce cadre que la société SPIE était, sur ce même projet, plus ou moins partenaire de la société IBM, au départ favori pour gagner l'appel d'offre de Wroclaw.

D'une façon plus globale, les conclusions suivantes doivent être énoncées.

- Une démarche d'affaiblissement de la société GERTRUDE a été lancée par ce concurrent et la société GERTRUDE oppose à ce jour une résistance efficace, en particulier au travers de ses victoires à Wroclaw, Le Mans et Casablanca ainsi qu'au travers de la confiance que lui témoigne la majorité de ses clients pour les projets structurants liés aux transports en commun.
- Il est à noter, qu'au travers du projet de Wroclaw et en étant plongée dans un contexte technique complexe (gestion de 6 à 8 lignes de tramways par carrefour), GERTRUDE doit être en mesure d'accroître sa compétence et sa différenciation dans le domaine de la gestion des transports en commun.
- Concernant les villes qui sont aujourd'hui équipées d'un système GERTRUDE, il est capital pour l'entreprise d'intégrer qu'il est possible voire probable, d'en perdre et d'agir en conséquence en renforçant les démarches de fidélisation, mais également les démarches de conquête de nouveaux clients.
- Le Directeur Général Délégué considère à ce titre que l'entreprise dispose de 3 années pour mettre en œuvre les actions de revalorisation et de modernisation qui s'imposent. Parmi ces actions, les axes à développer sont principalement les suivants.



### **XXX. EVOLUTION PREVISIBLE ET PERSPECTIVES D'AVENIR**

(Article L 232-1-II° du Code de Commerce)

Lors de la réunion du Conseil d'Administration du 4 novembre dernier, les axes stratégiques principaux pour l'année 2012 ont été présentés. Ces derniers sont rappelés et ajustés.

- Initier les actions de développement décrites au paragraphe précédent.
- Renforcement de la sensibilisation interne aux valeurs de la société. L'image de l'entreprise, la performance des solutions techniques, la notion de service, la rentabilité.
- Relance d'une communication externe
- Maintien et renforcement des actions commerciales
  - ✓ Delhi – Bangkok – Metz – Alger
  - ✓ Action continue sur le Maroc
  - ✓ Action continue sur le Mexique
  - ✓ Action globale à initier sur la Pologne
  - ✓ Identification d'un distributeur en Argentine
  - ✓ Action de repositionnement sur le marché Français
- Production prioritaire des marchés structurants en portefeuille pour l'année 2012 (Tramways d'Alger, Systèmes centralisés de Le Mans et de Wroclaw, Phase exécution de la ligne 3 du tramway de Montpellier, Marchés de Maintenance de l'ensemble des sites GERTRUDE, Marché tramway de Casablanca, Lignes structurantes BUS du réseau de LA CUB Liane 1 et 8)
- Budgétisation des postes de dépenses et poursuite du plan de réduction des coûts et renforcement du contrôle mensuel des postes de dépenses principaux
- Contrôle mensuel de la trésorerie

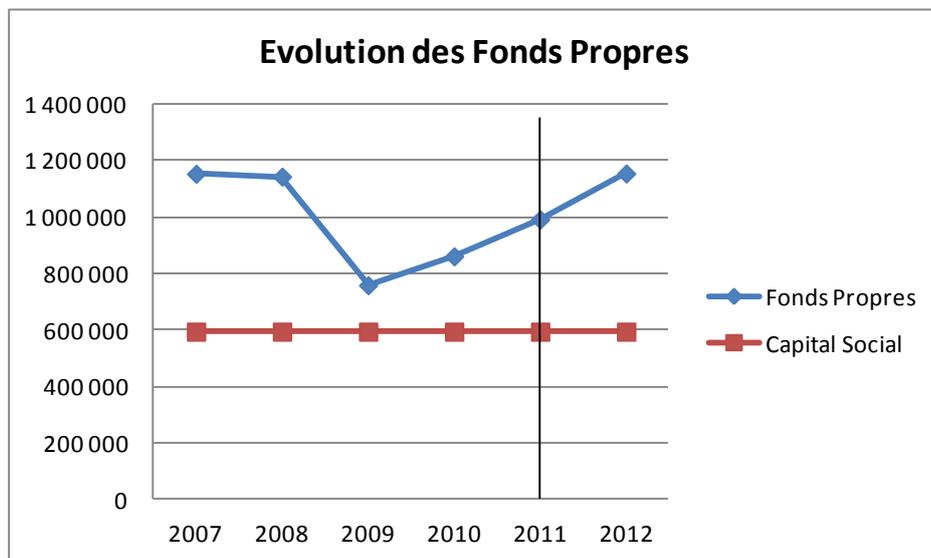
#### **Compte de résultat prévisionnel 2012**

Les prévisions pour l'année 2012 font état d'un exercice positif dont les principales données sont les suivantes.

<b>Chiffre d'Affaires</b>	<b>3 648 504</b>
<b>Amortissements</b>	<b>8 500</b>
<b>Consommation des stocks</b>	<b>200 000</b>
<b>Achats Matériel pour revente</b>	<b>95 000</b>
<b>Sous-traitance</b>	<b>135 000</b>
<b>Marge Brute Totale</b>	<b>3 210 004</b>
<b>Budget Charges y/c Salaires et Charges</b>	<b>2 739 564</b>
<b>Intérimaires</b>	<b>20 000</b>
<b>Provisions Commissions</b>	<b>32 000</b>
<b>Provisions Congés Payés</b>	<b>32 716</b>
<b>Provisions Risques - Autres</b>	<b>25 000</b>
<b>Excédent Exploitation</b>	<b>360 724</b>
<b>Transfert Charges et Divers +</b>	
<b>Brevet - Charges - Intérêts - Amende</b>	<b>20 000</b>
<b>Résultat Exploitation</b>	<b>340 724</b>
<b>Créance Algérie Année Courante</b>	<b>65 000</b>
<b>Frais financiers</b>	<b>10 000</b>
<b>Résultat Avant Int. Et Impôts</b>	<b>265 724</b>
<b>Intéressement (8,25%)</b>	<b>21 922</b>
<b>Impôt Société (33,33%)</b>	<b>81 259</b>
<b>Résultat Net</b>	<b>162 543</b>

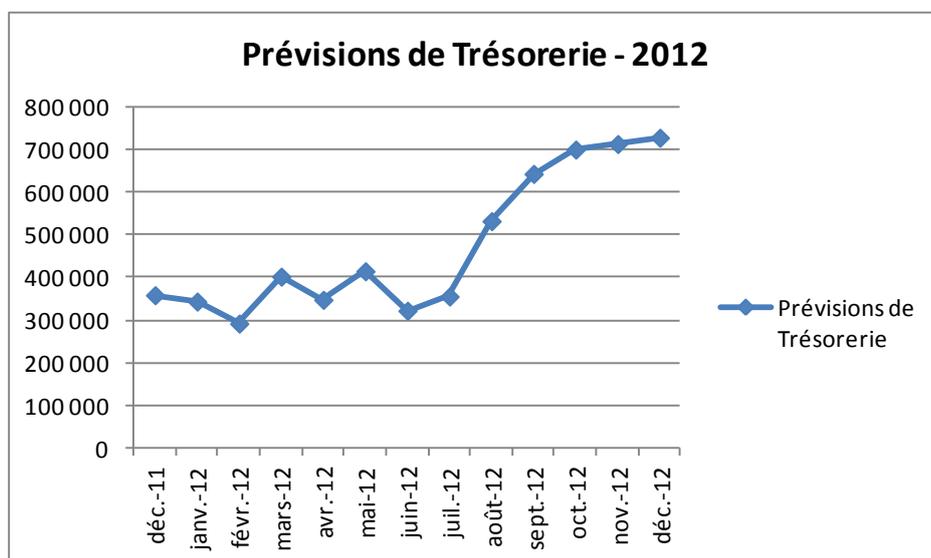
### **Evolution des fonds propres de l'entreprise 2012 inclus**

L'année 2012 devrait permettre de retrouver, en terme de fonds propres, le niveau acquis à l'issu de l'exercice 2007. Le schéma ci-dessous en représente l'évolution sur 6 années, sous l'hypothèse du respect du budget prévisionnel établi pour l'exercice 2012.



### **Trésorerie consolidée prévisionnelle pour l'exercice 2012**

La gestion de la trésorerie de l'entreprise fait l'objet d'un contrôle et d'une simulation prévisionnelle rigoureuse depuis le dernier trimestre de l'année 2010. Ce suivi est assuré au travers d'un outil simple, développé en interne et qui permet de planifier les grandes valeurs comme la trésorerie et l'état des dettes fournisseurs. Le tableau ci-dessous présente les prévisions de trésorerie pour l'exercice 2012, au cours duquel les mois de juin et juillet devraient présenter un fléchissement de la trésorerie « fin de mois ».



### **Risques clients - Remplacement du système GERTRUDE par un système tiers**

Comme présenté lors du Conseil d'Administration du 4 novembre dernier, nous rappelons que la ville d'Aix en Provence ne constituait pas l'unique risque détecté de « perte de ville ». Les villes de Troyes, Lisbonne et Asunción restent des villes critiques sujettes à de fortes pressions de pénétration de la concurrence.

## Ajustement du modèle économique de l'entreprise

Au paragraphe XII du présent rapport, nous avons mis en évidence que le manque à gagner sur la marge nette, lié à la perte de l'exploitation du Poste Central de LA CUB atteignait la valeur de 487 000 €.

Par ailleurs, l'analyse historique des différents exercices de l'entreprise et des bénéfices obtenus permettent de conclure aisément que ces 487 000 € doivent nécessairement être « compensés » en totalité pour maintenir l'entreprise dans des situations proches de l'équilibre. Rappelons également que le contrat de maintenance des logiciels du poste central de LA CUB, signé pour environ 74 000 € annuels, compense de son côté l'arrêt des 10 années de maintenance et d'assistance à l'exploitation du poste central de Monterrey représentant 77 000 € de chiffre annuel.

Pour réussir ce nouvel équilibre 4 axes d'amélioration, complémentaires les uns des autres, sont proposés.

- Maintien du plan de réduction des coûts lancé en 2010 et estimé pour sa partie viable à long terme à : Gain 195 000 €
- Maintien durable de l'équipe administrative à 5 personnes, en lieu et place de 6,25 personnes précédemment en place : Gain 128 000 €
- Amélioration de notre rentabilité de production d'une valeur estimée à 164 000 € pour assurer l'équilibre de l'entreprise. Pour 23 salariés productifs dont dispose l'entreprise, cela représente 7 130 € par personne, soit 8,2% si l'on se réfère à la production moyenne observée au cours de l'exercice 2010.
- Accroître les bénéfices au travers d'activités à fortes valeurs ajoutées nécessitant un minimum de prestations « humaines ». Peuvent être citées, la maintenance, la vente de logiciels, la distribution du système GERTRUDE.

Les niveaux de difficultés et de risques des axes décrits ci-dessus sont présentés dans le tableau suivant.

Thèmes	Difficulté	Risque	Commentaires
<b>Maintien Plan Economie</b>	Faible	Faible	Le plan d'économie tient compte de la baisse des primes de dépaysement versées lors de missions hors siège.
<b>Equipe Administrative Réduite</b>	Moyen	Moyen	Fonctionner à effectif réduit au sein de l'équipe administrative impose une amélioration des échanges, des synergies, de la priorisation, de l'efficacité.
<b>Amélioration Rentabilité Production</b>	Elevé	Elevé	Ce processus met en jeu des aspects organisationnels et méthodologiques. Il peut également mettre en évidence la nécessité d'une modification de l'organisation du travail. Ce thème est à aborder posément en 2012, avec les Délégués du Personnels, pour une mise en œuvre en 2013 ou 2014.
<b>Croissance des Activités à Forte Valeur Ajoutée</b>	Elevé	Elevé	Nécessaire pour que l'entreprise s'inscrive durablement dans des exercices bénéficiaires, tout en évitant des situations de surcharge de production, 2 difficultés majeures seront rencontrées. - Les marchés récurrents sont globalement en baisse. Ils doivent être stabilisés, puis à nouveau accrus. - Le contrat de distribution "GEMEX" signé pour le Mexique est un échec. Cet échec est expliqué par l'absence d'une réelle gamme de produit. Cette gamme reste à créer.

## **Focus sur le thème touchant à l'amélioration de la rentabilité**

Les besoins d'amélioration de la rentabilité de l'entreprise pour compenser une partie du manque à gagner lié à la perte du contrat d'exploitation du Poste Central de LA CUB, sont valorisés à 7 130 € par salarié intégré aux équipes de production, soit une augmentation de 8,2 % de la valeur ajoutée produite par salarié.

Un travail de fond est d'ors et déjà initié sur les aspects organisationnels et méthodologiques, mais il est probable que l'organisation elle-même du temps de travail soit à ajuster en fonction du nouveau contexte économique de l'entreprise.

Rappelons en effet, que l'entreprise affiche un arriéré de congés non consommés, important et qui de surcroît poursuit son augmentation de façon récurrente et inéluctable.

La question de l'organisation et de la répartition des jours chômés est ainsi clairement posée.

Il est cependant jugé inopportun de s'attaquer trop rapidement et de façon trop agressive à cette problématique, le plan d'action pouvant ainsi être présenté comme suit.

- 2012 : Analyse détaillée de la situation, réflexion et concertation
- 2013 : Mise en place des ajustements

En complément d'information et afin d'initier cette réflexion, le tableau ci-dessous présente la répartition, au sein de l'entreprise, des jours travaillés et des jours chômés, mettant en évidence que chaque année et pour chaque salarié, environ 3 mois pleins sont chômés, bien entendu en plus des samedis et dimanches.

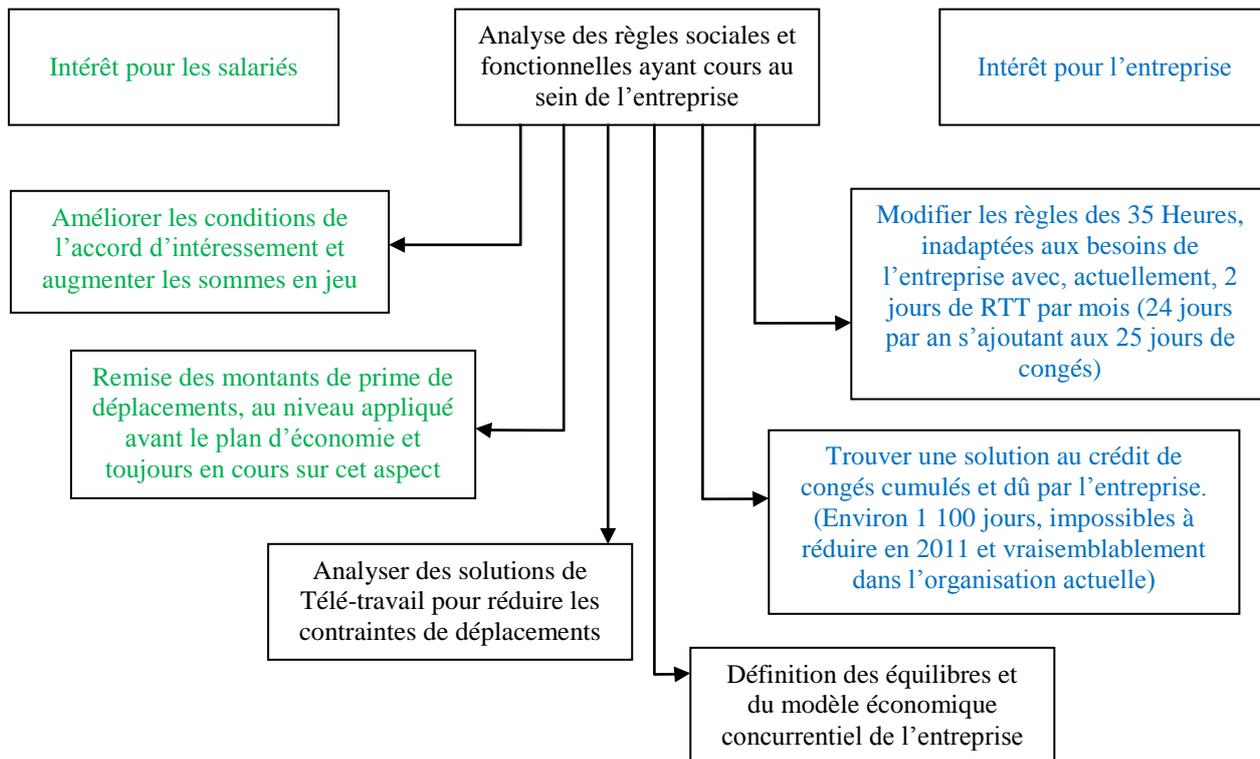
<b>Jours travaillés dans l'entreprise</b>	
<b>Jours année</b>	<b>365,00</b>
Week-end	104,00
Jours fériés moyens annuels	7,14
Congés légaux	25,00
Ancienneté Moyenne	3,20
Fractionnement Moyen	1,20
RTT	24,00
Journée de Tradition	1,00
<b>Maladie</b>	<b>NC</b>
<b>Total Moyen Jours Chômés</b>	<b>165,54</b>
<b>Jours Travaillés</b>	<b>199,46</b>

Enfin et compte tenu du Prix Moyen de Vente Jour Hors Frais, à atteindre pour équilibrer les comptes de l'entreprise, soit 583 € H.T., précisons que les 7 130 € d'amélioration de rentabilité à atteindre représentent l'équivalent de 12 jours par salarié.

En conséquence, l'étude à mener devra porter sur la faisabilité ou pas de maintenir la moyenne annuelle, de 61,54 jours annuels chômés par salarié, en plus des samedis et des dimanches.

Cette étude devra statuer sur les nouveaux équilibres à définir en tenant compte de la totalité des aspects sociaux et économiques de l'entreprise.

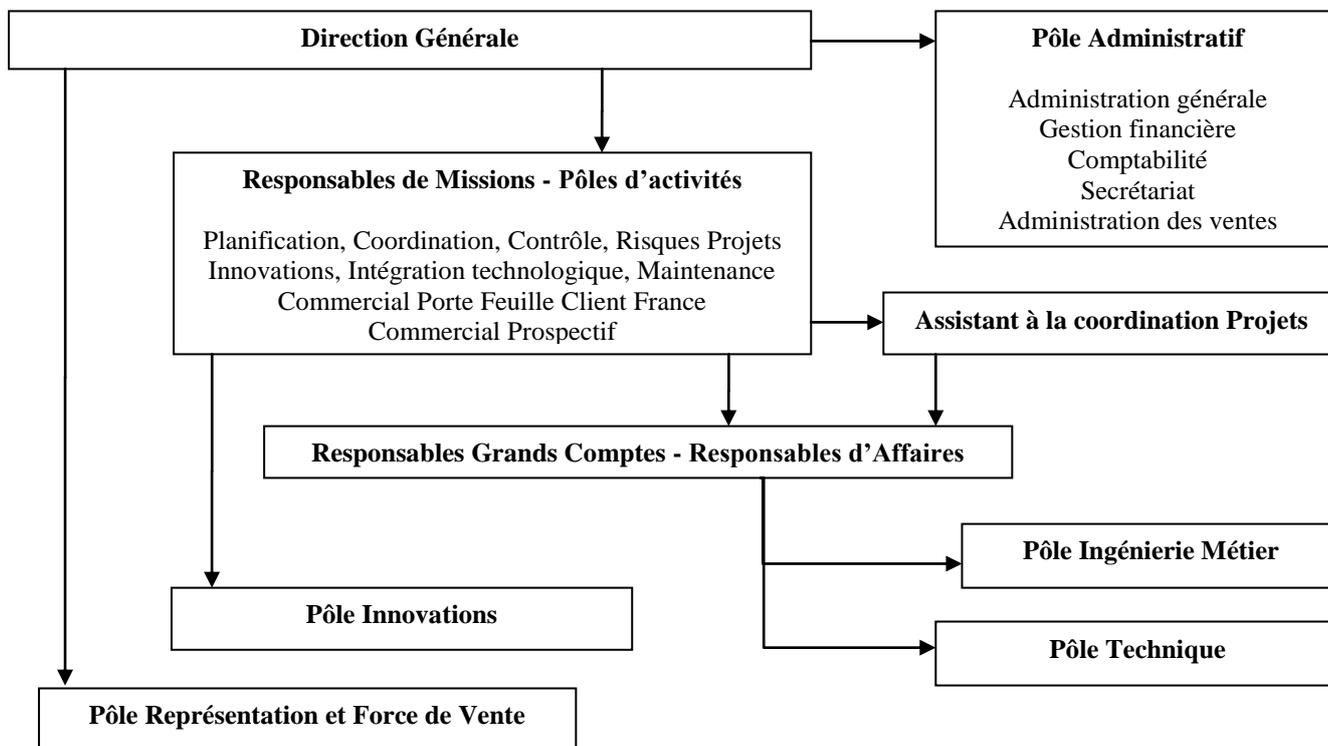
Le graphique ci-après présente une synthèse de l'environnement dans lequel devra être mené cette étude générale.



Cette négociation fera l'objet d'une large consultation des différents acteurs de l'entreprise, afin d'obtenir la meilleure adhésion aux ajustements à mettre en œuvre.

### XXXI. ORIENTATION DE L'ORGANISATION DE L'ENTREPRISE

Nous vous rappelons que l'organisation suivante est progressivement mise en place au sein de la société.

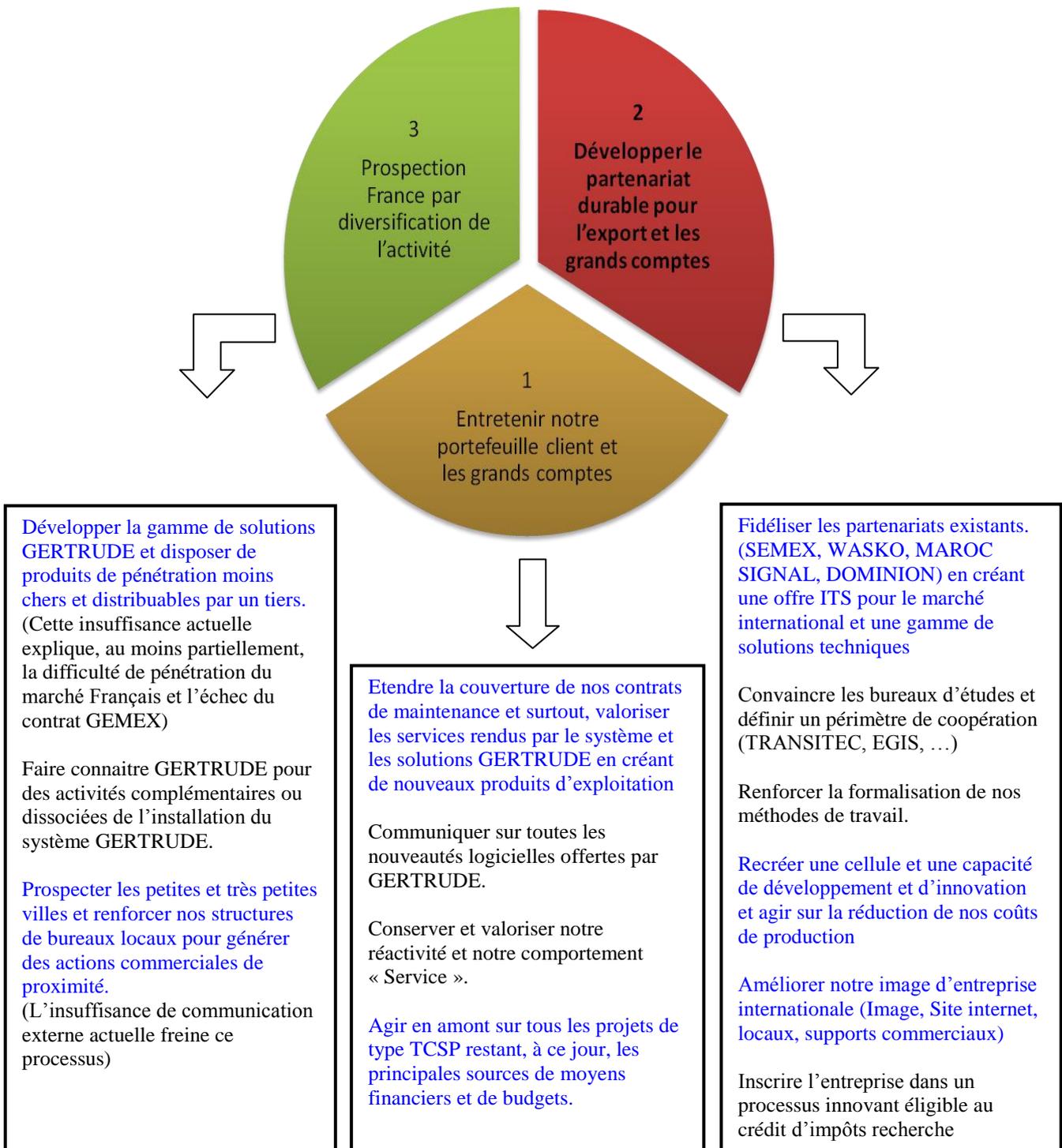


## XXXII. STRATEGIE COMMERCIALE

La stratégie commerciale proposée pour les années à venir conserve ses trois axes prioritaires.

- 1 - Valorisation de notre 1<sup>er</sup> point fort (Portefeuille Client)
- 2 - Valorisation de notre 2<sup>ème</sup> point fort (Attraction des Partenaires)
- 3 - Amélioration de notre point faible (Marché Français hors Clients)

Pour chacun de ces trois axes, les actions majeures proposées sont repérées en bleu.



Il est à noter que jusqu'à ce jour, l'entreprise éprouve des difficultés pour lancer efficacement ce 3<sup>ème</sup> axe.

### **XXXIII. DEVELOPPEMENTS TECHNOLOGIQUES**

La situation financière de l'entreprise ne permet pas de grands investissements dédiés au lancement de programmes de développement de solutions nouvelles, financées par nos seules disponibilités. En revanche, les différents contrats dans lesquels nous sommes impliqués permettent, en consacrant des investissements de temps modestes, de capitaliser les techniques et solutions élaborées pour répondre aux cahiers des charges sur lesquels nous sommes engagés.

En suivant cette stratégie l'entreprise s'inscrit dans les évolutions suivantes.

**Norme DISAER de communication.** Inabouti depuis plusieurs années, le développement du protocole de communication DIASER, correspondant aux normes Françaises a été rendu possible par le contrat que nous avons signé avec Le Mans Métropole. Depuis l'été 2011 nous sommes en mesure de faire savoir que GERTRUDE est compatible avec la norme DIASER, ce qui en tout état de cause favorise un repositionnement sur le marché Français et de possibles conquêtes même si ce marché Français reste moribond.

**Interface graphique d'exploitation du système.** Le développement de la nouvelle interface de l'application GERTRUDE est opérationnel à 90 %. Sa finalisation est prévue pour 2012.

**Concepts et solutions pour la gestion de la priorité des transports en commun.** Au travers du contrat signé avec la ville de Wroclaw, d'opérations nouvelles comme la priorisation des Lianes structurantes de LA CUB ou encore la conception et la mise en œuvre du BHNS de l'agglomération de Metz, GERTRUDE accroît sa compétence en la matière, maintient et cultive un savoir faire très concurrentiel.

**Extension de la gamme de solutions et de systèmes proposés par GERTRUDE SAEM.** Jugé nécessaire pour attaquer les cibles choisies en France, ainsi que des stratégies de distribution à l'Export, le développement d'une gamme nécessite un investissement de temps important au sein de l'entreprise. Cet investissement reste difficile à consentir à l'heure actuelle, compte tenu de la charge de production de l'entreprise, étant entendu que le fait d'y faire face est une obligation pour respecter nos engagements contractuels mais également pour redresser la situation financière de la société. En 2012, un effort sera cependant porté sur cette évolution, au minimum pour initier le processus.

**Système intégré ITS.** Mot devenant du langage courant, ITS signifiant Intelligent Traffic System, représentent les systèmes de dernières générations, modernes et offrant une gestion intégrée de l'ensemble des problématiques d'une ville en matière d'organisation de ses déplacements. Le projet de Wroclaw (Pologne), les activités liées à l'intégration prioritaire des transports en commun ainsi que l'organisation en 2015 du salon ITS international à Bordeaux constituent les éléments porteurs de ces besoins. Ce processus ne pourra être que faiblement initié en 2012, mais constituera l'essentiel de nos démarches de développement pour les années 2013, 2014 et 2015.

**Le Conseil d'Administration**

**SAEM GERTRUDE**

9 Rue de Segur

33000 BORDEAUX

\*\*\*\*\*

EXERCICE 2011

\*\*\*\*\*

# SOMMAIRE

Attestations et rapports	2
<b>COMPTES ANNUELS</b>	<b>3</b>
Bilan Actif	4
Bilan Passif	5
Compte de résultat synthétique	6
<b>ANNEXE COMPTABLE</b>	<b>8</b>
Règles et méthodes comptables	9
Immobilisations corporelles	11
Amortissements	12
Provisions	13
Immobilisation financière - Liste Filiales	14
Immobilisation financière - Tableau Filial.	15
Actif circulant - Créances	16
Cptes de régularisation Actif	17
Composition du capital social	18
Tb var. capitaux propres	19
Etat des dettes	20
Cptes de régularisation Passif	21
Engagements	22
Les effectifs	23
<b>DETAIL DES COMPTES</b>	<b>24</b>
Bilan Actif Détaillé	25
Bilan Passif Détaillé	27
Compte résultat détaillé	29
<b>ANALYSES DU BILAN</b>	<b>32</b>
	33
<b>ETATS DE GESTION</b>	<b>46</b>
Soldes Intermédiaires de Gestion	47
Capacité d'autofinancement	48
Tb résultats sur 5 ans	49
<b>IMPRIMES FISCAUX</b>	<b>50</b>
Réal Normal BIC	51
<b>TABLEAUX DES IMMOBILISATIONS ET AMORTISSEMENTS</b>	<b>75</b>
Etat des immobilisations	76

**ATTESTATION**

Du 01/01/2011 au 31/12/2011

Dans le cadre de la mission de Présentation des comptes annuels qui a été exécutée pour le compte de l'entreprise :

**SAEM GERTRUDE****Pour l'exercice du 01/01/2011 au 31/12/2011**

et conformément à nos accords, j'ai effectué les diligences prévues par les normes de Présentation définies par l'Ordre des Experts Comptables.

A la date de mes travaux qui ne constituent pas un audit et à l'issue de ceux-ci, je n'ai pas relevé d'éléments remettant en cause la cohérence et la vraisemblance des comptes annuels.

Les comptes annuels ci-joints, paginés conformément au sommaire figurant en tête du présent document, se caractérisent par les données suivantes :

- Total du bilan	2 325 078.91 €
- Chiffre d'affaires	3 820 119.85 €
- Résultat net comptable	130 779.38 €

Fait à Bordeaux  
Le 10/04/2012  
Expert comptable  
Valérie LAGRANGE ADER

**COMPTES ANNUELS**

**BILAN ACTIF**

Du 01/01/2011 au 31/12/2011

<b>ACTIF</b>	Valeurs au 31/12/11			Valeurs au 31/12/10
	Val. Brutes	Amort. & dépréc.	Val. Nettes	
<b>Capital souscrit non appelé</b>				
<b>ACTIF IMMOBILISÉ</b>				
<b>Immobilisations incorporelles</b>				
Frais d'établissement				
Frais de développement	22 968.00	22 968.00		
Concessions, brevets et droits similaires	38 083.64	38 083.64		65.38
Fonds commercial (1)				
Autres immobilisations incorporelles				
Immobilisations incorporelles en cours				
Avances et acomptes				
<b>Immobilisations corporelles</b>				
Terrains				
Constructions				
Installations tech., matériel et outillages industriels	12 081.71	8 514.45	3 567.26	2 561.43
Autres immobilisations corporelles	223 544.12	218 560.19	4 983.93	4 237.74
Immobilisations corporelles en cours				
Avances et acomptes				
<b>Immobilisations financières (2)</b>				
Participations				
Créances rattachées à des participations				
Titres immobilisés de l'activité de portefeuille				
Autres titres immobilisés	37 188.21	25 584.49	11 603.72	9 296.00
Prêts				
Autres immobilisations financières	6 974.17		6 974.17	5 346.17
<b>TOTAL (I)</b>	<b>340 839.85</b>	<b>313 710.77</b>	<b>27 129.08</b>	<b>21 506.72</b>
<b>ACTIF CIRCULANT</b>				
<b>Stocks et en-cours</b>				
Matières premières et autres approvisionnements				
En-cours de production (biens et services)				
Produits intermédiaires et finis	296 253.93		296 253.93	403 121.23
Marchandises				
<b>Avances et acomptes versés sur commandes</b>				
<b>Créances</b>				
Clients (3)	933 741.16		933 741.16	1 051 312.86
Clients douteux, litigieux (3)	384 780.66	282 220.02	102 560.64	3 311.87
Clients Factures à établir (3)	324 298.66		324 298.66	917 244.84
Personnel et comptes rattachés (3)				
Créances fiscales et sociales (3)	166 740.82		166 740.82	300 101.49
Groupe et associés (3)	19 253.67	19 253.67		
Débiteurs divers (3)	69 299.68		69 299.68	86 063.28
Capital souscrit - appelé non versé				
<b>Valeurs mobilières de placement</b>				
Actions propres				
Autres titres				
<b>Instruments de trésorerie</b>				
<b>Disponibilités</b>	363 186.33		363 186.33	188 972.82
<b>Charges constatées d'avance (3)</b>	37 314.99		37 314.99	7 283.45
<b>TOTAL (II)</b>	<b>2 594 869.90</b>	<b>301 473.69</b>	<b>2 293 396.21</b>	<b>2 957 411.84</b>
<b>Charges à répartir sur plusieurs exercices (III)</b>				
<b>Primes de remboursement des emprunts (IV)</b>				
<b>Écarts de conversion actif (V)</b>	4 553.62		4 553.62	7 298.46
<b>TOTAL GÉNÉRAL(I + II + III + IV + V)</b>	<b>2 940 263.37</b>	<b>615 184.46</b>	<b>2 325 078.91</b>	<b>2 986 217.02</b>
(1) Dont droit au bail				
(2) Dont à moins d'un an (brut)				
(3) Dont à plus d'un an (brut)				
	334			

**BILAN PASSIF**

Du 01/01/2011 au 31/12/2011

<b>PASSIF</b>	Valeurs au 31/12/11	Valeurs au 31/12/10
<b>CAPITAUX PROPRES</b>		
<b>Capital</b>		
dont versé :	594 551.17	594 551.17
<b>Primes d'émission, de fusion, d'apport</b>		
<b>Écarts de réévaluation</b>		
<b>Écart d'équivalence</b>		
<b>Réserves</b>		
Réserve légale	59 455.12	59 455.12
Réserves statutaires ou contractuelles	54 835.05	54 835.05
Réserves réglementées		
Autres réserves		
<b>Report à nouveau</b>	152 871.68	50 363.64
<b>Résultat de l'exercice (bénéfice ou perte)</b>	<b>130 779.38</b>	<b>102 508.04</b>
<b>SITUATION NETTE</b>	992 492.40	861 713.02
<b>Subventions d'investissement</b>		
<b>Provisions réglementées</b>		
<b>TOTAL (I)</b>	<b>992 492.40</b>	<b>861 713.02</b>
<b>AUTRES FONDS PROPRES</b>		
<b>Produit des émissions de titres participatifs</b>		
<b>Avances conditionnées</b>		
<b>TOTAL (I) Bis</b>		
<b>PROVISIONS</b>		
<b>Provisions pour risques</b>	4 553.62	7 298.46
<b>Provisions pour charges</b>		
<b>TOTAL (II)</b>	<b>4 553.62</b>	<b>7 298.46</b>
<b>DETTES (1)</b>		
<b>Emprunts obligataires convertibles</b>		
<b>Autres emprunts obligataires</b>		
<b>Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit (2)</b>		193 843.49
<b>Emprunts et dettes financières diverses (3)</b>		
<b>Groupe et associés</b>	4 230.60	4 230.60
<b>Avances et acomptes reçus sur commandes en cours</b>		
<b>Fournisseurs</b>	192 650.27	727 490.83
<b>Fournisseurs, factures non parvenues</b>	31 964.01	85 656.57
<b>Dettes fiscales et sociales</b>	812 398.60	991 721.21
<b>Dettes sur immobilisations et Comptes rattachés</b>		
<b>Autres dettes</b>	247 370.35	69 876.45
<b>Instruments de trésorerie</b>		
<b>Produits constatés d'avance</b>	37 128.40	42 493.36
<b>TOTAL (III)</b>	<b>1 325 742.23</b>	<b>2 115 312.51</b>
<b>Écarts de conversion passif (IV)</b>	2 290.66	1 893.03
<b>TOTAL GÉNÉRAL (I + II + III + IV)</b>	<b>2 325 078.91</b>	<b>2 986 217.02</b>
(1) Dont à plus d'un an		
(1) Dont à moins d'un an	1 325 742.23	2 115 313.00
(2) Dont concours bancaires courants et soldes créditeurs de banques		193 843.49
(3) Dont emprunts participatifs		

## COMPTES DE RÉSULTAT SYNTHÉTIQUE

Du 01/01/2011 au 31/12/2011

	Du 01/01/11 Au 31/12/11	Du 01/01/10 Au 31/12/10	Variation	
			en valeur	en %
<b>Produits d'exploitation (1)</b>				
Ventes de marchandises <i>dont à l'exportation :</i>				
Production vendue (biens et services) <i>dont à l'exportation : 843 913.55</i>	3 820 119.85	4 522 884.45	-702 764.60	-15.54
<b>Montant net du chiffre d'affaires</b>	<b>3 820 119.85</b>	<b>4 522 884.45</b>	<b>-702 764.60</b>	<b>-15.54</b>
Production stockée				
Production immobilisée				
Subventions d'exploitation				
Reprises sur provisions (et amortissements), transferts de charges	40 507.32	77 570.70	-37 063.38	-47.78
Autres produits	252.78	851.08	-598.30	-70.30
<b>TOTAL DES PRODUITS D'EXPLOITATION (I)</b>	<b>3 860 879.95</b>	<b>4 601 306.23</b>	<b>-740 426.28</b>	<b>-16.09</b>
<b>Charges d'exploitation (2)</b>				
Achats de marchandises				
Variation de stocks				
Achats de matières premières et autres approvisionnements				
Variation de stocks	106 867.30	360 360.77	-253 493.47	-70.34
Autres achats et charges externes	1 327 591.75	1 827 532.81	-499 941.06	-27.36
Impôts, taxes et versements assimilés	82 337.31	110 360.88	-28 023.57	-25.39
Salaires et traitements	1 260 996.52	1 501 008.79	-240 012.27	-15.99
Charges sociales	625 769.03	748 685.29	-122 916.26	-16.42
Dotations aux amortissements et dépréciations				
Sur immobilisations : dotations aux amortissements	4 503.69	3 457.62	1 046.07	30.25
Sur immobilisations : dotations aux dépréciations				
Sur actif circulant : dotations aux dépréciations	197 569.63	23 853.25	173 716.38	728.27
Dotations aux provisions				
Autres charges	1 494.77	1 147.89	346.88	30.22
<b>TOTAL DES CHARGES D'EXPLOITATION (II)</b>	<b>3 607 130.00</b>	<b>4 576 407.30</b>	<b>-969 277.30</b>	<b>-21.18</b>
<b>RÉSULTAT D'EXPLOITATION (I - II)</b>	<b>253 749.95</b>	<b>24 898.93</b>	<b>228 851.02</b>	<b>919.12</b>
<b>Quotes-parts de résultat sur opérations faites en commun</b>				
Bénéfice ou perte transférée (III)				
Perte ou bénéfice transféré (IV)				
(1) Dont produits afférents à des exercices antérieurs				
(2) Dont charges afférentes à des exercices antérieurs				

## COMPTES DE RÉSULTAT SYNTHÉTIQUE (SUITE)

Du 01/01/2011 au 31/12/2011

	Du 01/01/11 Au 31/12/11	Du 01/01/10 Au 31/12/10	Variation	
			en valeur	en %
<b>Produits financiers</b>				
De participation (3)				
D'autres valeurs mob. et créances d'actif immob. (3)				
Autres intérêts et produits assimilés (3)	337.61	1 103.81	-766.20	-69.41
Reprises sur prov. et dépréciations et transf. de charges	169 470.86	25 038.29	144 432.57	576.85
Différences positives de change	5 106.77	28 555.78	-23 449.01	-82.12
Produits nets sur cessions de val.mob. de placement				
<b>TOTAL DES PRODUITS FINANCIERS ( V )</b>	<b>174 915.24</b>	<b>54 697.88</b>	<b>120 217.36</b>	<b>219.78</b>
<b>Charges financières</b>				
Dotations amortissements, dépréciations, provisions	23 807.29	157 261.69	-133 454.40	-84.86
Intérêts et charges assimilées (4)	231 253.91	21 857.59	209 396.32	958.00
Différences négatives de change	924.05	387.82	536.23	138.27
Charges sur cessions de valeurs mob. de placement				
<b>TOTAL DES CHARGES FINANCIÈRES ( VI )</b>	<b>255 985.25</b>	<b>179 507.10</b>	<b>76 478.15</b>	<b>42.60</b>
<b>RÉSULTAT FINANCIER ( V - VI )</b>	<b>-81 070.01</b>	<b>-124 809.22</b>	<b>43 739.21</b>	<b>35.04</b>
<b>RÉSULTAT COURANT avt impôts (I-II+III-IV+V-VI)</b>	<b>172 679.94</b>	<b>-99 910.29</b>	<b>272 590.23</b>	<b>272.83</b>
<b>Produits exceptionnels</b>				
Sur opérations de gestion	4 704.23	3 245.00	1 459.23	44.97
Sur opérations en capital		13 100.00	-13 100.00	-100.00
Reprises sur prov., dépréciations et transferts de charges	685.71		685.71	
<b>TOTAL DES PRODUITS EXCEPTIONNELS ( VII )</b>	<b>5 389.94</b>	<b>16 345.00</b>	<b>-10 955.06</b>	<b>-67.02</b>
<b>Charges exceptionnelles</b>				
Sur opérations de gestion	1 520.00	3 262.20	-1 742.20	-53.41
Sur opérations en capital	644.50	346.47	298.03	86.02
Dotations amortissements, dépréciations, provisions				
<b>TOTAL DES CHARGES EXCEPTIONNELLES (VIII)</b>	<b>2 164.50</b>	<b>3 608.67</b>	<b>-1 444.17</b>	<b>-40.02</b>
<b>RESULTAT EXCEPTIONNEL</b>	<b>3 225.44</b>	<b>12 736.33</b>	<b>-9 510.89</b>	<b>-74.68</b>
<b>Participation des salariés aux résultats (IX)</b>	8 795.00		8 795.00	
<b>Impôt sur les bénéfices (X)</b>	36 331.00	-189 682.00	226 013.00	119.15
<b>TOTAL DES PRODUITS (I+III+V+VII)</b>	<b>4 041 185.13</b>	<b>4 672 349.11</b>	<b>-631 163.98</b>	<b>-13.51</b>
<b>TOTAL DES CHARGES (II+IV+VI+VIII+IX+X)</b>	<b>3 910 405.75</b>	<b>4 569 841.07</b>	<b>-659 435.32</b>	<b>-14.43</b>
<b>Bénéfice ou Perte</b>	<b>130 779.38</b>	<b>102 508.04</b>	<b>28 271.34</b>	<b>27.58</b>
(3) Dont produits concernant les entités liées				
(4) Dont intérêts concernant les entités liées				
	<b>337</b>			

**ANNEXE COMPTABLE**

**RÈGLES ET MÉTHODES COMPTABLES**

Du 01/01/2011 au 31/12/2011

**RÈGLES ET MÉTHODES COMPTABLES**

Les conventions générales comptables ont été appliquées, dans le respect du principe de prudence, conformément aux hypothèses de base :

- continuité de l'exploitation
- permanence des méthodes comptables d'un exercice à l'autre
- indépendance des exercices

et conformément aux règles générales d'établissement et de présentation des comptes annuels.

La méthode de base retenue pour l'évaluation des éléments inscrits en comptabilité est la méthode des coûts historiques.

Les comptes annuels au 31/12/2011 ont été établis dans le respect des dispositions du plan comptable général 1999, règlement CRC 1999-03 et des règlements CRC 2002-10 et 2004-06.

Pour l'application de ces règlements, l'entreprise a choisi la méthode prospective.

Les principales méthodes sont les suivantes :

**Immobilisations corporelles**

Les amortissements pour dépréciation sont calculés suivant le mode linéaire ou dégressif en fonction de la durée d'utilisation ou de la durée d'usage prévue :

- Agencement et aménagement des constructions	10 ans
- Matériels et outillages industriels	entre 2 & 5 ans
- Matériel de transport	entre 2 & 4 ans
- Matériel de bureau	entre 3 & 5 ans
- Frais de recherches & dvpt	entre 1 & 2 ans
- Frais de logiciel	1 ans

**Participations, autres titres immobilisés, valeurs mobilières de placement**

La valeur brute est constituée par le coût d'achat hors frais accessoires. Lorsque la valeur d'inventaire est inférieure à la valeur brute, une provision pour dépréciation est constituée du montant de la différence.

**RÈGLES ET MÉTHODES COMPTABLES**

Du 01/01/2011 au 31/12/2011

**Stocks**

Les stocks sont évalués au prix de revient.

La valeur brute des marchandises et des approvisionnements comprend le prix d'achat et les frais accessoires.

Les travaux en cours sont valorisés selon la méthode de l'avancement, dans le cadre de contrats à long terme.

**Créances**

Les créances sont valorisées à leur valeur nominale. Une provision pour dépréciation est pratiquée lorsque la valeur d'inventaire est inférieure à la valeur comptable.

Une provision est constituée lorsque certaines difficultés de recouvrement se présentent.

## IMMOBILISATIONS CORPORELLES

Du 01/01/2011 au 31/12/2011

CADRE A		IMMOBILISATIONS	V. brute des immob. début d' exercice	Augmentations		
				suite à réévaluation	acquisitions	
INCORPOR.	Frais d'établissement, de recherche et de développement	<b>TOTAL I</b>	<b>22 968.00</b>			
	Autres postes d'immobilisations incorporelles	<b>TOTAL II</b>	<b>38 083.64</b>			
CORPORELLES	Terrains					
	Constructions	Sur sol propre				
		Sur sol d'autrui				
		Instal.géné., agencts & aménagts const.				
	Installations techniques, matériel & outillage indust.		9 817.71		2 264.00	
	Autres immos corporelles	Instal. gén., agencts & aménagts divers		2 866.00		
		Matériel de transport		16 371.22		
Matériel de bureau & info., mobilier			200 380.57		3 926.33	
Emballages récupérables & divers						
Immobilisations corporelles en cours						
Avances et acomptes						
		<b>TOTAL III</b>	<b>229 435.50</b>		<b>6 190.33</b>	
FINANCIERES	Participations évaluées par mise en équivalence					
	Autres participations					
	Autres titres immobilisés		35 089.66		29 985.52	
	Prêts et autres immobilisations financières		5 346.17		1 628.00	
		<b>TOTAL IV</b>	<b>40 435.83</b>		<b>31 613.52</b>	
<b>TOTAL GENERAL (I + II + III + IV)</b>			<b>330 922.97</b>		<b>37 803.85</b>	

CADRE B		IMMOBILISATIONS	Diminutions		Valeur brute des immob. fin ex.	Réévaluation légal Valeur d'origine	
			par virt poste	par cessions			
INCORPOR.	Frais d'éts, de recherche & de dével.	<b>TOTAL I</b>			<b>22 968.00</b>		
	Autres postes d'immob. incorporelles	<b>TOTAL II</b>			<b>38 083.64</b>		
CORPORELLES	Terrains						
	Constructions	Sur sol propre					
		Sur sol d'autrui					
		Ins. gal. agen. amé. cons					
	Inst.tech., mat. outillage indust.				12 081.71		
	Autres immos corporelles	Ins. gal. agen. amé. div.				2 866.00	
		Matériel de transport				16 371.22	
Mat.bureau, info., mob.					204 306.90		
Emballages récup. div.							
Immos corporelles en cours							
Avances et acomptes							
		<b>TOTAL III</b>			<b>235 625.83</b>		
FINANCIERES	Part. évaluées par mise en equivalence						
	Autres participations						
	Autres titres immobilisés			27 886.97	37 188.21		
	Prêts & autres immob. financières				6 974.17		
		<b>TOTAL IV</b>		<b>27 886.97</b>	<b>44 162.38</b>		
<b>TOTAL GENERAL (I + II + III + IV)</b>				<b>27 886.97</b>	<b>340 839.85</b>		

## AMORTISSEMENTS

Du 01/01/2011 au 31/12/2011

CADRE A		SITUATIONS ET MOUVEMENTS DE L'EXERCICE DES AMORTISSEMENTS TECHNIQUES			
IMMOBILISATIONS AMORTISSABLES		Amortissements début d'exercice	Augmentations : dotations de l'exercice	Diminutions : amort. sortis de l'actif et reprises	Montant des amortissements à la fin de l'exercice
Frais d'établissement, de recherche et de développement	<b>TOTAL</b>	<b>22 968.00</b>			<b>22 968.00</b>
Autres immobilisations incorporelles	<b>TOTAL</b>	<b>38 018.26</b>	<b>65.38</b>		<b>38 083.64</b>
Terrains					
Constructions	Sur sol propre				
	Sur sol d'autrui				
	Inst. générales agen. aménag. cons.				
Inst. techniques matériel et outill. industriels		7 256.28	1 258.17		8 514.45
Autres immos corporelles	Inst. générales agencem. amén. div.	565.95	286.60		852.55
	Matériel de transport	16 206.21	126.67		16 332.88
	Mat. bureau et informatique, mob.	198 607.89	2 766.87		201 374.76
	Emballages récupérables divers				
	<b>TOTAL</b>	<b>222 636.33</b>	<b>4 438.31</b>		<b>227 074.64</b>
	<b>TOTAL GENERAL</b>	<b>283 622.59</b>	<b>4 503.69</b>		<b>288 126.28</b>

CADRE B		VENTILATION DES MOUVEMENTS AFFECTANT LA PROVISION POUR AMORTISSEMENTS DÉROGATOIRES					
Immobilisations amortissables	DOTATIONS			REPRISES			Mouv. net des amorts fin de l'exercice
	Différentiel de durée	Mode dégressif	Amort. fiscal exceptionnel	Différentiel de durée	Mode dégressif	Amort. fiscal exceptionnel	
Frais d'établissements							
<b>TOTAL</b>							
Immob. incorporelles							
<b>TOTAL</b>							
Terrains							
Constr.	Sur sol propre						
	Sur sol autrui						
	Inst. agenc. et amén.						
	Inst. techniques mat. et outill.						
Immo. corpor.	Inst. gales, agenc. am divers						
	Mat. transport						
	Mat. bureau mobilier						
	Emballages récup. divers						
	<b>TOTAL</b>						
Frais d'acquisition de titres de participations							
<b>TOTAL GÉNÉRAL</b>							
<b>Total général non ventilé</b>							
CADRE C	MOUVEMENTS DE L'EXERCICE AFFECTANT LES CHARGES REPARTIES SUR PLUSIEURS EXERCICES	Montant net au début de l'exercice	Augmentations	Dotations de l'exercice aux amortissements	Montant net à la fin de l'exercice		
Frais d'émission d'emprunt à étaler							
Primes de remboursement des obligations							

## PROVISIONS

Du 01/01/2011 au 31/12/2011

## TABLEAU DES PROVISIONS

Nature des provisions		Montant au début de l'exercice	AUGMENTATIONS : Dotations de l'exercice	DIMINUTIONS : Reprises de l'exercice	Montant à la fin de l'exercice
Provisions réglementées	Prov. pour reconstit. gisements miniers et pétroliers				
	Provisions pour investissements				
	Provisions pour hausse des prix				
	Amortissements dérogatoires				
	Dont majorations exceptionnelles de 30 %				
	Prov. fiscales implantat. étranger avant 01/01/92				
	Prov. fiscales implantat. étranger après 01/01/92				
	Pour prêts d'installation				
Autres provisions réglementées					
<b>TOTAL I</b>					
Provisions pour risques et charges	Provisions pour litiges				
	Prov. pour garanties données aux clients				
	Prov. pour pertes sur marchés à terme				
	Provisions pour amendes et pénalités				
	Provisions pour pertes de change	7 298.46	4 553.62	7 298.46	4 553.62
	Prov. pour pensions et obligations similaires				
	Provisions pour impôts				
	Prov. pour renouvellement des immobilisations				
	Prov. pour gros entretien et grandes réparations				
	Prov. pour chges sociales, fiscales / congés à payer				
Autres provisions pour risques et charges					
<b>TOTAL II</b>		<b>7 298.46</b>	<b>4 553.62</b>	<b>7 298.46</b>	<b>4 553.62</b>
Provisions pour dépréciation	/ immobilisations	- incorporelles			
		- corporelles			
		- Titres mis en équivalence			
		- titres de participation			
		- autres immobs financières	25 793.66		209.17
Sur stocks et en cours					
Sur comptes clients	85 798.55	197 569.63	1 148.16	282 220.02	
Autres provisions pour dépréciation	161 963.23	19 253.67	161 963.00	19 253.90	
<b>TOTAL III</b>		<b>273 555.44</b>	<b>216 823.30</b>	<b>163 320.33</b>	<b>327 058.41</b>
<b>TOTAL GENERAL (I + II + III)</b>		<b>280 853.90</b>	<b>221 376.92</b>	<b>170 618.79</b>	<b>331 612.03</b>
Dont dotations & reprises	- d'exploitation		197 570.00	1 148.16	
	- financières		23 807.29	169 470.86	
	- exceptionnelles				
Titre mis en équivalence : montant de la dépréciation à la clôture de l'exercice calculée					

## IMMOBILISATION FINANCIÈRE - LISTE FILIALES

Du 01/01/2011 au 31/12/2011

(Articles R123-196 à R123-198 du Code de commerce)

## FILIALES ET PARTICIPATIONS

Filiales et participations	Capital	Capitaux propres autres que le capital	Q. P. du capital détenu en %	Résultat dernier exercice clos
<b>A. RENSEIGNEMENTS DÉTAILLÉS CONCERNANT LES FILIALES ET PARTICIPATIONS</b>				
<b>1. Filiales (+ 50% du capital détenu par la société)</b>				
GERTRUDE ALGERIE - 13 RUE MOHAMED SAMANI 99 ALG	1 037.00		100.00	135 427.00
<b>2. Participations (10 à 50% du capital détenu par la société)</b>				
<b>B. RENSEIGNEMENTS GLOBAUX CONCERNANT LES AUTRES FILIALES ET PARTICIPATIONS</b>				
<b>1. Filiales non reprises en A :</b>				
a. Françaises				
b. Etrangères				
<b>2. Participations non reprises en A :</b>				
a. Dans des sociétés françaises				
b. Dans des sociétés étrangères				
	344			

## IMMOBILISATION FINANCIÈRE - TABLEAU FILIAL.

Du 01/01/2011 au 31/12/2011

(Articles R123-196 à R123-198 du Code de commerce)

Informations financières (5)	Capital (6)	Capitaux propres autres que le capital (6) (10)	Q. P. du capital détenu en %	Valeurs comptables des titres détenus (7) (8)		Prêts et avances consentis par la société et non encore remboursés (7) (9)	Montant des cautions et avals donnés par la société (7)	Chiffre d'affaires hors taxes du dernier exercice écoulé (7) (10)	Résultats (bénéfice ou perte du dernier exercice clos) (7) (10)	Dividendes encaissés par la société au cours de l'exercice (7)	Observations
				Brute	Nette						
<b>Filiales et participations (1)</b>											
<b>A. RENSEIGNEMENTS DÉTAILLÉS CONCERNANT LES FILIALES ET PARTICIPATIONS CI-DESSUS (2) (3)</b>											
<b>1. Filiales (+ 50% du capital détenu par la société)</b>											
GERTRUDE ALGERIE - 13 RUE MOHAMED SAMANI 99 ALG	1 037.00		100.00						135 427.00		
<b>2. Participations (10 à 50% du capital détenu par la société)</b>											
<b>B. RENSEIGNEMENTS GLOBAUX CONCERNANT LES AUTRES FILIALES ET PARTICIPATIONS</b>											
<b>1. Filiales non reprises au §A :</b>											
a. Filiales françaises											
b. Filiales étrangères											
<b>2. Participations non reprises au §A :</b>											
a. Dans des sociétés françaises											
b. Dans des sociétés étrangères											

(1) Pour chacune des filiales et des entités, avec lesquelles la société a un lien de participation, indiquer s'il y a lieu le numéro d'identification national (numéro SIREN).

(2) Dont la valeur d'inventaire excède un certain pourcentage (déterminé par la réglementation) du capital de la société astreinte à la publication. Lorsque la société a annexé à son bilan, un bilan des comptes consolidés conformément à la réglementation, cette société ne donne des renseignements que globalement (§ B) en distinguant (a) filiales françaises (ensemble) et (b) filiales étrangères (ensemble).

(3) Pour chaque filiale et entité avec laquelle la société a un lien de participation, indiquer la dénomination et le siège social.

(4) Les filiales et participations étrangères qui, par suite d'une dérogation, ne seraient pas inscrites au § A sont inscrites sous ces rubriques.

(5) Mentionner au pied du tableau la parité entre l'euro et les autres devises.

(6) Dans la monnaie locale d'opération.

(7) En euros lorsque l'entité l'utilisera pour présenter ses comptes

(8) Si le montant inscrit a été réévalué, indiquer le montant de l'écart de réévaluation dans la colonne Observations.

(9) Mentionner dans cette colonne le total des prêts et avances (sous déduction des remboursements) à la clôture de l'exercice et, dans la colonne Observations, les provisions constituées le cas échéant.

(10) S'il s'agit d'un exercice dont la clôture ne coïncide pas avec celle de l'exercice de la société, le préciser dans la colonne Observations.

**ACTIF CIRCULANT - CRÉANCES**

Du 01/01/2011 au 31/12/2011

## ÉTAT DES CRÉANCES À LA CLÔTURE DE L'EXERCICE

CADRE A		ÉTAT DES CRÉANCES	Montant brut	A 1 an au plus	A plus d'un an
ACTIF IMMOBILISÉ	Créances rattachées à des participations				
	Prêts (1) (2)				
	Autres immobilisations financières		6 974.17		6 974.17
ACTIF CIRCULANT	Clients douteux ou litigieux		384 780.66	384 780.66	
	Autres créances clients		1 258 039.82	1 258 039.82	
	Créances rep. titres prêtés : prov /dep. antér <input type="text"/>				
	Personnel et comptes rattachés				
	Sécurité sociale et autres organismes sociaux				
	Impôts sur les bénéfices		153 351.00	153 351.00	
	Etat & autres		13 389.82	13 389.82	
	coll. publiques				
	Autres impôts, taxes & versements assimilés				
	Divers				
Groupe et associés (2)		19 253.67	19 253.67		
Débiteurs divers (dont créances rel. op. de pens. de titres)		69 299.68	69 299.68		
Charges constatées d'avance		37 314.99	37 314.99		
<b>TOTAUX</b>			<b>1 942 403.81</b>	<b>1 935 429.64</b>	<b>6 974.17</b>
Renvois (1) (2)	Montant	- Créances représentatives de titres prêtés			
	des	- Prêts accordés en cours d'exercice			
		- Remboursements obtenus en cours d'exercice			
		Prêts & avances consentis aux associés (pers.physiques)			

**CPTES DE RÉGULARISATION ACTIF**

Du 01/01/2011 au 31/12/2011

(Articles R123-196 à R123-198 du Code de commerce)

**CHARGES CONSTATÉES D'AVANCE**

<b>CHARGES CONSTATÉES D'AVANCE</b>	<b>MONTANT</b>
Exploitation	37 314.99
Financiers	
Exceptionnels	
<b>TOTAL</b>	<b>37 314.99</b>

**PRODUITS À RECEVOIR**

<b>PRODUITS À RECEVOIR INCLUS DANS LES POSTES SUIVANTS DU BILAN</b>	<b>MONTANT</b>
Créances rattachées à des participations	
Autres immobilisations financières	
Créances clients et comptes rattachés	324 298.66
Autres créances	4 102.08
<b>TOTAL</b>	<b>328 400.74</b>

**COMPOSITION DU CAPITAL SOCIAL**

Du 01/01/2011 au 31/12/2011

**COMPOSITION DU CAPITAL SOCIAL**

	NOMBRE	VALEUR NOMINALE
Actions / parts sociales composant le capital au début de l'exercice	3 000.00	198.18
Actions / parts sociales émises pendant l'exercice		
Actions / parts sociales remboursées pendant l'exercice		
Actions / parts sociales composant le capital social en fin d'exercice	3 000.00	198.18

**AFFECTATION DU RÉSULTAT****TABLEAU D'AFFECTATION DU RÉSULTAT DE L'EXERCICE PRÉCÉDENT***(Entreprises soumises à l'impôt sur les sociétés)*

Report à nouveau figurant au bilan de l'exercice antérieur à celui pour lequel la déclaration est établie		
Résultat de l'exercice précédant celui pour lequel la déclaration est établie		102 508.04
Prélèvements sur les réserves		
<b>Sous-total (à reporter dans la colonne de droite)</b>		
<b>TOTAL I</b>		<b>102 508.04</b>
Affectations aux réserves	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Réserve légale</li> <li>- Réserve spéciale des plus-values à long terme</li> <li>- Autres réserves</li> <li>- Réserve spéciale avant incorporation au capital</li> </ul>	
Dividendes		
Autres répartitions		
Report à nouveau		102 508.00
(N.B. Le total I doit nécessairement être égal au total II)	<b>TOTAL II</b>	<b>102 508.00</b>

**TB VAR. CAPITAUX PROPRES**

Du 01/01/2011 au 31/12/2011

	SOLDE INITIAL	AUGMENTATION	DIMINUTION	SOLDE FINAL
Capital social	594 551.17			594 551.17
Primes liées au capital social				
Ecart de réévaluation				
Réserves				
Reserve légale	59 455.12			59 455.12
Reserves indisponibles				
Réserves statutaires ou contractuelles	54 835.05			54 835.05
Réserves réglementées				
Autres réserves				
Ecart d'équivalence				
Report à nouveau	50 363.64	102 508.04		152 871.68
Résultat de l'exercice	102 508.04		102 508.04	
<b>TOTAL</b>	<b>861 713.02</b>	<b>102 508.04</b>	<b>102 508.04</b>	<b>861 713.02</b>

**ETAT DES DETTES**

Du 01/01/2011 au 31/12/2011

## ÉTAT DES DETTES À LA CLÔTURE DE L'EXERCICE

ÉTAT DES DETTES		Montant brut	A 1 an au plus	A plus d'1 an & 5 ans au plus	A plus de 5 ans
Emprunts obligataires convertibles (1)					
Autres emprunts obligataires (1)					
Emprunts & dettes   à 1 an max. à l'origine etbs de crédit (1)   à plus d' 1 an à l'origine					
Emprunts & dettes financières divers (1) (2)					
Fournisseurs & comptes rattachés		224 614.28	224 614.28		
Personnel & comptes rattachés		265 274.58	265 274.58		
Sécurité sociale & autres organismes sociaux		297 356.78	297 356.78		
Etat &   Impôts sur les bénéfices autres   Taxe sur la valeur ajoutée		198 861.78	198 861.78		
collectiv.   Obligations cautionnées publiques   Autres impôts, taxes & assimilés		50 905.46	50 905.46		
Dettes sur immobilisations & cptes rattachés					
Groupe & associés (2)		4 230.60	4 230.60		
Autres dettes (dt det. rel. opér. de titr.)		247 370.35	247 370.35		
Dette représentative des titres empruntés					
Produits constatés d'avance		37 128.40	37 128.40		
<b>TOTAUX</b>		<b>1 325 742.23</b>	<b>1 325 742.23</b>		
Renvois	(1) Emprunts souscrits en cours d'exercice				
	Emprunts remboursés en cours d'exercice				
	(2) Montant divers emprunts, dettes/associés				

**CPTES DE RÉGULARISATION PASSIF**

Du 01/01/2011 au 31/12/2011

(Articles R123-196 à R123-198 du Code de commerce)

**PRODUITS CONSTATÉS D'AVANCE**

<b>PRODUITS CONSTATÉS D'AVANCE</b>	<b>MONTANT</b>
Exploitation	37 128.40
Financiers	
Exceptionnels	
<b>TOTAL DES PRODUITS CONSTATÉS D'AVANCE</b>	<b>37 128.40</b>

**CHARGES À PAYER**

<b>CHARGES À PAYER INCLUSES DANS LES POSTES SUIVANTS DU BILAN</b>	<b>MONTANT</b>
Emprunts obligataires convertibles	
Autres emprunts obligataires	
Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit	
Emprunts et dettes financières divers	
Dettes fournisseurs et comptes rattachés	31 964.01
Dettes fiscales et sociales	447 541.01
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés	
Autres dettes	83 979.09
<b>TOTAL DES CHARGES À PAYER</b>	<b>563 484.11</b>

**ENGAGEMENTS**

Du 01/01/2011 au 31/12/2011

(Articles R123-196 à R123-198 du Code de commerce)

**DROIT INDIVIDUEL À LA FORMATION (DIF)**

Au 31/12/2011, le nombre d'heures de formation ouvertes par le DIF s'élevait pour l'ensemble du personnel présent, à 3 430 heures.

Cet engagement n'a pas été comptabilisé.

Aucune demande de formation n'a été faite à ce titre.

**INDEMNITÉ DE DÉPART À LA RETRAITE**

L'indemnité de départ à la retraite s'élève à la clôture de l'exercice à 113 403.00 Euros.

Cet engagement n'a pas été comptabilisé.

La société a conclu en 2004 un contrat d'assurance avec le GAN, couvrant les indemnités de départ à la retraite de ses salariés moyennant une cotisation trimestrielle appelée sur la base des salaires versés.

**ENGAGEMENTS REÇUS**

	AUTRES	DIRIGEANTS	FILIALES	PARTICIPATIONS	AUTRES ENTREPRISES LIÉES	MONTANT
Cautionnements, avals et garanties reçus par la société						
Sûretés réelles reçues						
Actions déposées par les administrateurs						
Autres engagements reçus						
<i>CIC cautions marchés France</i>	328 619.57					<b>328 619.57</b>
<i>CIC cautions marchés Etranger</i>	49 234.90					<b>49 234.90</b>
<i>CIC contre-garanties données 36.000 MAD</i>						
<i>LCL caution de retenue de garantie marché privé</i>	8 241.43					<b>8 241.43</b>
<i>LCL garantie directe/marché étranger bonne fin</i>	18 054.00					<b>18 054.00</b>
<i>LCL garantie à 1ere demande-bonne fin marché privé</i>	8 241.43					<b>8 241.43</b>
<b>TOTAL</b>	<b>412 391.33</b>					<b>412 391.33</b>

**LES EFFECTIFS**

Du 01/01/2011 au 31/12/2011

**LES EFFECTIFS**

	31/12/2011	31/12/2010
<b>Personnel salarié :</b>		
Ingénieurs et cadres	16.00	19.00
Agents de maîtrise	10.00	12.00
Employés et techniciens	2.00	3.00
Ouvriers		
<b>Personnel mis à disposition :</b>		
Ingénieurs et cadres		
Agents de maîtrise		
Employés et techniciens		
Ouvriers		

**DETAIL DES COMPTES**

**BILAN ACTIF DÉTAILLÉ**

Du 01/01/2011 au 31/12/2011

ACTIF	Valeurs nettes au 31/12/11	Valeurs nettes au 31/12/10	Variation	
			en valeur	en %
<b>ACTIF IMMOBILISÉ</b>				
<b>Immobilisations incorporelles</b>				
Frais de développement				
20300000 frais rech. & developmt	22 968.00	22 968.00		
28030000 amort.frais de rech.& dev	-22 968.00	-22 968.00		
Concessions, brevets et droits similaires		65.38	-65.38	-100.00
20500000 frais de logiciels	38 083.64	38 083.64		
28050000 amortissements logiciels	-38 083.64	-38 018.26	-65.38	-0.17
<b>Immobilisations corporelles</b>				
Installations tech., matériel et outillages indus.	3 567.26	2 561.43	1 005.83	39.27
21540000 materiel et outillage	12 081.71	9 817.71	2 264.00	23.06
28154000 amort. mat. et outillage	-8 514.45	-7 256.28	-1 258.17	-17.34
Autres immobilisations corporelles	4 983.93	4 237.74	746.19	17.61
21810000 installation ameg agencit	2 866.00	2 866.00		
21820000 materiel de transport	16 371.22	16 371.22		
21830000 materiel de bur & info	124 916.44	120 990.11	3 926.33	3.25
21840000 mobilier de bureau	79 390.46	79 390.46		
28181000 amort. installat.agencemt	-852.55	-565.95	-286.60	-50.64
28182000 amort. mat. de transport	-16 332.88	-16 206.21	-126.67	-0.78
28183000 amort. mat. bureau & info	-122 763.74	-120 907.49	-1 856.25	-1.54
28184000 amort. mobilier de bureau	-78 611.02	-77 700.40	-910.62	-1.17
<b>Immobilisations financières (2)</b>				
Autres titres immobilisés	11 603.72	9 296.00	2 307.72	24.82
27110000 titres de participation	37 188.21	35 089.66	2 098.55	5.98
29710000 provision dépréc. titres	-25 584.49	-25 793.66	209.17	0.81
Autres immobilisations financières	6 974.17	5 346.17	1 628.00	30.45
27500000 depots et cautionnements	6 974.17	5 346.17	1 628.00	30.45
<b>TOTAL (I)</b>	<b>27 129.08</b>	<b>21 506.72</b>	<b>5 622.36</b>	<b>26.14</b>
<b>ACTIF CIRCULANT</b>				
<b>Stocks et en-cours</b>				
Produits intermédiaires et finis	296 253.93	403 121.23	-106 867.30	-26.51
35000000 stock produits & approvis	296 253.93	403 121.23	-106 867.30	-26.51
<b>Créances (3)</b>				
Clients (3)	933 741.16	1 051 312.86	-117 571.70	-11.18
41100000 clients	918 300.79	1 028 266.76	-109 965.97	-10.69
41170000 clients retenue garantie	15 440.37	23 046.10	-7 605.73	-33.00
Clients douteux, litigieux (3)	384 780.66	89 110.42	295 670.24	331.80
41600000 clients douteux	384 780.66	89 110.42	295 670.24	331.80
Provisions pour dépréciations des clients	-282 220.02	-85 798.55	196 421.47	228.93
49100000 provision clients douteux	-282 220.02	-85 798.55	196 421.47	228.93
Clients Factures à établir (3)	324 298.66	917 244.84	-592 946.18	-64.64
41800000 clients fact a etablir	324 298.66	917 244.84	-592 946.18	-64.64
Créances fiscales et sociales (3)	166 740.82	300 101.49	-133 360.67	-44.44
43700000 autres organismes sociaux		94.50	-94.50	-100.00
44400000 etat impot s/benefices	153 351.00	190 485.00	-37 134.00	-19.49
44562000 t.v.a. sur immobilisations		391.80	-391.80	-100.00
44566000 t.v.a. deductible	8 304.94	103 731.33	-95 426.39	-91.99
	<b>355</b>			



**BILAN PASSIF DÉTAILLÉ**

Du 01/01/2011 au 31/12/2011

<b>PASSIF</b>	Valeurs au 31/12/11	Valeurs au 31/12/10	Variation	
			en valeur	en %
<b>CAPITAUX PROPRES</b>				
<b>Capital</b>				
dont versé :	594 551.17	594 551.17		
10100000 capital social	594 551.17	594 551.17		
<b>Réserves</b>				
Réserve légale	59 455.12	59 455.12		
10610000 reserve legale	59 455.12	59 455.12		
Réserves statutaires ou contractuelles	54 835.05	54 835.05		
10630000 reserve statutaire	54 835.05	54 835.05		
<b>Report à nouveau</b>	<b>152 871.68</b>	<b>50 363.64</b>	<b>102 508.04</b>	<b>203.54</b>
11900000 report à nouveau débiteur	152 871.68	50 363.64	102 508.04	203.54
<b>Résultat de l'exercice (bénéfice ou perte)</b>	<b>130 779.38</b>	<b>102 508.04</b>	<b>28 271.34</b>	<b>27.58</b>
SITUATION NETTE	992 492.40	861 713.02	130 779.38	15.18
<b>TOTAL (I)</b>	<b>992 492.40</b>	<b>861 713.02</b>	<b>130 779.38</b>	<b>15.18</b>
<b>AUTRES FONDS PROPRES</b>				
<b>TOTAL (I) Bis</b>				
<b>PROVISIONS</b>				
<b>Provisions pour risques</b>	<b>4 553.62</b>	<b>7 298.46</b>	<b>-2 744.84</b>	<b>-37.61</b>
15150000 provision perte de change	4 553.62	7 298.46	-2 744.84	-37.61
<b>TOTAL (II)</b>	<b>4 553.62</b>	<b>7 298.46</b>	<b>-2 744.84</b>	<b>-37.61</b>
<b>DETTES (1)</b>				
<b>Emprunts et dettes aup. des établiss. de crédit (2)</b>		<b>193 843.49</b>	<b>-193 843.49</b>	<b>-100.00</b>
51200000 banques crédit		37 309.05	-37 309.05	-100.00
51210200 sb-cic		156 534.44	-156 534.44	-100.00
<b>Groupe et associés</b>	<b>4 230.60</b>	<b>4 230.60</b>		
45102000 group. gertrude/miane	4 230.60	4 230.60		
<b>Fournisseurs</b>	<b>192 650.27</b>	<b>727 490.83</b>	<b>-534 840.56</b>	<b>-73.52</b>
40110000 fournisseurs	192 650.27	727 490.83	-534 840.56	-73.52
<b>Fournisseurs, factures non parvenues</b>	<b>31 964.01</b>	<b>85 656.57</b>	<b>-53 692.56</b>	<b>-62.68</b>
40810000 fournisseurs- fact n/parv	31 964.01	85 656.57	-53 692.56	-62.68
<b>Dettes fiscales et sociales</b>	<b>812 398.60</b>	<b>991 721.21</b>	<b>-179 322.61</b>	<b>-18.08</b>
42100000 rémunérations dues	3 540.20	4 744.24	-1 204.04	-25.38
42820000 dettes prov. p/conges pay	252 939.38	231 262.58	21 676.80	9.37
42840000 dettes prov.particip°salariés	8 795.00	8 795.00		
42860000 pers. a/ charges à payer		9 123.11	-9 123.11	-100.00
43100000 urssaf	84 583.00	74 891.00	9 692.00	12.94
43700100 assedic	13 619.00	13 012.00	607.00	4.66
43700200 rajp - ret fd	795.61	945.96	-150.35	-15.89
43700300 cips	22 861.00	24 928.00	-2 067.00	-8.29
43700400 gan	10 809.00	13 075.41	-2 266.41	-17.33
43700600 crica cadres	29 788.00	32 930.32	-3 142.32	-9.54
43860000 organismes sociaux	134 901.17	122 074.21	12 826.96	10.51
44550000 t.v.a. a decaisser	55 470.00	62 853.00	-7 383.00	-11.75
44570000 t.v.a. collectee		26 898.00	-26 898.00	-100.00
44571000 tva collectée	123 396.45	168 476.58	-45 080.13	-26.76
44572000 tva collectée 8.50 %	4 119.15	4 119.15		
44587000 tva sur fae	15 876.18	142 912.63	-127 036.45	-88.89
44860000 impots et taxes a payer				
	<b>357</b>			

**BILAN PASSIF DÉTAILLÉ**

Du 01/01/2011 au 31/12/2011

PASSIF	Valeurs au 31/12/11	Valeurs au 31/12/10	Variation	
			en valeur	en %
	50 905.46	63 594.17	-12 688.71	-19.95
<b>Autres dettes</b>	<b>247 370.35</b>	<b>69 876.45</b>	<b>177 493.90</b>	<b>254.01</b>
41200000 créances cédées	150 530.82		150 530.82	
46750000 créditeurs divers	12 860.44		12 860.44	
46860000 charges diverses à payer	83 979.09	69 876.45	14 102.64	20.18
<b>Produits constatés d'avance</b>	<b>37 128.40</b>	<b>42 493.36</b>	<b>-5 364.96</b>	<b>-12.63</b>
48700000 prod. constatés d'avance	37 128.40	42 493.36	-5 364.96	-12.63
<b>TOTAL (III)</b>	<b>1 325 742.23</b>	<b>2 115 312.51</b>	<b>-789 570.28</b>	<b>-37.33</b>
<b>Écarts de conversion passif (IV)</b>	<b>2 290.66</b>	<b>1 893.03</b>	<b>397.63</b>	<b>21.00</b>
47710000 écart conversion passif	2 290.66	1 893.03	397.63	21.00
<b>TOTAL GÉNÉRAL (I+II+III+IV)</b>	<b>2 325 078.91</b>	<b>2 986 217.02</b>	<b>-661 138.11</b>	<b>-22.14</b>
(1) Dont à moins d'un an	1 325 742.23	2 115 313.00		
(2) Dont concours bancaires courants et soldes créd. de banques		193 843.49		

## COMPTES RÉSULTAT DÉTAILLÉ

Du 01/01/2011 au 31/12/2011

	Du 01/01/11 Au 31/12/11	Du 01/01/10 Au 31/12/10	Variation	
			en valeur	en %
<b>Produits d'exploitation</b>				
Production vendue (biens et services)	3 820 119.85	4 522 884.45	-702 764.60	-15.54
70600000 prestations services	2 976 206.30	4 253 991.89	-1 277 785.59	-30.04
70602000 travx et prest.serv.intra	603 992.37	128 104.64	475 887.73	371.48
70610000 travx & prest.serv. exo	239 921.18	140 787.92	99 133.26	70.41
dont à l'exportation : 843 913.55				
<b>Montant net du chiffre d'affaires</b>	<b>3 820 119.85</b>	<b>4 522 884.45</b>	<b>-702 764.60</b>	<b>-15.54</b>
Reprises sur provisions (amorts), transferts de charges	40 507.32	77 570.70	-37 063.38	-47.78
78174000 rep. prov. dépr. cpte clt	1 148.16		1 148.16	
79100000 transfert de charges	39 359.16	77 570.70	-38 211.54	-49.26
Autres produits	252.78	851.08	-598.30	-70.30
75800000 produits divers gestion	252.78	851.08	-598.30	-70.30
<b>TOTAL DES PRODUITS D'EXPLOITATION ( I )</b>	<b>3 860 879.95</b>	<b>4 601 306.23</b>	<b>-740 426.28</b>	<b>-16.09</b>
<b>Charges d'exploitation</b>				
Variation de stocks	106 867.30	360 360.77	-253 493.47	-70.34
60300000 variation des stocks	106 867.30	360 360.77	-253 493.47	-70.34
Autres achats et charges externes	1 327 591.75	1 827 532.81	-499 941.06	-27.36
60400000 achats etudes prest.serv.	242.21		242.21	
60510000 achats pour revente	169 113.87	481 007.33	-311 893.46	-64.84
60520000 sous traitance	300 182.92	561 550.02	-261 367.10	-46.54
60600000 ach. n/stock.mat.& fourn.	18 650.42	13 820.01	4 830.41	34.95
60610000 eau gaz électricité	579.46	1 138.49	-559.03	-49.10
60640000 fournit. administratives	4 773.30	2 445.30	2 328.00	95.20
60940000 rrrro s/achats	-2 289.59		-2 289.59	
61300000 location véhicules	35 084.62	46 554.72	-11 470.10	-24.64
61320000 locations immobilières	79 717.41	84 104.03	-4 386.62	-5.22
61350000 locations matériel de bur	18 578.87	47 587.76	-29 008.89	-60.96
61400000 charges locatives	4 100.04	3 461.38	638.66	18.45
61500000 entretien et réparations	32 776.94	9 611.04	23 165.90	241.03
61550000 entret.repar.mat.transp.	8 546.55	4 520.54	4 026.01	89.06
61560000 entretien des locaux	9 155.89	12 090.67	-2 934.78	-24.27
61600000 assurances	4 732.23	6 661.86	-1 929.63	-28.97
61611000 responsabilité civile	29 663.59	25 204.00	4 459.59	17.69
61613000 assurance homme clé		2 496.73	-2 496.73	-100.00
61614000 assurance décennale	14 030.80	7 493.26	6 537.54	87.25
61630000 assurance marchand.transp.	94.10	62.20	31.90	51.29
61641000 bris de machine	3 978.96	3 901.08	77.88	2.00
61642000 assurance auto	8 619.59	11 316.15	-2 696.56	-23.83
61700000 études & recherches		1 110.00	-1 110.00	-100.00
61810000 documentation générale	3 805.77	5 929.51	-2 123.74	-35.82
61830000 documentation technique		4 500.00	-4 500.00	-100.00
61850000 frais de séminaires	-63.50	1 726.00	-1 789.50	-103.68
62110000 personnel intérimaire	51 640.41	42 705.02	8 935.39	20.92
62220000 comm.courtages sur ventes	27 908.71	16 174.02	11 734.69	72.55
62260000 honoraires	89 806.89	87 507.45	2 299.44	2.63
62300000 publicité rel. publiques		137.70	-137.70	-100.00
62340000 cadeaux à la clientèle	2 586.73	5 660.10	-3 073.37	-54.30
62370000 publications		114.82	-114.82	-100.00
62380000 pourboires et dons	444.73	1 588.85	-1 144.12	-72.01
62400000 transports	1 889.37	5 064.36	-3 174.99	-62.69
62510000 voyages déplacements	131 346.70	92 680.26	38 666.44	41.72
62515000 rembt frais déplacements	46 850.04	46 365.95	484.09	1.04
62516000 déplac.avions et location véhi	145 178.30	105 203.35	39 974.95	38.00
62550000 frais déménagement	2 185.85		2 185.85	
	<b>359</b>			

## COMPTES RÉSULTAT DÉTAILLÉ

Du 01/01/2011 au 31/12/2011

	Du 01/01/11 Au 31/12/11	Du 01/01/10 Au 31/12/10	Variation	
			en valeur	en %
62570000 missions et réceptions	27 838.85	19 870.46	7 968.39	40.10
62610000 affranchissements	2 430.04	2 299.80	130.24	5.66
62620000 télécommunications	37 663.56	37 719.42	-55.86	-0.15
62700000 services bancaires	15 078.10	18 681.17	-3 603.07	-19.29
62800000 divers services extérieurs	418.06		418.06	
62810000 cotisations	250.96	7 468.00	-7 217.04	-96.64
<b>Impôts, taxes et versements assimilés</b>	<b>82 337.31</b>	<b>110 360.88</b>	<b>-28 023.57</b>	<b>-25.39</b>
63120000 taxe d'apprentissage	7 979.04	11 282.00	-3 302.96	-29.28
63130000 taxe formation continue	19 685.71	25 218.45	-5 532.74	-21.94
63131000 formation continue par organis	3 524.49	15 263.05	-11 738.56	-76.91
63200000 charg.fiscales/cong.a pay	591.77	-1 409.73	2 001.50	141.98
63330000 investiss. construction	5 654.49	7 106.00	-1 451.51	-20.43
63510000 cvae et cfé	24 249.00	23 170.00	1 079.00	4.66
63516000 taxe/vehic.touris.stes	10 793.00	17 602.00	-6 809.00	-38.68
63710000 contrib.soc.de solidarite	7 338.26	6 453.00	885.26	13.72
63720000 taxe handicapés		3 445.71	-3 445.71	-100.00
63780000 taxes diverses	2 521.55	2 230.40	291.15	13.05
<b>Salaires et traitements</b>	<b>1 260 996.52</b>	<b>1 501 008.79</b>	<b>-240 012.27</b>	<b>-15.99</b>
64100000 remuneration personnel	1 257 660.52	1 498 008.79	-240 348.27	-16.04
64130000 primes diverses		3 000.00	-3 000.00	-100.00
64140000 indemn.& avantages divers	3 336.00		3 336.00	
<b>Charges sociales</b>	<b>625 769.03</b>	<b>748 685.29</b>	<b>-122 916.26</b>	<b>-16.42</b>
64500000 charges sociales	603 920.52	733 466.54	-129 546.02	-17.66
64501000 charges s/prov.congés payés		-17 701.54	17 701.54	100.00
64700000 autres charg.de personnel	20 102.23	30 239.49	-10 137.26	-33.52
64750000 medecine du travail	1 746.28	2 680.80	-934.52	-34.86
<b>Dotations aux amortissements et dépréciations</b>				
Sur immobilisations : dotations aux amortissements	4 503.69	3 457.62	1 046.07	30.25
68111000 dot.amort.immo.incorp.	65.38	691.63	-626.25	-90.55
68112000 dotation amort.immobilis.	4 438.31	2 765.99	1 672.32	60.46
Sur actif circulant : dotations aux dépréciations	197 569.63	23 853.25	173 716.38	728.27
68174000 dot.provis créances dout.	197 569.63	23 853.25	173 716.38	728.27
<b>Autres charges</b>	<b>1 494.77</b>	<b>1 147.89</b>	<b>346.88</b>	<b>30.22</b>
65100000 redevances brevet	170.00	130.00	40.00	30.77
65400000 pertes s/ créances irréc.		1 051.92	-1 051.92	-100.00
65800000 charges div. gestion	1 324.77	-34.03	1 358.80	
<b>TOTAL DES CHARGES D'EXPLOITATION ( II )</b>	<b>3 607 130.00</b>	<b>4 576 407.30</b>	<b>-969 277.30</b>	<b>-21.18</b>
<b>RÉSULTAT D'EXPLOITATION ( I - II )</b>	<b>253 749.95</b>	<b>24 898.93</b>	<b>228 851.02</b>	<b>919.12</b>
<b>Quotes-parts de résultat sur opérat. faites en commun</b>				
<b>Produits financiers</b>				
Autres intérêts et produits assimilés	337.61	1 103.81	-766.20	-69.41
76000000 produits financiers	301.32	78.03	223.29	286.16
76300000 revenus autres créances	36.29	1 025.78	-989.49	-96.46
<b>Reprises sur prov. et dépréciations et transf. de charges</b>	<b>169 470.86</b>	<b>25 038.29</b>	<b>144 432.57</b>	<b>576.85</b>
78650000 reprise prov. sur risques	162 172.40	25 038.29	137 134.11	547.70
78660000 rep.prov.deprec.elt financier	7 298.46		7 298.46	
<b>Différences positives de change</b>	<b>5 106.77</b>	<b>28 555.78</b>	<b>-23 449.01</b>	<b>-82.12</b>
76600000 gains de change	5 106.77	28 555.78	-23 449.01	-82.12
	<b>360</b>			

## COMPTES RÉSULTAT DÉTAILLÉ

Du 01/01/2011 au 31/12/2011

	Du 01/01/11 Au 31/12/11	Du 01/01/10 Au 31/12/10	Variation	
			en valeur	en %
<b>TOTAL DES PRODUITS FINANCIERS ( V )</b>	<b>174 915.24</b>	<b>54 697.88</b>	<b>120 217.36</b>	<b>219.78</b>
<b>Charges financières</b>				
Dotations amortissements, dépréciations, provisions	23 807.29	157 261.69	-133 454.40	-84.86
68650000 dotat. provision risques	19 253.67	149 963.23	-130 709.56	-87.16
68660000 dotat.prov.deprec.elt fin	4 553.62	7 298.46	-2 744.84	-37.61
Intérêts et charges assimilées	231 253.91	21 857.59	209 396.32	958.00
66110000 interets des emprunts	16 642.90	16 041.15	601.75	3.75
66181000 intérêts dettes commerciales		5 816.44	-5 816.44	-100.00
66400000 pertes/créances liées particip	214 611.01		214 611.01	
Différences négatives de change	924.05	387.82	536.23	138.27
66600000 ecart de change	924.05	387.82	536.23	138.27
<b>TOTAL DES CHARGES FINANCIÈRES (VI)</b>	<b>255 985.25</b>	<b>179 507.10</b>	<b>76 478.15</b>	<b>42.60</b>
<b>RÉSULTAT FINANCIER (V - VI)</b>	<b>-81 070.01</b>	<b>-124 809.22</b>	<b>43 739.21</b>	<b>35.04</b>
<b>RÉSULTAT COURANT</b> <small>avant impôts (I+II+III-IV+V-VI)</small>	<b>172 679.94</b>	<b>-99 910.29</b>	<b>272 590.23</b>	<b>272.83</b>
<b>Produits exceptionnels</b>				
Sur opérations de gestion	4 704.23	3 245.00	1 459.23	44.97
77180000 prod.exceptionnels divers	676.41		676.41	
77200000 produits s/exercices ant.	4 027.82	3 245.00	782.82	24.12
Sur opérations en capital		13 100.00	-13 100.00	-100.00
77500000 produits cession elmts ac		13 100.00	-13 100.00	-100.00
Reprises sur prov., dépréciations et transf. de charges	685.71		685.71	
79700000 transfert de charges exception	685.71		685.71	
<b>TOTAL DES PRODUITS EXCEPTIONNELS (VII)</b>	<b>5 389.94</b>	<b>16 345.00</b>	<b>-10 955.06</b>	<b>-67.02</b>
<b>Charges exceptionnelles</b>				
Sur opérations de gestion	1 520.00	3 262.20	-1 742.20	-53.41
67120000 amendes et pénalités	1 520.00	275.70	1 244.30	451.32
67180000 charges except. diverses		719.50	-719.50	-100.00
67200000 charges s/ex. ant.		2 267.00	-2 267.00	-100.00
Sur opérations en capital	644.50	346.47	298.03	86.02
67520000 v.c.n. immob cédées		346.47	-346.47	-100.00
67800000 ecart de règlement débit	644.50		644.50	
<b>TOTAL DES CHARGES EXCEPTIONNELLES (VIII)</b>	<b>2 164.50</b>	<b>3 608.67</b>	<b>-1 444.17</b>	<b>-40.02</b>
<b>RÉSULTAT EXCEPTIONNEL (VII - VIII)</b>	<b>3 225.44</b>	<b>12 736.33</b>	<b>-9 510.89</b>	<b>-74.68</b>
<b>Participation des salariés aux résultats (IX)</b>	<b>8 795.00</b>		<b>8 795.00</b>	
69100000 intéressement des salariés	8 795.00		8 795.00	
<b>Impôt sur les bénéfices (X)</b>	<b>36 331.00</b>	<b>-189 682.00</b>	<b>226 013.00</b>	<b>119.15</b>
69500000 impot sur les benefices	36 331.00		36 331.00	
69900000 report en arriere des deficits		-189 682.00	189 682.00	100.00
<b>TOTAL DES PRODUITS (I+III+V+VII)</b>	<b>4 041 185.13</b>	<b>4 672 349.11</b>	<b>-631 163.98</b>	<b>-13.51</b>
<b>TOTAL DES CHARGES (II+IV+VI+VIII+IX+X)</b>	<b>3 910 405.75</b>	<b>4 569 841.07</b>	<b>-659 435.32</b>	<b>-14.43</b>
<b>Bénéfice ou Perte</b>	<b>130 779.38</b>	<b>102 508.04</b>	<b>28 271.34</b>	<b>27.58</b>
	<b>361</b>			

## **ANALYSES DU BILAN**

IMMOBILISATIONS INCORPORELLES				
	Valeurs à l'ouverture de l'Exercice	Acquisitions de l'Exercice	Cessions ou mises H.S.	Valeurs à la clôture de l'Exercice
Frais de Recherche & Développement	22 968.00	0.00	0.00	22 968.00
Frais de Logiciels	38 083.64	0.00	0.00	38 083.64
<b>Total</b>	<b>61 051.64</b>	<b>0.00</b>	<b>0.00</b>	<b>61 051.64</b>

AMORTISSEMENTS DES IMMOBILISATIONS INCORPORELLES				
	Valeurs à l'ouverture de l'Exercice	Amortissements de l'Exercice	Cessions ou mises H.S.	Valeurs à la clôture de l'Exercice
Frais de Recherche & Développement	22 968.00	0.00	0.00	22 968.00
Frais de Logiciels	38 018.26	65.38	0.00	38 083.64
<b>Total</b>	<b>60 986.26</b>	<b>65.38</b>	<b>0.00</b>	<b>61 051.64</b>

IMMOBILISATIONS CORPORELLES				
	Valeurs à l'ouverture de l'Exercice	Acquisitions de l'Exercice	Cessions ou mises H.S.	Valeurs à la clôture de l'Exercice
Matériel et Outillage	9 817.71	2 264.00	0.00	12 081.71
Installations et agencements	2 866.00	0.00	0.00	2 866.00
Matériel de Transport	16 371.23	0.00	0.00	16 371.23
Matériel de Bureau & Informatique	120 990.11	3 926.33	0.00	124 916.44
Mobilier de Bureau	79 390.46	0.00	0.00	79 390.46
<b>Total</b>	<b>229 435.51</b>	<b>6 190.33</b>	<b>0.00</b>	<b>235 625.84</b>

AMORTISSEMENTS DES IMMOBILISATIONS CORPORELLES				
	Valeurs à l'ouverture de l'Exercice	Amortissements de l'Exercice	Cessions ou mises H.S.	Valeurs à la clôture de l'Exercice
Matériel et Outillage	7 256.28	1 258.17	0.00	8 514.45
Installations et agencements	565.95	286.60	0.00	852.55
Matériel de Transport	16 206.21	126.67	0.00	16 332.88
Matériel de Bureau & Informatique	120 907.49	1 856.25	0.00	122 763.74
Mobilier de Bureau	77 700.40	910.62	0.00	78 611.02
<b>Total</b>	<b>222 636.33</b>	<b>4 438.31</b>	<b>0.00</b>	<b>227 074.64</b>

TITRES DE PARTICIPATION ET PROVISION		
	Participation	Provision
Titres SA Semex Gertrude	2 619.53	2 619.53
Titres Gertrude America Latina	30 437.36	21 928.19
Titres Gertrude Algérie - Apport	1 036.77	
Titres Gertrude Algérie- Supplément apport suite abandon créance	2 098.55	
	3 135.32	1 036.77
Parts sociales de la Caisse d'Epargne Aquitaine Nord	996.00	0.00
<b>Total</b>	<b>37 188.21</b>	<b>25 584.49</b>

DEPOTS ET CAUTIONNEMENTS	
16/02/01 - Avis d'appel public Dax	76.22
25/05/09 - Caution bureau Reims	2 800.00
05/06/09 - Caution garage Talence	434.00
12/05/09 - Caution bureaux Montpellier	1 120.95
23/03/09 - Caution maison Reims	850.00
27/07/2011 - Homebox Reims	293.00
17/10/2011 - Caution maison Metz	1 400.00
<b>Total</b>	<b>6 974.17</b>

STOCK	
Composants électroniques - Alger	294 264.00
Composants électroniques - Montpellier	1 990.00
<b>Total</b>	<b>296 254.00</b>

CLIENTS	
Alstom	352 888.18
Mairie Aix en Provence	28 967.12
Camara Lisboa	75 302.11
Communauté Urbaine de Bordeaux	147 656.87
Synd. Mixte des trs de la Cud	72 362.78
Mairie Dax	11 790.97
Divers	1 148.16
Ege Noel Beranger	4 514.30
Eyssa Tassis	52 885.00
Mairie de Fort de France	52 581.50
Kangourou	2 978.04
Lyonnaise des eaux	2 930.20
Mairie de Montpellier	58 352.98
Mairie de Reims	30 449.22
SNCF	13 822.17
Mairie de Saint Paul les Dax	5 895.42
Mairie de Saint Vincent	3 775.77
<b>Total</b>	<b>918 300.79</b>

CLIENTS - RETENUES DE GARANTIE	
Sotem	1 012.91
RG Aix	14 427.49
<b>Total</b>	<b>15 440.40</b>

PROVISION POUR CLIENTS DOUTEUX				
		Créances	Provision	
			Taux	Montant
EDF - tva	Client	3 311.87	100%	3 311.87
Carris	Client	22 705.09	100%	22 705.09
Semex	Client	34 291.03	100%	34 291.03
Semex	Client	53 360.60	20%	10 672.12
Semex	Client	397.63	0%	0.00
Semex / Gertrude	Client	182 937.58	65%	118 909.43
Consortium Semex / Gertrude écart de change	Client	-4 553.62	0%	0.00
Semex / Gertrude	Client	21 762.09	100%	21 762.09
Semex / Gertrude 2001 à 2003	Client	70 568.39	100%	70 568.39
<b>Total</b>		<b>384 780.66</b>		<b>282 220.02</b>

CLIENTS FACTURES A ETABLIR			
	HT	TVA	TTC
Casablanca	64 981.87	0.00	64 981.87
CUB	4 600.52	901.70	5 502.22
Alger	74 268.81	0.00	74 268.81
Pologne	88 170.91	0.00	88 170.91
Mont de Marsan	4 383.00	859.07	5 242.07
Reims	72 017.38	14 115.41	86 132.79
<b>Total</b>	<b>308 422.49</b>	<b>15 876.18</b>	<b>324 298.67</b>

IMPOT SUR LES BENEFICES	
Créance report en arrière des déficits	189 682.00
Impôt société 2011	-36 331.00
<b>Total</b>	<b>153 351.00</b>

SAEM GERTRUDE

COMPTES COURANTS DEBITEURS			
	Créances	Provision	
		Taux	Montant
Gertrude Algérie	19 253.67	100.00%	19 253.67

FOURNISSEURS AVOIRS A RECEVOIR	
Parcub	767.00

DEBITEURS DIVERS	
Solde sur ventes matériel informatique au personnel	3 215.63
Règlements frais divers	575.97
Tickets restaurant 2010 - part salariale	1 406.00
<b>Total</b>	<b>5 197.60</b>

RETENUE DE GARANTIE SUR CREANCES CEDEES	
Retenue de garantie sur créances cédées à OSEO	60 000.00

PRODUITS A RECEVOIR	
GAN - remboursement de salaire	1 684.82
GAN - remboursement suite régularisation assurance	1 650.26
<b>Total</b>	<b>3 335.08</b>

BANQUES DEBIT	
Crédit lyonnais	16 529.07
SB CIC	149 869.12
Natexis	14 341.89
Crédit lyonnais en USD	157 930.16
Natexis compte joint Brive	14 562.62
Caisse d'Epargne	9 145.51
<b>Total</b>	<b>362 378.37</b>

<b>CHARGES CONSTATEES D'AVANCE</b>	
Canon	109.67
PARCUB : abonnement 01/01/12 au 30/09/12	354.18
Assurances	28 360.08
Bureau de Montpellier : charges et loyer 1 trimestre 2012	2 036.67
Maintenance Sage 2012	2 855.75
Location véhicule : janvier 2012	2 346.65
Tickets restaurant : janvier 2012	1 252.00
<b>Total</b>	<b>37 315.00</b>

<b>ECART CONVERSION ACTIF</b>	
Variation de change au 31/12 Semex	0.00
Variation de change au 31/12 Consortium Semex / Gertrude	4 553.62
Variation de change au 31/12 CC Algérie	0.00
<b>Total</b>	<b>4 553.62</b>

<b>CAPITAL SOCIAL</b>	
Capital d'Origine	45 734.71
Augmentation de Capital du 13 Juin 1988 par incorporation de réserves	82 322.47
Augmentation de Capital du 19 Juin 1989 par incorporation de réserves	39 636.74
Augmentation de Capital du 28 Juin 1990 par incorporation de réserves	15 244.90
Augmentation de Capital du 30 Septembre 1993 par incorporation de réserves	411 612.35
<b>3000 Actions de 198,18 Euros</b>	<b>594 551.17</b>

<b>RESERVE LEGALE</b>	
Solde au 31 Décembre 1998	28 065.34
Affectation résultat 1998	31 389.77
<b>Total</b>	<b>59 455.12</b>

<b>RESERVE STATUTAIRE</b>	
Solde au 31 Décembre 1998	54 835.05

<b>REPORT A NOUVEAU</b>	
Situation au 01/01/1997	-314 716.99
Affectation du résultat bénéficiaire de l'Exercice 1996	151 180.00
Affectation du résultat bénéficiaire de l'Exercice 1997	229 578.51
Affectation du résultat bénéficiaire de l'Exercice 1998	89 187.53
Affectation du résultat bénéficiaire de l'Exercice 1999	75 844.89
Compensation avec engagements retraite des exercices précédents	-53 292.35
Affectation du résultat bénéficiaire de l'Exercice 2000	31 195.61
Affectation du résultat déficitaire de l'Exercice 2001	-493 655.20
Affectation du résultat bénéficiaire de l'Exercice 2002	39 266.78
Affectation du résultat bénéficiaire de l'Exercice 2003	42 150.25
Affectation du résultat déficitaire de l'Exercice 2004	-38 348.82
Affectation du résultat bénéficiaire de l'Exercice 2005	127 309.97
Affectation du résultat bénéficiaire de l'Exercice 2006	203 101.45
Affectation du résultat bénéficiaire de l'Exercice 2007	356 736.65
Affectation du résultat déficitaire de l'Exercice 2008	-9 993.56
Affectation du résultat déficitaire de l'Exercice 2009	-385 181.07
Affectation du résultat bénéficiaire de l'Exercice 2010	102 508.04
<b>Total</b>	<b>152 871.68</b>

PROVISION POUR PERTES DE CHANGE	
Provision pour perte de change	4 553.62

COMPTES COURANTS CREDITEURS	
Gertrude/miane	4 230.60

FOURNISSEURS - FACTURES NON PARVENUES				
		HT	TVA	TTC
CAGEC-AUDIT	honoraires 2011	10 900.00	2 136.40	13 036.40
Radiospare	règlement sans facture	225.35	44.17	269.52
Orange		35.00	6.86	41.86
Petit Jean	marchandises	2 482.00	486.47	2 968.47
France EC	location de voiture	141.17	27.67	168.84
Aslease		407.00	79.77	486.77
KPMG	honoraires 2011	10 700.00	2 097.20	12 797.20
SFR	consommation décembre 2011	1 835.24	359.71	2 194.95
<b>Total</b>		<b>26 725.76</b>	<b>5 238.25</b>	<b>31 964.01</b>

REMUNERATIONS DUES	
Salaires versés en 2012	3 540.20

<b>DETTES PROVISIONNEES POUR CONGES A PAYER</b>	
Salariés Gertrude	252 939.38

<b>ORGANISMES SOCIAUX</b>	
URSSAF	84 583.00
ASSEDIC	13 619.00
RAFP	795.61
CIPS	22 861.00
GAN - Prévoyance	10 809.00
CRICA	29 788.00
Charges sociales sur provision congés payés	126 445.17
GAN - Mutuelle	8 456.00
<b>Total</b>	<b>297 356.78</b>

<b>ETAT - TVA A DECAISSER</b>	
TVA à payer ressortant de la déclaration déposée au titre du mois de décembre 2011	55 470.00

ETAT - IMPOTS ET TAXES A PAYER	
<b>Participation Investissement Construction</b>	
Année 2011	5 654.49
<b>Participation Formation Continue</b>	
Fongecif	2 423.36
Fafiec	17 592.07
	20 015.43
<b>Taxe d'apprentissage</b>	
Année 2011	8 525.04
<b>Charges fiscales sur provision congés payés</b>	6 905.24
<b>Contribution sociale de solidarité</b>	
Année 2011	7 338.26
<b>Taxe sur les véhicules de tourisme et de sociétés</b>	
4ème Trimestre 2011	2 467.00
<b>Total</b>	<b>50 905.46</b>

CREDITEURS DIVERS	
Frais 2010 M.E.Franceries	5 949.11
Provision frais 2011 M.E.Franceries	6 000.00
Frais 12/2011 M.Hanot	596.21
Frais 12/11 M.Lovat	267.13
Solde Frais 11/11 M.Vicens	3.00
Frais 12/11 M.Lacoste	44.99
<b>Total</b>	<b>12 860.44</b>

CHARGES DIVERSES A PAYER	
<b>2003</b>	
Frais consortium Semex Monterrey 01,02,03,05,09/2003	10 452.93
<b>2007</b>	
Provision frais 2007 Consortium Semex / Gertrude	312.56
<b>2010</b>	
Provision frais 2010 Consortium Semex / Gertrude	12 418.14
Commissions 2010 M. Laparra sur factures Monterrey encaissées au 31/12/11	8 977.22
Commissions 2011 M. Laparra sur factures Monterrey encaissées au 31/12/11	7 890.05
<b>2011</b>	
Provision frais 2011 Consortium Semex / Gertrude	20 418.19
<b>Marché Casablanca</b>	
Provision commissions M.Laparra et Aqua	4 800.00
<b>Marché Pologne</b>	
Provision commissions M.Nuta	18 710.00
<b>Total</b>	<b>83 979.09</b>

**SAEM GERTRUDE**

<b>PRODUITS CONSTATES D'AVANCE</b>	
Alger	37 128.40

<b>ECART CONVERSION PASSIF</b>	
Variation de change sur les charges à payer	2 290.66

<b>PRODUITS EXCEPTIONNELS</b>		
<b>Sur Opérations sur exercices antérieurs</b>		
Solde fournisseurs	2 314.57	
CVAE 2010	465.00	
Annulation écart de règlement	1 248.25	
	4 027.82	4 027.82
<b>Sur Opérations en capital</b>		
Annulation excédent retenue de garantie		676.41
<b>Total</b>		<b>4 704.23</b>

<b>CHARGES EXCEPTIONNELLES</b>		
<b>Sur Opérations de Gestion</b>		
Indemnités déménagement		1 520.00
<b>Sur Opérations en capital</b>		
Remboursement de frais	341.00	
Perte de tickets restaurant	303.50	
	644.50	644.50
<b>Total</b>		<b>2 164.50</b>

RESULTAT FISCAL		
<b>Résultat Comptable</b>		130 779.38
<b>Réintégrations</b>		
Impôt sur les Bénéfices	36 331.00	
Amortissements non déductibles des véhicules	4 795.06	
Taxe sur les véhicules de tourisme	10 793.00	
Contribution Sociale de Solidarité 2011	7 338.26	
Investissement Construction 2011	5 654.49	
Provision pour intéressement	8 795.00	
Provision pour perte de change	4 553.62	
Amendes et pénalités	275.00	
Ecarts de conversion passif 2011	2 290.66	
Ecarts de conversion actif 2010	7 298.39	
	88 124.48	88 124.48
<b>Déductions</b>		
Contribution Sociale de Solidarité 2010	6 453.00	
Reprise provision pour perte de change	7 298.46	
Investissement Construction 2010	7 106.00	
Ecarts de conversion actif 2011	4 553.62	
Ecarts de conversion passif 2010	1 893.03	
	27 304.11	-27 304.11
<b>Résultat fiscal avant imputation des déficits reportables</b>		191 599.75
<b>Déficits antérieurs imputés sur les résultats de l'exercice</b>		-61 631.00
<b>Résultat fiscal</b>		129 968.75

IMPOSITION			
	Base	Taux	Montant
Impôt sur les Bénéfices			
Taux réduit jusqu'à 38 120 €	38 120	15.00%	5 718
Taux normal	91 849	33.33%	30 613
			36 331
	129 969		0
<b>Total</b>	<b>Total</b>		36 331

**ETATS DE GESTION**

**SOLDES INTERMÉDIAIRES DE GESTION**

Du 01/01/2011 au 31/12/2011

	Du 01/01/11 Au 31/12/11	en %	Du 01/01/10 Au 31/12/10	en %	Variation	
					en valeur	en %
<b>CHIFFRE D'AFFAIRES</b>	<b>3 820 119.85</b>	<b>100.00</b>	<b>4 522 884.45</b>	<b>100.00</b>	<b>-702 764.60</b>	<b>-15.54</b>
Ventes de marchandises - Coût d'achat des marchandises vendues						
<b>MARGE COMMERCIALE</b>						
Production vendue (biens et services) + / - Production stockée + Production immobilisée	3 820 119.85	100.00	4 522 884.45	100.00	-702 764.60	-15.54
<b>PRODUCTION DE L'EXERCICE</b>	<b>3 820 119.85</b>	<b>100.00</b>	<b>4 522 884.45</b>	<b>100.00</b>	<b>-702 764.60</b>	<b>-15.54</b>
<b>CHIFFRE D'ACTIVITÉ</b>	<b>3 820 119.85</b>	<b>100.00</b>	<b>4 522 884.45</b>	<b>100.00</b>	<b>-702 764.60</b>	<b>-15.54</b>
- Matières premières	106 867.30	2.80	360 360.77	7.97	-253 493.47	-70.34
- Sous-traitance (directe)	467 249.41	12.23	1 042 557.35	23.05	-575 307.94	-55.18
<b>MARGE DE PRODUCTION</b>	<b>3 246 003.14</b>	<b>84.97</b>	<b>3 119 966.33</b>	<b>68.98</b>	<b>126 036.81</b>	<b>4.04</b>
<b>MARGE BRUTE TOTALE</b>	<b>3 246 003.14</b>	<b>84.97</b>	<b>3 119 966.33</b>	<b>68.98</b>	<b>126 036.81</b>	<b>4.04</b>
- Autres achats	24 003.18	0.63	17 403.80	0.38	6 599.38	37.92
- Charges externes	836 339.16	21.89	767 571.66	16.97	68 767.50	8.96
<b>VALEUR AJOUTÉE PRODUITE</b>	<b>2 385 660.80</b>	<b>62.45</b>	<b>2 334 990.87</b>	<b>51.63</b>	<b>50 669.93</b>	<b>2.17</b>
Subventions d'exploitation						
- Impôts, taxes et versements assimilés	82 337.31	2.16	110 360.88	2.44	-28 023.57	-25.39
- Salaires et traitements	1 260 996.52	33.01	1 501 008.79	33.19	-240 012.27	-15.99
- Charges sociales	625 769.03	16.38	748 685.29	16.55	-122 916.26	-16.42
Total	-1 969 102.86	-51.55	-2 360 054.96	-52.18	390 952.10	16.57
<b>EXCÉDENT BRUT D'EXPL.</b>	<b>416 557.94</b>	<b>10.90</b>	<b>-25 064.09</b>	<b>-0.55</b>	<b>441 622.03</b>	
Reprises sur dépréciations, provisions, amorts	1 148.16	0.03			1 148.16	
+ Transferts de charges d'exploitation	39 359.16	1.03	77 570.70	1.72	-38 211.54	-49.26
+ Autres produits d'exploitation	252.78	0.01	851.08	0.02	-598.30	-70.30
- Dotations amortissements et dépréciations	202 073.32	5.29	27 310.87	0.60	174 762.45	639.90
- Autres charges d'exploitation	1 494.77	0.04	1 147.89	0.03	346.88	30.22
Total	-162 807.99	-4.26	49 963.02	1.10	-212 771.01	-425.86
<b>RÉSULTAT D'EXPLOITATION</b>	<b>253 749.95</b>	<b>6.64</b>	<b>24 898.93</b>	<b>0.55</b>	<b>228 851.02</b>	<b>919.12</b>
Opérations en commun						
+ Produits financiers	174 915.24	4.58	54 697.88	1.21	120 217.36	219.78
- Charges financières	255 985.25	6.70	179 507.10	3.97	76 478.15	42.60
<b>RÉSULTAT COURANT</b>	<b>172 679.94</b>	<b>4.52</b>	<b>-99 910.29</b>	<b>-2.21</b>	<b>272 590.23</b>	<b>272.83</b>
+ Produits exceptionnels (1)	5 389.94	0.14	16 345.00	0.36	-10 955.06	-67.02
- Charges exceptionnelles (2)	2 164.50	0.06	3 608.67	0.08	-1 444.17	-40.02
- Participation des salariés	8 795.00	0.23			8 795.00	
- Impôt sur les bénéfices (IS)	36 331.00	0.95	-189 682.00	-4.19	226 013.00	119.15
Total	-41 900.56	-1.10	202 418.33	4.48	-244 318.89	-120.70
<b>RÉSULTAT EXERCICE</b>	<b>130 779.38</b>	<b>3.42</b>	<b>102 508.04</b>	<b>2.27</b>	<b>28 271.34</b>	<b>27.58</b>
(1) dont produits cessions éléments cédés			13 100.00		-13 100.00	-100.00
(2) dont valeurs comptables éléments cédés			346.47		-346.47	-100.00

**CAPACITÉ D'AUTOFINANCEMENT**

Du 01/01/2011 au 31/12/2011

	Exercice du 01/01/11 au 31/12/11	Exercice N-1 01/01/10 au 31/12/10
<b>EXCÉDENT BRUT D'EXPLOITATION</b>	<b>416 557.94</b>	<b>-25 064.09</b>
+ Transferts de charges d'exploitation	39 359.16	77 570.70
+ Autres produits d'exploitation	252.78	851.08
- Autres charges d'exploitation	1 494.77	1 147.89
+ Quotes-parts de résultat sur opérations faites en commun		
+ Produits financiers	174 915.24	54 697.88
- Reprises sur Provisions financières	169 470.86	25 038.29
- Charges financières	255 985.25	179 507.10
+ Dotations aux amortissements, dépréciations et provisions financières	23 807.29	157 261.69
+ Produits exceptionnels	5 389.94	16 345.00
- Produits des cessions d'éléments d'actif		13 100.00
- Subventions d'investissement rapportées au résultat		
- Reprises sur dépréciation ou provisions exceptionnelles		
- Charges exceptionnelles	2 164.50	3 608.67
+ Valeur comptable des immobilisations cédées		346.47
+ Dotations aux amortissements, dépréciations et provisions exceptionnelles		
- Participation des salariés aux résultats d'entreprise	8 795.00	
- Impôts sur les bénéfices	36 331.00	-189 682.00
<b>CAPACITÉ D'AUTOFINANCEMENT</b>	<b>186 040.97</b>	<b>249 288.78</b>
- Dotations aux amortissements, dépréciations et provisions	225 880.61	184 572.56
+ Reprises sur amortissements et provisions	170 619.02	25 038.29
+ Résultat sur cessions d'éléments d'actif immobilisés		12 753.53
+ Subventions d'investissement rapportées au résultat		
<b>RÉSULTAT NET COMPTABLE</b>	<b>130 779.38</b>	<b>102 508.04</b>

**TB RÉSULTATS SUR 5 ANS**

Du 01/01/2011 au 31/12/2011

NATURE DES INDICATIONS	Exercice 2011	Exercice 2010	Exercice 2009	Exercice 2008	Exercice 2007
<b><u>I - Capital en fin d'exercice</u></b>					
- Capital social .....	594 551	594 551	594 551	594 551	594 551
- Nombre des actions ordinaires existantes (A) .....		3 000	3 000	3 000	3 000
- Nombre des actions à dividende prioritaire (sans droit de vote existantes) .....					
- Nombre maximal d'actions futures à créer :					
. par conversion d'obligations .....					
. par exercice de droits de souscription .....					
<b><u>II - Opérations et résultat de l'exercice</u></b>					
- Chiffre d'affaires hors taxes .....	3 820 120	4 522 884	4 248 788	3 880 142	4 934 039
- Résultat avant impôts (B), participation des salariés, dotations et reprises sur amortissements, dépréciations, provisions.....	231 167	72 360	-737 880	-44 928	463 913
- Impôts sur les bénéfices .....	36 331	-189 682		3 213	201 158
- Participation des salariés due au titre de l'exercice .....	8 795				
- Résultat net (C) .....	130 779	102 508	-385 181	-9 994	
- Dotations et reprises sur amortissements, dépréciations, provisions .....	55 262	159 534			
- Résultat distribué (D) .....					
<b><u>III - Résultat par action</u></b>					
- Résultat avant impôts, participation des salariés et dotations et reprises sur amortissements, dépréciations, provisions = (B) / (A) .....		24.12	-245.96	-14.98	154.64
- Résultat après impôts, participation des salariés mais avant dotations et reprises sur amortissements, dépréciations, provisions .....		87.35	-128.39	-3.33	
- Résultat après impôts, participation des salariés et dotations et reprises sur amortissements, dépréciations, provisions = (C) / (A) .....		34.17	-128.39	-3.33	
- Dividende attribué à chaque action = (D) / (A)					
<b><u>IV - Personnel</u></b>					
- Effectif moyen des salariés employés pendant l'exercice .....	27	36	46	45	44
- Montant de la masse salariale de l'exercice .....	1 260 997	1 501 009	1 861 362	1 752 292	1 980 444
- Montant des sommes versées au titre des avantages sociaux de l'exercice (sécurité sociale, oeuvres sociales) .....	625 769	748 685	903 470	846 924	832 945

**IMPRIMES FISCAUX**

Exercice ouvert le 01/01/11 et clos le 31/12/11

Régime simplifié d'imposition

Déclaration souscrite pour le résultat d'ensemble du groupe

Régime réel normal

Adresse du service où doit être déposée cette déclaration  
SIE BORDEAUX AMONT  
RUE JULES FERRY  
33090 BORDEAUX CEDEX

Adresse du déclarant (quand celle-ci est différente de l'adresse du destinataire) et/ou adresse du siège social si elle est différente du principal établissement :

**A IDENTIFICATION**

SAEM GERTRUDE  
9 Rue de Segur  
33000 BORDEAUX  
651 308885 32152308600023  
Insp., IFU N° dossier N° Siret

**B ACTIVITÉ**

Activités exercées (souligner l'activité principale) :  
Ingénierie, études techniques  
Si vous avez changé d'activité, cochez la case

Préciser éventuellement : l'ancienne adresse en cas de changement :  
le téléphone : 0556993020

**C RÉCAPITULATION DES ÉLÉMENTS D'IMPOSITION (cf. page 4)**

**1 Résultat fiscal**  
Bénéfice imposable au taux de 33 1/3% : 91 847  
Bénéfice imposable au taux de 15% : 38 120  
DÉFICIT (report de la ligne XO du 2058A ou 372 du 2033B) :

**2 Plus-values**  
Plus-values à long terme imposables au taux de 15% :  
Résultat net de la concession de licences d'exploitation de brevets au taux de 15 % (ligne 17 du tableau n°2059-A ou 591 du 2033-C) (sous déduction du montant imposé à 15 % du cadre 1) :  
Plus-values à long terme imposables au taux de 19% :  
Autres plus-values imposables au taux de 19% :  
Plus-values à long terme imposables au taux de 0% :  
Plus-values exonérées art. 238 *quinquies* :

**3 Abattements et exonérations notamment en faveur des entreprises nouvelles ou implantées en zones d'entreprises ou zones franches.** (cocher la case selon le cas). Ces montants ne doivent pas être retranchés des résultats mentionnés en C-1 et C-2  
Entreprises nouvelles art. 44 *sexies*  Jeunes entreprises innovantes  Zones franches urbaines  Zone franche Corse  Pôle de compétitivité   
Entreprises nouvelles art. 44 *septies*  Zones franches d'activités art. 44 *quaterdecies*  Autres dispositifs  Zone de restructuration de la défense art. 44 *terdecies*   
Sociétés d'investissements immobiliers cotés  Bénéfice ou déficit exonéré (indiquer + ou - selon le cas) : Plus-values exonérées relevant du taux de 15% :

**D IMPUTATIONS (cf. page 4)** Les crédits d'impôt indiqués aux 1 et 2 ci-dessous ne sont imputables que pour partie s'ils n'ont pas été comptabilisés par l'entreprise (66,66 %).

**1. Au titre des revenus mobiliers de source française ou étrangère, ayant donné lieu à la délivrance d'un certificat de crédit d'impôt**  
Impôt déjà versé au Trésor (Crédit d'impôt) indiqué sur les certificats joints au relevé de solde d'impôt sur les sociétés ou afférent aux primes de remboursement :  
**2. Au titre des revenus auxquels est attaché, en vertu d'une convention fiscale conclue avec un Etat étranger, un territoire ou une collectivité territoriale d'Outre-Mer, un crédit d'impôt représentatif de l'impôt de cet Etat, territoire ou collectivité** Total figurant en cartouche au cadre VII de l'imprimé n° 2066 :

**E CONTRIBUTION ANNUELLE SUR LES REVENUS LOCATIFS (cf. page 4)** Recettes nettes soumises à la contribution 2,50 % :

**E Bis COTISATION SUR LA VALEUR AJOUTÉE DES ENTREPRISES (pour les entreprises dont le chiffre d'affaires est supérieur à 152 500 €HT)**

Pour les entreprises mono établissements et n'employant pas de salariés exerçant une activité de plus de 3 mois dans plusieurs communes (Chantiers, Missions,...), en cochant cette case vous êtes dispensé de déposer une 1330-CVAE.   
Valeur ajoutée de référence : 2 517 800 Chiffre d'affaires de référence : 3 860 165  
Date de cessation de l'activité soumise à la CVAE :  
Pour le calcul de la valeur ajoutée et du chiffre d'affaires, se reporter à la notice de la 1330-CVAE

Facilitez-vous l'impôt et faites vos démarches sur internet avec le site [www.impots.gouv.fr](http://www.impots.gouv.fr)

CGA  Viseur conventionné  CAGEC AUDIT 68 cours Marc Nouaux 33000 BORDEAUX  
Nom, adresse, téléphone, télécopie : 05.56.52.14.64  
- Professionnel de l'expertise comptable :  
- Conseil :  
- CGA :  
- N° d'agrément du CGA : [ ] [ ] [ ] [ ] [ ] [ ] [ ] [ ] [ ] [ ]

À BORDEAUX le 10/04/12  
Signature et qualité du déclarant E.Francerie Dirigeant



(A ne remplir que sur les exemplaires "en continu")

Désignation de l'entreprise **SAEM GERTRUDE**  
et Date de clôture de l'exercice **31/12/11**

H AFFECTATION DES VOITURES DE TOURISME			figurant à l'actif de l'entreprise ou dont celle-ci a assumé les frais d'entretien. Si ce cadre est insuffisant, joindre un état du même modèle.		
Voitures affectées aux dirigeants ou aux cadres			Voitures utilisées pour les besoins généraux de l'exploitation		
Caractéristiques marque et puissance	Nom, qualité et adresse de la personne à laquelle la voiture est affectée	Propriétaire (P) ou non propriétaire (NP)	Caractéristiques marque et puissance	Service auquel la voiture est affectée	Propriétaire (P) ou non propriétaire (NP)

**I DIVERS** NOM ET ADRESSE DU PROPRIÉTAIRE DU FONDS (en cas de gérance libre)

ADRESSES DES AUTRES ÉTABLISSEMENTS (Si le cadre est insuffisant, joindre un état du même modèle)

**J CADRE NE CONCERNANT QUE LES ENTREPRISES PLACÉES SOUS LE RÉGIME SIMPLIFIÉ D'IMPOSITION**

<b>RÉMUNÉRATIONS</b>	Montant brut des salaires, <b>abstraction faite des sommes comprises dans les DADS et versées aux apprentis sous contrat et aux handicapés, figurant sur la DADS 1 ou modèle 2460 de 2011</b> , montant total des bases brutes fiscales inscrites dans la colonne 18 A. Ils doivent être majorés, le cas échéant, des indemnités exonérées de la taxe sur les salaires, telles notamment les sommes portées dans la colonne 20 C au titre de la contribution de l'employeur à l'acquisition des chèques-vacances par les salariés.	
	Rétrocessions d'honoraires, de commissions et de courtages	

**K CE CADRE NE CONCERNE QUE LES ENTREPRISES PLACÉES SOUS LE RÉGIME SIMPLIFIÉ D'IMPOSITION MOINS-VALUES À LONG TERME (MVLТ) (voir les explications figurant page 10 sur la notice n° 2033-NOT, n° 2033-C, cadre III)**

	Taux de 15 % (art. 219 I a ter et a quater du CGI)
MVLT restant à reporter à l'ouverture de l'exercice	
MVLT imputée sur les PVLТ de l'exercice	
MVLT réalisée au cours de l'exercice	
MVLT restant à reporter	

**L RÉGIME FISCAL DES GROUPES DE SOCIÉTÉS**

Les entreprises placées sous le régime des groupes de sociétés, doivent déposer cette déclaration en deux exemplaires (Articles 223A à U du CGI)

- Date d'entrée dans le groupe de la société déclarante

- Résultat fiscal de cette société déterminé comme si elle n'était pas membre du groupe (report du résultat figurant sur le tableau n° 2058 A bis)

bénéfice ou déficit (indiquer + ou - selon le cas) <input style="width: 100px;" type="text"/>	plus ou moins-values à long terme imposables au taux de 15 %	<input style="width: 100px;" type="text"/>
plus ou moins-values à long terme afférentes à des cessions de titre de sociétés à prépondérance immobilière cotées et imposables aux taux de 19 % <input style="width: 100px;" type="text"/>		
Chiffre d'affaires TTC <input style="width: 100px;" type="text"/>	plus ou moins-values à long terme imposable au taux de 0 %	<input style="width: 100px;" type="text"/>

- Pour les sociétés filiales, désignation, adresse du lieu d'imposition et n° d'identification de la société mère.

N° SIRET

Désignation de l'entreprise : <u>SAEM GERTRUDE</u>		Durée de l'exercice exprimée en nombre de mois* <u>12</u>			
Adresse de l'entreprise <u>9 Rue de Segur 33000 BORDEAUX</u>		Durée de l'exercice précédent* <u>12</u>			
Numéro SIRET* <u>3 2 1 5 2 3 0 8 6 0 0 0 2 3</u>			Néant <input type="checkbox"/> *		
		Exercice N clos le, <u>31/12/2011</u>			
		N - 1 <u>31/12/2010</u>			
		Brut 1	Amortissements, provisions 2		
		Net 3			
		Net 4			
Capital souscrit non appelé (I) AA					
IMMOBILISATIONS INCORPORELLES	Frais d'établissement* AB		AC		
	Frais de développement* CX	22 968	CQ 22 968		
	Concessions, brevets et droits similaires AF	38 084	AG 38 084	65	
	Fonds commercial (1) AH		AI		
	Autres immobilisations incorporelles AJ		AK		
	Avances et acomptes sur immobilisations incorporelles AL		AM		
	Terrains AN		AO		
	Constructions AP		AQ		
	Installations techniques, matériel et outillage industriels AR	12 082	AS 8 514	3 567	2 561
	Autres immobilisations corporelles AT	223 544	AU 218 560	4 984	4 238
	Immobilisations en cours AV		AW		
	Avances et acomptes AX		AY		
	Participations évaluées selon la méthode de mise en équivalence CS		CT		
	Autres participations CU		CV		
	Créances rattachées à des participations BB		BC		
	Autres titres immobilisés BD	37 188	BE 25 584	11 604	9 296
Prêts BF		BG			
Autres immobilisations financières* BH	6 974	BI	6 974	5 346	
TOTAL (II) BJ	340 840	BK 313 711	27 129	21 507	
STOCKS*	Matières premières, approvisionnements BL		BM		
	En cours de production de biens BN		BO		
	En cours de production de services BP		BQ		
	Produits intermédiaires et finis BR	296 254	BS 296 254	403 121	
	Marchandises BT		BU		
	Avances et acomptes versés sur commandes BV		BW		
CRÉANCES	Clients et comptes rattachés (3)* BX	1 642 820	BY 282 220	1 360 600	1 971 870
	Autres créances (3) BZ	255 294	CA 19 254	236 041	386 165
	Capital souscrit et appelé, non versé CB		CC		
DIVERS	Valeurs mobilières de placement (dont actions propres : ..... ) CD		CE		
	Disponibilités CF	363 186	CG 363 186	188 973	
Comptes de régularisation	Charges constatées d'avance (3)* CH	37 315	CI 37 315	7 283	
	TOTAL (III) CJ	2 594 870	CK 301 474	2 293 396	2 957 412
	Frais d'émission d'emprunt à étaler (IV) CW				
	Primes de remboursement des obligations (V) CM				
	Ecarts de conversion actif * (VI) CN	4 554		4 554	7 298
TOTAL GENERAL (I à VI) CO	2 940 263	IA 615 184	2 325 079	2 986 217	
Renvois : (1) Dont droit au bail :		(2) Part à moins d'un an des immobilisations financières nettes CP	(3) Part à plus d'un an : CR		
Clause de réserve de propriété* Immobilisations:		Stocks :	Créances:		

Formulaire obligatoire (article 53 A  
du Code général des impôts)

Désignation de l'entreprise		SAEM GERTRUDE		Néant <input type="checkbox"/> *	
		Exercice N		Exercice N - 1	
CAPITAUX PROPRES	Capital social ou individuel (1)* (Dont versé : ..... )	DA	594 551	594 551	
	Primes d'émission, de fusion, d'apport, ...	DB			
	Ecarts de réévaluation (2)* (dont écart d'équivalence <input type="checkbox"/> EK )	DC			
	Réserve légale (3)	DD	59 455	59 455	
	Réserves statutaires ou contractuelles	DE	54 835	54 835	
	Réserves réglementées (3)* (Dont réserve spéciale des provisions pour fluctuation des cours <input type="checkbox"/> B1 )	DF			
	Autres réserves (Dont réserve relative à l'achat d'oeuvres originales d'artistes vivants * <input type="checkbox"/> EJ )	DG			
	Report à nouveau	DH	152 872	50 364	
	<b>RÉSULTAT DE L'EXERCICE (bénéfice ou perte)</b>	DI	130 779	102 508	
	Subventions d'investissement	DJ			
	Provisions réglementées *	DK			
<b>TOTAL (I)</b>		DL	992 492	861 713	
Autres fonds propres	Produit des émissions de titres participatifs	DM			
	Avances conditionnées	DN			
	<b>TOTAL (II)</b>		DO		
Provisions pour risques et charges	Provisions pour risques	DP	4 554	7 298	
	Provisions pour charges	DQ			
	<b>TOTAL (III)</b>		DR	4 554	7 298
DETTES (4)	Emprunts obligataires convertibles	DS			
	Autres emprunts obligataires	DT			
	Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit (5)	DU		193 843	
	Emprunts et dettes financières divers (Dont emprunts participatifs <input type="checkbox"/> EI )	DV	4 231	4 231	
	Avances et acomptes reçus sur commandes en cours	DW			
	Dettes fournisseurs et comptes rattachés	DX	224 614	813 147	
	Dettes fiscales et sociales	DY	812 399	991 721	
	Dettes sur immobilisations et comptes rattachés	DZ			
Autres dettes	EA	247 370	69 876		
Compte régul.	Produits constatés d'avance (4)	EB	37 128	42 493	
<b>TOTAL (IV)</b>		EC	1 325 742	2 115 313	
Ecarts de conversion passif * (V)		ED	2 291	1 893	
<b>TOTAL GÉNÉRAL (I à V)</b>		EE	2 325 079	2 986 217	
RENVOIS	(1) Écart de réévaluation incorporé au capital	1B			
	(2) Dont { Réserve spéciale de réévaluation (1959) Ecart de réévaluation libre Réserve de réévaluation (1976)	1C			
		1D			
		1E			
	(3) Dont réserve spéciale des plus-values à long terme *	EF			
(4) Dettes et produits constatés d'avance à moins d'un an	EG	1 325 742	2 115 313		
(5) Dont concours bancaires courants, et soldes créditeurs de banques et CCP	EH		193 843		

\* Des explications concernant cette rubrique sont données dans la notice n° 2032

Désignation de l'entreprise : SAEM GERTRUDE							Néant <input type="checkbox"/> *	
		Exercice N					Exercice (N-1)	
		France		Exportations et livraisons intracommunautaires		Total		
PRODUITS D'EXPLOITATION	Ventes de marchandises *	FA		FB		FC		
	Production vendue { biens * services *	FD		FE		FF		
		FG	2 976 206	FH	843 914	FI	3 820 120	4 522 884
	Chiffres d'affaires nets *	FJ	2 976 206	FK	843 914	FL	3 820 120	4 522 884
	Production stockée *					FM		
	Production immobilisée *					FN		
	Subventions d'exploitation					FO		
	Reprises sur amortissements et provisions, transfert de charges * (9)					FP	40 507	77 571
	Autres Produits (1) (11)					FQ	253	851
	Total des produits d'exploitation (2) (I)					FR	3 860 880	4 601 306
CHARGES D'EXPLOITATION	Achats de marchandises (y compris droits de douane) *				FS			
	Variation de stock (marchandises) *				FT			
	Achats de matières premières et autres approvisionnements (y compris droits de douane) *				FU			
	Variation de stock (matières premières et approvisionnements) *				FV	106 867	360 361	
	Autres achats et charges externes (3) (6 bis) *				FW	1 327 592	1 827 533	
	Impôts, taxes et versements assimilés *				FX	82 337	110 361	
	Salaires et traitements *				FY	1 260 997	1 501 009	
	Charges sociales (10)				FZ	625 769	748 685	
	DOTATIONS D'EXPLOITATION	Sur immobilisations	- dotations aux amortissements *		GA	4 504	3 458	
			- dotations aux provisions		GB			
		Sur actif circulant : dotations aux provisions*		GC	197 570	23 853		
		Pour risques et charges : dotations aux provisions		GD				
	Autres charges (12)				GE	1 495	1 148	
	Total des charges d'exploitation (4) (II)					GF	3 607 130	4 576 407
<b>1 - RÉSULTAT D'EXPLOITATION (I - II)</b>					GG	253 750	24 899	
Opérations en commun	Bénéfice attribué ou perte transférée *				GH			
	Perte supportée ou bénéfice transféré *				GI			
PRODUITS FINANCIERS	Produits financiers de participations (5)				GJ			
	Produits des autres valeurs mobilières et créances de l'actif immobilisé (5)				GK			
	Autres intérêts et produits assimilés (5)				GL	338	1 104	
	Reprises sur provisions et transferts de charges				GM	169 471	25 038	
	Différences positives de change				GN	5 107	28 556	
	Produits nets sur cessions de valeurs mobilières de placement				GO			
Total des produits financiers (V)					GP	174 915	54 698	
CHARGES FINANCIÈRES	Dotations financières aux amortissements et provisions *				GQ	23 807	157 262	
	Intérêts et charges assimilées (6)				GR	231 254	21 858	
	Différences négatives de change				GS	924	388	
	Charges nettes sur cessions de valeurs mobilières de placement				GT			
Total des charges financières (VI)					GU	255 985	179 507	
<b>2 - RÉSULTAT FINANCIER (V - VI)</b>					GV	-81 070	-124 809	
<b>3 - RÉSULTAT COURANT AVANT IMPÔTS (I - II + III - IV + V - VI)</b>					GW	172 680	-99 910	

(RENOIS : voir tableau n° 2053) \* Des explications concernant cette rubrique sont données dans la notice n°2032



(Ne pas reporter le montant des centimes)\*

EXEMPLAIRE A CONSERVER PAR LE DECLARANT

Copyright Groupe ISA (2012) ISACOMPTA

Désignation de l'entreprise SAEM GERTRUDE										Néant <input type="checkbox"/> *			
CADRE A		IMMOBILISATIONS				Valeur brute des immobilisations au début de l'exercice		Augmentations					
						1		2		3			
								Consécutives à une réévaluation pratiquée au cours de l'exercice ou résultant d'une mise en équivalence		Acquisitions, créations, apports et virements de poste à poste			
INCORP.	Frais d'établissement et de développement				TOTAL I	CZ	22 968	D8		D9			
	Autres postes d'immobilisations incorporelles				TOTAL II	KD	38 084	KE		KF			
CORPORELLES	Terrains					KG		KH		KI			
	Constructions	Sur sol propre	[ Dont Composants	L9		KJ		KK		KL			
		Sur sol d'autrui	[ Dont Composants	M1		KM		KN		KO			
	Installations générales, agencements et aménagements des constructions *		[ Dont Composants	M2		KP		KQ		KR			
	Installations techniques, matériel et outillage industriels		[ Dont Composants	M3		KS	9 818	KT		KU	2 264		
	Autres immobilisations corporelles	Installations générales, agencements, aménagements divers *				KV	2 866	KW		KX			
		Matériel de transport *				KY	16 371	KZ		LA			
		Matériel de bureau et mobilier informatique				LB	200 381	LC		LD	3 926		
	Emballages récupérables et divers *				LE		LF		LG				
	Immobilisations corporelles en cours					LH		LI		LJ			
	Avances et acomptes					LK		LL		LM			
	TOTAL III					LN	229 436	LO		LP	6 190		
FINANCIERES	Participations évaluées par mise en équivalence					8G		8M		8T			
	Autres participations					8U		8V		8W			
	Autres titres immobilisés					1P	35 090	1R		1S	29 986		
	Prêts et autres immobilisations financières					1T	5 346	1U		1V	1 628		
	TOTAL IV					LQ	40 436	LR		LS	31 614		
TOTAL GENERAL (I + II + III + IV)					ØG	330 923	ØH		ØJ	37 804			
CADRE B		IMMOBILISATIONS				Diminutions				Valeur brute des immobilisations à la fin de l'exercice			
						par virements de poste à poste		par cessions à des tiers ou mises hors service ou résultant d'une mise en équivalence		Réévaluation légale * ou évaluation par mise en équivalence			
						1		2		3			
										Valeur d'origine des immobilisations en fin d'exercice			
										4			
INCORP.	Frais d'établissement et de développement				TOTAL I	IN		CØ		DØ	22 968	D7	
	Autres postes d'immobilisations incorporelles				TOTAL II	IO		LV		LW	38 084	1X	
CORPORELLES	Terrains					IP		LX		LY		LZ	
	Constructions	Sur sol propre			IQ		MA		MB		MC		
		Sur sol d'autrui			IR		MD		ME		MF		
		Inst. gales, agencés et am. des constructions			IS		MG		MH		MI		
	Installations techniques, matériel et outillage industriels					IT		MJ		MK	12 082	ML	
	Autres immobilisations corporelles	Inst. gales., agencés, aménagements divers			IU		MM		MN		MO	2 866	
		Matériel de transport			IV		MP		MQ		MR	16 371	
		Matériel de bureau et informatique, mobilier			IW		MS		MT		MU	204 307	
		Emballages récupérables et divers *			IX		MV		MW		MX		
	Immobilisations corporelles en cours					MY		MZ		NA		NB	
	Avances et acomptes					NC		ND		NE		NF	
	TOTAL III					IY		NG		NH	235 626	NI	
FINANCIERES	Participations évaluées par mise en équivalence					IZ		ØU		M7		ØW	
	Autres participations					IØ		ØX		ØY		ØZ	
	Autres titres immobilisés					I1		2B	27 887	2C	37 188	2D	
	Prêts et autres immobilisations financières					I2		2E		2F	6 974	2G	
	TOTAL IV					I3		NJ	27 887	NK	44 162	2H	
TOTAL GÉNÉRAL (I + II + III + IV)					I4		ØK	27 887	ØL	340 840	ØM		

\*Des explications concernant cette rubrique sont données dans la notice n° 2032

5 bis

**TABLEAU DES ÉCARTS DE RÉÉVALUATION SUR IMMOBILISATIONS AMORTISSABLES**

D.G.F.I.P N° 2054 bis

Formulaire obligatoire (article 53 A du Code général des impôts.)

Exercice N clos le 31/12/2011

Les entreprises ayant pratiqué la **réévaluation légale** de leurs **immobilisations amortissables** (art. 238 bis J du CGI) doivent joindre ce tableau à leur déclaration jusqu'à (et y compris) l'exercice au cours duquel la provision spéciale (col.6) devient nulle.

Désignation de l'entreprise : SAEM GERTRUDE Néant  \*

CADRE A	Détermination du montant des écarts (col.1 - col.2) (1)		Utilisation de la marge supplémentaire d'amortissement			Montant de la provision spéciale à la fin de l'exercice [(col.1 - col.2) - col.5 (5)] 6
	Augmentation du montant brut des immobilisations 1	Augmentation du montant des amortissements 2	Au cours de l'exercice		Montant cumulé à la fin de l'exercice (4) 5	
			Montant des suppléments d'amortissement (2) 3	Fraction résiduelle correspondant aux éléments cédés (3) 4		
1 Concessions, brevets et droits similaires						
2 Fonds commercial						
3 Terrains						
4 Constructions						
5 Installations techniques mat. et out. industriels						
6 Autres immobilisations corporelles						
7 Immobilisations en cours						
8 Participations						
9 Autres titres immobilisés						
10 <b>TOTAUX</b>						

- (1) Les augmentations du montant brut et des amortissements à inscrire respectivement aux colonnes 1 et 2 sont celles qui ont été apportées au montant des immobilisations amortissables réévaluées dans les conditions définies à l'article 238 bis J du code général des impôts et figurant à l'actif de l'entreprise au début de l'exercice. Le montant des écarts est obtenu en soustrayant des montants portés colonne 1, ceux portés colonne 2.
- (2) Porter dans cette colonne le supplément de dotation de l'exercice aux comptes d'amortissement (compte de résultat) consécutif à la réévaluation.
- (3) Cette colonne ne concerne que les immobilisations réévaluées cédées au cours de l'exercice. Il convient d'y reporter, l'année de la cession de l'élément, le solde non utilisé de la marge supplémentaire d'amortissement.
- (4) Ce montant comprend :
  - a) le montant total des sommes portées aux colonnes 3 et 4;
  - b) le montant cumulé à la fin de l'exercice précédent, dans la mesure où ce montant correspond à des éléments figurant à l'actif de l'entreprise au début de l'exercice.
- (5) Le montant total de la provision spéciale en fin d'exercice est à reporter au passif du bilan (tableau n° 2051) à la ligne "Provisions réglementées".

**CADRE B**

**DÉFICITS REPORTABLES AU 31 DÉCEMBRE 1976 IMPUTÉS SUR LA PROVISION SPÉCIALE AU POINT DE VUE FISCAL**

1 - FRACTION INCLUSE DANS LA PROVISION SPÉCIALE AU DÉBUT DE L'EXERCICE.....		
2 - FRACTION RATTACHÉE AU RÉSULTAT DE L'EXERCICE.....	-	
3 - FRACTION INCLUSE DANS LA PROVISION SPÉCIALE EN FIN D'EXERCICE.....	=	

Le cadre B est servi par les seules entreprises qui ont imputé leurs déficits fiscalement reportables au 31 décembre sur la provision spéciale.

Il est rappelé que cette imputation est purement fiscale et ne modifie pas les montants de la provision spéciale figurant au bilan : de même, les entreprises en cause continuent à réintégrer chaque année dans leur résultat comptable le supplément d'amortissement consécutif à la réévaluation.

Ligne 2, inscrire la partie de ce déficit incluse chaque année dans les montants portés aux colonnes 3 et 4 du cadre A. Cette partie est obtenue en multipliant les montants portés aux colonnes 3 et 4 par une fraction dont les éléments sont fixés au moment de l'imputation, le numérateur étant le montant du déficit imputé et le dénominateur celui de la provision.

\* Des explications concernant cette rubrique sont données dans la notice 2032

EXEMPLAIRE A CONSERVER PAR LE DECLARANT

Copyright Groupe ISA (2012) ISACOMPTA

Désignation de l'entreprise SAEM GERTRUDE								Néant <input type="checkbox"/> *		
<b>CADRE A</b>		<b>SITUATIONS ET MOUVEMENTS DE L'EXERCICE DES AMORTISSEMENTS TECHNIQUES (OU VENANT EN DIMINUTION DE L'ACTIF) *</b>								
IMMOBILISATIONS AMORTISSABLES			Montant des amortissements au début de l'exercice		Augmentations : dotations de l'exercice		Diminutions : amortissements afférents aux éléments sortis de l'actif et reprises		Montant des amortissements à la fin de l'exercice	
Frais d'établissement et de développement <b>TOTAL I</b>			CY	22 968	EL		EM		EN	22 968
Autres immobilisations incorporelles <b>TOTAL II</b>			PE	38 018	PF	65	PG		PH	38 084
Terrains			PI		PJ		PK		PL	
Constructions	Sur sol propre		PM		PN		PO		PQ	
	Sur sol d'autrui		PR		PS		PT		PU	
	Inst.générales, agencements et aménagements des constructions		PV		PW		PX		PY	
Installations techniques, matériel et outillage industriels			PZ	7 256	QA	1 258	QB		QC	8 514
Autres immobilisations corporelles	Inst. générales, agencements, aménagements divers		QD	566	QE	287	QF		QG	853
	Matériel de transport		QH	16 206	QI	127	QJ		QK	16 333
Matériel de bureau et informatique, mobilier		QL	198 608	QM	2 767	QN		QO	201 375	
Emballages récupérables et divers		QP		QR		QS		QT		
<b>TOTAL III</b>			QU	222 636	QV	4 438	QW		QX	227 075
<b>TOTAL GENERAL (I + II + III)</b>			ØN	283 623	ØP	4 504	ØQ		ØR	288 126

<b>CADRE B</b>		<b>VENTILATION DES MOUVEMENTS AFFECTANT LA PROVISION POUR AMORTISSEMENTS DÉROGATOIRES</b>									
		DOTATIONS				REPRISES				Mouvement net des amortissements à la fin de l'exercice	
Immobilisations amortissables		Colonne 1 Différentiel de durée et autres	Colonne 2 Mode dégressif	Colonne 3 Amortissement fiscal exceptionnel	Colonne 4 Différentiel de durée et autres	Colonne 5 Mode dégressif	Colonne 6 Amortissement fiscal exceptionnel				
Frais établissements <b>TOTAL I</b>		M9	N1	N2	N3	N4	N5	N6			
Autres Immob. incorporelles <b>TOTAL II</b>		N7	N8	P6	P7	P8	P9	Q1			
Terrains		Q2	Q3	Q4	Q5	Q6	Q7	Q8			
Constructions	Sur sol propre	Q9	R1	R2	R3	R4	R5	R6			
	Sur sol d'autrui	R7	R8	R9	S1	S2	S3	S4			
	Inst. gales, agenc. et am. des const.	S5	S6	S7	S8	S9	T1	T2			
Inst. techniques mat. et outillage		T3	T4	T5	T6	T7	T8	T9			
Autres immobilisations corporelles	Inst. gales, agenc. am. divers	U1	U2	U3	U4	U5	U6	U7			
	Matériel de transport	U8	U9	V1	V2	V3	V4	V5			
	Mat. bureau et inform. mobilier	V6	V7	V8	V9	W1	W2	W3			
	Emballages récup. et divers	W4	W5	W6	W7	W8	W9	X1			
<b>TOTAL III</b>		X2	X3	X4	X5	X6	X7	X8			
Frais d'acquisition de titres de participations <b>TOTAL IV</b>		NL				NM				NO	
<b>Total général (I + II + III+IV)</b>		NP	NQ	NR	NS	NT	NU	NV			
Total général non ventilé (NP+NQ+NR)		NW	Total général non ventilé (NS+NT+NU)			NY	Total général non ventilé (NW-NY)			NZ	

<b>CADRE C</b>		<b>MOUVEMENTS DE L'EXERCICE AFFECTANT LES CHARGES RÉPARTIES SUR PLUSIEURS EXERCICES *</b>			
		Montant net au début de l'exercice	Augmentations	Dotations de l'exercice aux amortissements	Montant net à la fin de l'exercice
Frais d'émission d'emprunt à étaler				Z9	Z8
Primes de remboursement des obligations				SP	SR

\* Des explications concernant cette rubrique sont données dans la notice n° 2032.

EXEMPLAIRE A CONSERVER PAR LE DECLARANT

Copyright Groupe ISA (2012) ISACOMPTA

Formulaire obligatoire (article 53 A  
du Code général des impôts)

Désignation de l'entreprise		SAEM GERTRUDE				Néant <input type="checkbox"/> *			
Nature des provisions		Montant au début de l'exercice 1		AUGMENTATIONS : Dotations de l'exercice 2		DIMINUTIONS : Reprises de l'exercice 3		Montant à la fin de l'exercice 4	
Provisions réglementées	Provisions pour reconstitution des gisements miniers et pétroliers	3T		TA		TB		TC	
	Provisions pour investissement (art. 237 bis A-II)	3U		TD		TE		TF	
	Provisions pour hausse des prix (1) *	3V		TG		TH		TI	
	Amortissements dérogatoires	3X		TM		TN		TO	
	Dont majorations exceptionnelles de 30 %	D3		D4		D5		D6	
	Provisions fiscales pour implantations à l'étranger constituées avant le 1.1.1992*	IA		IB		IC		ID	
	Provisions fiscales pour implantations à l'étranger constituées après le 1.1.1992*	IE		IF		IG		IH	
	Provisions pour prêts d'installation (art. 39 quinquies H du CGI)	IJ		IK		IL		IM	
	Autres provisions réglementées (1)	3Y		TP		TQ		TR	
<b>TOTAL I</b>	3Z		TS		TT		TU		
Provisions pour risques et charges	Provisions pour litiges	4A		4B		4C		4D	
	Provisions pour garanties données aux clients	4E		4F		4G		4H	
	Provisions pour pertes sur marchés à terme	4J		4K		4L		4M	
	Provisions pour amendes et pénalités	4N		4P		4R		4S	
	Provisions pour pertes de change	4T	7 298	4U	4 554	4V	7 298	4W	4 554
	Provisions pour pensions et obligations similaires	4X		4Y		4Z		5A	
	Provisions pour impôts (1)	5B		5C		5D		5E	
	Provisions pour renouvellement des immobilisations *	5F		5H		5J		5K	
	Provisions pour gros entretien et grandes révisions	EO		EP		EQ		ER	
	Provisions pour charges sociales et fiscales sur congés à payer *	5R		5S		5T		5U	
	Autres provisions pour risques et charges (1)	5V		5W		5X		5Y	
<b>TOTAL II</b>	5Z	7 298	TV	4 554	TW	7 298	TX	4 554	
Provisions pour dépréciation	sur immobilisations	- incorporelles	6A		6B		6C		6D
		- corporelles	6E		6F		6G		6H
		- Titres mis en équivalence	Ø2		Ø3		Ø4		Ø5
		- titres de participation	9U		9V		9W		9X
		- autres immobilisations financières (1) *	Ø6	25 794	Ø7		Ø8	209	Ø9
	Sur stocks et en cours	6N		6P		6R		6S	
	Sur comptes clients	6T	85 799	6U	197 570	6V	1 148	6W	282 220
Autres provisions pour dépréciation (1)*	6X	161 963	6Y	19 254	6Z	161 963	7A	19 254	
<b>TOTAL III</b>	7B	273 555	TY	216 823	TZ	163 320	UA	327 058	
<b>TOTAL GENERAL (I + II + III)</b>	7C	280 854	UB	221 377	UC	170 619	UD	331 612	
Dont dotations et reprises	<ul style="list-style-type: none"> <li>- d'exploitation</li> <li>- financières</li> <li>- exceptionnelles</li> </ul>		UE	197 570	UF	1 148			
			UG	23 807	UH	169 471			
			UJ		UK				
Titres mis en équivalence : montant de la dépréciation à la clôture de l'exercice calculé selon les règles prévues à l'article 39-I-5e du C.G.I.								10	
(1) à détailler sur feuillet séparé selon l'année de constitution de la provision ou selon l'objet de la provision. NOTA : Les charges à payer ne doivent pas être mentionnées sur ce tableau mais être ventilées sur l'état détaillé des charges à payer dont la production est prévue par l'article 38 II de l'annexe III au CGI.									

\* Des explications concernant cette rubrique sont données dans la notice n° 2032.

Formulaire obligatoire (article 53 A  
du Code général des impôts)

Désignation de l' entreprise : SAEM GERTRUDE				Néant <input type="checkbox"/> *							
CADRE A		ÉTAT DES CRÉANCES		Montant brut 1		A 1 an au plus 2		A plus d'un an 3			
DE L'ACTIF IMMOBILISÉ	Créances rattachées à des participations		UL		UM		UN				
	Prêts (1) (2)		UP		UR		US				
	Autres immobilisations financières		UT	6 974	UV		UW	6 974			
DE L'ACTIF CIRCULANT	Clients douteux ou litigieux		VA	384 781		384 781					
	Autres créances clients		UX	1 258 040		1 258 040					
	Créance représentative de titres prêtés ou remis en garantie* (Provision pour dépréciation antérieurement constituée* UO		ZI								
	Personnel et comptes rattachés		UY								
	Sécurité sociale et autres organismes sociaux		UZ								
	État et autres collectivités publiques	Impôts sur les bénéfices		VM	153 351		153 351				
		Taxe sur la valeur ajoutée		VB	13 390		13 390				
		Autres impôts, taxes et versements assimilés		VN							
		Divers		VP							
	Groupe et associés (2)		VC	19 254		19 254					
	Débiteurs divers (dont créances relatives à des opérations de pension de titres)		VR	69 300		69 300					
Charges constatées d'avance		VS	37 315		37 315						
<b>TOTAUX</b>				VT	1 942 404	VU	1 935 430	VV	6 974		
RENVois	(1)	Montant - Prêts accordés en cours d'exercice		VD							
		des - Remboursements obtenus en cours d'exercice		VE							
	(2)	Prêts et avances consentis aux associés (personnes physiques)		VF							
CADRE B		ÉTAT DES DETTES		Montant brut 1		A 1 an au plus 2		A plus d'1 an et 5 ans au plus 3		A plus de 5 ans 4	
Emprunts obligataires convertibles (1)		7Y									
Autres emprunts obligataires (1)		7Z									
Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit (1)	à 1 an maximum à l'origine		VG								
	à plus d'1 an à l'origine		VH								
Emprunts et dettes financières divers (1) (2)		8A									
Fournisseurs et comptes rattachés		8B	224 614		224 614						
Personnel et comptes rattachés		8C	265 275		265 275						
Sécurité sociale et autres organismes sociaux		8D	297 357		297 357						
État et autres collectivités publiques	Impôts sur les bénéfices		8E								
	Taxe sur la valeur ajoutée		VW	198 862		198 862					
	Obligations cautionnées		VX								
	Autres impôts, taxes et assimilés		VQ	50 905		50 905					
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés		8J									
Groupe et associés (2)		VI	4 231		4 231						
Autres dettes (dont dettes relatives à des opérations de pension de titres)		8K	247 370		247 370						
Dette représentative de titres empruntés ou remis en garantie *		ZZ									
Produits constatés d'avance		8L	37 128		37 128						
<b>TOTAUX</b>				VY	1 325 742	VZ	1 325 742				
RENVois	(1)	Emprunts souscrits en cours d'exercice		VJ		(2)	Montant des divers emprunts et dettes contractés auprès des associés personnes physiques		VL		
		Emprunts remboursés en cours d'exercice		VK							
* Des explications concernant cette rubrique sont données dans la notice n° 2032											

Formulaire obligatoire (article 53 A du Code général des impôts)

Désignation de l'entreprise : SAEM GERTRUDE						Néant <input type="checkbox"/> *		Exercice N, clos le : 31/12/11			
<b>I. RÉINTÉGRATIONS</b>						<b>BÉNÉFICE COMPTABLE DE L' EXERCICE</b>					
Charges non admises en déduction du résultat fiscal	Rémunération du travail (entreprises à l'IR) de l'exploitant ou des associés de son conjoint		moins part déductible*		à réintégrer :		WA	130 779			
	Avantages personnels non déductibles* (sauf amortissements à porter ligne ci-dessous)		WD	Amortissements excédentaires (art. 39-4 du CGI) et autres amortissements non déductibles		WE	4 795		XE	15 588	
	Autres charges et dépenses somptuaires (art. 39-4 du C.G.I.)		WF	Taxe sur les voitures particulières des sociétés (entreprises à l' IS)		WG	10 793				
	Provisions et charges à payer non déductibles (cf. tableau 2058-B, cadre III)						WI	35 928			
	Charges à payer liées à des états et territoires non coopératifs non déductibles (cf. tableau 2067-BIS-SD)						XX				
	Amendes et pénalités (nature : .....						WJ	275			
	Impôt sur les sociétés (cf. page 9 de la notice 2032)						I7	36 331			
	Quote-part Bénéfices réalisés par une société de personnes ou un GIE		WL	Résultats bénéficiaires visés à l'article 209 B du CGI		L7			K7		
	Moins-values nettes à long terme		- imposées aux taux de 15 % ou de 19 % (16 % pour les entreprises soumises à l'impôt sur le revenu)		- imposées aux taux à 0 %		I8				
	Fraction imposable des plus-values réalisées au cours d'exercices antérieurs*		- Plus-values nettes à court terme		- Plus-values soumises au régime des fusions		ZN				
Écart des valeurs liquidatives sur OPCVM* (entreprises à l' IS)						WN					
						WO					
Réintégrations diverses à détailler sur feuillet séparé DONT		Intérêts excédentaires (art. 39-1-3e et 212 du C.G.I.)		SU	Zones d'entreprises* (activité exonérée)		SW				
		Déficits étrangers antérieurement déduit par les PME (art. 209C)		SX	Quote-part de 5 % des plus-values à taux zéro		M8				
						<b>TOTAL I</b>		WR	218 901		
<b>II. DÉDUCTIONS</b>						<b>PERTE COMPTABLE DE L'EXERCICE</b>					
Quote-part dans les pertes subies par une société de personnes ou un G.I.E.*						WT					
Provisions et charges à payer non déductibles, antérieurement taxées, et réintégréées dans les résultats comptables de l' exercice (cf. tableau 2058- B, cadre III)						WU				27 303	
Régimes d'imposition particuliers et impositions différées	Plus-values nettes à long terme		- imposées au taux de 15 % (16 % pour les entreprises soumises à l' impôt sur le revenu)		- imposées au taux de 0 %		WV				
			- imposées au taux de 19 %		- imputées sur les moins-values nettes à long terme antérieures		WH				
			- imputées sur les déficits antérieurs				WP				
	Autres plus-values imposées aux taux de 19 %						WW				
	Fraction des plus-values nettes à court terme de l'exercice dont l'imposition est différée*						WB				
	Régime des sociétés mères et des filiales * Produit net des actions et parts d'intérêts :		Quote-part de frais et charges restant imposable à déduire des produits nets de participation		2A			WX			
Mesures d'incitation	Dédution autorisée au titre des investissements réalisés dans les collectivités d'Outre-mer*.						ZY				
	Majoration d'amortissement*						XD				
	Entreprises nouvelles - (Reprise d'entreprises en difficultés 44 septies)		K9	Entreprises nouvelles 44 sexies		L2	Jeunes entreprises innovantes (art.44 sexies A)		L5		
	Pôle de compétitivité (art. 44 undecies)		L6	Sociétés d'investissements immobiliers cotées (art. 208C)		K3	Zone franche Corse (art. 44 decies)		ØT		
	Zone franche urbaine (art. 44 octies et octies A)		ØV	Bassin d'emploi à redynamiser (art 44 duodecies)		1F	Zone franche d'activité (art. 44 quaterdecies)		XC		
Ecart de valeurs liquidatives sur OPCVM* (entreprises à l' IS)						XS					
Déductions diverses à détailler sur feuillet séparé		Déficits filiales et succursales étrangères, art. 209C		OT	Créance dégagee par le report en arrière de déficit		ZI				
<b>III. RÉSULTAT FISCAL</b>						<b>TOTAL II</b>					
Résultat fiscal avant imputation des déficits reportables :		bénéfice ( I moins II )		déficit ( II moins I )		XI	191 598		XH	27 303	
Déficit de l'exercice reporté en arrière (entreprises à l' IS)						ZL			XJ		
Déficits antérieurs imputés sur les résultats de l'exercice (entreprises à l' IS)									XL	61 631	
<b>RÉSULTAT FISCAL BÉNÉFICE</b> (ligne XN) ou <b>DÉFICIT</b> reportable en avant (ligne XO)						XN	129 967		XO		

EXEMPLAIRE A CONSERVER PAR LE DECLARANT

ISACOMPTA

\* Des explications concernant cette rubrique sont données dans la notice n° 2032

Formulaire obligatoire (article 53 A du Code général des impôts)

10

**DÉFICITS, INDEMNITÉS POUR CONGÉS A PAYER ET PROVISIONS NON DÉDUCTIBLES**

Désignation de l'entreprise SAEM GERTRUDE Néant \*

<b>I. SUIVI DES DÉFICITS</b>		
Déficits restant à reporter au titre de l'exercice précédent (1)	K4	61 631
Déficits imputés (total lignes XB et XL du tableau 2058-A)	K5	61 631
Déficits reportables (différence K4 - K5)	K6	
Déficit de l'exercice (tableau 2058A, ligne XO)	YJ	
Total des déficits restant à reporter (différence K6 + YJ)	YK	

<b>II. INDEMNITÉS POUR CONGÉS A PAYER, CHARGES SOCIALES ET FISCALES CORRESPONDANTES</b>		
Montant déductible correspondant aux droits acquis par les salariés pour les entreprises placées sous le régime de l'article 39-1.1e bis A1. 1er du CGI, dotations de l'exercice	ZT	

<b>III. PROVISIONS ET CHARGES A PAYER, NON DÉDUCTIBLES POUR L'ASSIETTE DE L'IMPÔT</b>			
(à détailler, sur feuillet séparé)		<b>Dotations de l'exercice</b>	<b>Reprises sur l'exercice</b>
Indemnités pour congés à payer, charges sociales et fiscales correspondantes non déductibles pour les entreprises placées sous le régime de l'article 39-1. le bis A1. 2 du CGI *	ZV		ZW
Provisions pour risques et charges *			
Perte de change	8X	4 553	8Y 7 298
	8Z		9A
	9B		9C
Provisions pour dépréciation *			
Ecart de conversion 2011	9D	2 290	9E 1 893
Ecart de conversion 2010	9F	7 298	9G 4 553
	9H		9J
Charges à payer			
Investissement construction	9K	5 654	9L 7 106
Contribution sociale	9M	7 338	9N 6 453
Intéressement	9P	8 795	9R
	9S		9T
TOTAUX (YN = ZV à 9S) et (YO = ZW à 9T) à reporter au tableau 2058-A :		YN 35 928	YO 27 303
		↓ ligne WI	↓ ligne WU

**CONSÉQUENCES DE LA MÉTHODE PAR COMPOSANTS (art. 237 septies du CGI)**

Montant de la réintégration ou de la déduction	Montant au début de l'exercice	Imputations	Montant net à la fin de l'exercice
	L1		

**CRÉDITS D'IMPÔTS**

Crédit d'impôt en faveur de la recherche	JQ	Crédit d'impôt en faveur de la formation des dirigeants	JR	Crédit d'impôt famille	JS
Réduction d'impôt en faveur du mécénat	JT	Crédit d'impôt investissement en Corse	JU	Crédit d'impôt en faveur de l'apprentissage	JV
Crédit d'impôt afférent aux valeurs mobilières (BIC)	JW	Autres imputations	JX		

<b>ENTREPRISES DE TRANSPORT INSCRITES AU REGISTRE DES TRANSPORTS art. L3113-3 du Code des Transports (case à cocher)</b>	XU	<input type="checkbox"/>
--	----	--------------------------

\* Des explications concernant cette rubrique sont données dans la notice n° 2032 394  
 (1) Cette case comprend au montant porté sur la lignes YK du tableau 2058 B déposée au titre de l'exercice précédent.

EXEMPLAIRE A CONSERVER PAR LE DECLARANT  
Copyright Groupe ISA (2012) ISACOMPTA

Formulaire obligatoire (article 53 A  
du Code général des impôts)

Désignation de l'entreprise SAEM GERTRUDE

Néant  \*

## TABLEAU D'AFFECTATION DU RÉSULTAT DE L'EXERCICE PRÉCÉDENT (Entreprises soumises à l'impôt sur les sociétés) (1)

ORIGINES	Report à nouveau figurant au bilan de l'exercice antérieur à celui pour lequel la déclaration est établie		ØC	
	Résultat de l'exercice précédant celui pour lequel la déclaration est établie		ØD	102 508
	Prélèvements sur les réserves (à détailler)			
		Sous-total (à reporter dans la colonne de droite)		ØE
	<b>TOTAL I</b>		ØF	102 508
AFFECTATIONS	Affectations aux réserves	- Réserve légale	ZB	
		- Autres réserves	ZD	
	Dividendes		ZE	
	Autres répartitions		ZF	
	Report à nouveau		ZG	102 508
	(N.B. Le total I doit nécessairement être égal au total II) <b>TOTAL II</b>		ZH	102 508

(1) Ce cadre est destiné à faire apparaître l'origine et le montant des sommes distribuées ou mises en réserve au cours de l'exercice dont les résultats font l'objet de la déclaration. Il ne concerne donc pas, en principe, les résultats de cet exercice mais ceux des exercices antérieurs, qu'ils aient ou non déjà fait l'objet d'une précédente affectation.

## RENSEIGNEMENTS DIVERS

		Exercice N :	Exercice N-1 :	
ENGAGEMENTS	- Engagements de crédit-bail mobilier (Préciser le prix de revient des biens pris en crédit bail) J7	YQ		
	- Engagements de crédit-bail immobilier	YR		
	- Effets portés à l'escompte et non échus	YS		
DÉTAILS DES POSTES AUTRES ACHATS ET CHARGES EXTERNES	- Sous-traitance	YT	469 539	
	- Locations, charges locatives et de copropriété (dont montant des loyers des biens pris en location pour une durée > 6 mois) J8	XQ	137 481	
	- Personnel extérieur à l'entreprise	YU	51 640	
	- Rémunérations d'intermédiaires et honoraires (hors rétrocessions)	SS	117 716	
	- Rétrocessions d'honoraires, commissions et courtages	YV		
	- Autres comptes (dont cotisations versées aux organisations syndicales et professionnelles) ES 251	ST	551 216	
	Total du poste correspondant à la ligne FW du tableau n° 2052		ZJ	1 327 592
	Total du compte correspondant à la ligne FX du tableau n° 2052		YX	82 337
IMPÔTS ET TAXES	- Taxe professionnelle *, CFE, CVAE	YW		
	- Autres impôts, taxes et versements assimilés (dont taxe intérieure sur les produits pétroliers) ZS	9Z	82 337	
Total du compte correspondant à la ligne FX du tableau n° 2052		YX	82 337	
T.V.A.	- Montant de la T.V.A. collectée	YY	749 029	
	- Montant de la T.V.A. déductible comptabilisée au cours de l'exercice au titre des biens et services ne constituant pas des immobilisations	YZ	224 678	
DIVERS	- Montant brut des salaires (cf. dernière déclaration annuelle souscrite au titre des salaires DADS 1 ou modèle 2460 de 2011) *	ØB	1 256 553	
	- Montant de la plus-value constatée en franchise d'impôt lors de la première option pour le régime simplifié d'imposition *	ØS		
	- Effectif moyen du personnel * (dont : apprentis : 0 handicapés : 1)	YP	27	
	- Taux d'intérêt le plus élevé servi aux associés à raison des sommes mises à la disposition de la société *	ZK	%	
	- Numéro de centre de gestion agréé * XP			
		<b>- Filiales et participations :</b> (Liste au 2059-G prévu par art. 38 II de l'ann. III au CGI) Si oui cocher 1 sinon 0		
		ZR	1	
RÉGIME DE GROUPE *	Société : résultat comme si elle n'avait jamais été membre du groupe. JA	Plus-values à 15 % JK	Plus-values à 0 % JL	
		Plus-values à 19 % JM	Imputations JC	
	Groupe : résultat d'ensemble. JD	Plus-values à 15 % JN	Plus-values à 0 % JO	
		Plus-values à 19 % JP	Imputations JF	
	Selon le cas, indiquer 1 si bénéfice consolidé, 2 si bénéfice intégré, 3 si régime de groupe. JG		indiquer 1 pour société mère, 2 pour filiale JH	N° SIRET de la société mère JJ

\*Des explications concernant cette rubrique sont données dans la notice n° 2032 (et dans la notice n°2058-NOT pour le régime de groupe)

12

**DÉTERMINATION DES PLUS ET MOINS VALUES**

Formulaire obligatoire (article 53A du Code général des impôts).

Désignation de l'entreprise : SAEM GERTRUDE Néant  \*

**A - DÉTERMINATION DE LA VALEUR RÉSIDUELLE**

Nature et date d'acquisition des éléments cédés*		Valeur d'origine*	Valeur nette réévaluée*	Amortissements pratiqués en franchise d'impôt	Autres amortissements *	Valeur résiduelle
①		②	③	④	⑤	⑥
I. Immobilisations*	1					
	2					
	3					
	4					
	5					
	6					
	7					
	8					
	9					
	10					
	11					
	12					

**B - PLUS-VALUES, MOINS-VALUES**

B - PLUS-VALUES, MOINS-VALUES			Qualification fiscale des plus et moins-values réalisées *			
Prix de vente	Montant global de la plus-value ou de la moins-value	Court terme	Long terme ⑩			Plus-values taxables à 19 % (1)
			19 %	15 % ou 16 %	0 %	
⑦	⑧	⑨				⑪
I. Immobilisations *	1					
	2					
	3					
	4					
	5					
	6					
	7					
	8					
	9					
	10					
	11					
	12					
II. Autres éléments	13	Fraction résiduelle de la provision spéciale de réévaluation afférente aux éléments cédés	+			
	14	Amortissements irrégulièrement différés se rapportant aux éléments cédés	+			
	15	Amortissements afférents aux éléments cédés mais exclus des charges déductibles par une disposition légale	+			
	16	Amortissements non pratiqués en comptabilité et correspondant à la déduction fiscale pour investissement, définie par les lois de 1966, 1968 et 1975, effectivement utilisée	+			
	17	Résultats nets de concession de licences d'exploitation de brevets faisant partie de l'actif immobilisé et n'ayant pas été acquis à titre onéreux depuis moins de deux ans				
	18	Provisions pour dépréciation des titres relevant du régime des plus ou moins-values à long terme devenues sans objet au cours de l'exercice				
	19	Dotations de l'exercice aux comptes de provisions pour dépréciation des titres relevant du régime des plus ou moins-values à long terme				
	20	Divers (détail à donner sur une note annexe)*				
Cadre A : Plus ou moins-value nette à court terme (total algébrique des lignes 1 à 20 de la colonne) ⑨						
Cadre B : Plus ou moins-value nette à long terme (total algébrique des lignes 1 à 20 de la colonne) ⑩		(A)	(B) (ventilation par taux)			(C)
Cadre C : autres plus-values taxable à 19 % ⑪						

\* Des explications concernant cette rubrique sont données dans la notice n°2032 (1) Ces plus-values sont imposables au taux de 19 % en application des articles 238 bis JA, 208 C et 210 E du CGI.

Copyright Groupe ISA (2012) ISACOMPTA



14

**SUIVI DES MOINS-VALUES À LONG TERME**

Formulaire obligatoire (article 53 A du Code général des impôts).

Désignation de l'entreprise : SAEM GERTRUDE Néant  \*

Rappel de la plus ou moins-value de l'exercice relevant du taux de 15 % ① ou 16 % ② .	
Gains nets retirés de la cession de titre de sociétés à prépondérance immobilières non cotées exclus du régime du long terme (art 219 I a sexies-0 bis du CGI) ① *.	
Gains nets retirés de la cession de certains titres dont le prix de revient est supérieur à 22,8 M€(art. 219 I a sexies-0 du CGI) ① *.	

- ① Entreprises soumises à l'impôt sur les sociétés
- ② Entreprises soumises à l'impôt sur le revenu

**I - SUIVI DES MOINS-VALUES DES ENTREPRISES SOUMISES À L'IMPÔT SUR LE REVENU**

Origine ①	Moins-values à 16 % ②	Imputation sur les plus-values à long terme de l'exercice imposables à 16 % ③	Solde des moins-values à 16 % ④
Moins-values nettes N			
Moins-values nettes à long terme subies au cours des dix exercices antérieurs (montant restant à déduire à la clôture du dernier exercice)	N-1		
	N-2		
	N-3		
	N-4		
	N-5		
	N-6		
	N-7		
	N-8		
	N-9		
	N-10		

**II - SUIVI DES MOINS-VALUES A LONG TERME DES ENTREPRISES SOUMISES À L'IMPÔT SUR LES SOCIÉTÉS \***

Origine ①	Moins values			Imputations sur les plus-values à long terme ⑤	Imputations sur le résultat de l'exercice ⑥	Solde des moins-values à reporter col. ⑦ = ② + ③ + ④ - ⑤ - ⑥ ⑦	
	À 19 %, 16,5 % (1) ou à 15 % ②	A 19 % ou 15 % imputables sur le résultat de l'exercice (article 219 I a sexies-0 du CGI) ③	A 19 % ou 15 % imputables sur le résultat de l'exercice (article 219 I a sexies-0 bis du CGI) ④				
Moins-values nettes N							
Moins-values nettes à long terme subies au cours des dix exercices antérieurs (montants restant à déduire à la clôture du dernier exercice)	N-1						
	N-2						
	N-3						
	N-4						
	N-5						
	N-6						
	N-7						
	N-8	33 056					33 056
	N-9						
	N-10						

(1) Les plus-values et les moins-values à long terme afférentes aux titres de SPI cotées imposables à l'impôt sur les sociétés relèvent du taux de 16,5% (article 219 I a du CGI), pour les exercices ouverts à compter du 31 décembre 2007.

\* Des explications concernant cette rubrique sont données dans la notice n° 2032

EXEMPLAIRE A CONSERVER PAR LE DECLARANT

Copyright Groupe ISA (2012) ISACOMPTA

15

**RÉSERVE SPÉCIALE DES PLUS-VALUES À LONG TERME  
RÉSERVE SPÉCIALE DES PROVISIONS POUR FLUCTUATION DES COURS**

 Formulaire obligatoire  
(article 53 A du Code  
général des impôts)

(personnes morales soumises à l'impôt sur les sociétés seulement)\*

Désignation de l'entreprise : SAEM GERTRUDE				Néant <input checked="" type="checkbox"/> *		
<b>I SITUATION DU COMPTE AFFECTÉ À L'ENREGISTREMENT DE LA RÉSERVE SPÉCIALE POUR L'EXERCICE N</b>						
		Sous-comptes de la réserve spéciale des plus-values à long terme				
		taxées à 10%	taxées à 15%	taxées à 18%	taxées à 19 %	taxées à 25%
Montant de la réserve spéciale à la clôture de l'exercice précédent (N-1)		1				
Réserves figurant au bilan des sociétés absorbées au cours de l'exercice		2				
TOTAL (lignes 1 et 2)		3				
Prélèvements opérés	- donnant lieu à complément d'impôt sur les sociétés	4				
	- ne donnant pas lieu à complément d'impôt sur les sociétés	5				
TOTAL (lignes 4 et 5)		6				
Montant de la réserve spéciale à la clôture de l'exercice (ligne 3 - ligne 6)		7				
<b>II RÉSERVE SPÉCIALE DES PROVISIONS POUR FLUCTUATION DES COURS *(5e, 6e, 7e alinéas de l'art. 39-1-5e du CGI)</b>						
Montant de la réserve à l'ouverture de l'exercice ①	Réserve figurant au bilan des sociétés absorbées au cours de l'année ②	montants prélevés sur la réserve		montant de la réserve à la clôture de l'exercice ⑤		
		donnant lieu à complément d'impôt ③	ne donnant pas lieu à complément d'impôt ④			

\* des explications concernant cette rubrique sont données dans la notice n° 2032

Formulaire obligatoire (article 53 A  
du Code général des impôts).

EXEMPLAIRE A CONSERVER PAR LE DECLARANT

Désignation de l'entreprise : SAEM GERTRUDE		Néant <input type="checkbox"/> *
Exercice ouvert le : ...01/01/2011.....		et clos le : ...31/12/2011.....
		Durée en nombre de mois <input type="text" value="1"/> <input type="text" value="2"/>
<b>I - Production de l'entreprise</b>		
Ventes de marchandises	OA	
Production vendue - Biens	OB	
Production vendue - Services	OC	3 820 120
Production stockée	OD	
Production immobilisée à hauteur des seules charges déductibles ayant concouru à sa formation	OE	
Subventions d'exploitation reçues et abandons de créances à caractère financier (en partie)	OF	
Autres produits de gestion courante hors quote-parts de résultat sur opérations faites en commun	OH	253
Transferts de charges refacturées et transferts de charges déductibles de la valeur ajoutée	OI	
Redevances pour concessions, brevets, licences et assimilés	OK	
Plus-values de cession d'éléments d'immobilisations corporelles et incorporelles, si rattachées à une activité normale et courante	OL	
Rentrées sur créances amorties lorsqu'elles se rapportent au résultat d'exploitation	XT	
<b>TOTAL 1</b>		3 820 373
<b>II - Consommation de biens et services en provenance de tiers</b> <sup>(1)</sup>		
Achats de marchandises (droits de douane compris)	ON	
Variations de stocks (marchandises)	OO	
Achats de matières premières et autres approvisionnements (droits de douane compris)	OP	
Variation de stocks (matières premières, approvisionnements)	OQ	106 867
Autres achats et charges externes, à l'exception des loyers et redevances	OR	1 194 211
Loyers et redevances, à l'exception de ceux afférents à des immobilisations corporelles mises à disposition dans le cadre d'une convention de location-gérance ou de crédit-bail ou encore d'une convention de location de plus de 6 mois	OS	
Charges déductibles de la valeur ajoutée afférente à la production immobilisée déclarée	OU	
Autres charges de gestion courante hors quote-parts de résultat sur opérations faites en commun	OW	1 495
Abandons de créances à caractère financier (en partie)	OX	
Moins-values de cession d'éléments d'immobilisation corporelles et incorporelles, si attachées à une activité normale et courante	OY	
Taxes sur le C.A. autre que la TVA, contributions indirectes (droits sur les alcools et les tabacs...), T.I. P.P.	OZ	
Fraction des dotations aux amortissements afférents à des immobilisations corporelles mises à disposition dans le cadre d'une convention de location-gérance ou de crédit-bail ou encore d'une convention de location de plus de 6 mois	O9	
<b>TOTAL 2</b>		1 302 573
<b>III - Valeur ajoutée produite</b>		
Calcul de la Valeur Ajoutée	<b>TOTAL 1 - TOTAL 2</b>	OG 2 517 800
<p><b>Pour les entreprises de crédit, les entreprises de gestion d'instruments financiers, les entreprises d'assurance, de capitalisation et de réassurance de toute nature, cette fiche sera adaptée pour tenir compte des modalités particulières de détermination de la valeur ajoutée ressortant des plans comptables professionnels (extraits de ces rubriques à joindre).</b></p>		

(1) Attention, il ne doit pas être tenu compte dans les lignes ON à OS, OW et OZ des charges déductibles de la valeur ajoutée, afférente à la production immobilisée déclarée ligne OE, portées en ligne OU.

\* Des explications concernant cette rubrique sont données dans la notice n° 2032.

17

**COMPOSITION DU CAPITAL SOCIAL**



(1)

Néant \*

Formulaire obligatoire  
(art. 38 de l'ann. III au C.G.I.)  
N° de dépôt

(liste des personnes ou groupements de personnes de droit ou de fait détenant  
directement au moins 10 % du capital de la société)

EXERCICE CLOS LE 311211

N° SIRET 32152308600023

DÉNOMINATION DE L'ENTREPRISE SAEM GERTRUDE

ADRESSE (voie) 9 Rue de Segur

CODE POSTAL 33000 VILLE BORDEAUX

Nombre total d'associés ou d'actionnaires personnes morales de l'entreprise P1 2 Nombre total de parts ou d'actions correspondantes P3 1880

Nombre total d'associés ou d'actionnaires personnes physiques de l'entreprise P2 Nombre total de parts ou d'actions correspondantes P4

EXEMPLAIRE A CONSERVER PAR LE DECLARANT

**I - CAPITAL DÉTENU PAR LES PERSONNES MORALES :**

Forme juridique AUTR Dénomination CUB  
N° SIREN (si société établie en France) 243300316 % de détention 51.0000 Nb de parts ou actions 1 530.00  
Adresse : N° Voie Esplanade Charles de Gaulle  
Code Postal 33076 Commune BORDEAUX Pays FRANCE

Forme juridique SA Dénomination SOCIETE DES SIGNALISATIONS  
N° SIREN (si société établie en France) 301331435 % de détention 11.6670 Nb de parts ou actions 350.00  
Adresse : N° Voie Avenue de Virecourt  
Code Postal 33370 Commune ARTIGUES PRES BORDEAUX Pays FRANCE

Forme juridique Dénomination  
N° SIREN (si société établie en France) % de détention Nb de parts ou actions  
Adresse : N° Voie  
Code Postal Commune Pays

Forme juridique Dénomination  
N° SIREN (si société établie en France) % de détention Nb de parts ou actions  
Adresse : N° Voie  
Code Postal Commune Pays

**II - CAPITAL DÉTENU PAR LES PERSONNES PHYSIQUES :**

Titre (2) Nom patronymique Prénom(s)  
Nom marital % de détention Nb de parts ou actions  
Naissance : Date N° Département Commune Pays  
Adresse : N° Voie  
Code Postal Commune Pays

Titre (2) Nom patronymique Prénom(s)  
Nom marital % de détention Nb de parts ou actions  
Naissance : Date N° Département Commune Pays  
Adresse : N° Voie  
Code Postal Commune Pays

Copyright Groupe ISA (2012) ISACOMPTA

(1) Lorsque le nombre d'associés excède le nombre de lignes de l'imprimé, utiliser un ou plusieurs tableaux supplémentaires. Dans ce cas, il convient de numéroter chaque tableau en haut et à gauche de la case prévue à cet effet et de porter le nombre total de tableaux souscrits en bas à droite de cette même case.

(2) Indiquer : M pour Monsieur, MME pour Madame ou MLE pour Mademoiselle.

\* Des explications concernant cette rubrique sont données dans la notice n° 2032.

Formulaire obligatoire  
(art. 38 de l'ann. III au C.G.I.)

18

**FILIALES ET PARTICIPATIONS**

(liste des personnes ou groupements de personnes de droit ou de fait dont la société détient directement au moins 10 % du capital)



(1)

Néant \*

N° de dépôt

EXERCICE CLOS LE 311211

N° SIRET : 3 2 1 5 2 3 0 8 6 0 0 2 3

DÉNOMINATION DE L'ENTREPRISE SAEM GERTRUDE

ADRESSE (voie) 9 Rue de Segur

CODE POSTAL 33000 VILLE BORDEAUX

**NOMBRE TOTAL DE FILIALES DÉTENUES PAR L'ENTREPRISE** P5 1

Forme juridique EURL Dénomination GERTRUDE ALGERIE

N° SIREN (si société établie en France) % de détention 100.00

Adresse : N° 13 Voie RUE MOHAMED SAMANI

Code Postal 99 Commune ALGER Pays Algérie

Forme juridique Dénomination

N° SIREN (si société établie en France) % de détention

Adresse : N° Voie

Code Postal Commune Pays

Forme juridique Dénomination

N° SIREN (si société établie en France) % de détention

Adresse : N° Voie

Code Postal Commune Pays

Forme juridique Dénomination

N° SIREN (si société établie en France) % de détention

Adresse : N° Voie

Code Postal Commune Pays

Forme juridique Dénomination

N° SIREN (si société établie en France) % de détention

Adresse : N° Voie

Code Postal Commune Pays

Forme juridique Dénomination

N° SIREN (si société établie en France) % de détention

Adresse : N° Voie

Code Postal Commune Pays

Forme juridique Dénomination

N° SIREN (si société établie en France) % de détention

Adresse : N° Voie

Code Postal Commune Pays

Forme juridique Dénomination

N° SIREN (si société établie en France) % de détention

Adresse : N° Voie

Code Postal Commune Pays

PAR LE DÉCLARANT

Copyright Groupe ISA (2012) ISACOMPTA

(1) Lorsque le nombre de filiales excède le nombre de lignes de l'imprimé, utiliser un ou plusieurs tableaux supplémentaires. Dans ce cas, il convient de numérotter chaque tableau en haut et à gauche de la case prévue à cet effet et de porter le nombre total de tableaux souscrits en bas à droite de cette même case.

\* Des explications concernant cette rubrique sont données dans la notice 2032.

**TAUX RÉDUIT D'IMPÔT SUR LES SOCIÉTÉS**  
**DÉTERMINATION DES BÉNÉFICES SOUMIS AU TAUX RÉDUIT**  
(article 219-I-b du CGI : article 46 quater-0ZZ bis A de l'annexe III)

Désignation : SAEM GERTRUDE

N° de siret : 32152308600023

IDENTIFICATION DE LA SOCIÉTÉ		
Désignation de la société et adresse de son principal établissement	N° de SIRET du principal établissement	Code APE
		32152308600023
SAEM GERTRUDE 9 Rue de Segur  33000 BORDEAUX	<b>Adresse du siège social</b> (si elle est différente de l'adresse ci-contre)	

I. RÉSULTATS DE L'EXERCICE		€
<b>A. Résultats imposables dans les conditions de droit commun.</b>		
a	Bénéfice net de l'exercice avant imputation des déficits antérieurs (tableau 2058A, ligne XI ou tableau 2033 B, ligne 352)	191 598
b	Dont plus-value nette à court terme (tableau 2059 A, total colonne 11 ou tableau 2033 C, ligne 596)	
c	Déficits imputés au titre de l'exercice (tableau 2058 A, ligne XL ou tableau 2033B, ligne 360)	61 631
<b>B. Résultats relevant du régime des plus-values à long terme</b>		
d	Plus-value nette à long terme de l'exercice pour les entreprises soumises au régime réel normal, tableau 2058A, ligne WV	
e	Dont résultat net de la concession de licences d'exploitation d'éléments mentionnés au 1 de l'article 39 terdecies du CGI (tableau 2059 A, ligne 17 ou tableau 2033 C, ligne 593)	
f	Dont moins values à long terme ou déficits imputés au titre de l'exercice (pour les entreprises soumises au régime réel normal, tableau 2058 A, lignes WW et XB)	

II. BÉNÉFICES SOUMIS AU TAUX RÉDUIT		
g	Montant maximum éligible au taux réduit : 38120 €x durée de l'exercice (en mois/12)	38 120
h	Dont plus value nette à court terme imposable (1)	
i	Dont résultat net imposable dans les conditions de droit commun autre que la plus-value nette à court terme de l'exercice.	38 120
j	Dont résultat net imposable de la concession de licences d'exploitation d'éléments mentionnés au 1 de l'article 39 terdecies du CGI (2)	
k	Dont plus value nette à long terme autre que le résultat net imposable de la concession de licences d'exploitation d'éléments mentionnés au 1 de l'article 39 terdecies du CGI	
<b>Total lignes h à k</b>		38 120
l	<b>III BÉNÉFICES SOUMIS AU TAUX NORMAL</b> (total des lignes (a-c-h-i) à reporter cadre c-1 de l'imprimé n°2065)	91 847
m	<b>IV PLUS-VALUE NETTE A LONG TERME SOUMISE AU TAUX DE 15%</b> (Total des lignes (d-j) à reporter cadre c-1 de l'imprimé n°2065)	

(1) La plus value nette à court terme peut être soumise au taux réduit par priorité sur les autres éléments concourant à la détermination du résultat imposable dans les conditions de droit commun. En cas de déficits des exercices antérieurs imputés sur le résultat de l'exercice, cf. n°78. de l'instruction.

(2) Le résultat net de la concession de licences d'exploitation d'éléments mentionnés au 1 de l'article 39 terdecies peut être soumis au taux réduit par priorité sur les autres éléments concourant à la détermination de la plus value nette à long terme de l'exercice. En cas d'imputation de moins values nettes à long terme d'exercices antérieurs ou du déficit de l'exercice, cf. n°78. de l'instruction.

Désignation : SAEM GERTRUDE

N° de siret : 32152308600023

Exercice du 01/01/2011 au 31/12/2011

## DÉTAIL DES PRODUITS ET CHARGES EXCEPTIONNELS

DÉTAIL DES PRODUITS ET CHARGES EXCEPTIONNELS	Exercice N	
	Charges exceptionnelles	Produits exceptionnels
Montant sur formulaire 2053	2 164	1 362
Solde fournisseurs		2 315
CVAE 2010		465
Annulation écart de règlement		1 248
<b>Total</b>	<b>2 164</b>	<b>5 390</b>

**TABLEAUX DES IMMOBILISATIONS  
ET AMORTISSEMENTS**

## ETAT DES IMMOBILISATIONS

Du 01/01/2011 au 31/12/2011

Calcul des amortissements à date du 31/12/2011

Transfert des amortissements à date du 31/12/2011

N°	Désignation				Date amortiss. Val. à amortir	Amortiss. antérieurs	VNC déb. exo. Acquisi. exo.	Amortiss. de l'exercice	Amortiss. cumulés	V.N.C. Économique Fiscale
	Date / Mode Acquisition	Durée / Mode / Taux Amort.	Quantité	Cession Valeur acquisition Montant TVA						

**20300000 Frais rech. & developmt**

1	Log interface graphiq tps réel gfi 30/04/07 Achat 1.0000	1.00 Linéaire 22 968.00	100.000 4 501.73	30/04/07 22 968.00	E D	22 968.00		E D	E D	22 968.00	
<i>Cumul du compte</i>		22 968.00		22 968.00	E D	22 968.00		E D	E D	22 968.00	
<i>(hors cessions)</i>		22 968.00		22 968.00	E D X	22 968.00		E D X	E D X	22 968.00	

Cumul linéaire :

Cumul dégressif :

dont dérogatoire :

**20500000 Frais de logiciels**

1	Logiciel autocad 15/02/07 Achat 5.0000	1.00 Linéaire 4 865.00	100.000 953.54	15/02/07 4 865.00	E D	4 865.00		E D	E D	4 865.00	
2	Log.visual studio pro 2005 sos dev. 08/03/07 Achat 6.0000	2.00 Linéaire 6 120.00	50.0000 1 199.52	08/03/07 6 120.00	E D	6 120.00		E D	E D	6 120.00	
3	Log.genesis gestion temps mfp soft 13/07/07 Achat 10.0000	2.00 Linéaire 12 600.00	50.0000 2 469.60	13/07/07 12 600.00	E D	12 600.00		E D	E D	12 600.00	
4	Log comptabilité 100 sql acg sage 29/06/07 Achat 1.0000	1.00 Linéaire 8 500.00	100.000 1 666.00	29/06/07 8 500.00	E D	8 500.00		E D	E D	8 500.00	
5	Logiciel autocad 2008 immac 19/09/07 Achat 1.0000	1.00 Linéaire 1 160.00	100.000 227.36	19/09/07 1 160.00	E D	1 160.00		E D	E D	1 160.00	
6	Logiciel firewall aktea 20/09/07 Achat 1.0000	1.00 Linéaire 2 287.88	100.000 448.42	20/09/07 2 287.88	E D	2 287.88		E D	E D	2 287.88	
7	Logiciel genesys 16/02/09 Achat 1.0000	1.00 Linéaire 2 050.00	100.000 401.80	16/02/09 2 050.00	E D	2 050.00		E D	E D	2 050.00	
8	Licence eur'net 18/02/10 Achat 1.0000	1.00 Linéaire 500.76	100.000 500.76	18/02/10 500.76	E D	435.38	65.38	E D	E D	500.76	
<i>Cumul du compte</i>		38 083.64		38 083.64	E D	38 018.26	65.38	E D	E D	38 083.64	
<i>(hors cessions)</i>		38 083.64		38 083.64	E D X	38 018.26	65.38	E D X	E D X	38 083.64	

## ETAT DES IMMOBILISATIONS

Du 01/01/2011 au 31/12/2011

N°	Désignation				Date amortiss. Val. à amortir	Amortiss. antérieurs	VNC déb. exo. Acquisi. exo.	Amortiss. de l'exercice	Amortiss. cumulés	V.N.C. Économique Fiscale
	Date / Mode Acquisition	Durée / Mode / Taux Amort.	Quantité	Valeur acquisition Cession Montant TVA						

**20500000****Frais de logiciels**

Cumul linéaire :

65.38

Cumul dégressif :

dont dérogatoire :

**21540000****Materiel et outillage**

1	Etageres entrepot 30/03/95 Achat	5.00 Linéaire 284.49	20.0000	30/03/95 284.49	E D	284.49		E D	E D	284.49	
2	Perceuse sans fil leroym Merlin 29/01/96 Achat	4.00 Linéaire 125.14	25.0000	29/01/96 125.14	E D	125.14		E D	E D	125.14	
3	Modem radio uhfpc compatible 30/10/97 Achat	4.00 Linéaire 1 043.06	25.0000	30/10/97 1 043.06	E D	1 043.06		E D	E D	1 043.06	
4	Modem radio uhfpc 30/10/97 Achat	4.00 Linéaire 1 043.06	25.0000	30/10/97 1 043.06	E D	1 043.06		E D	E D	1 043.06	
5	Topometre std 5005 20/07/98 Achat	2.00 Linéaire 277.46	50.0000	20/07/98 277.46	E D	277.46		E D	E D	277.46	
6	Trumeter - topo center 23/12/03 Achat	2.00 Linéaire 1.0000 204.00	50.0000 39.98	23/12/03 204.00	E D	204.00		E D	E D	204.00	
7	App.photo canon a80 30/04/04 Achat	4.00 Linéaire 2.0000 768.94	25.0000 150.71	30/04/04 768.94	E D	768.94		E D	E D	768.94	
8	Camescope canon mv 750 30/04/04 Achat	4.00 Linéaire 1.0000 577.22	25.0000 113.14	30/04/04 577.22	E D	577.22		E D	E D	577.22	
9	Appareils photo canon powershot 04/10/06 Achat	4.00 Linéaire 2.0000 658.86	25.0000 129.14	04/10/06 658.86	E D	658.86		E D	E D	658.86	
10	Appareil photo canon ixus 60 15/06/06 Achat	4.00 Linéaire 1.0000 356.68	25.0000 69.91	15/06/06 356.68	E D	356.68		E D	E D	356.68	
11	Detecteur de boucle active 31/07/06 Achat	4.00 Linéaire 1.0000 450.00	25.0000 88.20	31/07/06 450.00	E D	450.00		E D	E D	450.00	
12	Appareil photo canon ixus 55 09/02/06 Achat	4.00 Linéaire 1.0000 348.25	25.0000 68.26	09/02/06 348.25	E D	348.25		E D	E D	348.25	
13	Appareil photo pentax num k10d 16/02/08 Achat	4.00 Linéaire 1.0000 744.15	25.0000 145.85	16/02/08 744.15	E D	534.86	209.29	E D	186.04 E D	720.90	23.25 23.25

## ETAT DES IMMOBILISATIONS

Du 01/01/2011 au 31/12/2011

N°	Désignation				Date amortiss. Val. à amortir	Amortiss. antérieurs	VNC déb. exo. Acquisi. exo.	Amortiss. de l'exercice	Amortiss. cumulés	V.N.C. Économique Fiscale
	Date / Mode Acquisition	Durée / Mode / Taux Amort.	Quantité	Cession Valeur acquisition Montant TVA						

**21540000 Matériel et outillage**

14	Camescope hdr sr10 12/07/08 Achat 1.0000	4.00 Linéaire 937.40	25.0000 183.73	12/07/08 937.40	E D	578.71	358.69	E D	234.35 813.06	E D	124.34 124.34
15	Diamant évolution - scie 27/12/10 Achat 1.0000	4.00 Linéaire 1 999.00	25.0000 1 999.00	27/12/10 1 999.00	E D	5.55	1 993.45	E D	499.75 505.30	E D	1 493.70 1 493.70
16	Caméra 26/05/11 Achat 1.0000	4.00 Linéaire 2 264.00	25.0000 443.74	26/05/11 2 264.00	E D		2 264.00	E D	338.03 338.03	E D	1 925.97 1 925.97
<i>Cumul du compte</i>		12 081.71		12 081.71	E D	7 256.28	2 561.43 2 264.00	E D	1 258.17 8 514.45	E D	3 567.26 3 567.26
<i>(hors cessions)</i>		12 081.71		12 081.71	E D X	7 256.28	2 561.43 2 264.00	E D X	1 258.17 8 514.45	E D X	3 567.26

Cumul linéaire : 1 258.17

Cumul dégressif :

dont dérogatoire :

**21810000 Installation ameg agent**

1	Rtso - aménagement bureau 28/07/08 Achat 1.0000	10.00 Linéaire 1 230.00	10.0000 241.08	28/07/08 1 230.00	E D	298.28	931.72	E D	123.00 421.28	E D	808.72 808.72
2	Réfection sols de bureaux 12/05/09 Achat 1.0000	10.00 Linéaire 1 636.00	10.0000 320.66	12/05/09 1 636.00	E D	267.67	1 368.33	E D	163.60 431.27	E D	1 204.73 1 204.73
<i>Cumul du compte</i>		2 866.00		2 866.00	E D	565.95	2 300.05	E D	286.60 852.55	E D	2 013.45 2 013.45
<i>(hors cessions)</i>		2 866.00		2 866.00	E D X	565.95	2 300.05	E D X	286.60 852.55	E D X	2 013.45

Cumul linéaire : 286.60

Cumul dégressif :

dont dérogatoire :

**21820000 Matériel de transport**

1	Peugeot partner 26/04/01 Achat 1.0000	4.00 Linéaire 11 679.27	25.0000 2 289.14	26/04/01 11 679.27	E D	11 679.27		E D	11 679.27		
2	Scooter 125sh honda - moto kits 18/09/01 Achat 1.0000	4.00 Linéaire 2 232.21	25.0000 437.51	18/09/01 2 232.21	E D	2 232.21		E D	2 232.21		
3	Velo railway 16/08/06 Achat 1.0000	2.00 Linéaire 158.70	50.0000 31.11	16/08/06 158.70	E D	158.70		E D	158.70		
4	Scooter électrique peugeot 16/06/06 Achat 1.0000	4.00 Linéaire 2 016.05	25.0000 395.15	16/06/06 2 016.05	E D	2 016.05		E D	2 016.05		

## ETAT DES IMMOBILISATIONS

Du 01/01/2011 au 31/12/2011

N°	Désignation				Date amortiss. Val. à amortir	Amortiss. antérieurs	VNC déb. exo. Acquisi. exo.	Amortiss. de l'exercice	Amortiss. cumulés	V.N.C. Économique Fiscale		
	Date / Mode Acquisition	Durée / Mode / Taux Amort.	Quantité	Cession Valeur acquisition Montant TVA								
<b>21820000 Matériel de transport</b>												
5	Citroen berlingo 1691ta33 20/01/10 Achat	2.00 Linéaire	50.0000	95.00	20/01/10 95.00	E D	44.99	50.01	E D	47.50 92.49	E D	2.51 2.51
6	Citroën c1 7454sz33 20/01/10 Achat	3.00 Linéaire	33.3333	95.00	20/01/10 95.00	E D	30.00	65.00	E D	31.67 61.67	E D	33.33 33.33
8	Citroën c1 3276tc33 20/01/10 Achat	2.00 Linéaire	50.0000	95.00	20/01/10 95.00	E D	44.99	50.01	E D	47.50 92.49	E D	2.51 2.51
<i>Cumul du compte</i>		16 371.23			16 371.23	E D	16 206.21	165.02	E D	126.67 16 332.88	E D	38.35 38.35
<i>(hors cessions)</i>		16 371.23			16 371.23	E D X	16 206.21	165.02	E D X	126.67 16 332.88 X	E D X	38.35

Cumul linéaire : 126.67

Cumul dégressif :

dont dérogatoire :

## 21830000

## Matériel de bur &amp; info

1	Destructeur 2202 01/04/86 Achat	5.00 Dégressif	40.0000	522.29	01/04/86 522.29	E D	522.29		E D	E D	522.29	
2	Machine a relier 01/04/88 Achat	5.00 Dégressif	40.0000	521.38	01/04/88 521.38	E D	521.38		E D	E D	521.38	
3	Tedelec retroprojecteur 01/02/93 Achat	5.00 Dégressif	40.0000	884.20	01/02/93 884.20	E D	884.20		E D	E D	884.20	
4	Tedelec ecran valise 01/02/93 Achat	5.00 Dégressif	40.0000	532.05	01/02/93 532.05	E D	532.05		E D	E D	532.05	
5	Mipp table a dessin 01/12/93 Achat	5.00 Dégressif	40.0000	4 196.52	01/12/93 4 196.52	E D	4 196.52		E D	E D	4 196.52	
6	Televiseur saba 12/04/95 Achat	5.00 Dégressif	40.0000	925.49	12/04/95 925.49	E D	925.49		E D	E D	925.49	
7	Lecteur video samsung 12/04/95 Achat	5.00 Dégressif	40.0000	204.38	12/04/95 204.38	E D	204.38		E D	E D	204.38	
8	Ordinateur olympus camedia 31/03/97 Achat	5.00 Linéaire	20.0000	1 010.01	31/03/97 1 010.01	E D	1 010.01		E D	E D	1 010.01	

## ETAT DES IMMOBILISATIONS

Du 01/01/2011 au 31/12/2011

N°	Désignation				Date amortiss. Val. à amortir	Amortiss. antérieurs	VNC déb. exo. Acquisi. exo.	Amortiss. de l'exercice	Amortiss. cumulés	V.N.C. Économique Fiscale
	Date / Mode Acquisition	Durée / Mode / Taux Amort.	Quantité	Valeur acquisition Montant TVA						
<b>21830000 Matériel de bur &amp; info</b>										
9	Materiel a dession courbes 28/11/97 Achat	4.00 Linéaire	25.0000 693.41	28/11/97 693.41	E D	693.41		E D	E D	693.41
10	Logiciel de suivi de projet 14/01/98 Achat	1.00 Linéaire	100.000 702.79	14/01/98 702.79	E D	702.79		E D	E D	702.79
11	Badgeuse 35h 30/07/99 Achat	3.00 Linéaire	33.3300 3 819.15 786.75	30/07/99 3 819.15	E D	3 819.15		E D	E D	3 819.15
12	Olympus camedia c2000 zoom 13/09/99 Achat	3.00 Linéaire	33.3300 3 254.36 670.40	13/09/99 3 254.36	E D	3 254.36		E D	E D	3 254.36
13	Canon np 6220 24/01/00 Achat 1.0000	5.00 Linéaire	20.0000 3 188.62 656.86	24/01/00 3 188.62	E D	3 188.62		E D	E D	3 188.62
14	Canon cad d1 np6020 24/01/00 Achat 1.0000	5.00 Linéaire	20.0000 1 163.49 239.68	24/01/00 1 163.49	E D	1 163.49		E D	E D	1 163.49
15	Machine à plier 29/02/00 Achat 1.0000	5.00 Linéaire	20.0000 1 940.68 399.78	29/02/00 1 940.68	E D	1 940.68		E D	E D	1 940.68
16	Motorola gp 380 12/07/00 Achat 1.0000	5.00 Linéaire	20.0000 731.76 143.42	12/07/00 731.76	E D	731.76		E D	E D	731.76
17	Canon fax 20/11/00 Achat 1.0000	5.00 Linéaire	20.0000 1 707.43 334.66	20/11/00 1 707.43	E D	1 707.43		E D	E D	1 707.43
18	Logiciel montpellier wrq rnsvt-ares 23/03/01 Achat 1.0000	3.00 Linéaire	33.3300 598.82 117.37	23/03/01 598.82	E D	598.82		E D	E D	598.82
19	Programmeur universel eertools 13/04/01 Achat 1.0000	3.00 Linéaire	33.3300 998.54 195.71	13/04/01 998.54	E D	998.54		E D	E D	998.54
20	Logiciel microsoft project / inmac 13/07/01 Achat 1.0000	3.00 Linéaire	33.3300 608.27 119.22	13/07/01 608.27	E D	608.27		E D	E D	608.27
21	Kit geo concept-geo concept 18/01/02 Achat 1.0000	1.00 Linéaire	100.000 2 952.00 578.59	18/01/02 2 952.00	E D	2 952.00		E D	E D	2 952.00
22	Logiciel autocad-inmac 08/02/02 Achat 1.0000	1.00 Linéaire	100.000 1 190.00 233.24	08/02/02 1 190.00	E D	1 190.00		E D	E D	1 190.00

## ETAT DES IMMOBILISATIONS

Du 01/01/2011 au 31/12/2011

N°	Désignation				Date amortiss. Val. à amortir	Amortiss. antérieurs	VNC déb. exo. Acquisi. exo.	Amortiss. de l'exercice	Amortiss. cumulés	V.N.C. Économique Fiscale
	Date / Mode Acquisition	Durée / Mode / Taux Amort.	Quantité	Cession Valeur acquisition Montant TVA						
<b>21830000 Matériel de bur &amp; info</b>										
23	Micro ordi amd xp 1800-media 2000 25/06/02 Achat 1.0000	3.00 Linéaire 33.3300	33.3300	33.3300	25/06/02 2 074.41	E D	2 074.41	E D	E D	2 074.41
24	Transmetteur-erco&gener 19/07/02 Achat 1.0000	3.00 Linéaire 33.3300	33.3300	33.3300	19/07/02 433.00	E D	433.00	E D	E D	433.00
25	Ports serie-ares 31/07/02 Achat 1.0000	3.00 Linéaire 33.3300	33.3300	33.3300	31/07/02 1 336.00	E D	1 336.00	E D	E D	1 336.00
26	Log visual studio-sos developers 01/08/02 Achat 1.0000	1.00 Linéaire 100.000	100.000	100.000	01/08/02 355.00	E D	355.00	E D	E D	355.00
27	Transmetteur-erco&gener 18/10/02 Achat 1.0000	3.00 Linéaire 33.3300	33.3300	33.3300	18/10/02 534.00	E D	534.00	E D	E D	534.00
28	Testeur protocole-lv2i 06/11/02 Achat 1.0000	3.00 Linéaire 33.3300	33.3300	33.3300	06/11/02 1 034.00	E D	1 034.00	E D	E D	1 034.00
29	Logiciel acrobat - ma2v 27/01/03 Achat 1.0000	1.00 Linéaire 100.000	100.000	100.000	27/01/03 290.00	E D	290.00	E D	E D	290.00
30	Fax canon copieur oce - lixxbail 19/02/03 Achat 1.0000	2.00 Linéaire 50.0000	50.0000	50.0000	19/02/03 150.64	E D	150.64	E D	E D	150.64
31	Logiciel geo - strait & mix 07/04/03 Achat 1.0000	1.00 Linéaire 100.000	100.000	100.000	07/04/03 972.00	E D	972.00	E D	E D	972.00
32	Micro ordi amd xp 2500 - media 2000 28/06/03 Achat 1.0000	3.00 Linéaire 33.3300	33.3300	33.3300	28/06/03 994.14	E D	994.14	E D	E D	994.14
33	Imprimante laser - ares 18/08/03 Achat 1.0000	3.00 Linéaire 33.3300	33.3300	33.3300	18/08/03 611.10	E D	611.10	E D	E D	611.10
34	Netmaster - microtronique 13/10/03 Achat 1.0000	3.00 Linéaire 33.3300	33.3300	33.3300	13/10/03 455.00	E D	455.00	E D	E D	455.00
35	Micro ordi dell p4 - dell 21/11/03 Achat 1.0000	3.00 Linéaire 33.3300	33.3300	33.3300	21/11/03 1 678.00	E D	1 678.00	E D	E D	1 678.00
36	Fastrack - erco & gener 02/12/03 Achat 1.0000	3.00 Linéaire 33.3300	33.3300	33.3300	02/12/03 412.50	E D	412.50	E D	E D	412.50

## ETAT DES IMMOBILISATIONS

Du 01/01/2011 au 31/12/2011

N°	Désignation				Date amortiss. Val. à amortir	Amortiss. antérieurs	VNC déb. exo. Acquisi. exo.	Amortiss. de l'exercice	Amortiss. cumulés	V.N.C. Économique Fiscale
	Date / Mode Acquisition	Durée / Mode / Taux Amort.	Quantité	Valeur acquisition Cession Montant TVA						
<b>21830000 Matériel de bur &amp; info</b>										
37	Console pivotante - jpg 03/12/03 Achat 1.0000	3.00 Linéaire 530.50	33.3300 103.98	03/12/03 530.50	E D	530.50	E D	E D	530.50	
38	Imprimante hp deskjet 5652 12/01/04 Achat 1.0000	3.00 Linéaire 182.72	33.3300 35.81	12/01/04 182.72	E D	182.72	E D	E D	182.72	
39	Set devell oem nm11 10/03/04 Achat 1.0000	3.00 Linéaire 283.67	33.3300 54.24	10/03/04 283.67	E D	283.67	E D	E D	283.67	
40	Logiciel windows xp prof 18/04/04 Achat 1.0000	1.00 Linéaire 428.00	100.000 428.00	18/04/04 428.00	E D	428.00	E D	E D	428.00	
41	Logiciel autocad lt 2004 22/03/04 Achat 1.0000	1.00 Linéaire 1 195.00	100.000 234.22	22/03/04 1 195.00	E D	1 195.00	E D	E D	1 195.00	
42	Ordin.delloptplex gx 270 23/03/04 Achat 1.0000	3.00 Linéaire 1 616.81	33.3300 316.89	23/03/04 1 616.81	E D	1 616.81	E D	E D	1 616.81	
43	Ordi.dell optiplex gx 270 23/03/04 Achat 1.0000	3.00 Linéaire 1 515.19	33.3300 296.98	23/03/04 1 515.19	E D	1 515.19	E D	E D	1 515.19	
44	Imprim. hp deskjet 5652 20/04/04 Achat 1.0000	3.00 Linéaire 165.00	33.3300 32.34	20/04/04 165.00	E D	165.00	E D	E D	165.00	
45	Logiciel office pro 03 11/05/04 Achat 1.0000	1.00 Linéaire 1 010.00	100.000 197.96	11/05/04 1 010.00	E D	1 010.00	E D	E D	1 010.00	
46	Logiciel usp & doc powerbuilder 17/05/04 Achat 1.0000	1.00 Linéaire 865.00	100.000 169.54	17/05/04 865.00	E D	865.00	E D	E D	865.00	
47	Ordi.optiplex gx 270 & epson aculas 23/03/04 Achat 1.0000	3.00 Linéaire 1 890.00	33.3300 370.44	23/03/04 1 890.00	E D	1 890.00	E D	E D	1 890.00	
48	Logiciel office pro 03 08/04/04 Achat 1.0000	1.00 Linéaire 514.00	100.000 100.74	08/04/04 514.00	E D	514.00	E D	E D	514.00	
49	Logiciel visio pro 03 08/04/04 Achat 1.0000	1.00 Linéaire 499.00	100.000 97.80	08/04/04 499.00	E D	499.00	E D	E D	499.00	
50	Logiciel photoshop v8 08/04/04 Achat 1.0000	1.00 Linéaire 995.00	100.000 195.02	08/04/04 995.00	E D	995.00	E D	E D	995.00	

## ETAT DES IMMOBILISATIONS

Du 01/01/2011 au 31/12/2011

N°	Désignation				Date amortiss. Val. à amortir	Amortiss. antérieurs	VNC déb. exo. Acquisi. exo.	Amortiss. de l'exercice	Amortiss. cumulés	V.N.C. Économique Fiscale
	Date / Mode Acquisition	Durée / Mode / Taux Amort.	Quantité	Valeur acquisition Montant TVA						
<b>21830000 Matériel de bur &amp; info</b>										
51	Logiciel adobe acrobat 6.0 08/04/04 Achat 1.0000	1.00 Linéaire	100.000 350.00	100.000 68.60	08/04/04 350.00	E D	350.00	E D	E D 350.00	
52	Logiciel pro filemaker 6.0 08/04/04 Achat 1.0000	1.00 Linéaire	100.000 335.00	100.000 65.66	08/04/04 335.00	E D	335.00	E D	E D 335.00	
53	Maj autocad 02 vers 2004 17/05/04 Achat 1.0000	1.00 Linéaire	100.000 3 710.00	100.000 727.16	17/05/04 3 710.00	E D	3 710.00	E D	E D 3 710.00	
54	Logiciel bl 2100 starter package 12/07/04 Achat 1.0000	1.00 Linéaire	100.000 843.00	100.000 165.23	12/07/04 843.00	E D	843.00	E D	E D 843.00	
55	Logiciel new etherlite 80 24/09/04 Achat 1.0000	1.00 Linéaire	100.000 765.00	100.000 149.94	24/09/04 765.00	E D	765.00	E D	E D 765.00	
56	Pda agenda électronique qteck 06394 14/12/04 Achat 1.0000	3.00 Linéaire	33.3300 715.00	33.3300 140.14	14/12/04 715.00	E D	715.00	E D	E D 715.00	
57	Pda agenda elect qteck 649772 17/12/04 Achat 1.0000	3.00 Linéaire	33.3300 715.00	33.3300 140.14	17/12/04 715.00	E D	715.00	E D	E D 715.00	
58	Cartes navteq cub 30/11/05 Achat 1.0000	1.00 Linéaire	100.000 2 557.80	100.000 501.33	30/11/05 2 557.80	E D	2 557.80	E D	E D 2 557.80	
59	Licence geo concept cub 30/11/05 Achat 1.0000	1.00 Linéaire	100.000 4 964.00	100.000 972.94	30/11/05 4 964.00	E D	4 964.00	E D	E D 4 964.00	
60	Logiciel ip*works v6 java 09/11/05 Achat 1.0000	1.00 Linéaire	100.000 581.72	100.000 114.02	09/11/05 581.72	E D	581.72	E D	E D 581.72	
61	Mise a jour studio 8 mac/win 10/10/05 Achat 1.0000	1.00 Linéaire	100.000 444.01	100.000 87.03	10/10/05 444.01	E D	444.01	E D	E D 444.01	
62	Logiciel ms project 2003 fr 31/08/05 Achat 1.0000	1.00 Linéaire	100.000 627.76	100.000 123.04	31/08/05 627.76	E D	627.76	E D	E D 627.76	
63	Logiciel dreamweaver mx 2004 27/05/05 Achat 1.0000	1.00 Linéaire	100.000 475.34	100.000 93.17	27/05/05 475.34	E D	475.34	E D	E D 475.34	
64	Ordinateur hp rp3410-2 ib solution 27/04/05 Achat 1.0000	3.00 Linéaire	33.3300 4 787.68	33.3300 938.39	27/04/05 4 787.68	E D	4 787.68	E D	E D 4 787.68	

## ETAT DES IMMOBILISATIONS

Du 01/01/2011 au 31/12/2011

N°	Désignation				Date amortiss. Val. à amortir	Amortiss. antérieurs	VNC déb. exo. Acquisi. exo.	Amortiss. de l'exercice	Amortiss. cumulés	V.N.C. Économique Fiscale
	Date / Mode Acquisition	Durée / Mode / Taux Amort.	Quantité	Valeur acquisition Montant TVA						
<b>21830000 Matériel de bur &amp; info</b>										
65	Logiciel flash mx 2004 pro 02/02/05 Achat 1.0000	1.00 Linéaire 825.17	100.000 161.73	02/02/05 825.17	E D	825.17		E D	E D	825.17
66	Mise a jour flash mx 2004 pro 02/02/05 Achat 1.0000	1.00 Linéaire 343.24	100.000 67.28	02/02/05 343.24	E D	343.24		E D	E D	343.24
67 10	Rachat materiel occasion parsys 09/11/04 Achat	1.00 Linéaire 3 502.75	100.000	09/11/04 3 502.75	E D	3 502.75		E D	E D	3 502.75
68	Fax canon l390 22/11/06 Achat 1.0000	3.00 Linéaire 1 073.01	33.3300 210.31	22/11/06 1 073.01	E D	1 073.01		E D	E D	1 073.01
69	Switch hp procure 23/11/06 Achat 2.0000	3.00 Linéaire 639.66	33.3300 125.37	23/11/06 639.66	E D	639.66		E D	E D	639.66
70	Logiciel autocad lt 2007 17/11/06 Achat 2.0000	1.00 Linéaire 2 408.70	100.000 472.11	17/11/06 2 408.70	E D	2 408.70		E D	E D	2 408.70
71	Migration paie 500 vers sage pack 29/09/06 Achat 1.0000	1.00 Linéaire 1 090.00	100.000 213.64	29/09/06 1 090.00	E D	1 090.00		E D	E D	1 090.00
72	Logiciel autocad lt 2007 18/08/06 Achat 2.0000	1.00 Linéaire 2 408.70	100.000 472.11	18/08/06 2 408.70	E D	2 408.70		E D	E D	2 408.70
73	Ordinateurs dell dimension 5100 01/06/06 Achat 3.0000	3.00 Linéaire 2 127.00	33.3300 416.89	01/06/06 2 127.00	E D	2 127.00		E D	E D	2 127.00
74	Firewall tz170 et routeur cisco 801 31/05/06 Achat 1.0000	3.00 Linéaire 2 910.00	33.3300 570.36	31/05/06 2 910.00	E D	2 910.00		E D	E D	2 910.00
75	Ordinateur portable dell inspiron 09/04/06 Achat 1.0000	3.00 Linéaire 1 328.00	33.3300 260.29	09/04/06 1 328.00	E D	1 328.00		E D	E D	1 328.00
76	Ordinateurs hp rp3410 pa8900 29/03/06 Achat 2.0000	3.00 Linéaire 10 295.32	33.3300 2 017.88	29/03/06 10 295.32	E D	10 295.32		E D	E D	10 295.32
77	Micro onduleur sena ss800 17/03/06 Achat 1.0000	3.00 Linéaire 1 074.15	33.3300 210.53	17/03/06 1 074.15	E D	1 074.15		E D	E D	1 074.15
78	Ordinateur dell precision 380 13/03/06 Achat 1.0000	3.00 Linéaire 1 507.71	33.3300 295.51	13/03/06 1 507.71	E D	1 507.71		E D	E D	1 507.71

## ETAT DES IMMOBILISATIONS

Du 01/01/2011 au 31/12/2011

N°	Désignation				Date amortiss. Val. à amortir	Amortiss. antérieurs	VNC déb. exo. Acquisi. exo.	Amortiss. de l'exercice	Amortiss. cumulés	V.N.C. Économique Fiscale
	Date / Mode Acquisition	Durée / Mode / Taux Amort.	Quantité	Valeur acquisition Cession Montant TVA						
<b>21830000 Matériel de bur &amp; info</b>										
79	Logiciel autocad light 2006 28/02/06 Achat 2.0000	1.00 Linéaire 2 392.94	100.000 469.02	28/02/06 2 392.94	E D	2 392.94		E D	E D	2 392.94
80	Module gest° formation & carrieres 01/01/06 Achat 1.0000	1.00 Linéaire 1 290.00	100.000 252.84	01/01/06 1 290.00	E D	1 290.00		E D	E D	1 290.00
81	Passerelle uc-7420-lx matrox 12/01/06 Achat 1.0000	3.00 Linéaire 671.73	33.3300 131.66	12/01/06 671.73	E D	671.73		E D	E D	671.73
82	Imprimante hp laserjet 4250 mibs 27/04/07 Achat 1.0000	3.00 Linéaire 1 264.30	33.3300 247.80	27/04/07 1 264.30	E D	1 264.30		E D	E D	1 264.30
83	Video pro rachat dell 03/12/07 Achat 1.0000	2.00 Linéaire 189.39	50.0000 37.12	03/12/07 189.39	E D	189.39		E D	E D	189.39
84	Gx 280 dev rachat dell 03/12/07 Achat 3.0000	2.00 Linéaire 423.93	50.0000 83.09	03/12/07 423.93	E D	423.93		E D	E D	423.93
85	Dock rachat dell 03/12/07 Achat 11.0000	2.00 Linéaire 148.50	50.0000 29.11	03/12/07 148.50	E D	148.50		E D	E D	148.50
86	Moniteur crt rachat dell 03/12/07 Achat 1.0000	2.00 Linéaire 11.49	50.0000 2.25	03/12/07 11.49	E D	11.49		E D	E D	11.49
87	Moniteur tft rachat dell 03/12/07 Achat 3.0000	2.00 Linéaire 123.24	50.0000 24.16	03/12/07 123.24	E D	123.24		E D	E D	123.24
88	Latitude x300 rachat dell 03/12/07 Achat 3.0000	2.00 Linéaire 585.57	50.0000 114.77	03/12/07 585.57	E D	585.57		E D	E D	585.57
89	Dvd+r/rw rachat dell 03/12/07 Achat 2.0000	2.00 Linéaire 94.64	50.0000 18.55	03/12/07 94.64	E D	94.64		E D	E D	94.64
90	Software rachat dell 03/12/07 Achat 1.0000	2.00 Linéaire 1 264.34	50.0000 247.81	03/12/07 1 264.34	E D	1 264.34		E D	E D	1 264.34
91	Dell 1700 n rachat dell 03/12/07 Achat 1.0000	2.00 Linéaire 50.87	50.0000 9.97	03/12/07 50.87	E D	50.87		E D	E D	50.87
92	Paweredge rachat dell 03/12/07 Achat 1.0000	2.00 Linéaire 447.17	50.0000 87.65	03/12/07 447.17	E D	447.17		E D	E D	447.17

## ETAT DES IMMOBILISATIONS

Du 01/01/2011 au 31/12/2011

N°	Désignation				Date amortiss. Val. à amortir	Amortiss. antérieurs	VNC déb. exo. Acquisi. exo.	Amortiss. de l'exercice	Amortiss. cumulés	V.N.C. Économique Fiscale	
	Date / Mode Acquisition	Durée / Mode / Taux Amort.	Quantité	Cession Valeur acquisition Montant TVA							
93	Robot rachat dell 03/12/07 Achat 1.0000	2.00 Linéaire 487.85	50.0000 95.62	03/12/07 487.85	E D	487.85		E D	E D	487.85	
94	M60 rachat dell 03/12/07 Achat 10.0000	2.00 Linéaire 2 669.50	50.0000 523.22	03/12/07 2 669.50	E D	2 669.50		E D	E D	2 669.50	
95	Cm cic bail - traceur hp 14/05/10 Achat	3.00 Linéaire 104.61	33.3333	14/05/10 104.61	E D	21.99	82.62	E D	34.87 E D	56.86	47.75 47.75
96	Ordinateur (rachat leasing) 27/01/11 Achat	2.00 Linéaire 3 926.33	50.0000 769.56	27/01/11 3 926.33	E D		3 926.33	E D	1 821.38 E D	1 821.38	2 104.95 2 104.95
<i>Cumul du compte</i>		124 916.44		124 916.44	E D	120 907.49	82.62	E D	1 856.25 E D	122 763.74	2 152.70 2 152.70
<i>(hors cessions)</i>		124 916.44		124 916.44	E D X	120 907.49	82.62 3 926.33	E D X	1 856.25 E D X	122 763.74	2 152.70

Cumul linéaire : 1 856.25

Cumul dégressif :

dont dérogatoire :

## 21840000

## Mobilier de bureau

1	Bureau ministre 01/09/85 Achat	5.00 Linéaire 390.15	20.0000	01/09/85 390.15	E D	390.15		E D	E D	390.15	
2	Bureau dactylo 01/09/85 Achat	5.00 Linéaire 177.57	20.0000	01/09/85 177.57	E D	177.57		E D	E D	177.57	
3	Bureau dactylo 01/09/85 Achat	5.00 Linéaire 177.57	20.0000	01/09/85 177.57	E D	177.57		E D	E D	177.57	
4	Fauteuil 01/09/85 Achat	5.00 Linéaire 301.47	20.0000	01/09/85 301.47	E D	301.47		E D	E D	301.47	
5	Armoire 01/03/86 Achat	5.00 Linéaire 352.16	20.0000	01/03/86 352.16	E D	352.16		E D	E D	352.16	
6	Bar de bureau 01/06/86 Achat	5.00 Linéaire 502.32	20.0000	01/06/86 502.32	E D	502.32		E D	E D	502.32	
7	Rayonnages labo 01/07/87 Achat	5.00 Linéaire 2 031.58	20.0000	01/07/87 2 031.58	E D	2 031.58		E D	E D	2 031.58	

## ETAT DES IMMOBILISATIONS

Du 01/01/2011 au 31/12/2011

N°	Désignation				Date amortiss. Val. à amortir	Amortiss. antérieurs	VNC déb. exo. Acquisi. exo.	Amortiss. de l'exercice	Amortiss. cumulés	V.N.C. Économique Fiscale
	Date / Mode Acquisition	Durée / Mode / Taux Amort.	Quantité	Valeur acquisition Montant TVA						
<b>21840000 Mobilier de bureau</b>										
8	Bureau ministre 01/08/87 Achat	5.00 Linéaire	20.0000	361.65	01/08/87 361.65	E D	361.65	E D	E D	361.65
9	Chaises 01/08/87 Achat 2.0000	5.00 Linéaire	20.0000	518.63	01/08/87 518.63	E D	518.63	E D	E D	518.63
10	Table telephone 01/08/87 Achat	5.00 Linéaire	20.0000	116.32	01/08/87 116.32	E D	116.32	E D	E D	116.32
11	Bureau ministre 01/08/87 Achat	5.00 Linéaire	20.0000	371.37	01/08/87 371.37	E D	371.37	E D	E D	371.37
12	Pied carosse + alveoles labo 01/09/87 Achat	5.00 Linéaire	20.0000	206.57	01/09/87 206.57	E D	206.57	E D	E D	206.57
13	Fauteuils travail 01/11/87 Achat 6.0000	5.00 Linéaire	20.0000	1 073.61	01/11/87 1 073.61	E D	1 073.61	E D	E D	1 073.61
14	Bureau 1/2 ministre retour 01/11/87 Achat	5.00 Linéaire	20.0000	583.57	01/11/87 583.57	E D	583.57	E D	E D	583.57
15	Chaises travail labo 01/01/88 Achat 2.0000	5.00 Linéaire	20.0000	600.59	01/01/88 600.59	E D	600.59	E D	E D	600.59
16	Chaise secretaire (mhl) 01/01/88 Achat	5.00 Linéaire	20.0000	231.57	01/01/88 231.57	E D	231.57	E D	E D	231.57
17	Bureau ministre (mhl) 01/01/88 Achat	5.00 Linéaire	20.0000	371.37	01/01/88 371.37	E D	371.37	E D	E D	371.37
18	Armoire haute a rideaux 01/03/88 Achat	5.00 Linéaire	20.0000	388.44	01/03/88 388.44	E D	388.44	E D	E D	388.44
19	Armoire hte rideau 5 tablettes 01/03/88 Achat	5.00 Linéaire	20.0000	403.38	01/03/88 403.38	E D	403.38	E D	E D	403.38
20	Hp 8089856 mob.p/unites graph. 01/08/88 Achat	5.00 Linéaire	20.0000	2 911.50	01/08/88 2 911.50	E D	2 911.50	E D	E D	2 911.50
21	Armoire airborne en 100 01/04/89 Achat	5.00 Linéaire	20.0000	393.78	01/04/89 393.78	E D	393.78	E D	E D	393.78

## ETAT DES IMMOBILISATIONS

Du 01/01/2011 au 31/12/2011

N°	Désignation				Date amortiss. Val. à amortir	Amortiss. antérieurs	VNC déb. exo. Acquisi. exo.	Amortiss. de l'exercice	Amortiss. cumulés	V.N.C. Économique Fiscale
	Date / Mode Acquisition	Durée / Mode / Taux Amort.	Quantité	Valeur acquisition Montant TVA						
<b>21840000 Mobilier de bureau</b>										
22	Fauteuil airborne 01/06/89 Achat	5.00 Linéaire	20.0000	20.0000	01/06/89 257.09	E D 257.09		E D	E D 257.09	
23	Divers mobiliers airborne 01/07/89 Achat	5.00 Linéaire	20.0000	5 051.86	01/07/89 5 051.86	E D 5 051.86		E D	E D 5 051.86	
24	Fauteuil (j.j.m) 01/10/89 Achat	5.00 Linéaire	20.0000	362.83	01/10/89 362.83	E D 362.83		E D	E D 362.83	
25	Inmac mobilier 01/11/91 Achat	5.00 Linéaire	20.0000	589.98	01/11/91 589.98	E D 589.98		E D	E D 589.98	
26	Air borne fauteuil 01/11/91 Achat	5.00 Linéaire	20.0000	429.30	01/11/91 429.30	E D 429.30		E D	E D 429.30	
27	Abe solutions amenagts bureau 01/05/91 Achat	5.00 Linéaire	20.0000	7 860.88	01/05/91 7 860.88	E D 7 860.88		E D	E D 7 860.88	
28	Air borne 5 chaises visiteurs 01/02/93 Achat	5.00 Linéaire	20.0000	935.17	01/02/93 935.17	E D 935.17		E D	E D 935.17	
29	Air borne 1 fauteuil 01/02/93 Achat	5.00 Linéaire	20.0000	276.41	01/02/93 276.41	E D 276.41		E D	E D 276.41	
30	Air borne armoires rideaux 01/12/93 Achat 19.0000	5.00 Linéaire	20.0000	8 211.67	01/12/93 8 211.67	E D 8 211.67		E D	E D 8 211.67	
31	Air borne 13 bureaux ministre 01/12/93 Achat	5.00 Linéaire	20.0000	6 433.04	01/12/93 6 433.04	E D 6 433.04		E D	E D 6 433.04	
32	Air borne bureau 1/2min. 160x80 01/12/93 Achat	5.00 Linéaire	20.0000	347.58	01/12/93 347.58	E D 347.58		E D	E D 347.58	
33	Air borne bur. ministre 140x80 01/12/93 Achat	5.00 Linéaire	20.0000	334.78	01/12/93 334.78	E D 334.78		E D	E D 334.78	
34	Air borne tables start'up 01/12/93 Achat 3.0000	5.00 Linéaire	20.0000	836.03	01/12/93 836.03	E D 836.03		E D	E D 836.03	
35	Air borne bureaux start'up 01/12/93 Achat	5.00 Linéaire	20.0000	955.86	01/12/93 955.86	E D 955.86		E D	E D 955.86	

## ETAT DES IMMOBILISATIONS

Du 01/01/2011 au 31/12/2011

N°	Désignation				Date amortiss. Val. à amortir	Amortiss. antérieurs	VNC déb. exo. Acquisi. exo.	Amortiss. de l'exercice	Amortiss. cumulés	V.N.C. Économique Fiscale
	Date / Mode Acquisition	Durée / Mode / Taux Amort.	Quantité	Valeur acquisition Cession Montant TVA						
<b>21840000 Mobilier de bureau</b>										
36	Air borne table conviviale 01/12/93 Achat	5.00 Linéaire	20.0000	209.46	01/12/93 209.46	E D	209.46	E D	E D	209.46
37	Air borne caissons roulants 3tir 01/12/93 Achat	5.00 Linéaire	20.0000	358.56	01/12/93 358.56	E D	358.56	E D	E D	358.56
38	Air borne caisson roulant 2 tirr 01/12/93 Achat	5.00 Linéaire	20.0000	179.28	01/12/93 179.28	E D	179.28	E D	E D	179.28
39	Air borne chaises travail 01/12/93 Achat	5.00 Linéaire	20.0000	960.43	01/12/93 960.43	E D	960.43	E D	E D	960.43
40	Air borne chaises visiteur 01/12/93 Achat	5.00 Linéaire	20.0000	1 097.63	01/12/93 1 097.63	E D	1 097.63	E D	E D	1 097.63
41	Air borne fauteuils travail 01/12/93 Achat	5.00 Linéaire	20.0000	1 992.20	01/12/93 1 992.20	E D	1 992.20	E D	E D	1 992.20
42	Air borne tabourets dessinateurs 01/12/93 Achat	5.00 Linéaire	20.0000	231.72	01/12/93 231.72	E D	231.72	E D	E D	231.72
43	Air borne classeurs 10 cases 01/12/93 Achat	5.00 Linéaire	20.0000	331.12	01/12/93 331.12	E D	331.12	E D	E D	331.12
44	Bureau gris 120 air borne 01/06/94 Achat	5.00 Linéaire	20.0000	365.88	01/06/94 365.88	E D	365.88	E D	E D	365.88
45	Bureau gris 160 airborne 01/06/94 Achat	5.00 Linéaire	20.0000	206.72	01/06/94 206.72	E D	206.72	E D	E D	206.72
46	Caissons roulettes air borne 01/06/94 Achat	5.00 Linéaire	20.0000	365.88	01/06/94 365.88	E D	365.88	E D	E D	365.88
47	Chaises spring airborne 01/06/94 Achat	5.00 Linéaire	20.0000	356.73	01/06/94 356.73	E D	356.73	E D	E D	356.73
48	Siege dessinateur air borne 01/06/94 Achat	5.00 Linéaire	20.0000	137.20	01/06/94 137.20	E D	137.20	E D	E D	137.20
49	Tables convergence airborne 01/01/94 Achat	5.00 Linéaire	20.0000	1 584.25	01/01/94 1 584.25	E D	1 584.25	E D	E D	1 584.25

## ETAT DES IMMOBILISATIONS

Du 01/01/2011 au 31/12/2011

N°	Désignation				Date amortiss. Val. à amortir	Amortiss. antérieurs	VNC déb. exo. Acquisi. exo.	Amortiss. de l'exercice	Amortiss. cumulés	V.N.C. Économique Fiscale
	Date / Mode Acquisition	Durée / Mode / Taux Amort.	Quantité	Valeur acquisition Montant TVA						
<b>21840000 Mobilier de bureau</b>										
50	Tables conference 01/01/94 Achat 2.0000	5.00 Linéaire 600.04	20.0000	20.0000	01/01/94 600.04	E D	600.04	E D	E D	600.04
51	Fauteuils conference 01/01/94 Achat 10.0000	5.00 Linéaire 2 222.71	20.0000	20.0000	01/01/94 2 222.71	E D	2 222.71	E D	E D	2 222.71
52	Fauteuil dossier haut 01/01/94 Achat	5.00 Linéaire 1 685.98	20.0000	20.0000	01/01/94 1 685.98	E D	1 685.98	E D	E D	1 685.98
53	Fauteuils dossier bas 01/01/94 Achat 2.0000	5.00 Linéaire 2 382.50	20.0000	20.0000	01/01/94 2 382.50	E D	2 382.50	E D	E D	2 382.50
54	Table de conference 01/01/94 Achat	5.00 Linéaire 478.39	20.0000	20.0000	01/01/94 478.39	E D	478.39	E D	E D	478.39
55	Convivialite 3/4 rond 01/01/94 Achat	5.00 Linéaire 622.91	20.0000	20.0000	01/01/94 622.91	E D	622.91	E D	E D	622.91
56	Caisson roulettes 01/01/94 Achat	5.00 Linéaire 289.96	20.0000	20.0000	01/01/94 289.96	E D	289.96	E D	E D	289.96
57	Rangement bas 2 portes 01/01/94 Achat	5.00 Linéaire 592.72	20.0000	20.0000	01/01/94 592.72	E D	592.72	E D	E D	592.72
58	Rangement haut 2 portes 01/01/94 Achat	5.00 Linéaire 686.94	20.0000	20.0000	01/01/94 686.94	E D	686.94	E D	E D	686.94
59	Chauffeuses 01/01/94 Achat 3.0000	5.00 Linéaire 1 130.56	20.0000	20.0000	01/01/94 1 130.56	E D	1 130.56	E D	E D	1 130.56
60	Table ronde 4/6 01/01/94 Achat	5.00 Linéaire 579.92	20.0000	20.0000	01/01/94 579.92	E D	579.92	E D	E D	579.92
61	3 fauteuils spring dossier 13/03/97 Achat 3.0000	5.00 Linéaire 724.44	20.0000	20.0000	13/03/97 724.44	E D	724.44	E D	E D	724.44
62	Table bureau gris 27/11/97 Achat	5.00 Linéaire 250.40	20.0000	20.0000	27/11/97 250.40	E D	250.40	E D	E D	250.40
63	7 chaises 21/08/98 Achat	5.00 Linéaire 339.20	20.0000	20.0000	21/08/98 339.20	E D	339.20	E D	E D	339.20

## ETAT DES IMMOBILISATIONS

Du 01/01/2011 au 31/12/2011

N°	Désignation					Date amortiss. Val. à amortir	Amortiss. antérieurs	VNC déb. exo. Acquisi. exo.	Amortiss. de l'exercice	Amortiss. cumulés	V.N.C. Économique Fiscale		
	Date / Mode Acquisition	Quantité	Cession	Durée / Mode / Taux Amort. Valeur acquisition	Montant TVA								
<b>21840000 Mobilier de bureau</b>													
64	2 armoires	21/08/98	Achat	5.00	Linéaire	20.0000	21/08/98	E	309.01		E	309.01	
						309.01		D			D		
65	Bureau	21/08/98	Achat	5.00	Linéaire	20.0000	21/08/98	E	355.21		E	355.21	
						355.21		D			D		
66	2 tables	21/08/98	Achat	5.00	Linéaire	20.0000	21/08/98	E	667.57		E	667.57	
						667.57		D			D		
67	Armoires...-slibail	18/01/02	Achat	4.00	Linéaire	25.0000	18/01/02	E	1 010.28		E	1 010.28	
				1.0000		1 010.28		D			D		
68	Siege-amplitude	17/05/02	Achat	5.00	Linéaire	20.0000	17/05/02	E	474.60		E	474.60	
				1.0000		474.60		D			D		
69	Rayonnage tubulaire- jpg	03/02/03	Achat	5.00	Linéaire	20.0000	03/02/03	E	1 244.95		E	1 244.95	
				1.0000		1 244.95		D			D		
70	Armoire a rideaux - bur occase	08/12/03	Achat	5.00	Linéaire	20.0000	08/12/03	E	359.53		E	359.53	
				2.0000		359.53		D			D		
71	Fauteuil newport dossier 60cm	22/06/04	Achat	5.00	Linéaire	20.0000	22/06/04	E	507.00		E	507.00	
				1.0000		507.00		D			D		
72	Ensemble mobilier bureau poirier -	14/04/04	Achat	5.00	Linéaire	20.0000	14/04/04	E	1 593.47		E	1 593.47	
				2.0000		1 593.47		D			D		
73	Fauteuil laureat confort noir	25/10/04	Achat	5.00	Linéaire	20.0000	25/10/04	E	165.00		E	165.00	
				1.0000		165.00		D			D		
74	Chaise haute soko	24/11/04	Achat	5.00	Linéaire	20.0000	24/11/04	E	130.00		E	130.00	
				1.0000		130.00		D			D		
75	Fauteuil leo confort noir	19/05/05	Achat	5.00	Linéaire	20.0000	19/05/05	E	247.50		E	247.50	
				5.0000		247.50		D			D		
76	Fauteuil laureat confort	14/12/06	Achat	5.00	Linéaire	20.0000	14/12/06	E	361.50	85.12	E	446.62	
				1.0000		446.62		D			D		
77	Module mutibloc avec rideaux	06/09/06	Achat	5.00	Linéaire	20.0000	06/09/06	E	347.20	54.70	E	401.90	
				4.0000		401.90		D			D		

## ETAT DES IMMOBILISATIONS

Du 01/01/2011 au 31/12/2011

N°	Désignation				Date amortiss. Val. à amortir	Amortiss. antérieurs	VNC déb. exo. Acquisi. exo.	Amortiss. de l'exercice	Amortiss. cumulés	V.N.C. Économique Fiscale		
	Date / Mode Acquisition	Durée / Mode / Taux Amort.	Quantité	Valeur acquisition Cession Montant TVA								
<b>21840000 Mobilier de bureau</b>												
78	Armoires a rideaux 21/07/06 Achat 2.0000	5.00 Linéaire 565.90	20.0000 110.92	21/07/06 565.90	E D	503.02	62.88	E D	62.88 D	E D	565.90	
79	Module multibloc sans rideaux 28/06/06 Achat 3.0000	5.00 Linéaire 237.00	20.0000 46.45	28/06/06 237.00	E D	213.70	23.30	E D	23.30 D	E D	237.00	
80	Caisson mobile 22/06/06 Achat 4.0000	5.00 Linéaire 299.50	20.0000 58.70	22/06/06 299.50	E D	271.05	28.45	E D	28.45 D	E D	299.50	
81	Fauteuil laureat confort noir 20/06/06 Achat 3.0000	5.00 Linéaire 507.00	20.0000 99.37	20/06/06 507.00	E D	459.40	47.60	E D	47.60 D	E D	507.00	
82	Module multibloc avec rideaux 02/06/06 Achat 1.0000	5.00 Linéaire 570.00	20.0000 111.72	02/06/06 570.00	E D	522.18	47.82	E D	47.82 D	E D	570.00	
83	Fauteuil leo confort noir 28/02/06 Achat 2.0000	5.00 Linéaire 218.00	20.0000 42.73	28/02/06 218.00	E D	211.10	6.90	E D	6.90 D	E D	218.00	
84	Alinea - bureau jjm 28/08/08 Achat 1.0000	5.00 Linéaire 788.84	20.0000 154.61	28/08/08 788.84	E D	369.44	419.40	E D	157.77 D	E D	527.21 261.63 261.63	
85	Bruneau - aimoire rideaux demont. 19/05/08 Achat 1.0000	5.00 Linéaire 1 457.90	20.0000 285.75	19/05/08 1 457.90	E D	762.97	694.93	E D	291.58 D	E D	1 054.55 403.35 403.35	
86	Armoire monobloc battante 06/02/08 Achat 1.0000	5.00 Linéaire 522.50	20.0000 102.41	06/02/08 522.50	E D	303.34	219.16	E D	104.50 D	E D	407.84 114.66 114.66	
<i>Cumul du compte</i>		79 390.66			E D	77 700.40	1 690.26	E D	910.62 D	E D	78 611.02 D	779.64 779.64
<i>(hors cessions)</i>		79 390.66			E D X	77 700.40	1 690.26	E D X	910.62 D X	E D X	78 611.02 D X	779.64

Cumul linéaire : 910.62

Cumul dégressif :

dont dérogatoire :

**27110000 Titres de participation**

1	Titres semex gertrude 01/01/10 Achat	Non amortissable 2 619.53		01/01/10	E D		2 619.53	E D		E D	2 619.53 2 619.53
2	Titres gertrude america latina 01/01/10 Achat	Non amortissable 30 437.36		01/01/10	E D		30 437.36	E D		E D	30 437.36 30 437.36

## ETAT DES IMMOBILISATIONS

Du 01/01/2011 au 31/12/2011

N°	Désignation			Date amortiss. Val. à amortir	Amortiss. antérieurs	VNC déb. exo. Acquisi. exo.	Amortiss. de l'exercice	Amortiss. cumulés	V.N.C. Économique Fiscale
	Date / Mode Acquisition	Durée / Mode / Taux Amort.	Quantité Cession Valeur acquisition Montant TVA						
<b>27110000 Titres de participation</b>									
3	01/01/10	Achat	Non amortissable 996.00	01/01/10	E D	996.00	E D	E D	996.00 996.00
4	01/01/10	Achat	Non amortissable 1 036.77	01/01/10	E D	1 036.77	E D	E D	1 036.77 1 036.77
<i>Cumul du compte</i>		35 089.66			E D	35 089.66	E D	E D	35 089.66 35 089.66
<i>(hors cessions)</i>		35 089.66			E D X	35 089.66	E D X	E D X	35 089.66 35 089.66

Cumul linéaire :

Cumul dégressif :

dont dérogatoire :

**27500000 Depots et cautionnements**

1	16/02/01	Achat	Non amortissable 76.22	16/02/01	E D	76.22	E D	E D	76.22 76.22
2	25/05/09	Achat	Non amortissable 2 800.00	25/05/09	E D	2 800.00	E D	E D	2 800.00 2 800.00
3	05/06/09	Achat	Non amortissable 434.00	05/06/09	E D	434.00	E D	E D	434.00 434.00
4	12/05/09	Achat	Non amortissable 1 120.95	12/05/09	E D	1 120.95	E D	E D	1 120.95 1 120.95
5	23/03/09	Achat	Non amortissable 850.00	23/03/09	E D	850.00	E D	E D	850.00 850.00
6	27/07/11	Achat	Non amortissable 293.00	27/07/11	E D	293.00	E D	E D	293.00 293.00
7	17/10/11	Achat	Non amortissable 1 400.00	17/10/11	E D	1 400.00	E D	E D	1 400.00 1 400.00
<i>Cumul du compte</i>		6 974.17			E D	5 281.17 1 693.00	E D	E D	6 974.17 6 974.17
<i>(hors cessions)</i>		6 974.17			E D X	5 281.17 1 693.00	E D X	E D X	6 974.17 6 974.17

## ETAT DES IMMOBILISATIONS

Du 01/01/2011 au 31/12/2011

N°	Désignation				Date amortiss. Val. à amortir	Amortiss. antérieurs	VNC déb. exo. Acquisi. exo.	Amortiss. de l'exercice	Amortiss. cumulés	V.N.C. Économique Fiscale
	Date / Mode Acquisition	Durée / Mode / Taux Amort.	Quantité	Cession Valeur acquisition Montant TVA						

27500000

## Depots et cautionnements

Cumul linéaire :

Cumul dégressif :

dont dérogatoire :

CUMUL TOUS COMPTES	Valeur d'acquisition	Valeur à amortir	Amortiss. antérieurs	VNC déb. exo. Acquisi. exo.	Amortiss. de l'exercice	Amortiss. cumulés	V.N.C. de gestion Fiscale
	338 741.51	296 677.68	E 283 622.59 D	47 235.59 7 883.33	E 4 503.69 D	E 288 126.28 D	50 615.23 50 615.23
(hors cessions)	338 741.51	296 677.68	E 283 622.59 D	47 235.59 7 883.33	E 4 503.69 D	E 288 126.28 D	50 615.23 50 615.23

Cumul linéaire :

4 503.69

Cumul dégressif :

dont dérogatoire :